



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

A trois mois de son adhésion à l'UE

La Pologne se prépare

Comment un parlement national peut-il exercer un contrôle effectif sur l'action européenne de son gouvernement? Voilà une question qui semble particulièrement préoccuper les parlementaires polonais à l'aube de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne. Au cours de la visite officielle d'une délégation mixte composée de membres de la Diète et du Sénat, les représentants polonais ont informé leurs collègues luxembourgeois du projet (avancé) des deux Chambres du Parlement de créer une commission commune dotée d'un statut spécial et chargée de s'occuper exclusivement de politique européenne.

Les députés luxembourgeois ont estimé que l'idée - certes très intéressante en théorie - pourrait s'avérer assez contraignante dans la pratique. Ils ont préconisé le modèle luxembourgeois, basé sur des échanges d'informations et d'opinions réguliers entre le ministre compétent et les député(e)s, tout en accordant au Gouvernement une certaine marge de manoeuvre pendant les négociations. Principe important, selon les députés luxembourgeois, sachant qu'«un défaut de flexibilité ne servira ni à l'Europe, ni à la Pologne» comme s'est exprimée Mme Lydie Err au cours de la réunion.

Revenant sur l'échec du dernier Conseil Européen au sujet d'une



Les délégations polonaise et luxembourgeoise à la Chambre des Députés

future Constitution européenne - échec dû en partie à l'intransigeance du Gouvernement polonais - les parlementaires polonais ont rappelé que c'était sur base du Traité de Nice que leurs concitoyens s'étaient exprimés en faveur d'une adhésion à l'UE, et que dès lors la classe politique n'était pas habilitée à accepter que les conditions changent en défaveur de la Pologne.

Relevons encore que le projet de loi portant approbation de l'adhésion de dix nouveaux États membres (dont la Pologne) à l'Union européenne, dont M.

Emile Calmes a été le rapporteur, vient d'être voté à l'unanimité des 60 députés lors de la séance publique du 10 février.

La délégation polonaise sous la conduite de M. Janusz Lewandowski, Vice-Président de la Commission Européenne de la Diète, a été accueilli par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés.

Les entretiens ont été présidés par M. Marcel Glesener qui était entouré de Mme Lydie Err et de MM. Ben Fayot, Marcel Sauber, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Emile Calmes, Laurent Mosar et Jean-Marie Halsdorf.

Palais grand-ducal

Réception de Nouvel An pour la Chambre des Députés



Photo: SIP/Christophe Olinger

A l'occasion du Nouvel An, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ont reçu en audience, au Palais grand-ducal, le Président, les Vice-Présidents et les Membres du Bureau de la Chambre des Députés.

Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse sont entourés de (de gauche à droite) : M. John Schummer, M. Lucien Weiler et M. Robert Mehlen, Membres du Bureau; M. Jean Asselborn, Vice-Président; M. Jeannot Krecké, Membre; M. Jean Spautz, Président; M. Jean-Paul Rippinger, M. François Bausch et M. Lucien Clement, Membres; M. Niki Bettendorf, Vice-Président; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général et M. Nico Loes, Vice-Président.

Du 23 au 26 janvier 2004:

Visite officielle en République islamique d'Iran

Une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés s'est rendue en République islamique d'Iran sur invitation de Monsieur le Docteur Mohsen Mirdamadi, Président de la Commission de la Politique extérieure et de la Sécurité nationale de l'Assemblée Consultative islamique d'Iran (Majlis). La délégation se composait de M. Paul Helminger, Président, de Mme Lydie Err et de MM. Claude Wiseler et Jacques-Yves Henckes, membres de la Commission.

La délégation a rencontré des membres du Gouvernement iranien, des Représentants de l'Assemblée Consultative islamique d'Iran (Majlis), notamment une délégation de la Fraction des femmes, ainsi que des citoyens iraniens travaillant pour des Organisations Non Gouvernementales (ONG), pour des organismes traitant sur la question des droits de l'homme, ainsi que pour des journaux étrangers.

Les députés luxembourgeois ont tenu à communiquer trois messages à leurs interlocuteurs iraniens, à savoir de les encourager à promouvoir l'État de droit et le fonctionnement démocratique des institutions, à améliorer la liberté d'expression, et à multiplier leurs efforts pour garantir les

droits de l'homme et plus précisément les droits de la femme.

La délégation regrette la décision prise par le Conseil des gardiens d'invalider près de la moitié des candidatures aux élections législatives du 20 février 2004. Elle a apporté son soutien aux députés actuels rayés de la liste des candidats et a rappelé que pour l'Union européenne la validité des élections ne s'apprécie non seulement par rapport au déroulement des élections mais également par rapport à l'ensemble du processus électoral y compris l'établissement des listes des candidats.

La délégation reconnaît les efforts déployés par la République islamique d'Iran pour assurer la stabilité politique en Afghanistan. En ce qui concerne l'Irak, les deux parties sont d'accord pour dire que l'ONU devrait jouer un rôle plus important dans le processus de développement des institutions démocratiques.

La délégation a exprimé l'espoir de voir la République islamique d'Iran adopter une position constructive en matière de résolution du conflit israélo-palestinien et souhaite qu'elle utilise toute son influence pour favoriser une reprise du processus politique au Moyen Orient.





Marc Fischbach, premier médiateur au Luxembourg

En date du 21 janvier 2004, M. Marc Fischbach, qui avait été nommé premier médiateur du Luxembourg par la Chambre des Députés le 18 décembre 2003, a été assermenté par le Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker. Le projet de loi relatif à la mise en place d'un médiateur au Luxembourg avait été adopté le 16 juillet 2003.

Rattaché à la Chambre des Députés, le médiateur est une instance indépendante qui ne reçoit d'instructions d'aucune autorité. Il ne dépend ni de l'administration, ni du Gouvernement. Le médiateur est nommé pour une durée de 8 ans non renouvelable.

Monsieur Fischbach, quelle est la compétence du médiateur?

Le médiateur connaît des relations entre l'administration et les administrés. Le médiateur traite des différends qui opposent l'administration aux administrés. Les litiges entre personnes physiques, entre personnes morales de droit privé, entre personnes morales de droit privé et personnes physiques sont donc exclus.

La compétence du médiateur est vaste dans la mesure où la notion d'administration s'entend dans le sens large du terme.

Selon l'article 1^{er} de la loi du 22 août 2003, la compétence du médiateur comprend certes les administrations de l'État, mais aussi les communes, ainsi que les établissements publics relevant de l'État et des communes à l'exclusion de leurs activités industrielles, financières et commerciales.

Elle comprend ainsi la collaboration, l'aide et l'assistance mutuelle entre les médiateurs de la Grande Région en vue d'assurer aux citoyens une prise en compte plus efficace de leurs intérêts et de leurs problèmes à caractère transfrontalier.

Qui peut saisir le médiateur?

Toute personne physique ou morale de droit privé, quelle que soit sa nationalité, qui s'estime lésée par l'administration et qui de ce fait a un intérêt personnel et direct à faire valoir, peut saisir le médiateur par une déclaration écrite ou moyennant déclaration orale faite à son secrétariat.

En vertu de l'article 2 de la précitée loi, toute personne concernée peut saisir le médiateur soit directement soit par l'intermédiaire d'un membre de la Chambre des Députés. En outre, chaque membre de la Chambre des Députés peut de son propre chef saisir le médiateur d'une



Au cours d'une conférence de presse le 23 janvier 2004, le médiateur a estimé que ses services seront opérationnels à partir du 1^{er} mai 2004. M. Fischbach est actuellement en train d'organiser son service.

question relative au fonctionnement de l'administration.

Qu'en est-il de la recevabilité des réclamations?

Conformément à l'article 3 de la loi, toute réclamation d'une personne physique ou morale de droit privé doit être précédée des démarches administratives appropriées auprès de l'administration.

Concrètement cela implique que le réclamant ne peut s'adresser au médiateur qu'en cas de refus explicite de l'administration ou d'une réponse qui ne lui donne pas satisfaction.

Le recours devant une juridiction, exclut-il la saisie du médiateur? Et vice versa?

Non. Certes, en vertu de l'article 3 de la loi, le médiateur ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction. Mais le même article énonce en toute clarté que la réclamation auprès du médiateur n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions compétentes.

Le réclamant peut donc saisir le médiateur tout en entamant conjointement une action en justice. Il peut également saisir le médiateur et attendre le résultat

de la médiation avant de s'adresser au juge. Dans ce dernier cas, il doit toutefois veiller à introduire l'action en justice dans les délais prévus.

Un tel parallélisme voire cette complémentarité s'explique de par les approches différentes du médiateur et du juge.

Si dans l'interprétation du droit administratif le juge applique le principe de légalité, le médiateur est habilité de par la loi à recommander des solutions permettant de régler en équité la situation du réclamant.

Ainsi, pour parer à toute inéquité ou à un grave déséquilibre au détriment d'un administré, le médiateur peut faire des recommandations allant au-delà d'une application trop rigoureuse d'un texte, sans ignorer pour autant la volonté ou l'intention du législateur.

Quels sont les moyens d'action du médiateur tels qu'énoncés à l'article 4 de la loi?

Les moyens d'action du médiateur sont la persuasion et la publicité.

Le médiateur n'a pas de pouvoir décisionnel.

Le médiateur règle au cas par cas les réclamations qui lui sont soumises.

Après avoir vérifié que l'affaire est recevable et relève effectivement de sa compétence, le médiateur procède à un examen au fond du dossier.

Lorsque la réclamation lui semble justifiée, le médiateur conseille le réclamant et l'administration. Il engage avec l'administration un dialogue voire une négociation pour trouver une solution amiable au problème.

Si la réponse de l'administration ne lui paraît pas satisfaisante, le médiateur peut formuler des recommandations et les rendre publiques, notamment dans son rapport annuel qu'il présente à la Chambre des Députés.

Le médiateur peut proposer à la Chambre des Députés et au Gouvernement des modifications de textes légaux et réglementaires.

Dans le cadre de ses compétences il peut également faire des recommandations comportant des propositions visant à améliorer le fonctionnement d'une administration.



M. Marc Fischbach lors de son assermentation par le Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Réunion annuelle du Bureau

La réunion annuelle du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), organe regroupant l'ensemble des parlements ayant le français en partage, s'est tenue du 21 au 22 janvier à Cayenne, capitale de la Guyane française. Sur invitation

de la section française, 21 pays et régions étaient présents, parmi lesquels le Luxembourg et sa Chambre des Députés qui y fut représentée par M. Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF.

Le budget - en équilibre - pour l'année en cours, présenté par le

député luxembourgeois, la situation politique instable dans divers pays francophones ainsi que la collaboration interparlementaire furent les trois principaux sujets abordés lors des réunions de travail. Des résolutions appelant certains pays à faire davantage d'efforts en ce qui concerne la tenue d'élections libres et transparentes ont été adoptées à Cayenne. En outre, les représentants africains ont insisté sur le fait que la lutte contre le SIDA, véritable fléau du continent noir, doit rester une priorité de l'action de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

C'est encore en Guyane, îlot francophone en Amérique du Sud, riche de cultures diverses, que les parlementaires ont souligné l'importance de la diversité linguistique au niveau des institutions européennes, ceci à la veille d'un élargissement historique de l'Union européenne.

Visite de M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, auprès de la Chambre des Députés



M. Alvaro Gil-Robles signe le Livre d'Or de la Chambre des Députés, entouré de M. Emile Calmes, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Renée Wagener, M. Laurent Mosar, M. Paul-Henri Meyers, M. Jean Spautz, Mme Lydie Err, M. Patrick Santer et M. Gusty Graas

En date du 2 février 2004, M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a visité le Luxembourg dans le cadre de sa mission générale d'examen de la situation des droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe.

M. Gil-Robles a été accueilli par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. La rencontre était suivie d'un échange de vues avec des membres de la Commission juridique, de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La délégation était composée de M.

Laurent Mosar, M. Paul-Henri Meyers, M. Gusty Graas, M. Emile Calmes, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Lydie Err, M. Patrick Santer et Mme Renée Wagener.

Les députés ont profité de l'occasion pour évoquer un vaste éventail de sujets, notamment la procédure à suivre en matière de demandes en obtention du statut de réfugié, la liberté d'expression ou encore la mise en place d'un médiateur au Luxembourg. L'invité a constaté avec satisfaction que le Luxembourg ne suit pas l'exemple d'autres États qui, sous le prétexte de la lutte contre la criminalité et contre le terrorisme, élaborent certaines lois restrictives au niveau des droits de l'homme.



(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Député luxembourgeois et Trésorier international de l'APF; M. Jacques Legendre, Sénateur français, Secrétaire général parlementaire de l'APF; M. Mahamane Ousmane, Président de l'Assemblée nationale du Niger, Président de l'APF

NOUVELLES LOIS

3924 - Projet de révision

de l'article 24 de la Constitution

Le projet de révision 3924 vise à biffer purement et simplement, comme étant surannées, la phrase de l'article 24 de la Constitution relative au cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs, ainsi que celle relative au droit de timbre des journaux et périodiques.

Est biffée également la disposition prévoyant que l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi si l'auteur est connu, s'il est Luxembourgeois et domicilié dans le Grand-Duché.

Cette disposition, qui consacre le principe de la responsabilité en cascade en matière de presse, n'a en effet pas sa place dans la Constitution.

L'article 24 se réduira ainsi à ses dispositions essentielles, à savoir celle consacrant la liberté d'opinion et la liberté de la presse, et celle relative à l'interdiction de la censure.

L'article 24 de la Constitution se lira donc finalement comme suit:

«Art. 24. La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.»

Dépôt par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, le 19.04.1994

Rapporteur: M. Jean-Paul Rippinger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

16.02.2000 Examen du projet de révision de la Constitution

17.04.2002 Décision sur la question de la suppression, à l'article 24 de la Constitution, de la disposition sur la règle de la responsabilité en cascade en matière de presse

14.01.2004 Réexamen du projet de révision à la lumière de la décision récente de la Commission des Media et des Communications de maintenir le principe de la responsabilité en cascade, dans le cadre du projet de loi 4910 sur la liberté d'expression dans les médias, en amendant le projet de loi en ce sens

21.01.2004 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2004

4752B - Projet de loi

portant approbation du Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000

Le projet de loi 4752B prévoyant l'approbation du Traité EUCARIS vise à la mise en œuvre et l'exploitation d'un système technique pour l'échange de données, en temps réel, entre les autorités responsables dans leurs pays respectifs pour l'immatriculation des véhicules et/ou la délivrance des permis de conduire.

La tentative de procéder dans un pays adhérent au Traité EUCARIS à une nouvelle immatriculation d'un véhicule volé peut dorénavant être empêchée par l'échange mutuel en temps réel d'informations sur les véhicules immatriculés. Les fraudes jusqu'à présent possibles au moment de l'échange ou de la transcription des permis de conduire peuvent également être enrayerées.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23.01.2001

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

15.12.2003 Désignation d'un rapporteur

22.01.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.01.2004

5051 - Projet de loi

portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite à Budapest, le 22 juin 2001

En date du 3 octobre 2000 a été adoptée à Budapest la «Convention relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure», en abrégé CMNI, dite «Convention de Budapest». Les États présents, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la France, la Hongrie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Tchéquie, la Roumanie, la Russie, la Slovaquie et la Suisse, ont adopté la convention à l'unanimité. La conférence diplomatique s'est tenue à Budapest du 25 septembre au 3 octobre 2000 sous l'égide conjointe de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin (CCNR), de la Commission du Danube ainsi que de la CEE/ONU.

Le projet de loi sous rubrique portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), contribue à l'harmonisation des régimes juridiques dans l'intérêt du développement des transports. L'approbation de la Convention est particulièrement importante pour les transporteurs en vue de fixer leur responsabilité pour perte ou avarie de la marchandise et de déterminer les exonérations de responsabilité pour faute nautique.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.11.2002

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

02.07.2003 Présentation de la Convention
Nomination d'un rapporteur

13.11.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.01.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2004

5099 - Projet de loi

instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

Suite à l'adoption, le 26 janvier 2001, par la Commission européenne d'un nouvel encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement (Journal Officiel 2001/C37/03), l'adoption de nouvelles dispositions légales en matière d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la production d'énergie renouvelable s'impose.

Le projet de loi sous rubrique est censé remplacer les dispositions de l'article 7 de la loi du 27 juillet 1993 en tenant compte du nouvel encadrement communautaire.

Les intensités des différentes aides sont de 30% pour les investissements de protection de l'environnement et de 40% pour les investissements d'utilisation rationnelle de l'énergie et de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergie renouvelables. Ces taux représentent les taux maxima autorisés, toutes aides confondues, par l'encadrement communautaire pour les différents types d'investissements.

Etant donné que le mécanisme de la bonification d'intérêt et la garantie de l'État prévues dans le cadre de la loi du 27 juillet 1993 n'ayant jamais été appliqués, ils n'ont plus été retenus dans le projet de loi sous rubrique.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 13.02.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

12.11.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.11.2003 Continuation de l'examen et présentation d'un texte coordonné

21.01.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.01.2004

5107 - Projet de loi

portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques

L'objet du projet de loi sous rubrique est la transposition en droit luxembourgeois des directives 80/723/CEE, 85/413/CEE, 93/84/CEE et 2000/52/CE. Les directives 85/413/CEE, 93/84/CEE ainsi que la directive 2000/52/CE portent chacune modification de la directive initiale 80/723/CEE du 25 juin 1980 relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques.

Si les trois premières directives ne mentionnent pas que les États membres doivent prendre des dispositions spécifiques, la dernière directive en date prévoit en son article 2: «Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 juillet 2001.»

Pour des raisons de «transparence, de clarté et de compréhension» les auteurs du projet de loi ont jugé préférable de rédiger un texte portant transposition de l'ensemble des directives.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 12.03.2003

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

12.11.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.01.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.01.2004

5253 - Projet de loi

portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières

Le projet de loi a pour objet d'habiliter le Grand-Duc, pour la durée d'une année, à savoir jusqu'au 31 décembre 2004, à prendre, en cas d'urgence, dans les domaines économique et financier, des règlements grand-ducaux, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. Sont exceptées de cette réglementation les matières réservées à la loi par la Constitution.

Ce projet s'inscrit dans la lignée des lois d'habilitation qui, depuis 1946, ont été adoptées chaque année.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 27.11.2003

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

03.12.2003 Désignation d'un rapporteur

11.12.2003 Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2003

5255 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à émettre en 2004 un ou plusieurs emprunts

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à émettre en 2004 l'emprunt prévu initialement à l'article 42 du projet de loi budgétaire pour 2004. Le Gouvernement n'entend plus se prévaloir de la possibilité d'émettre un emprunt affecté aux recettes budgétaires. Le présent projet se limite dès lors à solliciter l'autorisation d'émettre les tranches destinées à alimenter directement le fonds des routes et le fonds du rail.

La Commission des Finances et du Budget a estimé qu'une loi spéciale devra suivre le vote de la loi budgétaire pour autoriser l'émission de l'emprunt à contracter par l'État en 2004, et pour en déterminer les modalités, sur lesquelles aussi bien le projet de loi budgétaire que l'exposé des motifs du projet de budget pour 2004 sont muets.

Dans son avis du 9 décembre 2003, le Conseil d'État «constate que les emprunts envisagés s'inscrivent dans le cadre de la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement. Il paraît cohérent de les inscrire dès lors dans l'acte autorisant le Gouvernement à opérer des recettes et des dépenses au cours d'un exercice budgétaire donné. Quant au fond, le Conseil d'État constate que par rapport aux prévisions initiales, le projet de budget redressé permet au Gouvernement de faire abstraction d'un emprunt de 80 millions, dont le produit reviendrait directement à l'État. Le texte retient donc uniquement les emprunts d'un montant de 70 millions d'euros au profit du fonds des routes et d'un montant de 50 millions d'euros au profit du fonds du rail.»

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 02.12.2003

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

11.12.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2003

Ordre du jour

- 5094 - Projet de loi portant réactivation du fonds d'équipement militaire

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

- 5222 - Projet de loi portant création de l'établissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation"

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5253 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- Discours de fin d'année

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Henri Grethen, Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5094 iwwert de Fonds d'équipement militaire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Loes, Bodry, Rippinger, Henckes a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Rippinger.

- 5094 - Projet de loi portant réactivation du fonds d'équipement militaire

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru bal genau engem Joer hunn ech hei an der Chamber de Rapport gemaach iwwert d'Gesetz fir eis Arméi och fir d'EU-Bierger opzemaachen. 22 Ausländer hu bis Enn des Joers vun deser neier Dispositioun profitiert a sech an der Lëtzebuenger Arméi engagéiert.

Eis Arméi huet esouwuel op internationalem wéi awer och op internationalem Plang wichteg Missiounen ze erfëllen. Fir dat gutt ze maachen, brauch si dat richtegt Material, fir dat si esou kann hire ville Missiounen, déi se huet, gerecht ginn. Ech mengen an deem Kontext, datt een do keng Käschten därëf scheien an datt et wichteg ass fir dat beschd a modernst Equipement erauszesechen, fir esou e Schutz vum Zaldot an alle Situatiounen ze garantéieren.

Énnert dese Missiounen ass virun allem d'Bedelegung un den Operatiounen fir d'Friedensofsécherung an d'Konfliktsituatiounen ervirzesträichen. Ech denken do ganz besonnesch zum Beispill un de Lëtzebuenger hir Missioun am Kosovo an am Afghanistan.

Duerch d'Gesetz vum 16. Dezember 1997 iwwert d'Programmation financière militaire ass d'Regierung autoriséiert gi fir tëschent dem Januar 1997 bis den Dezember 2001 e Plan pluriannuel d'acquisition de matériel militaire vun engem Gesamtmontant vu 620 Milliounen al Lëtzebuenger Frang oder 15.369.398 Euro ze finanzéieren. De Finanzement vun deem Programm ass duerch e Fonds spécial, de Fonds d'équipement mili-

taire garantéiert ginn. Et ass wichteg déi finanziell Mëttel am Kader vun de Militärausgabe rationell anzesetzen. Ech hunn et schonn a mengem Rapport ervirgestrach, datt et schwéier ass fir d'Militärausgaben exklusiv duerch d'Budgetmesuren ze regelen. Et ass nämlech esou, datt et besser ass fir grouss Militärbestellungen en bloc opzeginn zu Präisser, déi mat de verschiddene Fabrikanten ausgehandelt goufen an déi dann och garantéiert sinn am Präis. Dat ass nämlech besser, wéi duerch sukzessiv Tranché vun engem Budgetsjoer zum aneren déi betreffend Acquisitiounen ze finanzéieren. Et ass jo gewosst, datt bei der Commande vu militäreschem Material an Equipement et zimlech laang Délaien tëschent der Bestellung an der effektiver Liwwerung gëtt an et duerch des Prozedur schwéier ass mat de jeeweilige Budgetsgesetz an Aklang ze bréngen, well den Délai tëschent der Bestellung an der effektiver Liwwerung relativ laang ass.

Duerch e Spezialfond gëtt eng méi grouss Flexibilitéit beim Asaz vun de votéierte Kreditter erméiglecht. Esou kënnen nämlech déi net gebrauchte Gelder aus engem Budgetsjoer ouni Problem op dat nächst Joer reportéiert ginn. De Spezialfond, deen duerch d'Gesetz vum 16. Dezember 1997 virgesi war, war en période d'exécution vun 1997 bis 2001 gebonnen an dese Fond kann net elo automatesch benotzt gi fir de Finanzement vun engem Plan pluriannuel ze assuréieren.

Fir datt Lëtzebuerg mat senger Arméi awer effektiv kann u Missiounen deelhuefen, wäert d'Regierung e Plan d'investissement supplémentaire décidéieren, deen elo op d'mannst vun der Period 2003 bis 2014, voire esouguer méi laang geet, fir déi ze couvréieren.

Fir d'Investissementen am militäresche Beräich ze déterminéieren, huet d'Regierung eng Rei vu Kritären opgesat. Dat ass éischstens emol de Kritär vun der Faisabilité. Dat heescht, datt de lëtzebuergeschen Effort muss realiséibel sinn, an dat op politeschem, finanziellelem an techneschem Plang.

Da gëtt et zweetens de Critère de crédibilité. De Lëtzebuenger Effort muss de Wëlle vu Lëtzebuerg weisen, dat bereit ass sengen internationale Verpflichtungen nozekommen a se ze respektéieren.

Dann ass et och de Critère de l'utilité, dee wichteg ass. Et ass nun emol gewosst, datt de Lëtzebuenger Beitrag bescheiden, compte tenu vun eise Moyenen en homme et en matériel, wäert sinn. Deemno

muss een de Lëtzebuenger Effort am Kontext vun enger internationaler, militärescher Kooperatioun gesinn.

Dann ass de Critère de visibilité wichteg. Och wa Lëtzebuerg sech an internationale Contingenten integréiert, muss seng Participatioun awer och an deene Contingenté visibel sinn.

An da schlussendlech de Kritär vun der Effikasitéit. Déi Lëtzebuenger Participatioun muss vun den alliierte Länner als e reellen an effikassen Effort gesi ginn, fir un internationalen an um europäeschen Niveau militäresch Lacunen ze stoppen. Esouwuel déi Europäesch Unioun wéi och d'NATO encouragéieren hir Mitgliedsänner, fir hir militäresch Kooperatioun esouwuel op bi- wéi awer och op dem multilaterale Plang ze intensivéieren. Et ass nämlech esou, datt déi verschide Länner an deene leschte Jore wuel um militäresche Plang staark investéiert hunn, datt se sech awer net konnten déi richteg militäresch Equipementer verschafen, an deemno ass och am Kader vum Développement, vun der Acquisitioun an der Exploitatioun Kooperatioun tëschent de Länner wichteg.

Lëtzebuerg huet sech engagéiert, fir virun allem am Loftverkéier aktiv ze sinn, an dat notamment en coopération mat der Belsch, zum Beispill de Fliger vum Typ A400M, deen zesumme mat der Belsch soll exploitéiert ginn. Mir wëssen, wéi den Här Verhofstadt hei war, datt hie gesot huet, datt d'Participatioun vun de Lëtzebuenger um Schëff an d'une façon générale d'Schëff abandonnéiert ginn ass, well et dräi- bis véiermol méi deier komm ass wéi dat ursprüngelech virgesi war.

Des Weidere sinn och Investitiounen vu militäreschem Equipement virgesinn. Déi Lëtzebuergesche Regierung huet an deem Kontext decidéiert, fir hir Kooperatioun mat Belgien ze intensivéieren. Bis elo huet des Kooperatioun sech virun allem doranner gesinn, datt déi Lëtzebuenger Zaldoten an de belsche Militärschoulen ausgebild ginn an datt déi Lëtzebuenger Zaldoten a belsche Contingenten integréiert goufen am Kader vun engem internationale militäreschen Asaz. Esou ass Belgien elo en charge fir eng Analyse fonctionnelle vun deene verschiddene militäreschen Acquisitiounen ze maachen. Och wann zurzäit nach keng Donnéeën disponibel sinn, esou wäert eis Regierung awer mat konkrete Projete kommen, déi dann herno hei an der Chamber votéiert ginn. Dat heescht also, datt all weider grouss Projeten, déi fir e Militäreqquipement virgesi ginn, natierlech duerch e separate Projet de loi, an dat ass wichteg fir d'Chamber, an der Chamber virkennt an dann och vun der Chamber approuvéiert gëtt.

Wat elo spezifesch den heitege Gesetzesprojet ugeet, wëll ech soen, datt de Projet den 3. Februar 2003 an der Chamber déposéiert ginn ass. De Conseil d'État huet den 23. September vun deem Joer e positiven Avis zum Projet ginn, an an deem Kontext wëll ech drun erënneren, datt de Statsrot des Kéier direkt säin Accord zum Projet ginn huet an net huet missen, wéi dat d'leschte Kéier 1997 de Fall war, en Amendement presentéieren. Och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés privés huet an hirem Avis vum 12. Juni 2003 hiren Accord zu deemem Projet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch den heitege Gesetzesprojet gëtt de Fonds spécial d'équipement militaire erëm reakti-

viéiert, ouni datt awer eng Durée festgehal gëtt. De Fonds gëtt entweder duerch de Budget oder duerch Emprunté gespeist. Dese Fonds déngt dozou, fir Investissementen am militäresche Beräich ze assuréieren an esou ze erméiglechen eis Arméi esou ze equipéieren, datt si och weider a mat deene bescheidene Moyenen, déi se huet, kann en effikassen a visibele Beitrag zu der internationaler Verdedegungspolitik leeschten.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deemno froen ech lech, datt der dese Projet de loi sollt stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Rippinger. Éischten agedroene Riedner ass den Här Nico Loes. Här Loes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Kollege Jean-Paul Rippinger fir säi Rapport iwwert dese Projet. Den Detail vum Gesetzesprojet a senger offizieller Motivatioun am Exposé des motifs erspueren ech lech, well den Här Rippinger do wierklech alles gesot huet wat huet misse gesot ginn. Ech wëll mech kuerz am Kontext mat der Noutwendegkeet vun där Démarche beschäftegen, déi deemem Projet zu Grund läit.

Eist Land ass Grënnungsmember vun der NATO an der Europäescher Unioun. D'NATO war ëmmer e Verteidigungsbündnis, an d'EU ass amgaange sech och a Richtung vun enger Verteidigungsgemeinschaft ze bewegen, och wann des Bewegung eng éischer méi gemittlech ass. Lëtzebuerg war 1954 fir d'europäesch Verteidigungsgemeinschaft, déi vun de Fransouwe gekippt gouf, mä wou mir matgemaach hätten, wann d'Assemblée nationale keen negative Vote geholl hätt. Alles an allem kann een deemno feststellen, dass, zënter dass eist Land seng Neutralitéit nom Zweete Weltkrich opginn huet, Lëtzebuerg bei deene gemeinsame verteidigungs- a sécherheetspolitischen Démarche vun deenen internationalen Organisatiounen, an deene mir Member sinn, ëmmer dobäi war.

Laang Zäit hu mir eis Presenz um Terrain vun alle militäreschen op e minimale Bäitrag vun Zaldoten an eng entspreichend méi grouss finanziell Contributioun begrenzt. Dat ass eng Approche, déi näischt Onlegitiimes huet. Et gëtt NATO-Memberen, déi hunn emol keng Arméi. Island huet där keng, mä stellt souzesoen als konkrete Bäitrag seng Fjorden oder a senge Fjorden Terrainen zur Verfügung, wou militäresch Basé fir d'NATO kënnen ennerhale ginn. Mä d'Positioun vun deser Regierung ass déi, dass et un der Zäit ass, dass Lëtzebuerg säi Bäitrag zu den Efforte vun der NATO méi sichtbar mécht, an dat wëlle mir an enger verstärkter Form, an engem verstärkte Mooss um Terrain maachen. Des Appréciatioun vum Minister, oder vun der Regierung, gëtt och vun der CSV-Fraktioun gedeelt.

Dee Fond fir militäresch Equipementer, dee mer haut reaktivéieren, ass agesat gi fir deene groussen Investissementen, déi am militäresche Beräich néideg sinn, kënnen méi flexibel ze begéinen. Grad elo wou mir amgaange sinn déi finanziell Implikatioun vun der Coacquisitioun vun engem militäreschen Transportfliger ze berechnen - d'Schëff ass jo net méi direkt op der Dagesuerdnung -, drängt sech eng Verlängerung vun Fond seng Existenz op. Natierlech ass och anert Material, wat d'Arméi brauch, wéi zum Beispill zur Oplklärung géeeigent Autoe respektiv Jeepen, deier genuch, fir d'Acquisitioun iw-

wert eng länger Zäit ze strecken, wat net direkt iwwert de Budget geet. Dofir brauche mer eben dese Finanzéierungsfond.

Iwwert de Fliger an d'Schëff ass vill polemiséiert ginn. Dass mir elo d'Schëff net matkafen, dierft jo op d'Halschent vun der Polemik och zréckgoen, well mer jo ëmmer virgehäit kruten, mir géifen nëmme een Deel oder d'Halschent vun engem Schëff finanzéieren. An dach op dacks vill iwwerflächlech Manéier ass mat Slogane ronderëm geworf ginn, an och déi parlamentaresch Opposition huet sech an deemem Kontext net mat Ruhm bekleckert. Et zeugt nämlech net vun terribel vill politeschem Seriö, wann een einfach refuséiert de Sënn an den Zweck vun esou Acquisitiounen anzegesinn an duerfir hefteg der Regierung d'Folie des granddeurs virzwerfen. Mir kafe keen hallwe Fliger, dee mer op de Findel stellen, fir dass mer solle weisen, dass mer eng Loftwaff hunn, an ech denken och dass mer kee Schëff kafen a bei mir um Stau virun Anker setzen, fir ze weisen, dass mer eng Marine hunn.

(Interruption)

Mä wat mer maache wëllen, ass e finanzielle Bäitrag zur Acquisitioun vun engem Fliger duerch d'Belsch ze leeschten, och wann des Aktioun oder Acquisitioun wuel vun 2014 op 2017 zréckgesat ginn ass. Domat weise mir och eis Determinatioun, zesumme mat der belscher Arméi Presenz an der Realitéit vun der europäescher Sécherheets- a Verteidigungspolitik ze markéieren. D'est ass eng nei, eng méi ambitieüs Ausrichtung vun eiser Politik an deem Beräich, mä si ass méi wéi gerechtfertegt. Ech deelen der Regierung hir Meenung, a meng Fraktioun och, dass déi aktiv Participatioun un den Efforte fir Fridden a Stabilitéierung vu Krichsgebitter sech net kann op d'Scheckbuch beschränken. Grad esou wéi d'Zaldote vun der Lëtzebuenger Arméi mussen un internationalen Asätz deelhuefen, grad esou wéi mer am Eurocorps matmaachen, esou muss mir och um logistesche Plang eise Bäitrag zum Entstoe vun enger europäescher Verteidigungs- an Arméistruktur leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir de Militärfond reaktivéieren an domat wichteg Investissementen am Armématerial erméiglechen, da begi mir weider de Wee vun der resoluter Participatioun un den europäesche Verteidigungsefforten an der Integratioun vun eise Bäitrag an dee belschen. Des Integratioun ass nëtzlech a sënnavoll, well mer zu deemem Zäitpunkt - an dee riskéiert ze daueren - keng wierklech eegestänneg Contributioun u Leit a Material fir Asätz kënnen leeschten. Et sinn zum gréissten Deel belsch Offizéier - an den Här Rippinger huet et virdu gesot -, déi eis Offizéier ausbilden, an et sinn och si, déi eis ëmmer erëm mat Material aushëllefen, wat mir net hunn. All d'est si gutt Grënn fir eng ganz wäitgehend Integratioun vun eise Leit an eise Material an déi belsch Contributioun zu den europäesche Verteidigungsinitiativen ze bedreiwen. An dese Kontext schreiw sech och déi zukünfteg nei militäresch Investissementen an, déi iwwert dee reaktivéierte Fond wäerte finanziert ginn.

D'Reaktivatioun vum Fond ass an der Zäit net begrenzt, a mir schwätze vun engem Planungs- a Finanzéierungshorizont am militäresche Beräich bis 2020. Wéi e geschaf gouf, war seng Liewensdauer op fënnf Joer begrenzt ginn. Wa mir esou eppes elo net méi maachen, da virun allem well mir kënnen dovunner ausgoen, dass mir einfach eng gewësse Flexibilitéit bei der Finanzéierung vun Equipementer brauchen. Mir erhalen eis ouni zäitlech Aschränkung vun den Operatiounen vum

Fong d'Méiglechkeet iwwer länger Zäit, au fur et à mesure wéi Geld do ass, auszeginn, wat mir fir militäresch Zwecke geduecht hunn oder brauchen. An dat ass och gutt esou. Well och a wirtschaftlech méi schwierigen Zäiten, wou jo gären d'Fuerderung no Prioritéit bei de staatlechen Ausgaben erhewe gëtt, si mir net vun der Pflicht entbonnen, eis Verdeedegung sécherstellen an de Fridden an Europa ze fördern.

Bedrounge fir eis Sécherheet an de Fridde verschwannen net vun eleng, well d'State manner Steierrecetten hunn. Dofir ass d'Verdeedegung eng Prioritéit, och fir Lëtzebuerg, och wa mir e klengt Land sinn, an dofir muss mir och an deem Beräich Investissementer maache fir eis Verantwortung an Europa ze huelen. Dat ass meng Meinung, an dat ass och d'Meeung vun der CSV-Fraktioun, an dofir géif ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Gesetzprojéit bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Hâr Loes. Als Nächsten ass den Hâr Bodry ageschriwwen. Hâr Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Regierungsprojéit beweegt sech a senger Grondausrichtung an der Logik vun der viregter Regierung, niddergeschriwwen am Gesetz vun 1997, wou iwwer d'erstmolegt Schafe vun engem Investitiounsfong fir militäresch Equipementer soll garantéiert ginn, dass d'Lëtzebuurger Arméi och an Zukunft fir d'Exekutioun vun hire sëlliche Missiounen, sief et op nationalem Plang, mä besonnesch och op internationalem Plang, iwwer e modernt a performant Equipement verfüge soll.

Et schéngt mer kloer ze sinn, dass, wann ee jo seet zu eiser NATO-Memberschaft, wann ee jo seet zu der Bedeelegung vun der Lëtzebuurger Arméi bei Friddensmissiounen, wann een och jo seet zur europäescher Sécherheits- a Verdeedungspolitik, da muss een natierlech och d'Lëtzebuurger Arméi an de Stand setzen, hir Missiounen kennen ënnert uerdentleche Konditiounen ze erfellen an hirer Missioun also insgesamt um Terrain och kënne gerecht ze ginn.

An der Vergaangenheet ass dat probéiert ginn doduerjer, dass mer nei Transportgefierer, d'Camione fir d'Arméi ugeschaaft hunn - dat war e Bestanddeel vun deem éischte Fénnefjoresplang -, dass licht gepanzert Gefierer ugeschaaft gi sinn, nei Waffen, a schlussendlech och nei Investissementer am Beräich vun de Kommunikatiounsmittelen a vun der Informatik. Sengerzäit, 1997, hat een d'Optik geholl fir, ähnlech wéi dat am Sport, am Tourismus de Fall ass, de Wee ze huele vun engem Fénnefjoresplang, gekoppelt mat der Schaffung vun engem speziellen Investissemmentsfong. D'Ursachen, deemools wéi haut, sinn eigentlech déiselwech bliwwen: Et ass drëm gaangen, an et geet och haut nach drëm, fir eigentlech méi Flexibilitéit an d'budgetär Regeln eranze kréien, fir ewech kënne ze komme vun der Regel vun der Annualitéit, iwwer de Wee vun engem Investissemmentsfong, well besonnesch am militäreschen Beräich et traditionell laang Liwwerungsfristen ginn, well et och néideg ass, oft d'Gesamtcommande fir grouss Stéckzuelen ze maachen, an duerfir mengen ech ass et wichteg, dass een déi Flexibilitéit vun de budgetäre Regele kritt.

D'zweet Ursach ass déi fir der Arméi selwer an eiseffort am Beräich vun den Investissementer, am Beräich vun de Militärequipementer méi Stabilitéit ze ginn, dat heescht eng gewësse Sécherheet ze hunn, eng Gewährleschtung ze hunn, dass e bestëmmten Ni-

veau vun Investissementer iwwer eng Rei vu Jore fir d'Arméi garantéiert bleift, fir dass et net zu ze villen Zickzackbewegungen eigentlech am Beräich vun den Investissementer an der Arméi kënnt. Souwäit, sou gutt. Do si mer eis sécherlech driwwer eens.

Wann Dir awer e bëssen zrëckkuckt, an et kuckt een 1997 an d'Debatten hei an der Chamber, da stellt ee fest, dass deemools - dat wonnert een, nodeem een de Rapporteur elo hei gehéiert huet -: d'Demokratesch Partei, wéi iwwerengs déi Gréng, haten d'Gesetz 1997 net gestëmmt. Si hunn hir Zoustëmmung deem Gesetz verweigert.

(Interruption et hilarité)

An haut geet d'DP hin an iwwerhëlt d'Roll vum Rapporteur a seet eigentlech haut Jo zu deem, wou se viru sechs Joer net wollt Jo soen.

(Interruptions diverses)

Ech muss lech soen, dat deet een e bësse schmunzelen an deem heite Fall.

(Interruptions)

Ech bedauern, dass also do de Rapport vum Hâr Rippinger e bëssen onkomplett war an dass en net op déi Episod do vun 1997 agaangen ass. Dat beweist...

Une voix.- Hâr Bodry, dat steet net am Projet de loi, dat doten!

(Hilarité)

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech hunn natierlech gëschter all déi Debatten do nogelies. Et war ganz interessant, wat deemools de mandatéierten DP-Sprieche, deen zoufälleg och scho Jean-Paul Ripinger geheescht huet, wéi haut de Rapporteur, behaupt huet, a wat en dann haut zu darselwechter Iddi behaupt.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Op jidde Fall ass et, dat wësse mer, net fir d'éischt, dass d'Demokratesch Partei sech e bëssen op de Kënn späizt. Si huet ewell Routine doranner kritt, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mä si sollt awer esou éierlech sinn an haut vläicht zouginn, dass déi Argumenter, déi se deemools gebraucht huet fir d'Gesetz net ze stëmmen, falsch waren. Si sollt also hei e Mea-culpa maachen. Dat géif - mengen ech - de politeschen Anstand verlaangen.

(Interruptions)

Dese Gesetzesprojéit beinhalt awer eng Rei vun Ännerungen, och an der Approche par rapport zu dem Gesetzesprojéit vun 1997. Op déi Ännerunge wollt ech awer besonnesch hei och a menger Interventioun agoen. D'Regierung weicht of vun dem Prinzip vun enger mëttelfristeger Planung vu fénnef Joer a geet hin op eng laangfristeg, bal ganz laangfristeg Planung, well se eigentlech vun engem Investitiounsprogramm schwätzt vun 2003 bis 2014 a vläicht souguer doriwwer eraus, deen da soll fir déi gréisser Investissementer preziséiert ginn iwwer e Spezialgesetz oder iwwer Spezialgesetz.

Si huet Argumenter fir dat ze maachen. Mä et ass awer fir d'éischt, dat an engem Regierungsdokument iwwerhaupt vun engem Plang a Besuch vun engem Investitiounsfong geschwat gëtt, deen iwwer eigentlech de Beräich vu fénnef Joer erausgeet. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob ee kann iwwer fénnef Joer iwwerhaupt eng Planung zouguttst maachen, well do einfach esou vill Inconnuen erakommen, dass ee wahrscheinlech muss andauernd Adjustementer vun där Programmation do virhuelen. Mä et gëtt awer Argumenter fir an deem spezifesche Fall hei d'Optik ze changéieren.

Déi zweet Ännerung, déi duerch dat Gesetz hei kënnt, an déi werft awer trotzdem eng Rei vu Froen

op, wou eigentlech de Budgetminister dee wier, dee misst drop äntwerten, an net esou séier hei den Défenseminister. Dat ass, dass de Fong an Zukunft net méi soll nëmme kënne gespeist ginn iwwer Dotatiounen iwwer de Budget, wat jo normal ass fir all Investitiounsfongen, mä esou an deen elitäre Krees vun den Investitiounsfongen erakënnt, déi de Privileg hunn och d'äerfe gespeist ze ginn iwwer en Emprunt, deen een ophëlt. Menges Wëssens sinn et bis elo haapt-sächlech nëmme de Fonds des routes an de Fonds du rail, déi dat d'äerfen. D'Regierung benotzt dat Instrument jo och ganz klassesch an deem Joer a wëllt och nach déi nächst Jore se benotzen, well se elo scho praktesch gesot hunn, dass elo fir déi nächst Jore solle jeeeweils 130 bis 150 Milliounen Euro Emprunt getäteg gi vun deenen zwee Fongen, dem Fonds du rail an dem Fonds des routes.

Wéissou - dat ass meng Fro - déi Ännerung an der traditioneller Regierungsposition, an där besonnesch ëmmer d'Budgetministeren festgehalten hunn, déi wierklech mat Hänn a mat Féiss sech dergéint gewiert hunn, dass nach solle weider Fonge kënne iwwer Emprunt gespeist ginn? Wéissou dee plötzlechen Émschwong an der Haltung vun der Regierung? Wéissou mécht d'Regierung déi Ouverture nëmme bei deem heite Fong, de Fong vun de militäreschen Equipementer, an net bei aneren Investitiounsfongen vum Stat, wou sécherlech wuel genauso een dréngenden, wann net nach méi en dréngende Besoin de financement besteet a wou ee vu méi grouse politesche Prioritéit ka schwätzen?

Ech denken, dee Sujet hu mer jo laang haut diskutéiert. De Fong, deen d'Spideeler ugeet, d'äerf net finanzéiert ginn iwwer en Emprunt. Ech denken un de speziellen Investitiounsfong iwwer d'Schoulen, eng absolut Prioritéit, iwwer déi mer eis eens sinn, deen och an der Zukunft net dotéiert d'äerf ginn iwwer Emprunt. Firwat also geet d'Regierung hin an hëlt sech deen heite Fong eraus a seet, deen d'äerf niewent den normalen Dotatiounen och een eegenen Emprunt ophuelen? Wou ass d'Kohärenz eigentlech an der Regierungspolitik bei sämtleche Fongen?

Geet et hei vläicht dorëm, éischstens mol, dass een dann an deene Statistiken, déi d'Defizitberechnung vum Budget uginn, Zuelen op Bréssel ka schécken, déi méi favorabel fir Lëtzebuerg sinn, well déi doten Emprunten, déi iwwer d'Fonge lafen, net mussen op Bréssel gemellt ginn a sech net an de Statistiken iwwer d'Verscheldung an den Defizit vun de Staatshaushalter erëmispigelen? Kann et eventuell domadder ze dinn hunn? Oder huet et vläicht och domadder ze dinn - dat eent schléisst dat anert net aus - dass ee wëllt an enger politescher Diskussioun iwwer d'Prioritéiten deen Equipementsfong fir d'Militär eraushalen a soen, dee mécht säin Emprunt, an da brauche mer net doriwwer ze streiden, wat dee vun Kuch kritt vun de järelechen Dotatiounen? - Dee mécht säin Emprunt, an dann ass all politescher Diskussioun am Virfeld eriwuer.

Do stelle sech eng ganz Rëtsch vu Froen, an deene weder d'Regierungsdokumenter nach bis elo och d'Explikatiounen, déi d'Regierungsvertreider ginn hunn an der zoustänneger Kommissioun, iergendwéi e bësse Licht an déi Onkohärenz vun der Regierungspolitik, wat d'Fongen ugeet, erabuecht hunn. Mir wiere frou, wann d'Regierung haut kënnt eng kloer Sprooch schwätzen a soen, wéissou se hei esou verfuere ass a wat dat dote bedeit fir d'Gesamtpolitik, wat d'Fonge vum Stat ugeet.

Erstaunlech ass och eigentlech, dass am Regierungsdokument am Exposé des motifs vun deem Projet de loi dovunner Rieds geet, dass d'Regierung e laangjäregt Programme d'investissement arrétiert hätt, also festgeluecht hätt, an dass d'Chamber keng Kenntnis huet vun deem Programm. Ech zitieren hei aus dem Exposé des motifs vum Projet de loi: „Or, dans l'optique d'une participation luxembourgeoise crédible aux efforts de stabilisation et de maintien de la paix sur le continent européen, le Gouvernement a arrêté un deuxième programme d'investissement supposé couvrir la période de 2003 à 2014.“ Enn vun deem Zitat.

Mir verlaangen als sozialistescher Fraktioun, dass d'Regierung d'est Dokument, dese Programm, dee se arrétiert huet scho praktesch virun engem Joer, op den Dësch vun der Chamber leet, fir dass mer hei net eng Kaz am Sak kafen, mä dass mer wëssen, wou d'Regierung no hirem Kenntnisstand vun haut wëll higoen. Dat ass jo de grouse Qualitéitsoffall eigentlech par rapport zum viregte Projet vun 1997, wou prezis dra war, déi an déi Equipementer kafe mer fir dee Käschtepunkt an där dote Stéckzuel. Dat wësse mer hei net. Da soll mer gewuer ginn deelweis a Spezialgesetzter, vun deenen ech awer net weess, ob des Regierung nach wëlles huet iwwerhaupt ee vun deene Spezialgesetzter an d'legislativ Prozedur eranzeginn.

Et muss ee sech also eng Rei vu Froen stellen, firwat d'Regierung net eigentlech Cartes sur table spillt a sämtlech Donnéeën op den Dësch leet. Wat huet se ze verstoppen? Firwat soll een net offen a fair hei iwwer d'Prioritéiten diskutéieren an doriwwer, wat d'Regierung wëlles huet? Undeitungswies, selbstverständlech, huet se eng Rei vun Indikatiounen ginn iwwer déi lescht Joren, déi och schonns jo mannege-falleg kommentéiert gi sinn a wou mir och hei als sozialistescher Fraktioun eis Reserven zu där enger oder där anerer Investissemmentsiddi ugemellt hunn, well déi an eisen Ae wiesensfriem ass zu der Orientéierung vun der Lëtzebuurger Arméi bis elo.

Mir hu keng Loftwaff, mir hu keng Marine. Duerfir d'äerf een awer, egal wat den Hâr Loes hei virdrun am Numm vun der CSV deklaréiert huet, d'Fro stellen, ob et normal ass, dass Lëtzebuerg participéiert am Akaf vu Fligere, schwéieren Transportfligere, an an och participéiert am Akaf vu schwéieren Transportschëffer, woubäi jo dee Projet elo, et schéngt net duerch eis Awierkung, mä duech d'Décioun vun aneren, definitiv buede gaangen ass - wat jo bei e Schëff passt.

D'Fro ass also: Wat gesäit d'Regierung vir fir déi nächst Joren? Ech hunn och aus de Budgetdokumenter erausgelies, dass zum Beispill fir 2004 eng Dotatioun iwwer de Budget virgesinn ass vu 5 Milliounen Euro, deen awer da sprunghaft ab 2005 an d'Luucht geet op 22 Milliounen Euro; an dat soll déi Joren drop och nach esou viruoen.

Wat soll domadder finanzéiert ginn? An huet d'Regierung sech scho Gedanke gemaach, oder dréit se iwwerhaupt mat deem Gedanken, fir elo deen Investissemment, dee se wollt an d'Transportschëff maachen, vläicht op eng aner Plaz ze investéieren, fir e gewëssen Niveau vun Investissementer ze halen?

Also mir hätt gären - an dat ass mengen ech och eng Bedingung, déi mir ganz kloer un den Accord zu deem Projet de loi stellen - méi Kloerheet an där dote Fro. Mir hätt gären, dass mer dee Programm d'investissement - dee jo anscheinend besteet, well et gëtt sech am Regierungsdokument drop referéiert - hei an der Chamber presentéiert kréien, dass mer dann och kënne an deenen

nächste Wochen driwwer diskutéieren.

An deem Sënn brénge mer, och als sozialistescher Fraktioun, eng Motion an, wou mer also d'Regierung opfuere, dee Programm do ze veröffentlechen, fir dass en dann och kann an aller Offenheet, an aller Transparenz an an aller Dialogbereitschaft diskutéiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi N° 5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire entend créer une base légale au paiement des dépenses occasionnées par les investissements dans les capacités et moyens militaires;

- considérant que le Gouvernement a déclaré avoir arrêté un programme d'investissement supposé couvrir la période 2003 à 2014;

- considérant qu'il échet, dans un souci de transparence, d'engager un débat public au sujet des dépenses budgétaires liées à la programmation financière militaire décidée par le Gouvernement, ceci notamment dans l'optique d'une planification à long terme des dépenses en capital de l'État;

invite le Gouvernement

- de rendre public le détail du programme d'investissement à long terme arrêté par le Gouvernement en matière d'équipements militaires.

(s.) Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer.

Wann d'Regierung bereet ass, deem Folleg ze leeschten, da wäert eis Fraktioun selbstverständlech deen heite Projet stëmmen, deen eng logesch Suite ass vum Gesetz vun 1997.

Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Bodry. Den nächste Riedner ass den Hâr Jacques-Yves Henckes. Hâr Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee Militäropolitik diskutéiert zu Lëtzebuerg, da wësse mer alleguerten, dass mer zu Lëtzebuerg net grad déi gréisste militäresch Traditionen hunn. Mä nach ass Lëtzebuerg e Memberland vun der Europäescher Unioun, vun der UEO a vun der NATO.

Et ginn an Europa zwou Militärdoktrinen - wann een dat esou kéint soen -, déi eng, déi Europa als e verlängerten Aarm vun Amerika gesinn a wou déi eenzel Nationen dann alles dat solle maachen an dinn, wat Amerika decidéiert. An op där anerer Säit déi Optioun, déi dorobber hin erausgeet, dass mer an enger multipolarer Welt sinn, dass géigendeeleg Intérete gegebenfalls kënne bestoen tëschent Europa an Amerika an dass et wichteg ass, dass d'Europäescher Unioun eng eege militäresch Kraaft huet, wou se kann intervenéieren wann et néideg ass, a wou se net brauch onbedéngt op Amerika zrëckzegräifen, fir kënne eng Interventioun ze maachen.

Deen zweete Volet dee wichteg ass, dat ass dee vun der humanitärer Hëllef, an där een och muss de Kaf vu verschiddene militäreschen Equipementer gesinn, well déi och an de Petersberger Missiounen kënne agesat ginn. An ech mengen dat sinn déi zwou Optiounen, an där mir de Kontext vun deem Projet de loi gesinn.

Mir hunn ons ëmmer ganz kloer dofir ausgedréckt, dass mer als Lëtzebuurger Land mussen un humanitäre groussen Aktiounen deelhuele, wann et nëmme méiglech ass, a mir hunn dat och bis elo an der Vergaangenheet, iwwer de Wee vun enger Loftfahrtgesellschaft, déi hei zu Lëtzebuerg ass, entweder iwwer Boeingen oder méi oft am Gebrauch iwwer Antonoven,

well dat dee gréisste Fliger war, deen och effektiv am beschte fir déi Missioun gëeegent war, gemaach.

Mir kënnen mat där Optioun vum militäreschen och d'accord sinn, well et noutwendeg ass, datt mer dee Beitrag, dee mer um Niveau vun der NATO a vun der Europäescher Unioun, virgesinn hunn, fir eng onofhängeg militäresch Force an Europa ze hunn. Et ass och verständlech, datt Lëtzebuerg muss, wann et wëllt u gréisseren Investitiounen Deel huelen, deen Ablack e Fonds d'équipement militaire schafen, respektiv, wéi an dem Fall, reaktivéiert. Mat där Optioun kënnen mer also och d'accord sinn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wou mer Hésitatiounen hunn, dat ass iwwert den Invest, woufir déi Suen do solle gebraucht ginn. Aus deem wat mer an der Vergaangenheet hei vun der Regierung gewuer gi sinn, waren da fir d'éischt d'Iddi fir en hallwe Fliger ze kafen zesumme mat der Belsch, en A400M, wou anscheinend elo schonn Optiounen ënnerschriwwen gi sinn a wou Lëtzebuerg méi oder wéineger obligéiert ass deenen Optiounen do gerecht ze ginn. Mir hu bedauert, datt, ier esou Optiounen ënnerschriwwen ginn, deen Ablack d'Chamber net hiert Wuert huet kënnen do matschwätzen. Well et ass net deen Ablack, wou alles ënnerschriwwen ass, wou een nach eppes ka réckgängig maachen. Jiddere weess, datt wann een esou eng Optioun fir e Fliger ze kafen ënnerschreift, dann ass et ganz eng schwéier, fir doräusser erauszekommen. Et ass och esou, datt deen Invest selwer, deen do virgesinn ass, immens important ass. Verschidde Länner stellen en a Fro an dat ass och nach eng Hypothék, déi bei deenen Investitiounen besteet.

Déi zweet Optioun, déi an der Tëschenzäit vun der Regierung fale gelooss ginn ass, well déi belsch Regierung net bereet war fir mat op dee Wee ze goen, dat ass déi fir e Véierels-Schéff ze kafen. Och do muss ech soen, datt dat an onsen Aen net vill Sënn gemaach huet. An ech erënnere mech, datt ech deen Ablack d'Regierung gefrot hat, wéi mer déi lescht Debatten iwwert deeselwechte Sujet haten, ob d'Regierung net wëlles hätt och nach en Zéngtel vun engem Unterseeboot ze kafen, fir op der Musel ermëtzefueren.

Plusieurs voix.- Oh!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- An ech mengen dat ass dat, wou et hei dréms geet, datt een déi richteg Optiounen hëlt, an déi Diskussiounen, déi gefouert gi sinn iwwert d'Noutwendegkeet vun engem A400M, déi sinn net nëmmen an deem Parlament gefouert ginn, déi sinn och an Däitschland an a Frankräich gefouert ginn, an an Däitschland war et guer net esou einfach fir dee Projet duerchzebréngen, well déi Fligeren, déi do solle gebaut ginn, manifestement munch Froen opwerfen a vill Missiounen net kënnen erlaben. An et ass dowéinst wou mer bedauern, datt hei an deem Gesetz net och direkt d'Geleeënheet benotzt ginn ass, fir kloer ze soen, firwat déi Sue solle gebraucht ginn.

Dat ass de Problem, deen an der Diskussioun ass, a wa mir och selwer mam Prinzip vun dem Schafe vun engem Fonds d'équipement militaire d'accord sinn, wa mer och d'Noutwendegkeet gesinn, datt mer muss verschidden Investitiounen laangfristeg plangen, sou bedauere mer, datt kee kloeren Investitiounsplang virläit an datt mer mat deem, wat mer bis elo un Investitiounsplang kennen, net d'accord sinn. Mir mengen, datt et aner Optiounen sinn, déi mer an deem Kader vun onse militäreschen Obligatiounen solle leeschten. Dat ass

um Niveau vun Helikoptere beispillsweis, wou mer och scho Propositione gemaach haten a wou Lëtzebuerg ganz gutt kéint e valabele Bäitrag leeschten. Dat gesot, wäert d'ADR-Fraktioun sech bei deem Vote vum Gesetz enthalten.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Alex Bodry huet virdrun hei am Ufank vu senger Interventioun eng Erklärung ofginn, wou e verdäitlecht huet, firwat et kéint Sënn maachen, och an deem heite Beräich, iwwert e Fonds d'investissement ze fueren, fir laangfristeg haaptsächlech grousst Investitiounen ofzesécheren a se besser planbar ze maachen. Dat sinn Erklärungen, déi sécherlech alichthend sinn, déi och einfach esou gesi Sënn maachen, wann een dat esou gesäit, an duerfir och esou e Fong wéi dat heite schaaft.

Mir hunn awer nach ëmmer als gréng Fraktioun e generelle Problem mat Investissementer am Militärberäich, net well mer als gréng Fraktioun nach ëmmer um Standpunkt wieren, datt ee guer kee Militär bräicht. Et wier jo eigentlech eng schéi Welt, wann ee kee Militär méi bräicht, mä mir sinn awer net esou naiv datt mer mengen, datt ee kee bräicht an eiser Gesellschaft. Mir hunn awer e Problem domadder, well mer net wësse wou de militäresche Wee an Europa an och zu Lëtzebuerg an deenen nächste Méint a Joren higeet. Den Här Rapporteur vun der CSV huet hei virdrum gemengt ze soen, et misst een eleng wéinst den Ustrengungen um europäeschen...

Pardon, neen, de Spriecher vun der CSV, den Här Loes hat ech gemengt.

Une voix.- Dir kënnt lech vläicht entschëllegen, mä trotzdem!

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Kommt, mer bleiwen awer korrekt, ech mengen den Här Loes.

Une voix.- Den Här Loes als Symbiose.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Den Här Loes huet als Symbiose jo net als Rapporteur natierlech vum Projet, mä als Rapporteur vun der CSV, hei gemengt misen ze soen, datt am Kader vun der europäescher Verdeidigung esou eppes wéi dat heiten och eleng géing Sënn maachen.

Ech wëll dem Här Loes soen: Do froen ech mech, wéi en dorobber kënnt, well wéi d'europäesch Verdeidigung soll ausgesinn an deenen nächste Méint a Joren, dat ass e grousst Fragezeichen. Ech weess net ob hien oder seng Fraktioun do scho besser ageweit ass, ech mengen dat net. Et weess ee just, datt e gewëssene Wunsch besteet an der Europäescher Unioun, deen och bekräftegt ginn ass um leschte CIG-Sommet, fir an déi Richtung ze goen, mä wou et genau higeet a wéi dat soll ausgestallt ginn, dat weess de Moment nach kee Mënsch. Dofir kann ee sech beim beschte Wëllen net dorobber referéieren.

Wat mer awer haut scho wëssen, datt ass deen Drock dee gemaach gëtt op internationalem Plang vun der aktueller US-Administratioun op d'NATO-Memberstaaten an och op Lëtzebuerg, nämlech deen Drock, wou mer jo dee berühmte Chiffer nach alleguer am Kapp hunn, deen an d'Welt gesat ginn ass virun enger Rei Méint, wou déi nei amerikanesch Administratioun verlaangt, datt an Zukunft all NATO-Member muss mindestens 2% vu sengem PIB a Rüstungsausgaben an a Militärausgabe stiechen. Dat ass awer eng Zuel, wou

ech weess, datt den Arméiminister selwer net mat där Zuel d'accord ass.

(Interruption)

Ech wëll selbsverständlech him elo net domadder ënnerstellen, datt hien déi Meenung och deelt an der Iwwerzeugung, datt Lëtzebuerg misst op dee Wee goen, mä zumindest wësse mer, datt do e gewëssenen Drock besteet.

A fir e Verglach ze gi wat dat kënnt bedeuten: Mir sinn de Moment an der Kooperatioun bei ronn 0,80% vum PIB. Dat mécht ongeféier 180 Milliounen Euro aus. Da kënnt Derlech jo virstellen, wann an déi do Richtung weider Drock gemaach gëtt eis missten ze bewegen, dat heescht fir wäit iwwert 1% nëmmen ze goen, wat fir e gewaltege Chiffer am Verhältnis zu haut vun eisem Statsbudget misst a Rüstungsausgabe goen. An dat ass natierlech eng Approche wou mir als Gréng op kee Fall kënnen domat d'accord sinn. Mir sinn der Meenung, datt ee seng international Verflechtungen fir d'Sécherung vum Fridden op engem anere Wee muss garantéieren a säi Bäitrag dozou bäidroen wéi iwwert deen doten.

A well dat nach alles onkloer ass, wou d'europäesch Verdeidigungspolitik higeet, nach net ganz kloer ass, wéini soll ausgestallt ginn, a well mer wëssen, datt viles de Moment decidéiert gëtt ënnert dem Drock vun den Amerikaner an deem dote Beräich, kënnen mer net d'accord si mat där Richtung, an déi mer de Moment ginn.

En zweete Punkt, wou mer eis awer och déi nämlech Froe stelle wéi d'sozialistesche Fraktioun, dat ass deen, deen den Alex Bodry hei och opgezeechent huet, dat ass deen, datt mer op de Wee gi fir dem Fong do Emprunten ze erméiglechen. Och do stelle mer eis déi nämlech Froen, déi den Här Bodry hei schonn opgeworf huet a wou mer frou wäeren, wa mer Äntwerten dorobber kréichen.

Mä den Haaptzweck fir eis ass awer nach ëmmer deen éischten, deen ech gesot hunn, an dat ass och de Grond firwat mer dëst Gesetz net wäerte stëmmen, mä eis wäerten enthalten.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert ass elo un der Regierung. Den Här Minister Charles Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet, och an deem Explikatiounseffort, deen en esouwuel a senger schréiftlecher wéi a senger mündlecher Versioun hei gemaach huet. Den Alex Bodry huet et natierlech net verpasst, fir en drun ze erënnere, datt en 1997 bei esou engem Fong net d'Ernerstetzung vun der Demokratescher Partei hat. Ech kann lech awer versécheren, Här Bodry, et ass net dofir wou d'Demokratesch Partei d'Wahl gewonnen huet.

(Hilarité)

Ech ka mech och net vun der Demokratescher Partei vun deemools désolidariséieren, well ech war net an der Chamber. Ech weess och net, wéi d'Debatte gelaf sinn deemools. Mä loosst mer emol soen, comparaison par raison. Wann dat deemools da gemaach ginn ass, ob dat richteg oder falsch war, dat muss sech nach erweisen. D'Geschicht wäert eng Kéier doriwwer berichten, géing ech soen.

(Interruptions diverses)

Här President, Spaass bäsäit. Ech wollt op déi Froe kommen, déi am

Zesummenhank vum Projet gestallt goufen. Fir et direkt op de Punkt ze bréngen, den Här Bodry huet eng Motioun déposéiert, wou e gesot huet, datt e seng Zoustëmmung zu deem Projet de loi géing ofhängeg maache vun der Publikatioun vum Investissementsprogramm à long terme. Ech kann lech soe wat an deem Investissementsprogramm virgesinn ass, an deem mir och an der Défense-Direktioun an am Ministère des Affaires étrangères an och zesumme mat der Regierung diskutéiert hunn.

Dat sinn zwou gréisser Kategorie vum Dépensen. Déi eng ass déi vum Airbus A400M, dee soll 2017 geliwwert ginn. Ech kommen herno och nach drop zrëck firwat. An deen aneren ass den Équipement vun der Lëtzeburger Arméi mat Véhicules légèrement blindés. Do si mer amgaange mat de Belsch e Wee ze fannen, wéi mer kënnen eng Acquisition en commun maachen, well mer en direkten Intérêt drun hu fir déiselwecht Vehikelen ze kafe wéi d'Belsch, och wéinst de Problemer vun der Interkommunikatioun. Ech mengen, den Här Bodry weess dat, e kennt et méi laang an och besser wéi ech. Dat sinn déi Grënn, firwat datt mer mat de Belsch ugefaangen hunn déi Pisten ze exploréieren.

Mir kënnen lech net méi soen à ce stade, well d'Zuel vun deene Vehikelen, déi solle kauft ginn, hängt och vum Rekrutement of. Et ass eréischt elo wou mer gesinn, datt mer an eng Phas komme wou mer erëm bal op dat komme wat Dir an Ärer Glanzzäit erreicht hutt vun Zaldoten. Et huet och kee Wäert, datt een am Virfeld eng ganz Partie Véhiculë keeft, déi een net brauch.

Heescht dat elo, datt een nëmme just als Effort de défense soll dat buche wat seng eegen Arméi brauch? Do sinn an der Tëschenzäit och e puer Changementer komm, och nach ënnert där Regierung virdrun, déi ech richteg fannen. Et ass e Katalog vun de Capacitéiten opgestallt ginn, an de Corollaire dovunner ass dee fir ze kucken, wat feelt an deene Capacitéiten, fir kënnen déi Aufgaben ze bewältegen, déi déi europäesch Regierungen, respektiv d'NATO-Partner sech ginn hunn.

Mir wëssen datt de kale Krich eriwuer ass, datt déi Menace, déi soss ëmmer vermut gouf vu Moskau kommend, total verschwonnen ass an datt do eng Partie Equipementer, déi mir net hunn, mä déi aner Arméien hunn, iwwerflësseg gi sinn an déi nach just gutt si fir de Schrott. Déi hunn e Problem vun Emstellung vun hiren Equipementer op Equipementer, déi gebraucht gi fir déi Missiounen vun haut ze maachen. Dat wat haut gebraucht gëtt, datt ass d'Erkenntnis vun de Stats- a Regierungschefen, déi sech ënnert däitscher Présidence zu Köln Rendez-vous ginn hu virun de leschte Wahlen, dat war 1999 am éischte Semester. Dat ass eng Projektioun vu Forcen an e Foyer, wou et grousst Tensiounen ginn, zum Beispill an de Balkan. Eng Partie Missiounen si scho virun 2000 gemaach ginn. Ech denken zum Beispill un IFOR, SFOR, dat ass d'Missioun a Bosnien. Ech denken och u KFOR, dat ass dat wat mer haut am Kosovo maachen. Ech denken un eng aner Missioun, dat ass déi, déi mer zu Kabul maachen, wou mer mat enger Sektoun vun der Lëtzeburger Arméi den internationale Flughafen vu Kabul bewaachen.

Wa mer dat do net géinge maachen, géinge mer éischtens engem Appel vun der UNO net follegen, deen doranner besteet fir ebe sech un engem Effort de pacification ze bedeelegen. Dat ass d'Ambitioun vun der Lëtzeburger Regierung, an alleguer déi Interventiounen, déi ech elo mentionéiert hunn, déi sinn UNO-compatibel, an ech hätt och net eng Initiativ geholl fir Aktiounen ze maachen, déi net UNO-compatibel wieren, an ech sinn Demandeur, datt d'Chamber an all deene Phasen do ganz

staark mat agebaut gëtt. Ech wëll och ganz kloer soen, Här President, wat déi Investissementer do ubelaangt, datt ech der Chamber all déi Prezisiounen ginn hunn, déi ech konnt ginn zu deem Moment an zu deem Zäitpunkt wéi se mir bekannt waren.

Elo kann een natierlech eng Diskussioun féieren, déi kaum iwwert dat Karikaturaalt erauskënnt. Mir kënnen elo e ganze Mëtteg hei diskutéieren iwwert en halleft Schéff oder e véirels Schéff. Wat ass dann dorunner esou lächerlech, wann ee weess, datt Frankräich ee Moment en Intérêt manifestéiert huet fir sech och drun ze bedeelegen. Wann e Land wéi Frankräich, wat awer schliesslech um militäresche Plang eppes anescht duerstellt wéi d'Belsch a Lëtzebuerg zesummen, bereet ass sech un engem Effort an un engem Investissement ze bedeelegen, wat ass dann dorunner lächerlech wa Lëtzebuerg do e Share geholl hätt vu 25%?

Géing et engem an de Kapp kommen d'Lëtzeburger Participatioun un engem grousse Betrib, un der ARBED en l'occurrence, lächerlech ze maachen, wann de Lëtzeburger Stat do eng Participatioun huet vu manner wéi 10%. Et kéim kengem Mënsch an de Kapp fir dat lächerlech ze maachen, well et ass jo praktesch Statsraison, oder zumindest Wirtschaftsrason, fir dat net an d'Lächerlecht ze zéien, well mer der Meenung sinn, datt dat eng gutt Saach ass. Dobäi kontrolléiert Lëtzebuerg dee Betrib net ganz, mä et ass awer eng crédibel Participatioun an a fortiori mengen ech misst een och iwwert dee karikaturale Stadium erauskomme fir déi Efforten do an d'Lächerlecht ze zéien.

Firwat hu mer dat do gemaach? Mä, well d'Fro, menger Meenung no, net abwege ass, déi ee sech am Ufank stellt, ob ee sech net soll un engem europäeschen Effort bedeelegen an da kucke fir europäesch Lacunen, déi ënnert europäeschen Aussen- a Défenseministeren ausgemaach gi sinn, ze combléieren. Dat ass menger Meenung no déi Grondfro an déi Zentral Fro, déi ee sech muss stellen.

Da ginn et zwou Manéiere fir ze äntwerten. Entweder mir équipéiere just eis Arméi, da kafe mer déi Véhicules de reconnaissance, dat ass eng Optioun déi ee kann huelen, oder et seet een, mir kucken, datt mer eis Investissementer esou gestalten, datt mer esouwuel engersäits e crédibelen Effort maache fir déi Capacitéiten an déi Lacunen ze fëllen, déi et an deene selwechte ginn; an ech géing den Här Bausch am léifste froen, e soll mer de Verbatim gi vum Här Joschka Fischer senger Äntwert op eng Fro, déi en um Geeseknäppche gestallt kritt huet, firwat datt mer strategesch Transportcapacitéite brauchen, do ass déi ganz Argumentatioun dran. Wann ee wëllt op Kabul goen, a wëssend, datt nëmme just Afghanistan zougänglech ass iwwert deen dote Flughafen, souwuel fir d'humanitär Hëllef wéi och fir den Effort de pacification, deen do gemaach gëtt, wéi och fir déi Missiounen vun der UNO, da muss ee wëssen, datt déi dräi Missiounen do nëmme just kënnen erfëllt ginn, wann ee wéinstens eng Plaz huet wou ee ka mat enger approximativer Sécherheet landen. Eng absolut Sécherheet gëtt et do net. Dat mécht een net mat der Schubkar, och net mam Velo an och net mat engem Véhicule légèrement blindé.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Si hunn nach all Kéiers alles bezuelt kritt.

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense.- Ech hunn nëmme gesicht, Här Bausch, ech hu mech referéiert, well Dir warscheinlech dee sidd deen am schnellsten un de Verbatim vum Här Joschka Fischer senger Ried kënnt.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Dat widdersprécht sech guer net!

(*Hilarité*)

Neen, neen, dat widdersprécht sech och net, neen, neen!

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Dat widdersprécht guer net deem wat Dir gesot hutt. Dofir, mengen ech, ass et net abwegig fir ze soen: Et ass sännvoll, dass ee versicht eng Contributioun ze leeschten, déi eng Lacune stoppt um europäesche Plang. D'Hollänner an déi Däitsch investéieren zesummen zum Beispill am Beräich vum Véhicule de reconnaissance. Holland an Däitschland investéieren zum Beispill zesummen am Beräich vun de Fligieren, vun de Flugcapacités. Hei ass kee Bomber, wéi vläicht verschidde Leit gemengt hunn, hei ass eng strategesch Transportcapaciteit.

Firwat ass deen Typ do geholl ginn an net den Antonov? Här Henckes, déi Fro ass absolut berechtigt. Een Deel vun der Äntwert, ouni den Usproch ze erhiewen et wär eng komplett Äntwert op déi vun Iech opgeworf Fro, dat ass deen, dass et hei och drëm geet fir eng europäesch Technologie ze entwéckelen. Do ass en Typ vun Avion entwéckelt ginn, deem et méiglech ass, op enger extrem kuerzer Landepist ze landen, deen also kann agesat ginn do wou den Antonov - wat en düsenugedriwwene Fliger ass - dat net kënn maachen. E längert Futballfeld geet duer fir deen heiten Transportfliger landen ze loossen. En ass also extrem wendeg an asazbereet a Krisengebitt, wat och zum Beispill sännvoll ass am Fall vun enger humanitärer Katastroph, wou déi och kënnen agesat ginn.

D'Schëff ass..., Lëtzebuerg hat och do kee gréissere finanzielle Risiko geholl, well mir hunn net gesot: Mir bezuele 25% vun x. Mir hu gesot, mir bezuele 25% vun deem Devis estimatif, deen eis 2000 virgeluecht ginn ass. Ech soen Iech och firwat: Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg an der Défense, bei allem Respekt, deen ech meng Collaboreure schëlleg sinn, keng Capaciteit fir e Cahier des charges auszeschaffe fir déi doten Equipementer ze kafen. An ech wëll Iech och soen, dass mer, wat d'Ausschreiwung vun den Equipementer fir d'Lëtzebuerger Arméi ubelaangt, do nach virun engem risege Problem stinn. Ech kann Iech och à ce stade nach net soe wéi mer e léisen. Wa mer op de Marché public ginn, da muss mer wësse wat dat och fir Risiken implizéiert. Wa mer op de Marché de gré à gré ginn, da bleiwe mer ëmmer d'Äntwert schëlleg, firwat dass mer net op de Marché public gaange sinn, wat awer och net esou evident ass.

Une voix.- D'Gesetz erlaabt Iech dat.

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- D'Gesetz erlaabt eis dat, an ech wëll och do an aller Transparenz mat der Chamber doriwwer diskutéieren, wat fir ee Wee dass mer wielen. Also nach eng Kéier: Déi Equipementer, déi an där pluriannueller Finanzplanung virgesi sinn, dass sinn déi zwee do, méi kann ech à ce stade net soen. Mir hänke ganz staark dovun of wéi d'Belsch virukommen, a mam Ausschaffe vun hirem Cahier des charges, a wann dat sengerliewe géif en ähnleche Wee goe wéi beim Navire de transport stratégique, NTBL, da wäere mer natierlech mat enger neier Situatioun konfrontéiert. Dass sinn am Fong déi Äntwerten, déi ech kann op déi dote Fro ginn.

E lescht Element vun Äntwert op déi opgeworf Fro: Firwat dass do? Mä ech wëll awer och net dozou bäidroen an och perséinlech net de Complice ginn zu enger Militari-

séierung vu Lëtzebuerg, well mir hu keng Verteidigungskultur a mir wäerten och ni eng kréien, wéi dass a Frankräich an an Däitschland de Fall ass. Firwat also de Choix fir an d'Capacité de transport stratégique ze investéieren? Mä well mer do Zäit hu fir déi puer Leit, déi gebraucht ginn, fir do agesat ze ginn, och virzereeden. Ech gi jo dovunner aus, dass mer da fir déi hallef Dose Piloten, déi mer brauchen, dass mer dann Zäit hu fir déi am Virfeld virzereeden. Firwat... Et ass och keen hallwe Fliger, Här Henckes, wëll ech Iech soen, et ass e ganzen dee mer kafen, an dee ganzen Acquisitionsprogramm, dass sinn aacht Fligieren, an déi si geduecht fir déi aktuell strategesch Transportcapaciteit vun de Belsch ze ersetzen. D'Belsch fléien am Moment mat Herkulesen oder C130, wéi se genannt ginn an der Fachsprooch, an dass sinn Apparaten, déi si 35 Joer al.

Une voix.- Dass si gutt Maschinnen.

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- Jo, dass si gutt Maschinnen, an déi sinn och nogeréicht ginn, an...

Une voix.- Déi brauchen nëmme ganz kuerz Pisten.

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.- ...an déi hunn eng ganz... Jo, mä et ass en Typ, deen net méi gebaut gétt, an dofir muss en ersat ginn, an dofir, well se esou gutt sinn, ginn d'Belsch sech och Zäit fir bis un d'Enn vum zweete Jorzéngt, praktesch bis 2018/19/20, hir siwe Fligieren ze kafen. Mir sinn ze kleng fir déi eleng anzusetzen. Dofir soll et och zu engem gemeinsamen Asazplang komme mat de Belsch.

Elo muss der och wëssen, dass den Zäitpunkt dee vergeet vun der Konzeptioun vun esou engem Typ wéi Airbus A400M bis zu senger Verschrottung mindestens 60 Joer ass. Mindestens 60 Joer! An dass ass d'Justifikatioun firwat dass mer iwwert de Fong fueren. Ech gesinn och net an, firwat dass ee muss an engem Mount eppes cash bezuelt hu wat am Fong vun der Konzeptioun bis zur Verschrottung 60 Joer dauert. Den Här Bodry huet och iwwregens d'Argumenter geliwwert, an och déi aner Virriedner alleguer, firwat dass een op deen dote Wee, op de Wee vum Fong geet, ebe fir déi Piquen do ze écrétéieren an do eng kontinuierlech Finanzéierung a Berechebarkeit an der budgetärer Planung ze kréien. Dass sinn am Fong d'Elementer déi derfir plädéieren, firwat dass et em e Fong geet.

Här Bodry.

M. le Président.- Den Här Bodry wëllt eng Fro stellen.

M. Alex Bodry (*LSAP*).- Et geet jo hei em e Finanzéierungsfong. Dir hutt déi zwee Elementer genannt, déi bei deem Programm hei spillen. Ech ka mer zwar net virstellen, dass dat déi eenzeg sinn. Ech mengen, et muss ee wahrscheinlech och nach nei Camione kafen an esou. Ech ka mer bal net virstellen, dass dat doten déi eenzeg Punkte sinn, déi an deem Programm do dra sinn. Mä wat ass elo de Käschtepunkt vun deem Ganzen?

Dat heescht, d'Fro ass am Fong d'Berechnung, vu wat geet d'Regierung aus wat pro Joer wäert vun Dépensé kommen, wann ee weess, dass an de Regierungsdokumenter gesot gétt, dass de Fong géif gespeist gi mat d'nächst Joer fénnef Milliounen Euro, an dann, ab 2005, 22 Milliounen Euro. Wat sinn also d'Dépensen, wou d'Regierung elo haut dovunner ausgeet, wat iwwert dee Fong jährléch géif lafen?

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*.-

Déi Fro ass absolut berechtigt an déi Inscriptiounen, déi och an der pluriannueller Finanzplanung sinn, dass si Welten op d'Zukunft. Mir mussen kucken ob déi vun der Chamber och gestëmmt ginn. Ech hoffen, dass mer se kënnen iwwert de Budget stëmmen, dass mer net brauche Recours ze huelen op en Emprunt. Dass do ass an enger Optik esou an d'pluriannueller Finanzplanung gesat ginn, wou ee provisionéiert. Ouni ze wëssen, zu wéi engem Zäitpunkt dass elo déi Objete fir d'Lëtzebuerger Arméi kaaft ginn, hu mer awer wëlles ze provisionéiere fir dann duerno net mussen op de Wee vum Emprunt ze goen.

Déi Véhicules de reconnaissance, wa mer der, mettant, 35 géinge kafen, oder 40 géinge kafen, déi géifen e Betrag ausmaache vu ronn dräi Milliarden där aler Frangen. Dass ass en Investissement, dee kann een iwwer dräi, véier Joer strecken, wann e sech esou verwierklecht. Dass sinn natierlech da ganz dech Betrag déi dee Moment mussen vum Budget ofgefouert ginn. Ech sinn oppe fir all Diskussioun a fir all Moyer fir d'Dépensen ze strecken. Bis elo kann ech jiddfalls soen, dass duerch déi kleng Inscriptiounen, déi am Budget vun der Défense an am Fong gemaach goufen, well ech hu manner ausgi wéi Dir, ouni Iech dorausser e Reperche ze maachen, et muss ee soen, dass mer och méi zur Berechebarkeit vum Budget bäigedroen hu wéi wa mer elo ganz dech Betrag gemaach hätten.

Mä fir a Periode vu 14, 15 Joer kënnen ze plangen, well et ass an deene Kategorié wou mer mussen denken, mengen ech, soll ee sech de Wee ginn iwwert déi Dotation budgétaire. Ech ginn och dovunner aus, dass mer iergendwann eng Kéier an eng Situatioun kommen, wou et erëm interessant gétt, och budgetär gesinn, da kann een och iwwert d'Plus-value de recettes budgétaires dee Fong dotéieren. Alles Moosnamen, déi och duerch d'Chamber ginn. A wa mer eng Kéier an enger Stressperiode wäeren, dann ass et gutt dass een dann dee Moment och d'Méiglechkeet huet duerch de Réckgrëff op den Emprunt. Dass ass e Moyer ultime, deen net soll systematesch agesat ginn, et qui plus est, d'Chamber wäert jo och iwwert d'Spezialgesetz konfrontéiert gi mat deenen Ausgaben, déi de Fong belaaschten, an dee Moment gétt d'Chamber och a voller Transparenz informéiert iwwert déi Moyenen déi solle geholl ginn, fir dat do ze bezuelen.

„Wou geet de militäresche Wee hin?“, huet den Här Bausch gefrot. Dass ass och haut mat absoluter Sécherheet nach net ze beäntweren. Wa mer keen Échec gehat hätten op der Regierungskonferenz, da wäeren elo déi Dispositiounen, iwwert déi sech géeeent ginn ass, en vigueur. An da wär nach net alles bekannt, well, wann een d'PESD, esou wéi se geplangt ass, en vigueur setzt, da muss een nach eng Partie Kritäre fannen, déi ënnert deene mussen ausgemaach ginn, déi an enger Coopération structurée matmaachen.

Et ass e bësse komplizéiert, mä d'Europäesch Unioun wär d'accord gewiescht, wann dat do nach den eenzegem Diskussiounspunkt gewiescht wär, fir op de Wee ze goe fir deene Länner ze erlaben, déi méi séier wëlle virgoen a méi wëlle maache wéi déi aner, fir dat ze maachen am Kader vun enger Coopération structurée, wat am Fong näischt anescht ass wéi déi fréier Coopération renforcée.

Déi Missiounen, déi do solle gemaach ginn, mussen UNO-compatibel sinn. Déi kënnen, mussen awer net, ënnert der allengiger Égide vun der Europäescher

Unioun stattfannen. Mä et gétt dräi Modeller, wou kënnen déi Missiounen agesat sinn. Dass eent ass e rengen NATO-Modell. Dass zweet ass e Modell, deen d'Europäesch Unioun exekutéiert, a wou d'NATO d'Planungsméiglechkeeten der Europäescher Unioun zur Verfügung stellt. An da gétt et nach en drëtten Szenario, wou d'Europäesch Unioun intervenéiert andeems dass se zréckgräift op eege Planificatiounsmoosnamen, déi sollen an der Avenue Kortenberg installéiert ginn. Dass sinn éischter Missiounen, déi net vläicht grad am Haut de gamme vun de Petersbergmissiounen unzesiedele sinn, mä Missiounen vun engem méi niddrege Charakter.

Zum Drock vun der US-Administratioun. Et stëmmt, dass d'US-Administratioun d'Membre gefrot huet fir 2% vun hirem PIB an d'Défense ze stiechen. Ech soen Iech, dass ass carrément...

(*Interruptions*)

D'Amerikaner hätten am léifste gehat, dass do wär e Kritär gewiescht, dee jiddferree berücksichtegt hätt. Ech muss Iech soen, ech fannen dat total iwwerdriwwer fir e Land wéi Lëtzebuerg. Ech wëll mol net d'Fro hei opwerfen, ob mer eis et kënnen leeschten oder net. Ofgesinn dovun, dass mer eis dat à ce stade net kënnen leeschten, muss ee sech dach d'Fro stellen, wéi een dat méttel- a laangfristeg gesäit. Well, ech fannen et och net responsabel, an do hu mer an der NATO ëmmer erëm d'Positioun verteidegt vun deene Länner, déi der NATO elo bäitrieden an déi dat do quasi als Kritär operluecht kritt hu mat enger Obligation de résultat.

Wann ech Länner huele wéi Rumänien, wou nach zegdausend Kanner vegetéieren an Orpheliner, wou en enorm héije Prozentsaz vun de Leit ënnert der absoluter Aarmutsgrenz sinn, do mengen ech sinn aner Prioritéite wéi elo massiv an d'Défense ze investéieren. Wann d'NATO e Sënn mécht, dann ass et fir an engem Solidaritéitseffort déi, déi net à mème si fir den Effort ze maachen, ze entlaaschten.

Dofir gi mer e Stéck vum Wee, awer net dee ganze Wee, zu deem d'Amerikaner eis invitéiert hunn. Deem Drock vun der US-Administratioun hu mer bis elo stoisch resistéiert. Mir maachen eppes, wat méi ass wéi an der Vergaangeneheet. Ech mengen, politesch kann een an der Europäescher Unioun net ouni deen Effort do bestoen. Dofir maache mer dat. Mir maachen et, ouni dass Lëtzebuerg zu engem Land, wat sech militariséiert, verkënn, well mir wëllen do mat engem Minimum vu Leit, déi gebraucht gi fir déi Capacités do ze bedriewen, auskommen. Bei den Helikopteren hätt sech nämlech d'Fro gestallt - déi kënnen jo vill méi kuerzfristeg geliwwert ginn. Do wäere ganz vill Leit gebraucht gi fir déi Helikopteren ze bedriewen. Dann hätt mer erëm missen op Leit zréckgräifen, déi mer net hunn. Hei hu mer d'Méiglechkeet fir dat an engem raisonnabelen Zäitpunkt iwwert d'Joren ze programméieren.

Zum Schluss, Här President, nodeem ech mengen dat Wesentlechst erwänt ze hunn, wëll ech nach soen, dass mer mussen oppassen, wa mer humanitär a militär an engem Otemzuch nennen. Et ass manner problematesch, wann ee mat engem militäresche Fliger an engem Gebitt lant, wou grad en Erdbiewe war, wann een do mat humanitärer Hëllef ukënn, wéi wann een en Humanitären an engem militäresche Fliger mat an e Krichsgebitt hält. Do muss een extrem gutt oppassen, well d'Internationaalt Rout Kräiz zum Beispill kann op Plazen hikommen, wou e Land, wat an enger militärescher Koalitioun ass, keen Zougank méi huet. Déi kënnen dat nëmme just maachen, well se op eng ganz crédibel Manéier no bausse kënnen veranschaulichen, dass se absolut impartial sinn. Déi wëssen natier-

lech, wéi wäit dass si kënnen goen an der Gestiouen vun där Impartialitéit. Do muss een also ganz vill Sensibilitéit zur Saach kréie fir net eng Konfusioun ze maachen téschent humanitär a militär. Dass gesot, huet jiddferree seng Aufgaben ze erfëllen. An engem an deemselwechte Foyer de tension kënnen se allen zwee present sinn, méi oder wéineger komplementär sinn, ouni dass et awer zu enger Confusion des genres soll kommen.

Här President, deen Effort, dee mer hei maachen an dee sech wäert preziséieren a sukzessive Phasen, ass eppes, wa mer deem zoustëmmen, wou mer eis och nach kënnen duerno an d'Ae kucken. Ech weess, dass der hei ganz vill tentéiert sinn net ëmmer esou ze handelen, wéi d'Demokratesch Partei dat gemaach huet. Wann ech d'sozialistesche Kollege kann invitéieren, dann ass et fir mol eng Kéier d'Demokratesch Partei net nozemaachen a fir opgrond vun deenen Explikatiounen, déi ech mengen awer Satisfaktioun ginn, kënnen deem Projet hei zoustëmmen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5094 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5094 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen an 12 Abstentouneen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Waenger.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass also esou décidéiert.

Motion

Mir kommen zu der Motioun, déi den Här Bodry agereecht an och explizéiert huet. Den Här Minister Goerens hält nach eng Kéier Stellung dozou.

M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*. - Här President, ech hu scho Stellung geholl dozou. Ech wëll nach just der Chamber dokumentéieren, datt ech à tout moment bereit si Rendez-vousen ze fanne fir si ze informéieren iwwert de leschte Stand vun den Diskussiounen à propos vun der pluriannueller Finanzplanung an der Arméi.

M. le Président. - Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (*LSAP*). - Ech si bereit déi Motioun zréckzézéien.

Plusieurs voix. - Très bien.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5222 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation“. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et sinn agedroen: déi Häre Meyers, Di Bartolomeo, Bettendorf, Colomera an Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alexandre Krieps.

2. 5222 - Projet de loi portant création de l'établissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation“

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Alexandre Krieps (*DP*), *rapporteur*. - Merci, Här President, a merci, Här Gibéryen. De Moien mer d'Adaptatioun vum Finanzéierungsgesetz gestëmmt och fir de Rehazenter. Dat ass also e Gesetz gewiescht, wat de Contenant bestëmmt. De Mëtteg bestëmme mer dat Gesetz iwwert den Etablissement public, wat dee Rehazenter géréiere wäert an och während der Konstruktatioun begleet wäert, wat also ganz kritesch ass fir de Contenant an d'Ausrichtung vun deem Rehazenter an der Zukunft - dat alles ënnert der Tutelle vum Gesundheitsminister.

De Moien hu mer de parteipoliteschen Historique iwwert d'Entstoe vun deem Rehazenter héieren. Ech brauch also net méi dorobber anzegoen. Souwisou verweisen ech lech op déi schréftlech Virlag, déi Der kritt hutt.

Ech muss soen, dass zu deem Gesetz de Statsrot zwee Avisen ofginn huet, d'Chambres professionnelles alleguer prinzipiell d'accord ware mat deem Projet an och dann ëmmer ënnerstrach hunn, dass et héich Zäit wier, dass dee Projet hei un d'Goe kéim. D'Chambre des Fonctionnaires huet eng interessant Remarque gemaach, wou mer herno drop zréckkommen, am Rapport mat den Etablissements publics, mat deem am Speziellen an den Etablissements publics am Allgemengen. Ech maachen e ganz objektive Bericht, Här Lux.

M. Lucien Lux (*LSAP*). - Ech hunn elo näischt gesot.

M. Alexandre Krieps (*DP*), *rapporteur*. - De Ministère vun der Santé, de Conseil d'État an d'Chambreskommissioun vun der Santé hunn allen dräi an deser Gesetzesvirlag eng ganz seriö Aarbecht gemaach.

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Artikel 2 huet d'Kommissioun gegleef, dass d'Missioun vum deem Etablissement public Rehazenter esou breet wéi méiglech faasst sollte ginn, souwuel wat déi stationär Behandlungen wéi déi ambulänt Behandlungen ugeet, souguer bei Patienten, déi bis doheem kënnte behandelt ginn a speziell kritesch a schwierge Fäll. Och d'Ausbildung an d'Recherche

kommen an deem Artikel 2 net ze kuerz.

Den Artikel 4 bestëmmt d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot, an dat ass relativ interessant, well all déi Membere gi vum Grand-Duc bestëmmt an enner Emstänn révoquéiert. Wat interessant war, war den Avis vum Conseil d'État, well de Conseil d'État huet versicht, d'Memberen aus deem Verwaltungsrot erauszehalen, déi ze vill Kapen op hätten, wéi mer dat an aneren Etablissements publics erlieft hunn. De Conseil d'État huet esouguer plädéiert, dass d'Vertrieder vun de Sozialkeesen, dat heescht d'Krankekeesen an den Unfall, d'Assurance-accident, kee Représentant an deem Gremium sollten hunn, well se jo net selwer mat sech kënnte verhandelen, wéi mer dat och op anere Plazen oft erlieft hunn.

D'Chambreskommissioun fir hiren Deel huet och gegleef, dass d'Patientenvertreider éischter sollte vun der Regierung matbestëmmt ginn, fir all Interessekonflikter virzebeugen, dat heescht dass een net „Juge et partie“ zugläich kënnt sinn. Och ass et virgesinn, dass keng Vertrieder an deem Conseil virgesi sinn, déi enger Kontrollfunktions iwwert den Etablissement public hunn. An dat ass bal eng Première fir en Etablissement public, mir hunn also net méi d'Leit déi sech och selwer kontrolléieren. De Mandat vun deene Verwaltungsrotmamberen ass op sechs Joer fir se alleguere gesat ginn, fir eng laangfristeg, kohärent Politik ze garantéieren.

Dese Rehazenter ass en Etablissement hospitalier an esou fällt en och ënnert d'Gesetz vum 28. August 1998, doudsécher fir eng ganz Rei administrativ a comptabel Mesuren. De Conseil d'État an ons Kommissioun hunn och an hirer Majoritéit de Konzept vun den Antennen, wat de Moien ugeschwat ginn ass, am Minett oder am Éislek fale gelooss. Deen heiten Etablissement, deen en nationale Referenzcharakter soll hunn, brauch also keng Antennen, an déi Loi de financement, déi Der de Moie gestëmmt hutt, huet déi Antennen iwwerhaapt net méi virgesinn.

Ech wollt nach fënnef Sujeten hei uschwätzen, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, ganz kolleegial.

Deen éischte betrëfft de Statut vum Personal. D'Chambre des Fonctionnaires huet sech Suerge gemaach, dass d'est Personal de Statut public misst kréien, an dat laut dem Accord salarial vum 21. März 2002. Et ass ouni Zweifel hei eng Onsécherheet, mä d'Chambreskommissioun huet gemengt, dass deem Etablissement public säi Personal de Statut sollt kréie wéi an anere Beräicher vum Gesundheitssektor, an do verweise mer op de Centre hospitalier oder de Centre hospitalier neuropsychiatrique an esou virun. Soss kënnt ee souwisou den Artikel 1 strächen, wou steet et wier eng Gestion de droit privé. An et wier ouni Zweifel e Réckschlag vu méi wéi 28 Joer, bis virun 1975, wéi den Etablissement public Centre hospitalier gegrënnt ginn ass. Also en Etablissement public am Gesundheitsberäich oder am kulturelle Beräich, an ech huelen un, dass meng Noriedner dorobber nach wäerten agoen, ass ganz verschidde vun engem puren administrativen Etablissement public. Dese Punkt ass wichteg a wäert och misse vun der Regierung gekläert ginn.

Déi zweet Remarque betrëfft d'Exemption fiscale vun deem Etablissement public. Onse Kolleeg, den honorabele Paul-Henri Meyers, huet déi Fro opgehäit, enner anerem well en eng ongerecht Konkurrenz tëschent engem Etablissement public an enger Privatinstitioun, déi vläicht déi nämlech Missiounen erfëlle géif, gefaart huet. An deem Fall muss een zwar soen, dass deen heiten Etablissement public keen industriell-

len oder kommerzielle Charakter huet, an dass déi Fro vläicht net esou voll op desen Etablissement public zoutrëfft. Et kann ee sech natierlech virstellen, dass d'Recetté vun der Restauratioun an d'Konten vun deenen Etablissements afléissen missten, wat an der Vergaangenheet bei verschidde Etablissements publics net ëmmer de Fall war.

Déi drëtt Fro betrëfft d'Reprise vun der Rehazenter a.s.b.l. duerch den Etablissement public Rehazenter. D'Regierung huet do eng Fiche financière virgeluecht, déi dese Punkt klärt. D'Scholden vun der Rehazenter a.s.b.l. op den 30. Juni vun deem Joer plus Zënse ginn iwwerholl, dat ass ongeféier e Montant vu 520.000 Euro, an de Rehazenter kritt och eng Dotation financière vum Spidolsfond an der Héicht vun ongeféier 4.360.000 Euro. Hir Recetten, dat muss ee souwisou bedenken, komme meeschtens vun der UCM, also si sinn opposabel zu der UCM, an dat muss also négociéiert ginn.

E véierte Punkt, deen interessant ass an deser Gesetzesvirlag: Et si 16 Leit mat dem Hospice civil vun der Stad Lëtzebuerg verbonden. Déi ginn och am Prinzip iwwerholl, an den Hospice civil gëtt dofir entschidedt.

E fënnefte Punkt, deen och de Moien ugeschwat ginn ass, ass déi Affär vum „ante legem“, well virun engem Mount ugefaange ginn ass ze baggeren, an am schréftleche Bericht fannst Der déi Aspekter. Ech ka mech erënneren, am Ufank vun deser Legislatur hu mer beim ISERP en Turnsall gestëmmt, dee war scho fënnef Joer am Gebrauch oder net wäit dovun. Also ech mengen dat ass eng geleefteg Praktik. Ech hoffen, dass dat zwar an Zukunft iergendwéi ka geännert ginn.

De Rapport vun der Kommissioun ass vun der Majoritéit gedroe ginn, bei véier Enthaltungen. Nawell bieden ech lech hei, deser Gesetzesvirlag zouzestëmme, well et ass e gutt preparéiert a kuerzt Gesetz mat 14 Artikelen. Ech soen dobäi d'ailleurs dem Här Bisenius vun der Chamber merci fir seng excellent Aarbecht - déi Leit ginn net oft genuch gelueft. Letztlech hoffe mer, dass den Etablissement public schnell ukënnt, wëssend dass dat gutt Funktionéiere vum Rehazenter méi vun der Qualitéit a vum Asaz vun Personal ofhänke wäert, wéi vun deser kuerzer Gesetzesvirlag. Ofschléissend, an am Numm an am Opdrag vun deser Kommissioun, wollt ech och dem Dokter Grenot a senger ganzer Mannschaft, déi bis elo iwwer 24 Joer laang sech d'Méi ginn hunn, fir ganz schwéier betraffe Patienten ze fleggen, fir hir gutt Aarbecht enner schwierigste Konditioune merci soen, a fir hir Gedold haaptsächlech, bis mer elo mat desen zwee Gesetzer ukomm sinn, an dofir soen ech lech alleguere merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet haut de Moien de Projet iwwert d'Finanzéierung vum Rehazenter gestëmmt, an haut de Mëtteg stëmme mer, esou wéi de Rapporteur dat elo grad gesot huet, d'Forme juridique vun Rehazenter. Ech wëll och dem Rapporteur fir säin excellent schréftlechen a mëndlechen Rapport merci soen. Hien huet och dee gréissten Deel vun de Froen, déi sech am Zesammenhang mat deem heite Gesetz gestallt hunn,

explizéiert an duergeluecht, esou dass ech mech eigentlech nëmmen zum Deel mat deene Froen nach brauch ofzeginn.

Et ass also e glécklechen Zoufall, dass haut de Rehazenter a senger ganzer Weit, souwuel wat d'Finanzéierung wéi och d'Forme juridique ugeet, ka gestëmmt ginn. Et ass de Moie schonn des Laangen an des Breederen iwwert de Rehazenter geschwat ginn. Ech wëll net op deen historeschen Deel zréckkommen. Ech kommen allerdéings net derlaanscht, verschidde Punkten, déi de Moien net ervirgehewe gi sinn, awer hei ervirzehiewen, dat an enger objektiver Aart a Weis an ouni Polemik.

De Rehazenter ass 1978 geschaf ginn aus enger Noutsituatioun eraus. An zwar, well am Rahme vun der Gériatrie vum Hospice civil vun Hamm gemierkt ginn ass, dass ëmmer erëm Leit hu missen opgeholl ginn, deenen hir Situatioun awer kënnt verbessert ginn duerch eng appropriéiert Rééducation. Dofir huet och den Hospice civil en accord mat der Gemeng Lëtzebuerg decidéiert, dee Service ze schafen. Et sinn aacht Better geschaf ginn, et ass qualifizéiert Personal agestallt ginn an et war eigentlech geduecht, och an deene Gespréicher, déi schonn deemools mat dem zoustännege Ministère gefouert gi sinn, dass dat nëmmen e Provisorium wär.

Et bien, Dir Dammen an Dir Hären, dee Provisorium hält eigentlech elo haut en Enn an de Rehazenter kritt definitiv déi gesetzlech Basis an och déi finanziell Méiglechkeeten, déi e brauch. Dee Provisorium huet also méi wéi 25 Joer gedauert a mir stellen och fest, an dat kann ech hei ervirhiewen, dass an där Zäit eigentlech den Hospice civil, op jidde Fall bis zum Joer 2002, d'Chargé vun deem Rehazenter gedroen huet, an doduerch dass den Hospice civil se gedroen huet, ware se zu Laaschte vun der Gemeng Lëtzebuerg. D'Gemeng Lëtzebuerg huet och an där Zäit an der Moyenne bis zu 20 Milliounen Defizit pro Joer vun deem provisoiresche Rehazenter iwwerholl. Dat mécht an deenen iwwer 20 Joer quasiment eng hallef Milliard al Lëtzeburger Frangen aus, well et war jo an där Zäit wou mer nach eis Lëtzeburger Frangen haten.

Ech wollt dobäi ervirhiewen, well ëmmer och vun der Legitimitéit geschwat ginn ass a vun deem legitimen Usproch vun der Gemeng, fir d'Implantatioun vun deem Rehazenter hei um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg. Et sinn aner Gemengen, déi gesot hunn, et wier legitim, dass e bei si géif kommen. D'Gemeng Lëtzebuerg huet sech an den 90er Joren, wéi d'Décisioun gefall war, och net mordikus dogéint gewiert, mä si huet awer drop higewisen, dass si et eigentlech war an an hirem Accord, dass dee Rehazenter och geschaf ginn ass, an dass e mat hirer Hëllef och konnt funktionéieren. An de Fait, dass e schlussendlech an der Stad implantéiert gëtt, kann een och als eng Unerkennung vun deem dote finanziellen Effort ugesinn.

Et ginn allerdéings aner Grënn, déi de Moie schonn den Här Minister vun der Gesondheet duergeluecht huet, fir de Rehazenter an der Stad ze implantéieren. Déi Grënn muss een och unerkennen, an ech wëll och net méi op déi Grënn zréckkommen.

Ech wëll mech dann awer befaasse mat dem Etablissement selwer. Bis elo huet de Rehazenter ënnert der Form vun enger A.s.b.l. funktionéiert. Eng A.s.b.l. ass eng juristesche Form, déi géegent ass an déi geschaf ginn ass am Gesetz vun 1928, fir Privatleit et ze erlaben ee Veräin oder eng Vereenegung ze grënnen. Et ass am Fong geholl net déi typesch Form vun de juristesche Persounen am öffentleche Secteur. Hei geet et ëm eng öffentlech rechtlech Missioun. Et geet ëm Intérêts généraux, an dofir ass et och richtig, dass d'Form vun

Etablissement public gewielt gëtt fir de Rehazenter an dass mer vun där Form vun der A.s.b.l. ewechkommen. Déi Décisioun ass richtig an déi kann een och nëmme begréissen.

Et ass dann d'Fro opgeworf gi vun dem Personal, wou och de Rapporteur schonn drop agaangen ass. Et ass richtig, dass an engem Accord salarial gesot ginn ass, d'Personal sollt an de Kader vun dem öffentlechen Déngscht erakommen, well et en Etablissement public ass. Mir hunn awer eng Situatioun am Gesundheitssektor, wou dat zënter Joren net de Fall ass. Mir hunn am Gesundheitssektor ënnerschiddlech Etablissementementer, Fondatioune, Etablissements publics, Gemengenétablissementementer, a si falen alleguer, wat d'Personal ugeet, ënnert de Kollektivvertrag vun deem Secteur. Wa mer awer géingen higoen a mir huelen een Etablissement eraus, oder mir huelen aner Etablissementementer eraus, da kréie mer eng Doppelgleisegkeet vun deem Personal, wou ee sech awer muss d'Fro stellen, ob dat richtig wär, étant donné dass och d'UCM an Zesummenaarbecht mat den Etablissementementer vun der Gesondheet a vun de Spideeler versicht de Käschtepunkt erauszestellen an déi Etablissementementer och gläich ze behandelen. Et wier op jidde Fall...

M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*). - Här President, därerf ech dem Här Meyers eng Fro stellen?

(Assentiment)

Et ass jo net esou, dass an deem Accord tëschent Regierung a CGFP virgesinn ass, dass ee verschidde Statute géif maachen. Wann een den Accord tëschent CGFP a Regierung richtig liest, da géif fir bestoend Etablissements publics a fir zukünftige Etablissements publics de Statut public fir d'Personal gëllen. Dat ass den Accord. Wann also deen Accord an d'Praxis géif emgesat ginn, da géif et keng zwee verschidde Statute méi ginn. Mä ech bezweifelen, dass de Wëllen nach do ass, fir deen Accord wierklech a Musek ëmzesetzen.

(Interruption)

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*). - Här President, ech mengen den Här Mars Di Bartolomeo huet nach net matkritt, datt et am Gesundheitssektor an am Secteur vun de Spideeler och privat Fondatioune gëtt an aner Etablissementementer, wou ganz sécher keng Statsbeamten hikommen. Ech maachen en och drop opmierksam, dass de Kollektivvertrag sech eigentlech uleent un den öffentleche Secteur, dass also déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, quasiment assimiléiert sinn un d'Statsbeamten. Also kann ee sech d'Fro stellen: Wat bréngt dat deene Leit weider, wa se Statsbeamte sinn oder net? Also fir déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, ass dat ganz sécher keen Avantage.

(Interruptions diverses)

Well mir wëssen, wa mer de Statut vum Statsbeamten oder Statsemployé géifen integral uwenden, da stellen ech mer souguer d'Fro, ob dann dat Personal, wat an deem Secteur schafft, net méi schlecht ewech kéim wéi ënnert deene Konditioune, ënnert déi et haut fällt.

M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*). - Da ginn awer komesch Accord gemaach!

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*). - En aner Punkt, deen opgeworf ginn ass, deen och de Rapporteur hei ernimmt huet, dat sinn déi steierlech Avantage, déi d'Etablissements publics hunn. Ech hu selwer dee Problem opgeworf, well sech awer mat der Zäit am Verglach vun den Etablissements publics mat Personnes juridiques de droit privé, déi am selwechte Secteur schaffen, Problemer stellen. Well déi eng Avanta-

gen hunn, déi déi aner net hunn, wou mer awer versichen déi op op gläiche Fouss ze stellen.

Et stelle sech och Problemer am Zesammenhank mat de Gemengen. Well wann een hei déi Exemptionen ernimmt, da stellt sech d'Fro, wat dann alles dorënner fällt, well an der Vergaangenheet, och an der rezenter Vergaangenheet, Gemengen, an ech denken hei besonnesch un d'Stad Lëtzebuerg, Problemer hate mat der Uwendung vun deenen doten Dispositionen am Zesammenhank mat den Établissements publics, déi besonnesch hei an der Stad etabléiert sinn.

Den Établissement public, deen hei geschaaft gëtt, kritt eng kloer émrasse Missioun. D'Organer, déi virgesi sinn, sinn déiselwecht wéi bei deenen aneren Établissements publics vum Secteur vun der Santé an de Contrôle ass och deen, wéi en an deene leschte Jore bei den Établissements publics virginn ass, wou enner anerem, dat huet de Rapporteur ervirgehewen, och drasteet, dass déi Beamten, déi am Verwaltungsrot vun den Établissements publics sinn, net selwer deen Établissement public an deem Ministère de tutelle, deem en ennersteet, därfe kontrolléieren. Et muss also do eng kloer Trennung gemaach ginn.

Et ass virgesinn, dass den Établissement public d'Schulde vun där aler A.s.b.l. Rehazenter iwwerhëlt. Do hat de Conseil d'État e puer Problemer. Hien huet sech awer net formell opposéiert. An ech gesinn och net, an d'Kommissioun huet dat och esou gesinn, wéi et kënn anescht geschéien. Et kann ee jo net all Rechter vun enger bestehender Personne juridique de droit privé iwwerhuelen, ouni dann d'Scholden ze iwwerhuelen. Wann een den Actif iwwerhëlt, muss een och d'Scholden iwwerhuelen, an dat kann awer nëmme geschéien doduerch dass et och formell hei an den Text ageschriwwen gëtt, an och déi Dispositionen huet d'Kommissioun kloer approuvéiert.

Et ass och gesot ginn, an dat muss een dann och ervirhiewen, dat ass mäi leschte Punkt, dass an Zukunft och déi finanziell Situatioun vun deem neie Rehazenter ofgesécher ass, doduerch dass e mat der Union des Caisses de Maladie déiselwecht Konventionen trëfft wéi déi aner Spideeler, dass en also och enner d'Budgetisatioun fällt, esou wéi déi aner Spideeler och.

Zum Schluss, mengen ech, wier et och gutt, dass haut dee Schlussstréch gezu gëtt. Et sinn iwwer 200 Leit, déi all Dag an der Moyenne am Rehazenter betreit ginn, a mir wëssen enner wéi enge schwierige Situatiounen dat haut geschitt. Dofir ass et noutwendeg fir dass endlech déi nei Installatiounen, deen neie Rehazenter kënn, deen och esou ausstafféiert ass, dass en deenen Erfuerdneris Rechnung dréit. An ech bréngen dofir och den Accord vu menger Fraktioun.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wäert net laang op déi Diskussioun vun de Moien zréckkommen.

■ Une voix.- Très bien.

■ Une autre voix.- Net laang!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Net laang, hunn ech gesot. Ech fannen dat allerdéngs schonn e staarkt Stéck, dass de Gesundheitsminister, dass seng Regierungskolleegen a seng Kolleegen aus der Majoritéit sech géigesäitig op d'Schëller klappen, dass se haut, sechs Méint virun de Legislativwahlen, mam Projet Re-

hazenter genee op deem Punkt ukomm sinn, wou déi lescht Regierung scho viru véier an engem hallwe Joer stoung.

(Interruptions)

Ech bedauern och, dass de Moien eenzel Sprächer vun der CSV, vun der DP, an trauter Eintracht mat dem ADR, fir d'LSAP ze treffen, de fréiere Site am Süde mat engem Lach, als polluëiert oder als dem Honn hanne bezeechent hunn. D'Leit aus dem Süde soe merci. Wa mer déi Gedanke géifen eescht huelen, da misste mer d'Frichen am Süden, déi jo elo nei entdeckt gi sinn a wou déi Problemer, déi een op anere Plazen am Süden op Frichen erëmfënnt, sech och erëmfannen, da misst een déi Frichen zoutippen. An dat mengen ech wär net am Sënn vun eis alleguer an dat wär och net am Sënn vun enger wuelverstanener Dezentraliséierung am Süden.

Zum Projet, deen eis haut de Mëtteg virläit, ass zu Recht ennerstrach ginn, an deem objektive Rapport vum Alexandre Krieps, dass de Projet d'Struktur schaaft fir de Bau vum Rehazenter ze suivéieren, fir d'Gestioun an och herno d'Exploitatioun vum Rehazenter ze sécheren. Den Établissement public wäert d'A.s.b.l. Rehazenter ofléisen, déi vun der viregter Regierung d'Missioun kritt hat fir de Projet Rehazenter ze preparéieren, de Projet bauräif ze maachen an och ze suivéieren, an ech mengen et ass haut d'Geleeënheet fir deene Leit, déi Membere vun där A.s.b.l. Rehazenter waren an nach am Moment sinn, bis dass den Établissement public geschafene ass, merci ze soe fir deen Engagement iwwer eng Rei Joren, wou hir Aarbecht net ëmmer einfach war.

A mir erënneren eis dorun, dass, nodeems de Standortwiessele komm ass, et an deser Chamber oder ronderëm des Chamber zu méi onschéinen Diskussiounen komm ass, wou d'A.s.b.l. Rehazenter staark kritiséiert ginn ass a wou mer mat Ennerstellungen ze dinn haten, dass déi Aarbechten, fir déi d'A.s.b.l. zoustänneg war, vläicht net esou ganz koscher gewiescht wäeren, an et ass dofir gutt nach eng Kéier drun ze erënneren, dass des Chamber déi A.s.b.l. wäissgewäsch huet an drop higewisen huet, dass an deem dote Gremium wou - an dat ennersträchen ech hei, well dat net ëmmer esou eriwerkomm ass - keng Politiker souzen, mä Vertrieeder vun eise Spideeler souzen, wou de Lien sollt geschafene ginn téschent de Spideeler an deem ze schafende Rehazenter fir sécherzestellen, dass...

(Interruption)

Wat gelift?

■ M. le Président.- Fuert weider, Här Di Bartolomeo.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Also, wou keng Politiker dra waren, wou d'Presidente respektiv d'Vertrieeder vun de Spideeler dra waren, a wann d'Politiker um Pabeier stoungen, dann hunn déi sech eng Éier doraus gemaach fir net un deene Verwaltungsreitsetzungen an an deem Verwaltungsrot deelzehuelen. Deene Leit ass et em d'Saach gaangen, an ech mengen, dass, nodeems se 1999 festgestallt hunn, dass se eng Rei vu Jore geschaff haten an duerno erëm vu vir h missen ufänken, ass et hinnen héich unzerechen, dass se deemools net d'Bengele bei d'Tromm gehäit hunn an dass et hinnen em d'Saach gaangen ass, an dass si duerfir gesuergt hunn, dass, och wann de Projet op engem anere Site weidergeplangt ginn ass, dass se weidergemaach hunn. Well wann et do zu engem Ophale komm wär, da wäere mer sécher net haut op deem Stand wou mer ukomm sinn.

Ech hoffen, dass, nodeems déi A.s.b.l. opgeléist gëtt, mer et fäerdig bréngt wäerten dee Lien mat de Spideeler ze halen. Am Établissement public ass jo e Conseil

scientifique virgesinn, deen dat ka garantéieren, dee Lien zu de Spideeler, well et ass jo elo eng raimlech Unnäherung komm téschent deem grouse Spidol um Kierchberg an dem Rehazenter, an esou en nationalen Zenter ass ganz sensibel. Dofir ass et wichteg, dass séchergestallt gëtt, dass all Spideeler hir Patienten an deen Zenter draschécken an net gefaart gëtt, dass, wa se bis eng Kéier an der Noperschaft vun engem Spidol sinn, dass se net méi géife récupéreréiert ginn. Et soll een dat net op d'licht Schëller huelen. Och am Spidolsecteur, an dat weess de Minister, gëtt et esou eppes wéi Konkurrenz, och wann déi Konkurrenz net ëmmer gesond ass, an et ass méi wichteg, dass een eng intelligent Aufgabendeelung mécht.

Zum Inhalt wëll ech net nach eng Kéier an den Detail agoen, well de Rapporteur wéi och den Här Paul-Henri Meyers am Detail op eenzel Punkten agaange sinn. Ech wëll awer nach op ee Punkt agoen, deen zu Diskussiounen an der Kommissioun gefouert huet an och am Virfeld zu längeren Diskussiounen gefouert huet. Dat ass d'Diskussioun iwwer méiglech Antennen zu engem Rehazenter.

Dir wësst, dass wéi den ursprüngleche Projet diskutéiert ginn ass, fir de Friden am Land hierzestellen, bei deem sou genannten exzentresche Projet Antenné virgesi waren an der Stad Lëtzebuerg an am Norden. Mir hu festgestallt, dass bei deem jéztege Projet, deen am Zentrum soll gebaut ginn, keng Antenné méi fir de Süden a fir den Norde virgesi sinn, an dofir wäere mer e bëssen iwwerrascht wéi mer am Projet iwwert den Établissement public d'Méiglechkeet fir déi Antennen ze schafen erëmfonnt hunn. Dem Conseil d'État ass dat och opgefall, wat zu enger Diskussioun dann an der Kommissioun gefouert huet, an dunn huet d'Majoritéit an der Kommissioun dann decidéiert oder proposéiert fir d'Méiglechkeet vun den Antennen ewechzeloossen. Ech muss lech soen, ech hätt kee Problem domat gehat fir déi doten Dier opzeloossen. Allerdéngs hätt een dann och missen de Projet selwer mat där Méiglechkeet vun Antennen an Aklang bréngen.

Dann en zweete Punkt, deen ech kuerz wollt sträifen, dat ass dee wou am Text iwwert den Établissement public séchergestallt gëtt, dass de Stat dem Établissement public déi benéidegt Terrainen zur Verfügung stellt. De Stat stellt déi Terrainen gratis zur Verfügung. De Stat huet déi Terrainen awer zum Deel misse kafen. En huet se kaaft vum Fonds d'urbanisation de Kirchberg, en huet se kaaft vum Hospice civil respektiv der Stad Lëtzebuerg an en huet dofir en ugemiessene Präis misse bezuelen, an hei, Här President, Dir Damen an Dir Hären, ginn ech awer den Androck net lass, dass hei am Land ëmmer nach zweeërlee Mooss a Gewicht ugewannt gëtt, jee nodeems ob e Projet op där enger Plaz oder op enger anerer Plaz realiséiert gëtt, an ech explizéiere mech.

Bei deem viregte Projet war et virgesinn, dass d'Gemeng deen Deel, deen hir gehéiert huet, hätt missen an de Projet erabrénge, och d'Viabilisatiounskäschten hätt missen iwwerhuelen. Dat ass eppes wat diskutabel ass. Mä wann een et diskutéiert, da soll een et wann ech gelift op alle Plazen d'selwecht maachen, an ech mengen et kann net esou sinn, dass ee mat där gréisster Selbstverständlechkeet vun der Welt, wann en nationale Projet am Zentrum oder an der Haaptstad realiséiert gëtt, dass een da seet: Selbstverständlech stelle mer d'Terrainen zur Verfügung, an dass, wann en nationale Service an der Provënz implan-

tiéiert gëtt, een da seet: Do mussen d'Gemengen da Geld an d'Terrainen investéieren fir domat merci ze soen, dass een hinnen de Gefale mécht fir déi Dezentraliséierung ze maachen.

(Interruptions)

Ech mengen, dat ass eng Diskussioun wäert. Ech fäerten, dass déi Iddi vun der Dezentraliséierung nach net bei jiddferengem esou a Flesch a Blut iwwergaangen ass, dass ee ka soen, Dezentraliséierung heescht, zu deeneselwechte Konditiounen dat op deene verschiddene Plaze maachen ze missen.

Dann ee Punkt, deen esouwuel vum Rapporteur wéi och vum Här Paul-Henri Meyers ugeschwat ginn ass, dat ass dee vum Statut vum Personal, wou ee muss soen, dass des Regierung sech a ganz kloer Widderspréch verstréckt. Den Här Paul-Henri Meyers huet drop higewisen, dass bei deem leschte Gehälteraccord mat der CGFP oder mat der Fonction publique ofgemaach ginn ass, dass an Zukunft fir bestoend Établissements publics a fir nei ze schafend Établissements publics de Statut public fir d'Personal gesécher gëft ginn. Dat war eng Fuorderung vun der CGFP, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob de Paul-Henri Meyers da Recht huet, dass d'CGFP eng Fuorderung géif stellen, déi an eenzelne Secteuren dozou géif féieren, dass d'Personal herno méi schlecht drun ass wéi virun. Et ass eng Fro, déi ech mer stellen, mä déi hie wahrscheinlech ka beäntweren.

Dat heescht also, dat mer bei der Schafung vun deem Établissement public mat der Situatioun konfrontéiert waren, dass d'Regierung op där enger Säit e gëltegen Accord salarial getraff huet, wou gesot gëtt, ganz besonnesch bei zukünftegen Etablissementer kritt d'Personal de Fonctionnairesstatut, dann awer gläichzäitig higeet, en neien Établissement public schaaft, wou d'Personal net de Statut public huet. Mir waren also, mengen ech, an eise Rôle, dass mer drop higewisen hunn, dass do iergendepes net klappt. Mir hate gemengt, mir géifen eng Äntwert kréien an der Kommissioun, well de Statssekretär fir d'Fonction publique eis gesot hat, de 14. November géif d'Regierung zesummekomme fir dann doriwwer ze decidéieren, wat se mam Accord salarial géif maachen.

Bon, ech mengen, mir hätten d'Äntwert mat deem Projet kritt. Et gesäit esou aus wéi wann d'Regierung den Accord salarial mat der Fonction publique net wéilt respektéieren, well soss hätt se hei eng aner Solutioun missen huelen. Hei ass de Gesundheitsminister manner dervu betraff, mä ech mengen, et sinn aner Leit, déi verhandelt hunn. Wann een esou eppes aushandelt, da muss een, mengen ech, bei der éischter Geleeënheet et an d'Praxis kënnen emsetzen an den Accord réaliséieren, oder wann ech gelift soen, mir hunn hei eppes ausgehandelt, wat mer net réaliséieren kënnen, an da mat der representatiivster Gewerkschaft erëm Récksprooch huele fir dann ze soen: Wat maache mer amplaz?

Et ass op jiddefall esou, wéi mir eis dat virgestallt hunn, a mir sinn net eleng, well et gëtt - de Muere si vill Zitater gebraucht ginn - Zitater vu ganz bekannte Politiker aus där Partei, déi den Accord ausgehandelt hunn, déi gesot hunn pacta sunt servanda, oder an anere Wierder versprach ass versprach a gëtt net gebracht. Hei muss mer awer soen, dass dat Versprechen, dat komm ass, net gehale ginn ass.

Esouwäit zum Projet. Mir sinn also haut um legislative Plang um Enn vun enger Prozedur ukomm, déi mir net kënnen novollzéien, well - an ech mengen, dat soll een awer nach eng Kéier soen an deem Zesammenhang - demokratesch gefällten Décisiounen op d'Kopp gehéit gi sinn a well - de Minister huet

de Muere gesot, fir hien hätt de Patient ëmmer am Mëttelpunkt gestanen, fir aner vu senge Kolleegen steet de Steierzueler am Mëttelpunkt - duerch déi Décisiounen, déi hei gefall sinn, muss ee soen, dass de Patient vill méi laang huet missen op déi wierklech noutwendeg Struktur waarden.

De Paul-Henri Meyers huet dat esou gesot wéi et ze soen ass, et ass héich Zäit, dass déi doten Infrastrukturen kënn, dat heescht de Patient huet méi laang missen dorop waarden an de Steierzueler muss vill méi déif an d'Tasch gräifen.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech eise Rapporteur, dem Här Alexandre Krieps, merci soe fir säin ausgezeechente méndlechen a schrëftleche Rapport. Ech sinn och besonnesch frou doriwwer, well en d'Bermierung doriwwer gemaach huet, dat mir am Laf vun eisen Diskussiounen, deene villen Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, net iwwert den Dr Grenot a seng Leit vun Hamm geschwat hunn, déi et awer wierklech verdéngt hunn, dass se och hei ernimmt ginn. Ech fannen et gutt, dass dat geschitt ass. Dat sinn och déi Leit, déi gekämpft hu fir de Rehazenter op eng Plaz ze kréien, wou en higeheiert. Si sinn net genuch gewierdeg ginn, an dofir sinn ech frou, dat den Alexander Krieps dat gemaach huet.

Ech sinn och besonnesch frou doriwwer, dass den Här Paul-Henri Meyers de Rôle vun der Stad Lëtzebuerg duergestallt huet am Entstoe vum Rehazenter zu Hamm, wéi dat Ganz gelaf ass, dass d'Stad Lëtzebuerg e grouse Mérite dorunner hat, deen awer och an den 90er Joren op eemol net méi bestanen huet oder deen et net méi hätt solle ginn. Et war och ganz richtig, dat nach eng Kéier de Mëtteg hei ze presentéieren.

Bon, ech verstinn, dass de Kolleg MDB e bëssen traureg ass, dass et net gaangen ass wéi hien et gär gehat hätt, mä ech kann en awer berouegen. Wa mer hei am Land e Referendum iwwert déi dote Problematik duergefouert hätten, da wësse mer jo alleguer wéi et ausgaange wär. Dofir, Här Mars, sidd doriwwer net ze vill traureg.

(Hilarité)

Sidd net ze vill traureg doriwwer, et ass eng gutt Décisioun, déi gefall ass.

De Moien hu mer iwwert dat Finanzéierungsgesetz geschwat. Mir hu wäit ausgeholl, de ganzen Historique gemaach, d'Odyssee vum ganze Projet. Awer eppes hat ech mer net erwaart, dass ee vun eis géif esou wäit goen, dass e bis bei Christi Gebuert gaangen ass fir den Historique ze maachen. Dat war mer nei, dorobber wär esouguer ech net komm.

(Hilarité)

Also, dat war schonn derwäert fir dat esou ze kucken. Op alle Fall si mer frou, dass dat Kapitel elo eriwuer ass an dass mer elo no vir kucken a versichen dem neie Rehazenter déi beschten ugepasste Forme juridique ze gi fir kënn beschtens ze fonctionnéieren am Intérêt vun de Patienten.

Vläicht muss ech hei soen, den Här Mars Di Bartolomeo huet gesot, e géif hoffen, dass d'Spideeler mat agebonne bleiwen an der Gestioun vun dem Rehazenter. E weess jo awer genausou gutt wéi ech, dass de Conseil d'administration sech zesummesetzt aus 13 Membres effectifs an 13 Membres suppléants, dat si sechs Membres représentant chacun un des hôpitaux généraux,

proposé par l'organisme gestionnaire de l'hôpital respectif. Also sinn déi national Spideeler, déi sechs Stéck, alleguete mat agebonnen. Et ass also gutt gewiescht fir dat vläicht nach eng Kéier hei ze prezisieren, net datt ee kënnt dobaussen unhuelen dat wär net esou.

Et si fénnef Membere vun der Regierung, déi derbäi sinn. Dovunner sinn der zwee, pour représenter plus particulièrement les intérêts des usagers. Dann ass ee Membre proposé par le Conseil médical de l'établissement an un membre représentant le personnel non-médecin, proposé par les délégations du personnel. Also, déi Personalverriedung an deem Conseil d'administration ass scho gutt geregelt.

Bei dem Projet vun haut de Mëtteg geet et also net ëm de Bau an d'Finanzierung, mä eenzeg an eleng ëm d'Kreatioun vun engem Etablissement public fir dese Rehazenter. An den 90er Joren ass gemengt ginn, eng A.s.b.l. wär déi beschte Form fir diesen Zenter ze bauen an ze exploitéieren. Dofir gouf d'A.s.b.l. Rehazenter 1996 geschaf fir de Bau, d'Exploitation an de Fonctionnement vun Rehazenter ze assurieren. Deemools, 1996, war et jo nach de Rehazenter zu Diddeleng, bis datt de Règlement grand-ducal den 18. Abrëll 2001 en neie Spidolsplang opgestallt huet, deen d'Implantatioun vum Zenter um Kierchbiérg virgesinn huet. Och dese Projet gouf der Rehazenter-A.s.b.l. uvertraut, wat e Vertrauensbeweis fir déi Leit duerstellt, déi a puncto Rehazenter bis haut gutt Aarbecht geleescht hunn. Si hate jo och d'Geleeënheet am Laf vun der Zäit eng gewëssen Erfahrung an deem Domän ze sammeln, wéi jo och aus den Ausféierung vum Minister Carlo Wagner de Moien erauszehéiere wor.

Et ass also keen Désaveu fir d'Membere vun der A.s.b.l. an et ass hinnen héich unzerechnen, datt si mat hiren Aarbechte weidergefuert sinn, wëssend datt eng nei Structure juridique d'A.s.b.l. géif ersetzen, datt si an enger kuerzer Zäitspan och hei nach weider ouni Netz geschafft hunn, wat hir Verantwortung ubelaangt. Si hu Bagere bestallt a si verdéngen dofir e grouse Merci. Hir Attitud beweist awer och hiert Vertrauen an de Gesondheitsminister an an des Regierung.

D'Iwwerleeung fir awer eng nei Structure juridique ze schafen, déi méi appropriéiert ass fir d'Gestioun vun dem nationale Rehazenter ze iwwerhuelen, ass an der Gesondheitskommissioun mat Verständnis entgéintgehol ginn. Mir all heibanne wësse wéi an der leschter Regierung vill vum Stat ënnerstëtzt A.s.b.l. en a Veruff gerode waren, och de Fait, wéi an deem Fall en Etablissement public géré selon le droit privé ze schafen, ass an der Kommissioun positiv bewäert ginn. Dat ass jo näischt Exceptionnelles, et ass d'Fortféierung vun deem wat am Spidolsweise gängig ass. Dat gétt et schonns, dat ass schonn hei gesot ginn, beim Centre Hospitalier, beim Centre thermal vu Mondorf an och beim CHNP zu Ettelbréck.

Déi Fro, déi opgeworf gouf, notament vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ass déi vum Statut vum Personal. D'Statsbeamtekummer beriff sech op den Accord salarial, deen den 21. Mäerz tëschent der Regierung an der CGFP ausgehandelt gouf. An deem Accord steet effectivement, datt an all Etablissement public d'Personal misst de Beamtestatut kréien. An deem Fall, wéi eben och an deenen aneren opgezielten Etablissementer huet d'Personal awer e Contrat de droit privé, och wann dat, wat se zum Beispill verdéngen, praktesch identesch ass, well se iwwer e Kollektivvertrag déiselwecht Émolumenter kréien.

Hei an der Chamber gouf och schonn iwwert dese Fall diskutéiert. Déi eng hu gemengt, et

misst e rigid Gesetz komme fir d'Personalfroen an den Etablissements publics ze regelen. Anerer zum Beispill, ech zitieren hei de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Lucien Weiler, huet gemengt, et wär méi richtig Richtlinne fir d'Etablissements publics ze schaffen. Dat misst duergoen an ech denken, ech si ganz bestëmmt darselwechter Meenung, wéi dat wat den Här Weiler hei an der Chamber schonn eng Kéier gesot huet.

Et muss een och allgemeng bedenken, datt am Spidolssecteur mëttlerweil eng ganz Partie Net-Lëtzebuenger beschäftigt sinn. Ouni déi Leit, déi do schaffen, déi net Lëtzebuenger sinn, géif eist Spidolswiesen iwwerhaupt net fonctionnéieren an et kann ee se dofir och net alleguer Fonctionnaire oder Statsbeamte maachen. Et ass net opportun fir bei all Etablissement public op de Wee vun dem Fonctionnairestatut ze goen. Menges Wëssens no gétt et do elo e Konsens tëschent der Regierung an der CGFP a mir wäerten dorüwer geschwënn opgekläert ginn.

Ze soen ass nach, datt mat deemem Projet d'Scholden, déi d'A.s.b.l. Rehazenter nach huet, ronn 520.000 Euro, heimadder ofgedeckt ginn. En plus kritt den Etablissement public eng Dotatioun vu 4,6 Milliounen Euro iwwert de Spidolsfong fir d'Spidolsinvestisements, fir déi Fräen, déi der UCM net opposabel sinn. D'Fonctionnementskäschten an d'Personalkäschte gi jo vun der Union des Caisses de Maladie iwwerholl.

Här President, de Statsrot wollt, datt d'Missioune vum zukünftige Rehazenter nach sollte weider prezisiéiert ginn, wéi zum Beispill fir d'Familljemembere vun de Patienten. Déi sollen eng Formatioune vum Personal am Rehazenter kréien, fir dem Patient seng Réadaptatioun a sengem gewinnten Émfeld ze erliichteren.

An der Gesondheitskommissioun wore mer der Meenung, datt een am Kader vun deemem Projet de loi net sollt esou wäit an den Detail goen, d'autant plus well am Laf vun der Zäit ganz bestëmmt nach nei Aufgabe wäerten derbäikommen. Wann een ze vill an engem Gesetz an den Detail geet an dat Geréngst ännert nëmme, da muss een erëm en neit Gesetz schreiwen, da muss erëm nei léigiféiert ginn. E Gesetz soll de Kader setzen a sech net an Detailer verléieren, déi zum Beispill kënnen iwwer Règlement grand-ducal einfach prezisiéiert ginn. Och hätten an deemem Fall erëm déi supplementar Fräe vun der Union des Caisses de Maladie misse gedroe ginn. Et ass also besser hei virsiichteg ze sinn an an deemem Fall beim Regierungstext ze bleiwen. Dat hu mer op alle Fall an der Kommissioun esou proposéiert.

Här President, mir als Demokratesch Partei si mat deemem Projet de loi averstanen. Mir si frou, datt de Rehazenter elo endlech aus den Diskussiounen wäert erauskommen, datt a kuerzer Zäit de Rehazenter am Dängscht vun de Patient wäert do stoen an datt mer hei och déi Forme juridique fonnt hunn, fir eng anstänneg Gestioun ze garantéieren. Op alle Fall soen ech lech merci fir d'Nolauschteren a mir als Demokratesch Partei wäerten dese Projet de loi selbstverständlech stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombero agedroen. Den Här Colombero huet d'Wuert.

M. Jean Colombero (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'eischt wëll ech dem honorabelen Här Krieps merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Ech war leider de Moien net hei, ech konnt net participéieren. Ech hunn héieren, datt d'Debatte vun haut de Moie ganz polemesch waren. Ech géif dat dann elo wëllen, wann Der erlaabt, nohuelen.

(Interruptions diverses)

An ech wëllt gär mäi Pefferkär hei mat affléisse loossen a verschidden hefteg Kriticken hei ausschwätzen.

Eis dräi Regierungsparteien hu sech an deemem Dossier Rehazenter net mat Ruhm beräichert. Ech soe bewusst eis dräi Regierungsparteien, dat heescht déi zwou, déi d'Verantwortung hunn, an déi drëtt, déi mat hinnen ënnert darselwechter Decke läit, mam Motto: „Gleiche gesellen sich zu Gleichen, Gegensätze ziehen sich an solange sie sich erkannt haben“. A mir kennen alleguerten déi allergréisste Léift, déi des Parteien eng fir déi aner huet. Si sinn alleguete frou mateneen, haaptsächlech awer si se frou mateneen, wa se an e Kouhandel verweckelt sinn.

De Rehazenter ass dann op de Kierchbiérg komm. De Statslaboratoire ass op Diddeleng komm. A mäi Fraktiounskolleeg, den Här Mehlen, huet gëschter jo betout, datt des Situatioun, datt de Statslaboratoire op Diddeleng kënnt, ganz onglécklech wier, vu datt e ganz wäit ewech wier vun den Hauptzentren, vun den Haaptkliniken. An ech mengen da fir mäin Deel, datt de Rehazenter och guer net op de Kierchbiérg gehéiert.

Bekanntlech maachen eis Regierungsparteien an eis Regierung ganz vill Feeler, nom Motto: „Ohne unsere Fehler sind wir Nullen.“ An deemem Dossier hu si diskutéiert, si hunn debattéiert, si hunn traktéiert, si hunn decidéiert, si hunn déviéiert, si hu modifizéiert. Awer eppes hu se net gemaach, si hunn näischt bäigeléiert.

(Hilarité)

Dat hu mir haut de Moie bei deene polemischen Debatte gesinn.

M. Lucien Clement (CSV). - Dir waart jo net heil!

M. Jean Colombero (ADR). - Ech hu genuch héieren.

(Interruptions diverses)

Ech hunn e sechste Sënn, Här Clement. Haut de Moien ass hei ganz vill polemiséiert ginn, ganz vill gestriden, oder fir d'franséisch Wuert ze gebrauchen, d'Deputéierten hu sech ganz vill disputéiert, nom Motto: „In jedem echten Mann ist ein Kind versteckt, das spielen will.“

(Hilarité)

Här President, ech verstinn elo och firwat datt d'Leit dobaussen ëmmer soen, d'Parlament ass eng gréisser Spillwies fir erwuesse Kanner. Ech hunn näischt dergéint, Här President, wann erwuesse Kanner spillen. Ech hunn awer eppes dergéint, wann des Leit spillen um Bockel vun der Krankheet, um Bockel vu kranke Leit. De Rehazenter ass schonn iwwer 20 Joer am Gespréich, 20 Joer während deene ganz vill Leit, déi Accidenter haten, sief et op der Strooss, sief et doheem am Stot, sief et op der Sportsplaz, oder och Leit mat neurologesche Krankheeten, wéi zum Beispill e Schlaganfall, Multiple Skleros oder degenerativ Muskelkrankheeten, 20 Joer während deem des Leit net déi besch, net déi optimal Fleeg kritt hunn.

Firwat? Et gouf op politeschem Plang keng kompetent a konsequent Décisioun fir de Bau vun Rehazenter geholl. A wa verschide Leit Fleeg wollten hunn, da si se an d'Ausland gaangen, an dat op hir Spesen, fir sech do kuréieren ze loossen.

Bedéngt duerch Kouhandel, duerch ëmstridde Standuertbestimmungen, déi reng elektoral Virdeeler bréngen sollten, sinn an deemem Dossier Joren a Jore gaangen. D'Bierger am Land hunn net vun enger optimaler Betreiwung profitéiert a verschide Politiker hu

sech net vill Gedanke gemaach. Jiddferee wollt sech en Denkmal setzen. All Politiker ouni Ausnahm, an ech wëll hei keng Nimm nennen, all Politiker, déi sech bei deem Dossier profiléieren wollten an d'Gesondheet vun de Leit dobaussen, vun de Bedürftigen, vun de kranken a verletzte Leit, déi des Leit bewusst lénks leie gelooss hunn a bewusst vergiess hunn, stelle mir als ADR eng säfteg Null aus. Esou Politiker brauche mir net hei am Land. Esou Politiker, déi net d'Interesse vum Vollek verrieden, gehéiere weder an d'Parlament nach an d'Regierung. Mat der Gesondheet mécht ee keng Politik.

Leider gouf an deemem Dossier iwwer 20 Joer Politik mat der Gesondheet vun de Leit gemaach. Onverständlech an net nozevollzéien ass déi permanent Roserei vun de Sozialisten. Onverständlech ass och, dass den 19. November vun deem Joer an der Gesondheitskommissioun verschide Membere vun deser Kommissioun wéinst anere parlamentareschen Obligatiounen d'Sitzung verlooss hunn an esou d'Gesondheitskommissioun net méi weider tage konnt, esou datt d'Sitzung opgehuewe gouf. Dat ass de Gescht mat deem mir eis als ADR net identifizéieren kënnen a mir protestéieren dogéint.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Colombero, den Här Bettendorf géing lech gär eng Fro stellen.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, ech si President vun der Santéskommissioun a vun der Sécurité-sociale-Kommissioun. Den Här Jean Colombero ass do dran. Hien huet Recht wann hie seet, dass mer eng Kéier eng Sëtzung ënnerbrach hunn, awer mir sinn deen aneren Dag moies zesummekomm fir mat där Sëtzung weiderzefueren, an ech muss lech soen, deen, deen am meeschte feelt an der Santéskommissioun ass den Här Jean Colombero.

(Brouhaha général)

M. Jean Colombero (ADR). - Wann ech feelen, da ginn ech ersat, Här Bettendorf.

Mir sinn als ADR frou, datt dese Rehazenter endlech konkret Konturen ugeholl huet, obschonn des Regierung bal fénnef Joer gebraucht huet an am eischte Gang gefuert ass. Dat ass keng würdeg Leeschtung.

Perséinlech hätt ech de Rehazenter am Norde vun Land gesinn, an enger naturbeloossener intakter Zon, mat vill Gréngs, Besch a Wanderweeër, wäit ewech vum Stress, ewech vum Verkéier, fir dem Kierper an dem Gescht d'Méiglechkeet ze gi sech optimal ze regenerieren.

Ech sinn net mat der Ausso vum Här Bettendorf d'accord, deen am Mäerz 2000 hei op deser Tribün gesot huet, e Rehazenter gehéiert bei e grousst Spidol. Dat ass net wouer, Här Bettendorf. Et gesäit esou aus, datt wann d'Kongregationsspidoel um Kierchbiérg iwwerfëllt ass, da versicht gétt fir d'Patienten an de Rehazenter ze schleisen. Dat ass praktesch méiglech, dat ass awer net de Sënn vun engem Rehazenter. Fir mech ass e Rehazenter e Gesondheitszentrum mat Krankegymnastik a Bewegungstherapie, mat Waassergymnastik, mat muskulärem Opbautraining, Kardiotraining, Terraintraining wéi Walking an Jogging, Kraaftdiagnostik a Kraafttraining, Elektromyogramm monitoring, lokal a Ganzkierperkältetherapie mat Packungen, Wäckelen, Kneippgüsse, dann och Wärmbehandlung wéi Naturfango a Sauna, psychologesch Behandlung, Léiere mat Péng, mat Iwwerfuertung an Depressiounen, déi duerch Krankheet bedéngt sinn, ëmzegoen.

Massagebehandlung wéi Bindegewebsmassagen, Extensionsmassagen, Ennerwaassermassagen, Foussreflexzonemassagen, Lymphdrainagen, Balnotherapie, wéi Wellebadmassagen, Sprudelmassagen a Massagendüsen. Hydrotherapie wéi zum Beispill Loftsprudellecken, Whirlpool, Bieder mat medezineschen Zousätz, Ergotherapie, wéi fonctionnel Therapie, Gelenkschutztraining, Elektrotherapie, Fiotherapie, ärztlech Leeschtunge wéi Chiropraxis, Infiltratiounen, Akupunktur an Naturheilverfahren an ech kënnt weiderfuere mat zum Beispill...

(Interruptions diverses)

...Gesondheits- an Ernährungsmethoden. Dir gesitt wat alles do ugebuede ka ginn. Et muss ee just d'Iddien hunn, et muss een dat realiséieren kënnen. Mä ech denken net, dass dat hei am Rehazenter wäert gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Loosst de Riedner schwätzen! Här Colombero fuert weider.

M. Jean Colombero (ADR). - Merci. Ech war iwwerrascht fir ze liesen am Avis vum Statsrot, datt am Rehazenter déi geriatresch Rééducation net virgesinn ass, well des Rééducation enger anerer Institutioun géif zoustoen. Ech muss soen, dat verstinn ech awer net. Ech wëll den Här Minister froen, ob eeler Leit, déi gelähmt sinn zum Beispill duerch e Schlag, och hei opgeholl ginn oder ob si net hei opgeholl ginn. Hei wëllt ech gären eng Prezisioun.

M. le Président. - Den Här Minister gétt lech d'Prezisioun direkt.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir alles wat am Rehazenter sollt gemaach ginn, oder gemaach gétt, war ech de ganze Moien hei fir op déi Froen ze äntwerten. De Mëtteg sollt iwwer e ganz anere Projet diskutéiert ginn, dat heescht, d'Forme juridique vun Rehazenter, mä ech mengen den Här Colombero ass do am falsche Film. Ech hätt et begréisst, wann hien de Moien hei gewiescht wär a wann hien de Mëtteg géif iwwert de Projet 5222 schwätzen, esou wéi all Mënsch dat hei gemaach huet. Et soll een do keng Ausnahme maachen. Mä et geet net, dass ee Mann eleng einfach den Ordre du jour op d'Kopp gehäit.

Merci.

M. Jean Colombero (ADR). - Ech weess awer net, Här Minister, wien hei wat op d'Kopp gehäit huet.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Passt op, Här Colombero, do kënnt een och viles soen.

M. Jean Colombero (ADR). - Jo, passt op wat Der sot!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Ech lauschteren lech no.

M. Jean Colombero (ADR). - Jo, da lauschtert gutt no!

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Ech ginn elo geschwé menger Weel!

M. Jean Colombero (ADR). - Ech kann net dofir wann Dir dese Projet zum Deel schonn haut de Moie behandelt hutt, well den Här Di Bartolomeo hei Polemik gemaach huet. Et deet mer Leed.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech géing ëm Är Opmierksamkeet bieden.

Loosst den Här Colombera schwätzen!

M. Jean Colombera (ADR). - Wat den Établissement public ugeet, Här Minister, do gesi mir an dëser Institutioon, wat de Gesondheitsberäich ugeet, kee Problem, well jo dëse Modell sech och am Centre hospitalier hei an der Stad, am Centre thermal zu Mondorf an am Centre hospitalier neuropsychiatrique zu Ettelbréck bewährt huet.

D'Personal, dat hei ageballt wäert ginn, huet de Statut vum Employé privé. Dogéint hat d'CGFP geduecht, jiddereen, deen hei schafft, misst den öffentleche Statut kréien, well et jo en Établissement public wär. Domat ware mir als Kommissioun majoritär net d'accord.

Interessant a kuriéis ass och de Fait, dass d'Association Rehazenter A.s.b.l. mat den Aarbechte schonn ugefaangen huet, awer nach keng finanziell Enveloppe zur Verfügung hat. Dës Enveloppe ass eréischt haut de Moien hei am Parlament genehmegt ginn. Hei ass d'Paerd vun hannen opgesuedelt ginn.

Dat gesot, Här President, mir wäerten eis Zoustëmmung zu dësem Projet ginn, well eppes Positives sech um Terrain beweegt huet an deem ganze Blablaba, dee bis elo hei an dësem Dossier virgeherrscht huet, en Enn mécht.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, dem honorabelen Här Krieps, merci soe fir säin detailléierte Rapport. Hien huet am Fong alles gesot an et ass och kloer, datt mir als Gréng wäerte fir dëse Projet stëmmen.

Wa mer de Moie beim Vote eis enthalen hunn, dann huet dat näischt ze di gehat mam Prinzip um Rehazenter, dee mer selbstverständlech ënnerstëtzen, mä mat deem Gesamtpackage, deen eis de Moien hei virgeluecht ginn ass, a mat där globaler Diskussioun ëm de Spidolsplang an d'Spidolsinvestitiounen, esou wéi ech se de Moien hei gefouert hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, déi be- traffe Leit, déi eng medezinesch Rehabilitatioun brauchen, waarde bekanntlech elo schonn zënter vill ze vill laange Joren op d'Realisatioun vun dëser Rehaklinik. Déi onendlech Geschicht, déi onendlech Polemik tëschent der DP, LSAP an CSV an dat onendlech parteipolitescht Trauerspill ëm dëse Rehazenter hunn haut de Moien an haut de Mëtteg hei an der Chamber mat e puer cabaretsräifen Optrëter vu verschiddene Parteisprecher hire virleefegen Héichpunkt erreecht.

Ech muss soen, datt déi ganz Polemik oder nach seelen eng Polemik ëm e Projet mer esou zum Hals eraushängt oder zum Hals erausgehangen huet, wéi grad déi Polemik ëm dëse Projet, an ech mengen, datt et mir net eleng esou domadder geet. Loosse mer dofir endlech am Intérêt vun de Patiente mat deem ganzen onrühmlechen Theater ophalen an dee ganze Sträit ëm de Rehazenter endlech begreuen an elo dëse Projet beschléissen a bauen. Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Niki Bettendorf huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, ech wollt nach eng kleng Bemierkung maachen, eng ganz kleng. Den Här Colombera huet sech elo agesat gehat fir de Rehazenter an d'Éislek. Dat war mer nei. Mä hien huet och gesot,

dass e Rehazenter net brauch bei e grousst Spidol ze kommen an dass ech ëmmer dorobber insitéiert hunn.

Ech kann him just soen, dass op Grond vu menger Erfahrung dat ganz richteg ass. Ech selwer hunn eng nei Héft kritt an ech war an engem Rehazenter an do ass déi Héft mer erausgesprongen. A wat huet misse geschéien? Et huet missen eng Ambulanz kommen a mech dréngend an eng Klinik féieren. An ech war frou, dass déi Klinik no bäi war, Här Colombera. Ech war frou, dass ech net hu missen en Helikopter komme loosse fir mech wäit ze féieren. Ech war frou, dass eng Klinik disponibel war an direkt do war, fir kënne ze hëllefen. A wat mir geschitt ass, ass schonn dausende Leit geschitt, an dofir gehéiert - an ech sinn honnertprozenteg dovun iwwerzeegt - e Rehazenter bei eng anstänneg, gutt equipéiert, gutt fonctionnéierend Klinik.

Une voix. - An den Här Meyers seet merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Här Krieps, dem Rapporteur vum Projet 5222, félicitéiere fir dee gudden verbalen an awer och schrëftleche Rapport.

Ech mengen hien huet déi meescht Saache schonn ugeschnitten. Et erlaabt mir fir nach just ganz kuerz vläicht op e puer Punkten anzugeen. Dat Alleréischt mengen ech wat richteg ass - an et hunn zwee Riedner et gemaach -, dat ass der Reha-A.s.b.l. merci ze soe fir déi formidabel Aarbecht. Dat bestätegt mir och, dass ech Recht hat am Ufank, wéi déi Reha-A.s.b.l. scho bestanen huet, wéi ech an d'Amt komm sinn, dass ech net Change- menter virgeholl hunn, wéi verschidden aner dat gemaach hunn. Rétrospectivement kann ech soen, dass ech op alle Fall Recht hat. De President, den Här Rech, mat der ganzer Équipe huet effectivement formidabel Aarbecht gemaach. Dofir e grouse Merci och un hien.

Et ass och hei e wéineg iwwert d'Suerg geschwat ginn, dass an Zukunft déi Leit, déi Mériten hunn, net sollte komplett elo aus dem Rennen erausgeholl ginn. Dat wäert ouni Zweifel net geschéien. Et ass schonn drop higewise ginn, dass sechs Leit, oder dass déi sechs Haaptspideeler hei zu Lëtzebuerg weider am Conseil d'administration representéiert sinn. Doriwwee eraus kann een iwwert de Conseil scientifique och nach aner Leit matabezéien.

Et ass och d'Wuert geschwat ginn de Mëtteg vun den Antennen, vu verschiddenen Amendementen, déi virgedroe gi sinn, deenen ech alleguer- te kann integral zoustëmmen. Besonnesch ass geschwat ginn iwwert dee vun den Antennen, déi initialement am Projet virgesi waren. Och dat stéiert mech net, dass se erausgeholl gi sinn. Et ass jo esou, dass mer am Plan hospitalier 75 nei Better souwisou scho virgesinn hunn, fir d'Rééducation géiatrique an deene verschiddene Spideeler. Wa mer se initialement an den Text gesat haten, da war dat zukunftsweisend fir wann eng Vergréisser- ung, déi zwar um Kierchbiereg och méiglech ass, mä wann eng weider Vergréisserung néideg gewiescht wier, dass mer dann och hätte kën- nen op Antennen zrëckgräifen ouni d'Gesetz missen ze änneren. Mä wéi gesot, mech stéiert et net fun- damental.

Vläicht awer nach ee Punkt zu deem berühmten Accord, dee mat der CGFP ofgeschloss gouf, dat heescht den Artikel 9, deen zrëck- behale ginn ass am Accord salar- ial. Ech muss soen, dass dat Ge- setz hei a mengen Aen absolut net deem Accord widderspricht. A fir

déi Leit, déi beispillsweis virgèsch- ter an der Conférence des comités dem Generalsekretär vun der CGFP anstänneg nogelauschert hu respektiv sech ëmfrot hu wat e gesot huet, wëll ech dat vläicht zur Mémoire bréngen, dass dee gesot huet, dass an der Tëschenzäit sech awer erausgestallt huet, dass net kann alles op ee Leescht gezu ginn, mä dass een Ofmaachungen esouguer muss relativéiere fir spe- zifische Situatiounen Rechnung ze droen. De Generalsekretär vun der CGFP huet och drop higewisen, dass op Grond vun deem Bréif vum 27. November un d'Regie- rung, d'Regierung elo schonn an intensiven Négociatiounen ass mat der CGFP fir dee Punkt do voll ze clarifiéieren. An ech muss soen, am Geescht vun deem Artikel 9 vum Accord salarial steet deen heite Projet de loi honnertprozenteg. Et ass jo net wéi wann d'CGFP net aus verstännege Leit géif bestoen.

Wat war en fait hire But? D'CGFP wollt mat deem Artikel 9 verhin- neren, dass sollt eng schläichend Entfunktionaliséierung vu verschid- denen Domäne kommen. Si hunn awer beileiwen net dru geduecht fir d'Privatentreprisen ze verstaatle- chen. Hei si mer an engem Domän, dem Reha, deen de Moment 138 Employés privés huet an nach just 15 Employés communaux. Dat heescht an anere Wieder kann ee soen, et war bal en honnertprozen- tege Privatbetrib, wou zënter engem Jorzéngt soss näischt méi wéi Privatemployéen ageballt gi sinn. Also ass et och normal, dass mer op de Wee vun engem Établisse- ment public de droit privé gaange sinn. Ech menge mir verstoussen domadder absolut net géint deen Accord salarial.

Dat gesot, Här President, Dir Dam- men an Dir Hären, wëll ech all dee- ne Leit merci soen heibannen, déi dee Projet hei wäerte stëmmen, an et ass scho virdrun ugeklungen, ech mengen et ass héich Zäit, dass mer déi Situatioun hei clarifi- éiert hunn, dass mer de Problem endlech och vun A bis Z geléist hunn, et ass am Intérêt vun de Pa- tienten. An nach eng Kéier: Déi Re- gierung hei huet bewisen, dass ee kann esou global Projeten an der Zäit vu véier Joer iwwert d'Bühn bréngen. Hätt virun där heiter Re- gierung jiddereen esou geduecht, da wär dee Rehazenter scho laang a Betrib. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskus- sioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Arti- kelen vum Projet de loi 5222 a mir stëmmen doriwwee of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 14 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wien- domadder um Enn vun der Lecture ukomm a mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5222 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si ent- hale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen géint 13 Abstentioun- en.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie- José Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strutz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean- Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gi- ra, Jean Huss, Mmes Dagmar Reu- ter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Assel- born, Alex Bodry, Mme Mady Del- vaux-Stehres, M. Mars Di Bartolo- meo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolo- meo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Habilitatiounsgesetz. D'Rie- dezäit ass nom Modell 1 festge- luecht. Et sinn ageschriwwen: den Här Bodry, d'Madame Beissel, den Här Gibéryen an den Här Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Sauber.

3. 5253 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières

Rapport de la Commission juridique

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet geet et also ëm dat sou genannte Vollmactegesetz oder d'Habilitatiounsgesetz. Dat heescht, et ass ee Gesetz, wat dem Groussherzog d'Vollmacht gëtt, ënner gewëssene Vorausset- zungen, duerch groussherzoglech Reglementer bestoend Gesetze ofzeänneren. U sech ass dat näischt Neies, well zënter 1946 déi do Prozedur scho regelméisseg all Joer gebraucht gëtt.

Et gëtt natierlech nëmme spärlech op d'Gesetz zrëckgegraff, an dann nach nëmme, wann et justifiéiert ass. Déi leschte Kéier, wou op dëst Gesetz zrëckgegraff ginn ass, ass à la suite gewiescht vun dem 11. September 2001, wou während engem Mount d'Statsgarantie age- sprongen ass bei de Fluggesell- schaften, well ebe privat Assuran- cen dunn net méi assuréiert hunn. Den Text, deen eis och hei virläit, ass deeselwechten Text, dee mer dat Joer virdrun haten.

Wat sinn elo d'Voraussetzungen ën- nert deenen de Groussherzog kann op esou e Gesetz zrëckgrä- fen? Éischtens emol muss viraus den Avis vum Conseil d'État do sinn, och den Assentiment vun der Conférence des Présidents hei aus der Chamber. Et muss sech zwee- tens handelen ëm Mesuren, déi um wirtschaftlechen an um finanzielle Plang spillen. Drëttens muss d'Ur- gence constatéiert sinn. Véiertens ass d'Gesetz och limitéiert an der Zäit, sou datt deen heite Projet d'Li- mitt vum 31. Dezember d'nächst Joer, 2004, virgesäit. Da kënnen déi Reglementer selbstverständ- lech bestoend Gesetzesdisposi- tiounen emänneren, mat Ausnah- m vum der Matière réservée à la loi duerch d'Konstitutioun. Déi Re- glementer, déi op Grond vun dësem Gesetz geholl ginn, bleiwen dann och esou laang en vigueur bis datt anesch disposéiert gëtt.

Och an enger moderner Gestiou- vun engem Stat ass net alles vir- auszegesinn. Do bleiwen ëmmer

nach Méiglechkeeten, datt onver- hofft wirtschaftlech a finanziell Si- tuatiounen sech presentéiere kë- nen, op déi ganz schnell muss kë- ne reagéiert ginn. An et ass just grad duerch d'Vollmactegesetz, dass dës Reaktioun méiglech ass. Am Prinzip dierft et och kee Pro- blem sinn, fir den Accord ze fan- nen zu esou engem Gesetz. Et ass vläicht méi am Detail, wou sech d'Geeschter heiansdo scheeden.

Den Nodeel ass zweifellos, datt all Joer mer hei virun d'Chamber mus- se komme mat esou engem Projet. Eng laangfristeg Léisung kënt iwwert d'Ofännerung vun dem Artikel 36 vun der Konstitutioun kommen. Déi Hoffnung ass och d'lescht Joer hei ausgedrückt ginn, datt mer dëst Joer deen Artikel do ge- stëmmt hätten. Mä do hu sech awer an der Zwëschenzäit eng Partie Problemer ageballt, bedéngt doduerch, datt d'Matière, déi am Artikel 36 soll behandelt ginn, relativ komplex ass a ganz komplizéiert, mat Implikatiounen op aner Artikelen, déi an der Kon- stitutioun och zur Ännerung stinn. Weider ass d'Problematik net méi einfach ginn duerch dat eent oder anert Uerteel, wat eben och iwwert d'Cour administrative komm ass.

Weider sinn och nach Implikatiou- nen do vun den europäeschen Di- rektiven, déi mat eraspillen an dee- selwechten Artikel, sou datt d'Na- vette tëschent der Chamber, dem Conseil d'État an der Regierung re- lativ oft hin- an hiergaangen ass. Et ass do eng Partie Denkaarbecht gemaach ginn, awer den Of- schloss steet de Moment nach aus. Wat ee ka maachen, dat ass d'Hoffnung zum Ausdrück brén- gen, datt dann awer an absehbarer Zäit d'Vollmactegesetz iwwerflës- seg gëtt, well eben dann dës Pro- blematik duerch d'Verfassung ka geregelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass déposéiert ginn an der Chamber de 27. No- vember. De Conseil d'État huet säin Avis positiv ofginn den 9. De- zember, an d'Commission juridique huet den 11. Dezember driwwer befaasst an de Rapport huet dees- selwechten Datum. De Rapport re- commandéiert dann och a senger Majoritéit, datt d'Chamber de Pro- jet an där Forme actuelle soll adop- téieren. Ech iwwerbréngen dann och heimat den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. le Président. - Als éisch- ten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hä- ren, d'sozialistesche Fraktioun wäert wéi déi Jore virdrun dëst Vollmact- gesetz fir d'Joer 2004 net stëm- men. Mir stëmmen et net, well d'Regierung trotz formellen Enga- gementer och dëst Joer dees- selwechten Text presentéiert huet wéi déi lescht Joren, ouni eigentlech d'Aarbechten, déi mer an der Ver- fassungskommissioun gefouert hunn, ze berücksichtegen, ouni och déi Kriticken, déi mengen ech berechtigterweis an der Vergaan- genheet bei dësen Debatte geäus- sert gi sinn, an dem Text vun der Regierung ze berücksichtegen.

Politesch wéi och juristesche ass al- so dëse Regierungstext ufechtbar, an en ass an eisen Aen onzuläng- lech. Ech wëll méi am Detail op dräi Haaptkriticken zrëckkommen, déi mer vun der méi juristesche- r Sait hier un deen heiten Text formu- léieren.

Éischt Kritik ass déi, dass mer, wéi och déi Jore virdrun - an trotzdem sech e Konsensus hei iwwert déi lescht zwee Jore schonn ofgezee- chent huet, dass dat eigentlech net de richteg Wee wär - dës Kéier erëm en Text hei vun der Re- gierung presentéiert kritt hunn, deen déi Vollmacht op ee Joer be- schränkt, eng zäitlech beschränkte Vollmacht also, déi eng Regierung

- eng bestëmmte Regierung - freet fir kënnen dat Joer drop eng Rei vu Moossnamen ze huelen, wa sech bestëmmte Bedéngungen erginn.

Duerch déi Beschränkung op ee Joer komme mer natierlech net aus deem Carcan eraus, Oppositoun géint Majoritéit an émgékéiert, deen een all Kéiers bei dësen Debatten erëmfënnt, zënter dass déi heite Projeten an der Chamber diskutéiert a gestëmmt ginn.

Doduerjer gétt och dëst Joer erëm eng Kéier déi Ofstëmmung eng Fro vu Vertrauen a Mësstrauen an déi jeeweileg Regierung, déi déi Vollmachten soll ausgestallt kréien. Et geet drëm, fir also eng Erlaabnis ze gi fir iwwer urgent Moossnamen duerch Règlement grand-ducal an engem Beräich kënnen ze normalieren, wou normalerweise iwwer Gesetz misst gefuer ginn.

Mir sinn eis eens, dass esou eng Prozedur nëmmen därerf an absoluten Ausnahmefäll gebraucht ginn. Dat war och an der Vergaangenheet esou. Mä de grouse Manko an där Prozedur ass natierlech, dass iwwert deen heite Wee eng demokratisch, eng öffentlech Debatt am Parlament iwwer Gesetzestexten ausgeschalt gétt, an déi kann natierlech och net duerch eng Sëtzung hannert zouenen Dieren an der Conférence des Présidents ersat ginn. Leider ass also och dëst Joer eng beschränkten Dauer op ee Joer virgesinn, déi d'Diskussion hei noutwendegerweis beaflosst.

Déi zweet Kritik, déi mer deem heiten Text entgéinthalen, ass d'Feele vun enger méi preziser Begrenzung vum Uwendungsfeld vun där Vollmacht, déi d'Regierung sech hei vun der Chamber gi léisst, an zwar ware mer eenhellig an der zoustänneger Verfassungskommission der Meenung, wéi mer iwwert d'Neiformulatioun vum Artikel 36 diskutéiert hunn, datt op Grond vu Beispiller aus dem Droit comparé, dat heescht also vun aneren auslännesche Législatiounen, esou en Instrument vun de Vollmachten eigentlech sollt beschränkt bleiwen op international Krisen. Dat ass hei net de Fall. Déi Aschränkung fënnt een och dëst Joer am Regierungstext net erëm, obwuel d'Diskussionen schon do e Schratt méi wäit gaange sinn.

Wat een och muss stéieren ass hei, dass als eenzeg Konditioun also d'Dränglechkeet praktesch an dem Text vum Gesetzesentwurf festgehale ass. Eenzeg Konditioun ass also, dass d'Dränglechkeet muss gi sinn, ier d'Regierung op dat Instrument vum Vollmachtengesetz zréckgräife kann. Eng Dränglechkeet, an dat ass eng zweet Ennerkritik, déi ee muss maachen, déi eleng vun der Exekutiv festgestallt gétt, a wou also eigentlech och keng Contestatioun méiglech ass, ob da wierklech hei Dränglechkeet ginn ass oder net. Och do hate mer an eise leschten Iwwerleeungen an der zoustänneger Verfassungskommission eng aner Formulatioun fonnt, déi vill méi flexibel war an déi net esou esäitig ausgegriicht war wéi de Regierungstext dat ass. Also och dëst Joer dréit deen heiten Text net den Aarbechten vun der Chamber Rechnung, déi mer op engem anere Punkt gefouert hunn.

Ech muss och e bësse bedauern, dass am Géigesaz zum Exposé des motifs vum Regierungsprojekt am schrëftleche Rapport vun der juristescher Kommission a kengem Mooss eigentlech op d'Aarbechte vum Parlament zum Artikel 36 agaange ginn ass. D'Regierung war esou fair op déi Aarbechten hinze weisen. Et ass e bësse bedauerlech, dass d'Chamber selwer net op hir eegen Aarbechten hieweist, wat eigentlech normal gewiescht war. Et versteet ee vläicht, firwat dass d'juristisch Kommission dat gemaach huet, well se effektiv net wollt op eng Kontradiktion hiweisen téschent deem, wat elo am Regierungstext steet, dee mer haut diskutéieren, deen d'Ma-

ajoritéit héchstwahrscheinlech wäert stëmmen, an deenen Aarbechten, déi mer elo iwwer laang Joren an intensiv an der Verfassungskommission gefouert hunn, wou mer an eng aner Richtung gi wéi dat am Regierungsprojekt ze liesen ass.

Drëtte Kritikpunkt an a mengen Aen dee wichtigsten, dass entgéint deem, wat a ville Länner, net an alle mä a ville Länner, vu parlamentareschen Demokratien üblich ass, am Regierungstext net virgesinn ass, dass et muss zu enger nodréiglecher Autorisatioun duerch d'Parlament kommen. Dat ass e Wee, deen a villen anere Länner gi gétt, wou praktesch iwwerall d'Méiglechkeet vun esou Vollmachten un d'Regierung besteet, mä wou bannent engem gewëssenen Délai d'Parlament awer saisiéiert gétt mat deem Text, an eigentlech dann och muss deen Text guttheeschen. Wann d'Parlament dat net mécht, dann ass et esou, dass deen Text fir d'Zukunft net méi spillt.

Dat ass och dee Punkt, wou mer eis eens ware bei der Neiformuléierung vum Artikel 36 vun der Verfassung. Mä och dee Punkt ass an deem heiten Text net berücksichtig ginn, wat a mengen Aen awer parfaitement méiglech gewiescht wär. Dann hätte mer en Text gehat, deen eigentlech méi konform wär zu engem moderne Fonctionnement vun enger parlamentarescher Demokratie, wéi deen Text, deen zënter Jorzéngten hei presentéiert gétt an deen awer, do si mer eis eens, eng ganz Rétsch vu Mankoen opwerft.

Ech hat a menger Proposition de loi proposéiert, dass d'Chamber bannent dräi Méint sollt saisiéiert gi mat enger Ratifikatioun vun deem Règlement, dat d'Regierung opgrond vum Vollmachtengesetz geholl huet. D'Kommission huet sech schlussendlech souguer op e méi restriktiven Délai vu 40 Deeg géeneegt. Dat feelt an deem Regierungsprojekt.

Den Text, deen eis virläit, ass, wann een dat ofweilt, net gutt, well en einfach net méi dem Stand vun der politescher Diskussion a vun der institutioneller Diskussion op deem dote Plang zu Lëtzebuerg entsprécht, wou mer wierklech gemeinsam e Schratt virukomm sinn an deene leschte Joren, a wou et bedauerlech ass, dass hei gemaach gétt wéi wa sech do näischt geännert hätt. Mir hunn eng aner Opfaassung an där doter Fro wéi virun e puer Joer, an deem hätt een duerchaus kënnen a missen an deem Regierungsprojekt Rechnung droen. Dat ass net de Fall, an d'fir fanne mer eis dann elo an deem traditionellen, e bësse sterilen Ofstëmmungssystem erëm. D'Majoritéit en bloc fir deen Text, an d'Oppositoun en bloc géint deen Text, woubäi awer d'Majoritéit eigentlech all Instrumenter an der Hand gehat hätt, fir dee Clivage an deem heite Fall ze iwwerwannen. Dat ass awer net de Fall.

Et ass eigentlech eng weider Chance verpasst ginn, fir an där heiter Matière méi Transparenz, méi Demokratie an och, mengen ech, méi modern Iddiën vun enger Prozedur fir e Vollmachtengesetz an eiser Législatioun ze verankeren. Dat erkläert firwat mer als LSAP, aus all deene méi juristesche mä deelweis och politesche Grënn, deen heiten Text net wäerte stëmmen. Mir stëmmen en natierlech och net, a mir sinn an där Logik weider dran, well mer kee Vertrauen an des Regierung hunn. Déi Evenementer zënter där leschter Debatt hunn eis sécherlech net dozou gefouert, fir méi Vertrauen an des Regierung ze hunn.

An och wa mer wëssen, dass elo Méit d'nächst Joer Wahle sinn, an och wa mer zouverächtlech sinn, dass de Wieler wäert anescht entscheeden an deserer Koalitioun d'Vertraue wäert entzëien, géllt awer, a mir wëllen deem net virgräifen, dass des Regierung am Amt ass a fir sech selwer d'Vollmachten

fir d'nächst Joer freet, eng Regierung - an ech kommen zum Schluss -, déi an eisen Aen an de Krisejoren, well dat ware Krisejore, mat engem Wuesstum vun eppes 1% pro Joer: 2001, 2002 an 2003, keng nohalteg, keng virsichtig - wéi se ëmmer behaupt -, an och keng mittelfristeg orientéiert Finanzplanung hei zu Lëtzebuerg gemaach huet. Eng Regierung och, déi eist Land am internationale Verglach vun enger Spëtzeoppositioun, déi mer haten an alle Statistiken am wirtschaftleche Beräich, an d'europäesch Mëttelfeld bruecht huet. Eng Regierung déi, an dat hunn déi Debatten iwwert de Statsbudget 2004 bewisen, hypnotiséiert op de Wahltermin vum 13. Juni, eigentlech an deene leschte Méint keng Impulser, keen neien Elan an d'Lëtzebuurger Politik erabruucht huet, an dat an enger Zäit wou mer konfrontéiert si mat engem dramateschen Uwuesse vun der Aarbechtslosigkeit am Land.

Eng Regierung och, déi zwar probéiert huet, dat gestinn ech an, eng Zukunftsdebatt zu Lëtzebuerg ze provozéieren. Si huet et awer onglécklech gemaach mat deem Reiz, wou vu 700.000 Awunner Rieds war, deen a mengen Aen ontauglech war, hiewen awer de Versuch ervir, fir déi Debatt ze féieren. Déi Debatt ass awer net méi opgegraff ginn, och net an enger Form, déi méi Chancé gehat hätt ze gräifen. Ech kennen, besonnesch an deene leschte Méint, kee wierklech gräifbare Versuch fir Zukunftsformen unzueschneiden, fir Strukturformen weinstens mental ze preparéieren, fir Lëtzebuerg fit ze maache fir eng nei Ära, déi des Majoritéit selwer ukënnegt, mä wou d'Konture vun där neier Ära esou flou bleiwe wéi d'Inhalter vun der Politik vun deserer Regierung.

Déi rezent Budgetsdebatten 2004 hunn et gewisen. D'Majoritéit gefält sech haaptsächlech daran, elo schon, fir relativ selbstgefällg Bilan ze zéien, a weist eigentlech net dat op, wat se misst maachen. Anstatt no hannen ze kucken a Bilanen ze presentéieren, wär et elo nach un der Zäit gewiescht fir haaptsächlech no vir ze kucken an och Pisté fir d'Zukunft opzeweisen. Dat huet des Regierung net gemaach an deene leschte Méint. Si wäert et mat Sécherheet och net an deene Méint virun de Wahle maachen, an d'fir wäerte mer och dëst Joer deen heiten Text net stëmmen. Merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel agedroen. D'Madame Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, et kann ee praktesch soen, „jedes Jahr so um die Weihnachtszeit“ si mer hei erëm amgang deeselwechten Exercice ze maachen. Et mécht mer awer Pléséier wéi déi lescht Joren dem Rapporteur merci ze soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech hunn och deeselwechte Pléséier fir lech ze soen, dass d'DP-Fraktioun dessem Projet de loi wäert zoustëmmen.

Ech wollt eigentlech dohanne sëtze bleiwen, mä den Alex Bodry huet mech elo gekëddelt, an dofir sinn ech awer op d'Tribün komm, well en e puer Saache gesot huet, déi mer franchement net gefall hunn a wou ech fonnt hunn, ech misst e bëssen him äntwerten.

Mir kenne seng Usiichten, mir kenne seng Proposition de loi. De Stat huet a sengem Avis gewisen, dass den Här Bodry Kontradiktionen a senger Proposition de loi huet duerch de Fait, dass en den Temporaire mat dem Provisoire mëscht. Dat hu mer scho laang an der Verfassungskommission gekläert. Wat en awer net gesot huet, dat

ass, dass duerch de Fait, dass mer den Artikel 114 vun eiser Verfassung geännert hunn, vläicht der Regierung d'Méiglechkeet ginn hunn a Pisten opgemaach hu fir den Artikel 36 méi schnell ofzeänneren an deem Sënn, wéi mir dat des Laangen an des Breeden diskutéiert hunn. Mat e bësse Chance brauche mer d'nächst Joer dëst Gesetz vu Pouvoirs spéciaux net méi an dessem Plenum ze debatéieren an ze stëmmen.

Ech ginn net méi an den Detail vun dem Projet de loi an, well awer nach Folgendes ervirhiewen: D'Regierung huet, an des Regierung mécht dat, an déi viregt Regierungen, wann ee ganz seriö dat gekuckt huet, hunn dat och gemaach, d'Lëtzebuurger Regierungen hunn ëmmer e moderate Gebrauch gemaach vun deem Pouvoirs-spéciaux-Gesetz, well se ganz genau wossten, dass et awer e bestëmmte Bouleversement vun den demokrateschen Institutionen ass, an dass et net ubruecht ass, fir et unzewennen, wann et net wierklech justifiéiert ass.

Mir wëssen, dass 2002 a bis elo 2003 et net ugewannt ginn ass. Mir kennen och de Problem, dass de Stat e bëssen d'Loscht verluer huet fir et unzewenne vun deem Moment un, wou de Statsrot gesot huet, et dierfe keng Sanktiounen méi un dat Règlement ugehaange ginn, well do si se am Prinzip vun hirer Effikassitéit depourvéiert ginn, an et versteet ee ganz gutt de Stat, dass en dee Moment net méi d'Effikassitéit vun där Mesure konnt esou ausnotze wéi dat geplangt war. De Stat, an ech betounen dat de Stat, Här Bodry, well ech menge mir sinn elo scho Jore laang amgaangen eis hei mat Konzepter ze coachen. Et geet em de Stat, an et geet net em d'Regierung. Et ass de Lëtzebuurger Stat, dee muss d'Méiglechkeet hunn a bestëmmte Krisensituatiounen immens effikass ze reagéieren.

M. Alex Bodry (LSAP). - Viru fënnef Joer hat Der nach eng aner Meenung dozou, Mme Beissel!

Mme Simone Beissel (DP). - Här Bodry, loosst mech schwätze wann ech gelift. Ech mengen, dat allerbeschte Beispill wat mir an de leschte Jore geliwwert hunn, dat war am September 2001 wou de Lëtzebuurger Stat huet missen an enger Nacht- und Nebelaktioun e Règlement huelen iwwert d'Gesetz vun de Pouvoirs spéciaux, fir der Cargolux an der Luxair et ze erméigleche virun ze fléien, wou international Compagnie vun haut op muer hir Police d'assurance gekënnegt hunn, a mir wëssen allegueren, dass et weder Overflighrights nach Landingrights gétt, wann eng Compagnie d'aviation keng valabel Police d'assurance huet. Do huet de Lëtzebuurger Stat bewisen, wéi schnell e kann handelen. Et war eng Saach vun 48 oder vu 60 Stonnen.

Mir brauchen also esou e Kriseninstrument, a mir sollen eis hei net an dessem Plenum opreegen an iwwer Floskele vun elo Stat oder Regierung schwätzen. Mir müssen einfach en Instrument hunn, wou mer kënnen reagéieren, wann esou eng Kris kënn.

An Här Bodry, Dir kennt d'Matière. Sait 1915 gétt et fir dat Pouvoirs-spéciaux-Gesetz fënnef Konditiounen. Déi fënnef Konditiounen sinn 1946 an engem Avis vum Conseil d'État, dee ganz gutt circonstanziéiert war, vum Februar 1946 mat alle Präzisiounen ausgeschafft ginn. Déiselwecht Konditiounen applizéiere mer nach haut, d'Urgence an och den Domaine économique et financier, an Dir wësst ganz genau, dass de Conseil d'État déi zwou Saache kontrolléiert, an Dir wësst och, dass d'Conférence des Présidents kuckt ob de Règlement habilité ganz genau de Mesur vum Loi d'habilitation follegt.

Dir wësst och, dass et e Règlement habilité ass a keng Ordonnance

grand-ducale. Si ass also net esou staark wéi e Gesetz. Et ass also en normale Règlement habilité a kann à tout moment virun enger Juridiktion ugefecht ginn. Dat gétt awer net gemaach, well eis Regierung seriö ass. Also kommt net mat der Theorie, well Dir wësst besser wéi ech, oder op d'mannst esou gutt wéi ech kennt Der d'Theorie.

M. Alex Bodry (LSAP). - D'Diskussion ass awer net stoe bliwwen zënter 1946. Dir schwätzt nach ëmmer wéi wann zënter 1946 d'Welt déiselwecht bliwwen wär.

Mme Simone Beissel (DP). - Här Bodry, Dir kommt eis dëst Joer op deserer Tribün eppes soen, wat Der déi lescht Joren...

M. Alex Bodry (LSAP). - Mä kuckt eis Virschléi zum Artikel 36, Madame Beissel, wou Dir mat d'accord waart.

Mme Simone Beissel (DP). - Ech schwätzen net dovun.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech schwätzen awer dovun!

Mme Simone Beissel (DP). - Ech schwätzen zu deem wat Dir elo hei gesot hutt, an et deet mer Leed, mä Dir sidd awer e wéineg de mauvaise fois. Dir kennt d'Theorie esou gutt wéi ech. Dir hutt jorelaang datselwecht verteidegt wéi ech, an elo dëst Joer - ech verstinn, als Oppositioun hutt Der et net einfach - gitt Der krampfhaft iergendeppes sichen, fir iergendeppes ze soen, well nach näischt geschitt ass. Wat soll dat, Här Bodry?

M. Alex Bodry (LSAP). - Mir maachen hei de Contraire vun deem mer eis eens gesat hunn an der Verfassungskommission. Huel dat dach zur Kenntnis! Mir maache just de Contraire vun deem.

Mme Simone Beissel (DP). - Här Bodry, mir hunn eis eens gesat iwwer en Text. D'Regierung kennt deen, dem Statsrot läit e vir, mir hunn e breede Konsens driwwer a wéi eng Richtung den Artikel 36 soll geännert ginn. Da wann ech gelift, brieht net aus a fänkt net un d'Pouvoirs-spéciaux-Gesetz elo emzeschreiwen, well mer wëssen, wat fir eng Richtung mir 1996...

(Interruption)

Neen, Dir sidd ausgebrach an et deet mer Leed, et ass elo Chrëschttag an dofir halen ech op ze lästern. Ech wëll lech just soen, Här Bodry, dass ech enttäuscht si wéi Dir haut reagéiert hutt op deene breeden Diskussiounen, déi mer haten.

Här President, et deet mer Leed, ech weess, ech brieche heiansdo aus, ech muss mech un lech wenden, ech sinn och elo fäerdeg.

Ech wëll just zum Schluss nach eng Kéier soen, mir hunn déi ganz Diskussion gefouert, mir wësse wou mir wëllen higoen an der Commission constitutionnelle an ech sinn iwwerzeegt, dass och d'LSAP, wa se sech ganz roueg déi Matière iwwerleet, och weess, dass se soll Vertrauen hunn an d'staatlech Institutionen, an et geet em staatlech Institutionen an net em déi jeeweileg Regierungen. A vu dass d'DP-Fraktioun Fiduz huet an d'staatlech Institutionen, bréngen ech hei den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech all merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President, all Joer hu mer dat Vollmachtengesetz zur Diskussion. Dat war nach ëmmer esou. Ech si mat menge Kolleegen elo 15 Joer hei am Parlament. Et war 15-mol esou, datt mer all Kéiers als lescht Gesetz un Enn vum Joer dat Vollmachtengesetz gestëmmt hunn. Dat war esou, wéi

mir eng CSV/LSAP-Regierung hatten, an et ass och elo esou, wou mer eng CSV/DP-Regierung hunn.

An dofir, well d'Madame Beissel elo gesot huet, datt den Här Bodry krampfhaft no eppes géif siche goen, fir dogéint ze schwätzen, esou war dat déi zéng Joer virdrun ëmgedrënt. Do huet d'DP krampfhaft no eppes gesicht, fir kënnen dogéint ze stëmmen. A mir hu virdrun an duerno krampfhaft no eppes gesicht, fir ebe kënnen dogéint ze stëmmen.

An zënter dem leschte Joer hu mer eis vun deene Krämp geléist, an d'lescht Joer hu mer fir d'éischt d'Gesetz gestëmmt, well mer einfach gesot hunn, datt et am Fong en Exercice ass, wou mer all Joers datselwecht soen, déi, déi an der Majoritéit sinn, an déi, déi an der Opposition sinn, an ënnert dem Stréch mer awer alleguete wëssen, datt e Land esou e Gesetz muss hunn, fir eben an extraordinäre Situatiounen och kënnen ze reagieren.

D'Vergaangenheet huet eis bewisen, datt keng Regierung, weder eng CSV/DP nach eng CSV/LSAP jeemools en Abus mat deem Gesetz do gemaach huet, an datt et just ugewannt ginn ass, wann et huet missen ugewannt ginn, an dat war e puermol an all deene Joren. An dann huet et och nach all Kéiers den Accord an der Presidentekonferenz fonnt, an zwar sinn déi Décisionsen all Kéiers nach eestëmmegeg geholl ginn. An och wann dat net de Fall gewiescht wär, hätt jo all Fraktioun d'Méiglechkeet gehat, well duerno huet dann d'Parlament erëm eng Kéier ugefaang mat tagen, et war meeschtens an der Sommervakanz, fir dann eben eng Debatt hei am Parlament ze froen oder ze provozieren. Mä och dat huet ni eng Fraktioun gemaach, esou datt ee ka soen, datt all Fraktioun mat deem wat bis haut op deem heite Wee geschitt ass averstane waren.

Ech gesinn och net, datt dat heiten eng Vertrauensfro vis-à-vis vun der Regierung ass. Dat hei ass menger Meinung no keng Vertrauensfro vun enger Regierung. Eng Vertrauensfro huet een am Laf vum Joer bei deene verschiddene politeschen Debatten. Et huet ee se beim Budget an esou virum, wat méi mat Vertrauen ze dinn huet an d'Politik vun enger Regierung wéi grad bei esou enger Fro wéi dat heiten de Fall ass.

An dofir mengen ech wier et scho gutt, an dofir wäert ech och d'Zoustëmmung vun eiser Säit dëst Joer erëm bréngen zu deem Gesetz. Ech muss awer fairerweis soen, datt bei eis och en Hannergedanken ass. Mir wëssen allequerten, datt den 13. Juni Wahle sinn. An dat heiten ass jo awer d'Vertraue fir e ganz Joer, wou mer dat maachen. Datt dat net soll esou opfalen, datt mir fest vir hunn d'nächst Joer an d'Regierung ze kommen, hu mer dofir d'Kéier net dëst Joer geholl, mä mir hu se schonn d'lescht Joer geholl, andeem datt mer deem Gesetz hei zoustëmmen.

(Interruption)

A vu datt d'Sozialisten och dëst Joer, Här Fayot, deem Gesetz net zoustëmmen, doraus schlësse mir, datt d'Sozialiste guer net an d'Regierung wëlle kommen.

M. Ben Fayot (LSAP). - Mä den ADR wëllt drakommen!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Op jidde Fall, Här President, wäert mir deem Gesetz mat rouegem Gewëssen zoustëmmen.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG). - Et ass eng Riednerin, Här President!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch deene Wieder, déi elo scho gesot gi sinn, net méi vill dobäzeflécken. Ech ginn an deene meeschte Punkte mat deem eens wat den Här Bodry elo grad gesot huet. Ech si just e bësse verwonnert iwwer d'Aart a Weis wéi d'Diskussioun elo hei ofgelaf ass tëscht de Majoritéits- an den Oppositionsparteien, well ech am Fong d'Gefill hat, mir wäeren eis an deene leschte Joren all eens gewiescht, datt dee Match, dee mer mussen ausdroen, eigentlech éischer ee mam Conseil d'État ass. An do wéilt ech och déi puer Wieder, déi ech hei verléieren, drop axieren.

Mir fällt op, datt eigentlech de Conseil d'État an zweeërlee Hinsicht eis an eise fortschrëttleche Bestriewungen e Knéppel tëscht d'Bee werft. Dat eent ass, datt en eis eng Opposition formelle gemaach huet bei deem Projet de loi vun der Regierung, an dat zweet ass, datt en dann nach dobäi net mat sengem Avis kënnert zum Artikel 36. An do wéilt ech awer drop hiweisen, datt den Här Meyers dee schonn am Januar 2001 déposiert hat, an ech mengen, datt en duerno och relativ schnell bei de Conseil d'État gaangen ass, esou datt ech eigentlech scho bal hei eng Lenteur administrative gesinn, wou ee sech awer muss Froe stellen, ob dat net bewosst geschitt, an ob een net misst vläicht och den Ombudsmann aschalten, fir där Saach do en Enn ze maachen.

Här President, dofir wäert et eis, ofgesi vun deene politesch inhaltleche Froen, déi och elo grad hei ugeschwat gi si vum Här Gibéryen, a wou mir als Gréng zwar vläicht ëmmer méi staatstragend, awer nach ëmmer net esou regierungstragend gi si wéi d'Kollege vum ADR, hu mer awer och eng ganz Rei gutt formal Argumenter, fir nach ëmmer net kënnen esou Projekte wéi deen heiten ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Här President, d'Jore kommen eent nom aneren a si gläiche sech ëmmer an der leschter Sitzung vum Parlament mat lichte Varianten, jee nodeem wéi een d'Kéier kritt.

Ech hunn zu deem Gesetz just ze soen, dass d'Regierung lech biet dat Gesetz ze stëmmen. Et ass kee Gesetz fir d'Regierung, et ass e Gesetz fir d'Handlungsfäegkeet vum Lëtzebuurger Stäit. Mir ginn dovun aus, dass d'Kollege vun der Majoritéit dat Gesetz stëmmen a se dëst Gesetz net gebrauchen, fir ze weisen, dass se Vertrauen an d'Regierung hunn. Ech fannen et bedauerlech, dass d'Sozialiste géint dëst Gesetz mussen stëmmen, fir ze weisen, dass se kee Vertrauen an d'Regierung hunn. Keng Regierung huet bis haut Messbrauch mat där Gesetzesgebung gemaach.

Ceci dit, fillen ech mech ganz no bei deenen Iwwerleeungen, Iddien, Ustëss gedanklecher Aart, déi den Här Bodry gemaach huet, well mer eis effektiv am Kader vun deenen interinstitutionelle konstitutionellen neien Iwwerleeungen an enger Situatioun befannen, wou mer eis Standpunkter ganz staark rapprochéiert hunn. Ech mengen och, dass keng Tendenz erkennbar ass, déi hei am Haus déi verschidde Fraktiounen géif op deem Punkt ausernee driewen.

Et huet der Regierung just geschéngt, an engem Moment wou an e puer Méint, denken ech, deen neien Artikel 36, hoffentlech an där Versioun op déi Chamber a Regierung sech eens gesat hunn, gestëmmt gëtt, fir elo net nach eng Kéier de Risiko ze lafen am Virgrëff op déi Révision constitutionnelle, fir de Conseil d'État nees zu enger Proposition formelle ze veranlas-

sen, wa mer den Text vun deem Gesetz elo schonn där neier Versioun vun der Constitution géifen upassen. Ech halen dat Argument, wat de Conseil d'État an der Zäit gebraucht huet, nach ëmmer fir esou, dass et net bei de seriösen Argumenter an där Rubrik däerf opgeléicht ginn, mä trotzdeem sou wéi d'Regierung heiansdo hir Meinung net ännert, an esou wéi d'Chamber heiansdo hir Meinung net ännert, muss een och dem Conseil d'État zoubellegen, dass deen och heiansdo seng Meinung net ännert. An dofir wäere mer an enger Situatioun gewiescht, wou mir vläicht keen Text zur Verfügung gehat hätten, wa mer anescht optéiert hätten.

Fir mäin Deel, well déi meescht Reglementer, déi opgrond vum Habilitationsgesetz geholl ginn, vum Stats- a Finanzminister mussen geholl ginn - souguer déi iwwert d'Sécurité sociale vun deene leschte Joren hu vum Finanzminister mussen geholl ginn -, kann ech hei och soen, dass ech iwverhaupt keng Schwierigkeeten hunn, fir mat deenen Texter, déi een ënnert dem Empire vun där Législatioun hei unhëlt, no enger gewëssener Zäit zrëck an d'Chamber ze kommen, fir jiddferengem d'Geleeënheet ze ginn, sech doriwwer nach eng Kéier ze prononcéieren, dat fir de Fall wou mir mat där Verfassungsrevision net géife vun der Plaz kommen.

No där Erklärung, wann ech emol Abstraktioun maache vun deem méi kampagnenartig ausgearten Deel vum Här Bodry sengen Aussoen, géif ech mengen, dass d'sozialistesch Partei dat Gesetz soll stëmmen, well et geet wierklech net drëm fir der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, Saachen ze maachen, déi ee politeschoptioun Charakter hätten. Et geet drëm, fir déi Lëtzebuurger Demokratie an där Wahrhaftegkeet bestoen ze loossen, déi se muss hunn, wann en internationale Wand rauh dréint.

D'Regierung ass bereet mat deenen Texter an d'Chamber zrëckzuekommen, fir de Geescht vun deene sech ubahnenden konstitutionellen Annerungen, déi d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen hei aus dem Haus hunn, ze respektieren. Mir wollt just keen Accident an der Prozedur an Zesummenaarbecht mat dem Conseil d'État erliden, dofir hu mer dës Versioun leschten Enns als déi zrëckbehalen, fir déi mer missten optéieren. Den Här Bodry sot jo, da gi mer eens.

Merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5253 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Mir kommen zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5253 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmme géint 17 Neestëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz,

Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

Mme Lydie Err;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Marc Zanussi), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

4. Discours de fin d'année

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleege, mir sinn um Schluss vun eisen öffentleche Sitzunge virun de Feierdeeg a virum Joresenn ukomm.

Et ass e Joer, dat eis awer a munche Punkten an der Ongewëssheet léisst, well och dëst Joer ass de Leit d'Angscht virun terroristeschen Attacken an der Welt net geholl ginn. Istanbul, Bagdad, Moskau sti stellvertredend fir Leed a Misär, déi radikal Elementer an eiser Gesellschaft verbreden.

All Joer ëm dës besënnlech Zäit wënsche sech déi meeschte Leit op der Welt fir dat nächste Joer Friden a Sécherheet.

Wat fir eng Enttäuschung, wann ee Joer fir Joer feststelt muss, datt d'Mënschheet et einfach net versteet hir Konflikter um Konferenzdësch am Dialog an a géigesäitgem Respekt an Toleranz ze léisen, anstatt Gewalt mat Gewalt ze begéinen. Déi Responsabel zéien nëmme weineg Léieren aus der geschichtlecher Vergaangenheet.

Verschidde regional Konflikter schéngen sech einfach net léisen ze wëllen, ze vill déif sinn d'Narben, déi Vergeltungsschlëi op Vergeltungsschlëi hannerloos hunn. Steuerheet, Konsensfähigkeet, Onasiichtegkeet a Radikalitéit säiten de politesche Responsabele si verantwortlech fir e Liwen an Angscht an Ongewëssheet vun de Völker un där hirer Spëtzt si stinn.

All Joer op en Neits mussen mer feststellen, datt d'international Communautéit a verschiddenen Dossieren op der Plaz trëppelt, an datt et eemol méi a verschiddenen Deeler vun der Welt bei dem fromme Wonsch no Friden, Toleranz a géigesäitgem Respekt bleift.

Dëst dierf beileiwen net dozou féieren, eng defätistesche Haltung anzehuelen; ganz au contraire muss et fir eis bedeiten, datt mer eis eiser Verantwortung par rapport zu de Problemer op anere Kontinenter net entzéie kënnen. Zur Aufgab vun Europa an domadder och vu Lëtzebuerg gehéiert et, datt mer net nëmme un eis selwer denken. Mir dierfen d'Mënschen an den arme Länner net am Stach loossen an nokucken, wéi si ëmmer méi zu Verléierer an eiser globaliséierter Welt ginn.

Mir mussen solidaresch Partner vun den Entwëcklungslänner ginn a mat hinne zesummen dofir surgen méi wierksam géint Honger, Aarmutt, Kannerarbecht, Emwelter-

stéierung a Krankheete wéi Malaria an AIDS virzegoen.

Et stëmmt traureg, wann een héiert, datt 2,9 Milliarde Mënschen op der Aerd mat manner wéi zwee Dollar den Dag auskomme mussen, datt 211 Millioune Kanner zwëscht 5 a 14 Joer schaffe mussen goen, datt 113 Millioune Kanner op der Welt keng Schoulausbildung kréien, an datt all Joer eng Millioune Leit u Malaria an dräi Millioune Leit u Aids stierwen.

Lëtzebuerg huet seng Verantwortung iwverholl an déngt hoffentlech och als Beispill fir anerer, fir och weiderhin zesummen e maassgeblichen Effort ze maachen am Sënn vun der Verbesserung vun de Perspektiven an den Entwëcklungslänner.

Op europäeschem Plang sti mer virun enger Erausforderung wéi d'Gemeinschaft se zënter hirer Grënnerzäit net erlieft däerft hunn. Zéng Länner sinn dozou opgeruff der Europäescher Unioun am Joer 2004 bäizetrieden, an déi meescht vun hinne ware praktesch 50 Joer laang duerch eng ideologesche Barrière vun dem deemolege Westeuropa getrennt.

16 Méint laang hunn déi heiteg EU-Länner versicht, zesumme mat deenen neie Baitrëttslänner, am Kader vum Konvent Propositionen auszeschaffen, fir déi bestehend Europäesch Gemeinschaft nei ze strukturieren an domat den zukünftigen Erausforderunge vun Europa gerecht ze ginn. Datt dat net esou selbstverständlech ass an och net esou einfach geet, huet eis de rezente Sommet vun de Stats- a Regierungschefen zu Brüssel bewisen.

No der Irakkris hunn déi europäesch Natiounen sech fir d'zweete Kéier an engem Joer an eng intern Identitéitskris eramanövriert.

An deenen nächste Wochen a Méint mussen verschidde Positionen iwverduecht ginn, an et wäert vill diplomatesch Geschéck a Wäitsicht erfuert sinn, fir déi richteg Weichen ze stellen, datt dat vergréissert Europa op déi richteg Schinn gesat gëtt.

Mir sollen dobäi net aus den Ae verléieren, wat fir eng grousse Verantwortung mer vis-à-vis vun de Baitrëttslänner hunn, déi scho virum Zesummenfall vum Ostblock grousse Hoffnungen an eis Gemeinschaft gesat hunn. Si, déi op politeschem a wirtschaftlechem Plang grousse Perspektiven an eis gesat hunn, dierfen an hiren Erwaardungen net vun eis enttäuscht ginn. Si dierfen awer och net am Ierglawe sinn, datt Europa eng Struktur ass, déi sech dorop beschränkt Subventionen ënnert der Form vun allerlee finanziellen Ennerstëtzungen ze verdeelen. Och a grad vun hinne gëtt verlaangt, hir national Interessen deene vun Europa ennerzeuerdnen, wat verständlecherweis jo net esou einfach ass, wann ee grad eréischt seng Souveränitéit zrëckkritt huet. Dësen Imperativ fällt och deene laangjährege Memberen aus der Unioun net ëmmer licht.

Verschidde Staten dierfe sech och net dozou verleede loossen déi nei Baitrëttskandidate wéi Bittsteller an zu éiwegem Dank verfluchte Länner ze betruechten, deene si hir Siicht aus Besserwësserei, wirtschaftlecher Iwwerleeënheet oder Machtbesessenheet operleee wëllen. Emmer erëm huet Europa sech souwuel no banne wéi och no baussen ze definéiere gehat, an et huet bis elo ëmmer e Wee fonnt, fir e Schratz no vir ze goen. Ech sinn iwverzeegt, dass dat och an Zukunft de Fall wäert sinn, wann och net ëmmer esou schnell an esou wäit wéi gewünscht.

Bei eis am Land huet eist Parlament zënter der Rentrée am Oktober net manner wéi 32 Gesetzer gestëmmt, vun deenen de Budget natierlech eent vun deene wichtigste war. Och goufen hei an der Chamber an deene leschte Méint munech Debatten gefouert, déi fir

eist Land ënnert dem Zeeche souwuel vun der Aktualitéit wéi och vun der Nohaltegkeet stoungen. Op internem Plang huet d'Chamber sech am Kader vun enger Erneuerung vun hirem Reglement méi prezis Strukturé geschaf. Dat nächst Joer wäert och an deem Sënn aussergewöhnlech sinn, well et am Zeeche vun de Wahle steet. Villes ass an dëser Legislaturperiode vun der Chamber am Interesse vum Land geleescht ginn. Schlussendlech bleift et awer um Wieler fir ze entscheiden, ob seng Vertrieeder a sengem Sënn gehandelt hunn oder net. Onofhängeg dovun wéi säin Uerteel ausfale sollt, bis virun de Wahlen huet d'Chamber nach e grouse Pensum un Aufgaben ze erfëllen a wäert versichen, deen zur gréisster Zefriddenheet vun de Bierger ze bewältegen. Ech sinn iwwerzeugt, dass mir dës Aarbechten trotz dem Wahlkampf op eng fair Aart a Weis kënnen zu Enn bréngen.

Zum Schluss wëll ech lech heibanen an all deenen, déi eis vun dobaussen nokucken an nolauschteren, schéi Chrëschtdeeg wënschen an dass Dir déi néideg Rou fanne wäert, fir am Krees vun deenen, déi lech no stinn, e besonnescht a gerousamt Fest ze feieren,

verbonne mam Wonsch, dass Är Virsätz, Är Wënsch an Erwaardunge fir dat neit Joer an Erfëllung goe wäerten. Meng Wënsch riichte sech ebenfals un d'Mataarbechter vum Greffe a vun de Fraktiounen esouwéi un déi parlamentaresch Press an un d'Sécherheetspersounal. An deem Sënn schéi Chrëschtdeeg an all Guddes am neie Joer.

■ **Plusieurs voix.**- Merci gläichfalls, Här President.

■ **M. le Président.**- Den Här Lucien Weiler huet d'Wuert gefrot.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, et ass dëst Joer u mir fir am Numm vun de Kollege Fraktiounscheffen hei an domadder am Numm vun der ganzer Chamber d'Wënsch ze iwwerbréngen. Ech wëll fir d'éischt lech, Här President, merci soe fir déi gutt Presidentschaft, déi Dir gemaach hutt. Dir hat erëm e schwierge Joer, schwierge Debatten dës Woch. Dir hutt dat mat Fairness a mat Humor gemaach, dofir merci vun der ganzer Chamber, an lech an Är Famill schéi Feierdeeg.

■ **M. le Président.**- Merci.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Datselwecht wëll ech soe fir eise Generalsekretär, fir d'Mataarbechter vum Parlament hei alleguerten, fir d'Press, an ech wëll mech och un d'Regierung adresséieren, fir där merci ze soe fir d'Mataarbecht am Laf vun deem Joer: dat ass jo duerch d'Bank ouni Accroc iwwert d'Bühn gaangen, dat war gutt esou. Dofir der Regierung och merci an all gutt Wënsch.

Wat elo dat neit Joer ubelaangt, do ass et jo esou, dass een do normalweis och Wënsch ubréngt, Gesondheet, Erfolleg an esou weider. Bon, mat der Gesondheet hunn ech guer kee Problem. Mam Erfolleg ass dat natierlech dëst Joer e bësselche méi apaart, well et géif jo keen hei richteg gleewe wann ech elo jiddferengem, deen eng politesch Grupp respektiv eng politesch Partei heibanne representéiert, wann ech deene géif vill Erfolleg wënsche fir d'nächst Joer, well mer jo den 13. Juni Wahldag hunn. Dofir hunn ech geduecht, et kënn ee sech drop eenegen, dass mer et géifen esou maachen: Ech géif alle Fraktiounen, all Partei, deen Erfolleg wënschen, dee si selwer menger Partei wënschen.

(Hilarité)

Ënnert dem Stréch kënn e esou eens ginn. Dofir nach eng Kéier, Här President, e schéine Merci fir se alleguerten, schéi Feierdeeg an e gudder Rutsch.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech géif gären zum Schluss vun dëser Sitzungswoch am Numm vun der Regierung jiddferengem heibanne soen, dass d'Regierung, obschonn dat konjunkturrell variabel war, ëmmer gären an d'Chamber komm ass am Laf vun dem Joer 2003, wat jo ee Joer war wéi all déi aner Joren och, dat staark duerchwuesse war, besonnesch um internationale Plang. Et war e Joer wou mer e Krich hüten, et war e Joer voll Onrou, voll Onsécherheet, voll Duercherneen an ouni vill Punkte fir sech kënnen fest unzehalen, fir besser eens ze ginn. An et war e Joer heiheem, wat fir déi, déi hei am Land liewen, wärscheinlech besser war wéi d'Joren an der Welt verdeelt op vill anerer, wat net nëmmen eise Mérite ass, mä och eise Mérite.

Et war e Joer wou Leit bäikomm sinn an e Joer wou Leit fortgaange sinn: De Willy Bourg ass gestuerwen dëst Joer, de Johny Lahure ass gestuerwen, de Georges Margue ass gestuerwen, den Nicolas Majerus ass gestuerwen, de Maurice Thoss ass gestuerwen. Ech wollt lech an engem Joer, deem säin Ufank se erlieft hunn an deem säin Enn se net méi gesinn hunn, och un déi Kollegegen erënnere plus un anerer, déi politesch Engagement eescht huelen. An ech ënnertstellen ni engem aneren, dass en et net géif eescht huelen, an dofir, Här President, géif ech lech gäre merci soe fir déi Aart a Weis wéi Der eis duerch dat Joer gefouert hutt, an deene merci soen, deenen Dir merci gesot hutt, a jiddferengem heibannen deen Erfolleg am Juni wënschen, deen e verdéngt. Merci.

■ **M. le Président.**- Kolleeginnen a Kollegegen, domadder wäere mer um Enn vun der leschter Sitzung am Joer 2003 ukomm. Déi nächst Chambersitzung ass den 28. Januar am Joer 2004.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.38 heures)

Ordre du jour

- Hommage à la mémoire de M. Nic Mosar, député honoraire
- Communications
- 5261 - Proposition de loi de M. Claude Wiseler instituant un service bancaire de base
- Ordre du jour et intervention de M. Gast Gibéryen
- Dépôt de deux propositions de loi et d'une proposition de révision de la Constitution
- Heure de questions au Gouvernement
 - Question N° 354 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les conclusions du Conseil européen informel de la justice et des affaires intérieures du 22 et 23 janvier 2004 à Dublin, et dans le dossier du droit d'asile en particulier, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice
 - Question N° 355 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de la double nationalité, adressée au Ministre de la Justice
 - Question N° 356 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la politique gouvernementale en ce qui concerne l'implantation de zones d'activités économiques à caractère communal et régional, adressée au Ministre de l'Intérieur
 - Question N° 357 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Dagmar Reuter-Angelsberg au sujet de l'implantation d'un magasin IKEA à proximité de la frontière luxembourgeoise et de son impact sur la région Grass, Clemency, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Question urgente N° 2591 de M. Jean Huss relative aux travaux de désamiantage à la gare de Pétange
- Question parlementaire N° 2534 de M. Aly Jaerling relative à l'organisation de navettes en cas de retards des trains
- 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte du projet de révision de la Constitution - Vote)
- 5051 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite à Budapest, le 22 juin 2001 (Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5099 - Projet de loi restaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5154 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ **M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

- Hommage à la mémoire de M. Nic Mosar, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegegen a Kolleeginnen, et si schonn dräi Wochen hier, zënter dass dee fréieren Deputéierten a Vizepräsident vun der Chamber Nic Mosar eis am Alter vu 76 Joer fir ëmmer verlooss huet.

Als President vun der CSV-Sektioun Bouneweeg huet de Nic Mosar 1953 seng politesch Aktivitéit ugefaangen. Deen engagéierte Politiker ass dunn 1959 zum Generalsekretär vun der CSV beruff ginn, a gläichzäiteg datselwecht Joer an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg gewielt ginn. Mat

fester Iwwerzeugung kann ech behaupten, dass de Nic Mosar während 20 Joer enk mat eiser Chamber verwuesst war. 1964 ass en als jéngsten Deputéierten an d'Chamber gewielt ginn an huet sech direkt als fläissegen a kenntnisräiche Volleksvertrieeder erweisen. Dës Eegeschafte, déi e während senger politescher Carrière gepréigt hunn, hunn dozou gefouert, dass en 1979 zum President vun der CSV-Chamberfraktioun ernannt ginn ass. Hien huet och d'Chamberkommissioun fir d'Landesplanung, d'Spezialkommissioun fir Mediëfroen, esou wéi d'Spezialkommissioun fir Restrukturierung a Modernisierung vun der Stolindustrie flichtbewoost a verantwortungsvoll presidéiert an huet am selwechte Sënn wichteg Gesetzesprojeten ausgeschafft.

Eng nei Erausforderung op internationalem Niveau huet sech dem Nic Mosar gestallt, wéi en 1984 zum Vertrieeder an der EU-Kommissioun ernannt ginn ass. Hie war zu Bréissel verantwortleche Kommissär fir den Energiesektor, den Euratom an den Office des publications des communautés européennes. Nom Ofschluss vu sengem véierjährege Mandat als EU-Kommissär huet den Nic Mosar déi lescht Joren am aktiven

Déngscht zu Roum als Lëtzebuurger Botschafter verbruecht.

De Verstuerwene war och e renommierten Affekot, deen trotz senger politescher Carrière sengem Beruff ëmmer trei bliwwen ass. Seng Fräizäit huet de gebiertege Bouneweeger am léifste mat senger Famillje verbruecht, mat där hie sportlech a kulturell Aktivitéiten ënnerréit huet. Am Laf vu sengem Liewen huet den Nic Mosar sech ëmmer an iwwerall mat Leif a Séil fir d'Wuel an d'Belanger vun deenen aneren agesat. En hat ëmmer en oppent Ouer fir déi, deenen et net esou gutt gaangen ass an déi Hëllef gebraucht hunn.

Mam Nic Mosar verléiere mer een ausgezeechente Politiker, ee jovialen an emgàngleche Mënsch an ee gudder Kolleg. Senger Fra, senger Kanner a senger ganzer Famillje wëll ech vun dëser Plaz aus stellverriedend fir eis all eise härelecht Bäileed aussprieche an hinne soen, dass mer zesumme mat hinne dat Leed deelen, dat op si duerkomm ass.

Ech géif lech elo bieden, ee Moment opzestoen an dem léiwe Verstuerwene während enger Minutt ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

2. Communications

■ **M. le Président.**- Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La liste des projets de loi et projets de règlement grand-ducal déposés à partir du 19 décembre 2003 est déposée sur le bureau et sera publiée au compte rendu.

Projets de loi et projets de règlement grand-ducal déposés au Greffe de la Chambre à partir du 19 décembre 2003

1) 5262 - Projet de loi portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article

- K.3 du Traité sur l'Union Européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés Européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union Européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union Européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés Européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant: 1) certaines dispositions du code pénal; 2) la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
- Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 19.12.2003
- 2) 5263 - Projet de règlement grand-ducal portant publication au Mémorial des prescriptions de prévention des accidents telles qu'édictées par l'Association d'assurance contre les accidents
- Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi: le 23.12.2003
- 3) 5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen - la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen
- Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur, le 29.12.2003
- 4) 5265 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange
- Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur, le 29.12.2003
- 5) 5266 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire des projets de construction: Chambre des Députés - Annexe (Maisons Printz et Richard), Lycée technique Nic Bieber à Dudelange, Abbaye Neumunster à Luxembourg-Grund et Centre pénitentiaire de Givenich
- Dépôt: Mme la Ministre des Travaux publics, le 30.12.2003
- 6) 5267 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre
- Dépôt: Mme la Ministre des Travaux publics, le 30.12.2003
- 7) 5268 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg
- Dépôt: Mme la Ministre des Travaux publics, le 30.12.2003
- 8) 5269 - Projet de loi relatif au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck
- Dépôt: Mme la Ministre des Travaux publics, le 30.12.2003
- 9) 5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003
- Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.01.2004
- 10) 5271 - Projet de règlement grand-ducal autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général au cours de l'année 2004
- Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi: le 07.01.2004
- 11) 5272 - Projet de règlement grand-ducal relatif à l'harmonisation des dispositions concernant la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil
- Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi: le 07.01.2004
- 12) 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne, 2) la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport, 3) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile, 4) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare
- Dépôt: M. le Ministre des Transports, le 14.01.2004
- 13) 5274 - Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel
- Dépôt: M. le Ministre de l'Économie, le 14.01.2004
- 14) 5275 - Projet de loi fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique
- Dépôt: Mme le Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 14.01.2004
- 15) 5276 - Projet de loi concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des États qui deviendront membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004
- Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur, le 15.01.2004
- 16) 5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime
- Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 15.01.2004
- 17) 5278 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété
- Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 19.01.2004
- 18) 5279 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies
- Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense: le 20.01.2004
- 19) 5280 - Projet de règlement grand-ducal modifiant 1. le règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 sur les transports par route de marchandises dangereuses 2. le règlement grand-ducal du 3 juin 2003 sur les transports par rail de marchandises dangereuses

Dépôt, à la demande de M. le Ministre des Transports: le 20.01.2004

20) 5281 - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales visant à améliorer la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives

Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi: le 23.01.2004

3) En date du 30 décembre 2003 Monsieur le Président s'est vu remettre la pétition N° 259 relative au remboursement des médicaments homéopathiques.

4) Par lettre du 18 décembre 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 3 au 4 décembre 2003:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République tunisienne;

- résolution sur la gouvernance européenne;

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social „Lutte contre la corruption: instruments et recommandations“;

- position sur la proposition de règlement du Conseil concernant la conclusion de l'accord de pêche entre la Communauté européenne et la République du Mozambique;

- résolution sur les déclarations du Conseil et de la Commission sur la préparation du Conseil européen de Bruxelles des 12 et 13 décembre 2003;

- résolution sur le rapport de progrès sur les travaux de la Conférence intergouvernementale;

- résolution sur la communication de la Commission intitulée „Un cadre pour des contrats et des conventions tripartites d'objectifs entre la Communauté, les États et les autorités régionales et locales.“

Par lettre du 23 janvier 2004 il lui a fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 15 au 18 décembre 2003:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord visant à renouveler l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique;

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2004;

- résolution sur le résultat de la conférence intergouvernementale;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie finan-

cière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République de Côte d'Ivoire concernant la pêche au large de la Côte d'Ivoire, pour la période allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004;

- résolution sur la coexistence entre cultures génétiquement modifiées et cultures conventionnelles et biologiques.

3. 5261 - Proposition de loi de M. Claude Wiseler instituant un service bancaire de base

Esou wéi den Artikel 57 vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Präsidentekonferenz an hirer Réunioun vum 22. Januar virgeschloen, dass d'Proposition de loi 5261 vum Här Claude Wiseler iwwert d'Afëierung vun engem Service bancaire de base fir recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber domadden averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour et intervention de M. Gast Gibéryen

Wat eis Sëtzunge vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Präsidentekonferenz an hirer leschter Réunioun Folgendes virgeschloen: D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer de Moien um néng Auer, am Nomëtteg um hallwer dräi, an iwwermuer, den Donneschdeg, och um hallwer dräi.

Haut de Mëtteg a muer de Moien hu mer:

1) eng Froestonn un d'Regierung;

2) d'Revisioun vum Artikel 24 vun eiser Verfassung. Bei dësen Ännerungsvirschléi gëtt den Artikel 114 vun der Verfassung ugewannt;

3) de Projet de loi 5051 iwwert d'Konventioun vu Budapest. Dëse Projet de loi gëtt mat enger Majorité qualifizéiert ugeholl, wéi se am Artikel 114 vun der Verfassung virgesinn ass;

4) de Projet de loi 5099 iwwert den Energieverbrauch;

5) de Projet de loi 5154 iwwert de Marché de l'électricité;

6) de Projet de loi 5107; d'Transposition vun enger Direktiv iwwert déi finanziell Transparenz mat den Entreprises publiques;

7) de Projet de loi 4752B iwwer en europäesche Informatiounssystem um Gebitt vun de Gefërer an de Führerschäiner.

D'Sëtzung vun haut ka bis siwen Auer verlängert ginn.

E Mëtwoch de Mëtteg hu mer:

1) dem Här Marc Zanussi seng Interpellatioun iwwert den Déierschutz an uschlëssend Naturalisatiounen.

Fir Donneschdeg de Mëtteg hu mer:

1) d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Konferenz vu Cancun;

2) d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Alternativmedezin.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Den Här Jean-Claude Rippinger huet d'Wuert nach verlaangt fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

(Interruption)

Ah sou! Da kritt Dir et uschlëssend.

(Interruption)

Da kommt, Här Gibéryen, wann Dir eppes zum Ordre du jour ze soen hutt.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President!

Dir Dammen an Dir Hären, ech muss haut eppes hei maachen, wat och schon aner Fraktiounskolleegen an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech dann ëmmer, wa mer Questions parlementaires stellen a mir kréien se net an der gewinnter Zäit vun der Regierung beäntwert.

Bei eis an der Fraktioun huet sech dat elo ugehäuft, sou dass et eng ganz Rëtsch ass vu Question-parlementairen, déi laang iwwert d'Délaier eraus sinn, wou souguer scho Rappelgeschéck gi sinn, a wou awer keng Äntwerten op déi Question-parlementaire kumm sinn.

Dofir hunn ech hei d'Wuert ergraff, fir dat hei ze rappéléieren, well laut eisem Chamberreglement, wann déi Questionen net an engem bestëmmten Délai vun engem Mount beäntwert sinn a wann eng Verlängerung vun den Délaie gefrot gëtt vun der Regierung, gëtt déi jo accordéiert, mä wann déi ofgelaf ass, kann ee verlaangen, fir dass déi op den Ordre du jour gesat ginn.

Ech wëll kuerz hei soen, d'lescht Joer den 22. Oktober huet mäi Kolleeg Roby Mehlen eng Fro un de Minister vun den Travaux publics gestallt iwwert d'Finanzéierung vum Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, déi net beäntwert ginn ass. Den 3. November 2003 ass eng iwwert den Aménagement vun der Place de l'Europe och vum Roby Mehlen gestallt ginn; de 27. November ass eng iwwert d'Subventiounen an der Landwirtschaft vum Roby Mehlen gestallt ginn, déi net beäntwert ginn ass.

Den 30. Oktober d'lescht Joer ass eng vum Jacques-Yves Henckes un den Innenminister am Zesammenhang mam Impôt commercial gestallt ginn, déi net beäntwert ginn ass. Den 11. Dezember ass eng vum Här Jean Colombara un de Minister vun der Santé gestallt ginn iwwert de Service de nuit vun de Generalisten, déi net beäntwert ginn ass. De 15. Dezember ass eng vum Aly Jaerling un de Sozialminister gestallt ginn am Zesammenhang mat der Invaliderent bei de Staatsarbeitsch, déi net beäntwert ginn ass.

De Kolleeg Koepp huet de 16. Dezember eng un de Minister vun der Sécurité sociale gestallt iwwert d'Invaliditéit bei de Salariéien, déi net beäntwert ginn ass. De Roby Mehlen an ech hunn eng de 16. Dezember gestallt iwwer kumulativ Funktiounen bei héijere Statsfunktionnairen, déi net beäntwert ginn ass, an den 18. Dezember huet den Aly Jaerling nach eng un de Sozialminister gestallt, wat d'detailléiert Ofrechnung vun de Pensionskeesen ubelaangt, an en huet nach deeselwechten Dag eng Fro un den Transportminister gestallt, wat den öffentlechen Transport ubelaangt, déi och net am Délai beäntwert ginn ass.

Dat ass eng Rëtsch vu Question-parlementairen, déi elo iwwerfällg ass. Mir wärend domat averstanen, Här Minister, wann d'Regierung eis géif soen, dass déi Äntwerten hei schréfflech kommen, well mir hätten se gäre schréfflech beäntwert.

Dir wësst, dass eist Reglement virgesäit, dass mir se kënnen op den Ordre du jour setzen. Mä hei sinn eng Rei vu Froen dobäi, wou mir léiwer hätten, mir krite se schréfflech beäntwert. Dofir géife mer proposéieren, wann d'Regierung domat averstane wär, dass mir se an den nächste 14 Deeg schréfflech beäntwert géife kréien, soss géife mer se an der nächste Chamberswoch op den Ordre du jour setzen. Mä mir hätten se léiwer schréfflech besat, dofir wärend mir exceptionelle domat averstanen, fir der Regierung do nach en Délai vu 14 Deeg ze accordéieren. Wann dat net géif akzeptéiert ginn, dann hätte mer se gären dës Woch op den Ordre du jour.

■ M. le Président.- Den Här Minister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Här President, Dir wésst et gétt e Lëtzebuurger Sprachwuert dat seet, et gi keng domm Froen et ginn nëmmen domm Äntwerten. A wann ee sech net wëllt zu dommen Äntwerten hiräisse loosse, da versicht een och zu domme Froen, intelligent Äntwerten ze ginn. Dat ass net ëmmer einfach.

(Interruptions)

Et ass net ëmmer einfach eng Fro, déi an zwee Wieder...

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Dir hutt gesot, datt mir géingen domm Froe stellen. Dir hutt op eis Froen ze äntwerten a soss hutt Dir näischt ze maachen.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Dat hunn ech net gesot.

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Dach, Dir hutt elo gesot: Et gétt nëmmen domm Froen.

Plusieurs voix. - Neen, neen.

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Dach, dach.

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Ech hu gesot: Et gétt keng domm Froen, et gétt nëmmen domm Äntwerten an ech hu gesot, datt d'Regierung net wëllt domm Äntwerte ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Loosse mer erëm op d'ursprünglecht Thema zrëckkommen.

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Nodeem Dir et gesot hutt, kënt Der Är Wieder erëm zrëckzéien.

Une voix. - Hutt Dir elo net nogelauschert, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Dach, dach, mir hu gelauschert.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen (*ADR*). - Et ass jo enregistréiert.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Loosst den Här Biltgen dach schwätzen!

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Här President, loosst elo vläicht Zwëscheriff zou an dann äntwerten ech.

Also, ech wëll nach eng Kéier soen, datt d'Regierung versicht ordentlech Äntwerten ze ginn. An den Här Gibéryen huet et selwer virdru gesot. Hie wëllt net mëndlech Äntwerten, hie wëllt schréftlech Äntwerten. Woufir wëllt hie schréftlech Äntwerten? Ma hie wëllt déi herno och a senger Wahlcampagne benotzen.

(Hilarité et interruptions)

Jo, jo, ech weess jo awer wéi d'Spill hei leeft.

An dofir muss de Minister sech och d'Méi ginn, respektiv seng Beamten, ordentlech Äntwerten ze fannen an ech si mat lech...

(Interruptions et brouhaha général)

M. le Président. - Wa mer esou viruieren, da kënnen mer geschwënn...

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Ech mengen, mir sollen hei net esou sensibel sinn an alles op d'Goldwo leën.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Här President, ech versichen hei op ee reelle Problem och eng Äntwert an eng Prozedur ze ginn. Ech stelle just fest, dass verschidde Leit iwwerhaupt net dorunner interesséiert sinn a just wëllen hei hiren Intermezzo maachen. Nach eng Kéier, meng Proposition ass...

(Hilarité et interruptions)

Mme Nelly Stein (*CSV*). - Wat ass dann do ze laachen?

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Här Minister, fuert elo virun!

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Här President, meng Proposition ass effektiv déi, dass mer eis an der Conférence des Présidents iwwert déi Froen, déi an dem Délai vun engem Mount, respektiv verlängerten, keng Äntwert kruten, eens ginn an dass déi hei, wann déi net beäntwert goufen, wéi d'Reglement et virgesäit, opgeruff ginn.

An dat kann ee jo an der Conférence des Présidents maachen. Ech war an der Conférence des Présidents. Den Här Gibéryen war och do. Hien huet iwwerhaupt näischt heivunner gesot, well e wollt hei säin Intermezzo maachen. An där nächster Conférence des Présidents maachen ech eng Lëscht vun deene Froen, déi net beäntwert goufen an ech suergen och dofir, dass d'Regierung, egal wien et ass, eng Äntwert dann hei mëndlech gétt.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Här President, ech muss awer drop insistéieren, datt mer an der Conférence des Présidents och vun eisem Generalsekretär e Bréif kritt hunn, wou gesot ginn ass, hei hu mir eng Lëscht un d'Regierung gemaach mat all deene Questioune, déi nach opstinn. Déi si rapeléiert ginn. Dat ass dach awer an eiser Sitzung gesot ginn. Da brauch ech jo awer sécher net handendrun nach eng Kéier datselwecht ze soen.

Une voix. - Den Här Biltgen war méi spéit komm.

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Op jidde Fall an der Conférence des Présidents war am Dossier ee Bréif mat alle Questions parlementaires, déi nach net beäntwert gi sinn. Also, da kënt Der net soen, et wär net doriwwer an der Conférence des Présidents geschwat ginn.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*. - Also, déi Lëscht ass net vun der Conférence des Présidents gemaach ginn, déi Lëscht ass vu mengem Service gemaach ginn, dem Service de législation, an déi geet un d'Ministeren.

An nach eng Kéier, d'Reglement gesäit vir, dass wa Froen net en délai beäntwert goufen, dass déi kënnen heihinner kommen. An ech si bereet, als Parlamentsminister, dat Spill matzespillen. Mä da gi mer eis an der nächster Conférence des Présidents - den nächsten Donneschden - eens, wat déi Froe sinn, déi d'Députéierte gäre mëndlech hei beäntwert hätten an da gi se mëndlech hei beäntwert. An dat maache mer. Esou gesäit dat Règlement et vir an esou maache mir et.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Sou, elo ass dee Punkt do ofgeschloss an den Här Jean-Paul Ripinger kritt d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

(Interruptions)

En Donneschden de Mueren ass d'Conférence des Présidents an da schwätze mer doriwwer.

(Brouhaha général)

5. Dépôt de deux propositions de loi et d'une proposition de révision de la Constitution

M. Jean-Paul Ripinger (*DP*). - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen da Gebrauch vun engem Initiativrecht, dat der Verfassung no all Députéierten zousteet a vläicht kënt dann erëm e bëssen eng gewësse Serenitéit hei an de Plenum.

(Brouhaha général)

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir zwou Propositions de loi ze déposéieren. Ech soen lech merci.

- Proposition de loi 5283 relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu ;

- Proposition de révision 5284 portant introduction de l'article 26bis de la Constitution et portant modification de l'article 95ter de la Constitution.

M. le Président. - D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun zwou Propositione vum Här Jean-Paul Ripinger a si ginn un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet. D'Wuert huet nach den Här Laurent Mosar gefrot, och fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

M. Laurent Mosar (*CSV*). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och Akt froe fir eng Proposition de loi iwwert den Exercice conjoint vun der Autorité parentale ze déposéieren.

- Proposition de loi 5285 relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale

M. le Président. - D'Chamber hält ebenfalls Akt vun engem Dépôt vun enger Proposition de loi duerch den Här Laurent Mosar an déi gétt och weidergeleet an un de Conseil d'État.

6. Heure de questions au Gouvernement

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtten hu mer op eisem Ordre du jour eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vun eisem Règlement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung véier Minutten, fir ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiessend vu Majoritéit an Opposition. Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 354 vum Här Laurent Mosar un de Justizminister iwwert d'Asylrecht. D'Wuert huet den Här Mosar.

- Question N° 354 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les conclusions du Conseil européen informel de la justice et des affaires intérieures du 22 et 23 janvier 2004 à Dublin, et dans le dossier du droit d'asile en particulier, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice

M. Laurent Mosar (*CSV*). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch, den 22. an 23. Januar, waren zu Dublin d'Justiz- an d'Innenministeren

zesummen, fir sech do iwwer eng gemeinsam Position iwwert d'europäesch Asylpolitik zesummenzesetzen. Do ass notament anscheinend Rieds gaangen iwwert d'Reckféierung vu Flüchtlingen an ech wëllt dann och an deem Kontext dem Justizminister dräi Froe stellen:

1. Wat ass do déi gemeinsam Position, déi zrëckbehale ginn ass, wat d'Reckféierung vu Flüchtlingen ubetrëfft?

2. Wéi ass et mat der Notion vun Pays sûrs, déi Notion soll jo och nei do definéiert gi sinn? Wat sinn do eventuell d'Répercussionen op eis Législatioun?

3. Am Allgemengen, bréngen déi Ofmaachungen, déi do festgehale sinn, och mat sech, datt hei eis Asylpolitiklégislatioun muss modifizéiert ginn?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Conseil vun de Justiz- an Innenministeren an Irland war en informelle Conseil, bei deem mer e Schrack no vir komm sinn. Mä mir konnte selbstverständlech, well et en informelle Conseil war, keng Décisionen huelen. Wat déi dräi Froen ubelaangt, esou ass fir d'éischt ze soen, wat d'Reckféierung ubelaangt, datt mer eis zu 15 eens waren, datt wou dat méiglech ass, Réckféierung solle zesummen ofgewéckelt ginn, dat heescht wou e puer Staten zesumme solle Réckféierung maachen. D'Benelux-Länner hu gesot, si géinge kucke fir dat zesummen op verschidden Destinatiounen ze maachen, do wou et u sech méi effikass ass, well nëmmen eng kleng Zuel vu Leit op eng gewëssen Destinatioun fueren.

Zweetens, wat d'Problematik vun de sécheren Dréttstaten ubelaangt, esou war d'Zil vun der Diskussioun vun de Ministeren, fir ze kucken, wat kënnen mer maachen, fir d'Asylprozedur an eise Länner méi kuerz ze maachen. An d'Reflexioun war déi fir ze soen, wann um Wee vun sengem Ursprungsland bis an d'europäesch Unioun en Asylbewerber an engem sécheren Dréttstat war, also engem Stat, deen net an der europäescher Unioun ass, mä deen awer sécher ass, ginn et dann net Grënn, fir datt mer géingen an eis Direktiv schreiwen, datt een op deem sécheren Dréttstat, wou een an der Zwëschenzäit war, Asyl muss froen an net an deem Land wou een an der europäescher Unioun ukënn. Doriwwer war d'Diskussioun gaangen.

Déi meescht Ministere waren der Meenung, datt ee kënt op dee Wee goe vun de sécheren Dréttstaten, à condition datt séchergestallt wär - an dat war och d'Lëtzebuurger Haltung -, datt an deem sécheren Dréttstat d'europäesch Mënscherechtskonventioun approvériert gi wär, datt dee sécheren Dréttstat d'Genfer Flüchtlingskonventioun approvériert hätt, dat heescht, datt een do wierklech kann Asyl froen. Deen drëtte Critère war deen, datt een iergendee Lien mat deem Land muss hunn, et muss een net physesch an deem Land gewiescht sinn, mä et kann een zum Beispill mat deem Land e Lien hunn, notament well een e Conjoint aus deem Land huet.

Ech preziséieren hei, datt d'Diskussioun vun sécheren Dréttstat eng ass, déi mat Länner ze doen huet, déi en dehors vun der europäescher Unioun sinn, well an der europäescher Unioun hu mer schonn déi Regelung - an dat ass dat wat allgemeng ënnert der Dubliner Konventioun bekannt ass. Wann een an een EU-Stat erakënn, dann ass deen EU-Stat zoustänneg an net dee wou een herno seng Asyldemande mécht.

Ech soen dat hei, well ech hunn där Deeg um Radio héieren, datt den ADR gesot huet, wa mir géingen zu Lëtzebuerg d'Dubliner Konventioun uwennen, dann hätte mer nëmmen eng ganz kleng Zuel vun Asylbewerber, also nëmmen déi, déi iwwert de Findel erakommen. Ech wëll hei de Kollege vum ADR soen, datt dat gutt klängt, mä falsch ass, well et muss ee kënnen, fir een an een anert EU-Land no der Dubliner Konventioun zrëckzeschécken, beweisen, dass deen an deem anere Land war, an dat muss ee kënnen beweise vis-à-vis vun den Autoritéite vun deem Land.

Wann also een op Lëtzebuerg kënn, wou mir mengen e wär virdrun an Däitschland gewiescht, da muss mir den däitschen Autoritéite dat mat engem Pabeier kënnen beweisen. Wann den Asylbewerber zu Lëtzebuerg Asyl freet a kee Pabeier huet, a mir hu keen Zuchticket oder iergendeppees wou hie virdru war, da kënnen mer d'Dubliner Konventioun net uwennen. An dofir wëll ech hei soen, fir d'Objektivitéit vum Débat, dass do wou mir kënnen Dublin uwennen, dat war 167-mol d'lescht Joer de Fall, da ginn déi Leit an aner EU-Staten zrëckgeschéckt. Wou mir dat net kënnen maachen, well mir kee Beweis hunn, kann een d'Dubliner Konventioun net uwennen. Dat zur Präzisioun, well dat gutt geklungen huet, fir ze soen, wann d'Regierung déi géif uwennen, dann hätte mer keng Asylbewerber. Dat ass awer falsch.

Lescht Präzisioun op d'Fro vum Här Mosar. Et ass selbstverständlech, dass wa mer géingen de Konzept vu sécheren Dréttstaten an och sécheren Ursprungsänner an Europa ofmaachen, da muss mer dofir eis Asylgesetzgebung zu Lëtzebuerg ofänneren. Et ass souwiesou meng Intentioun, fir ze kucke verschidden Elementer vun der Asylprozedur ofzënnere, fir déi Prozedur méi kuerz ze maachen. Ech hat dat schonn eng Kéier viru Jore versicht. Op Grund vun enger Rei legislativen Développementer am Ausland, menge mer, dass mer op dee Wee misste goen. Wann Europa déi Direktive kënn schnell unhuelen, da wär dat hëllefreich. Wa mer eis doriwwer net eens ginn, da muss mer dat zu Lëtzebuerg, mengen ech, trotzdem maachen. Merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro Nummer 355 vun der Madame Renée Wagener un de Justizminister, iwwert d'duebel Nationalitéit. D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

- Question N° 355 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de la double nationalité, adressée au Ministre de la Justice

Mme Renée Wagener (*DÉI GRENG*). - Här President, ech bleiwen e bësse beim Thema, well bei menger Fro geet et och ëm Délaïen an deenen d'Regierung äntwert, mä de Sujet ass awer e bëssen en aneren.

An zwar wollt ech dem Här Justizminister d'Fro stellen, firwat bei enger Proposition de loi, déi ech den 18. Juni 2001, also virun zwee an engem hallwe Joer hei déposéiert hunn, firwat dass d'Regierung doropshin nach keng Stellung geholl huet. An wat ass dat eng Proposition de loi iwwert d'duebel Nationalitéit. Ech fannen et interessant, an ech wëllt och an deem Kontext e Saz vum Här Justizminister zitieren, ech hunn dat um Radio esou gehéiert: „De Justizminister Luc Frieden huet insistéiert, dass d'Parteie Position zu der duebeler Nationalitéit solle bezéien. Während der Presentatioun vun de Rapporte vun deenen zwee belsche Juristen huet hien dann och d'Iddi vun Integratioune iwwerhol.“

Här President, ech wëll also heimat drop opmierksam maachen, wat vläicht d'Offentlechkeet an d'Press schonn erëm vergiess hunn, dass mer éischtens 2001 hei schonn eng Kéier eng Diskussioun gefouert hunn. An zweetens, dass et net esou ass, dass hei d'Partei mussen opgefuerdert ginn, zumindest net déi gréng, well mir eis schonn zënter Jore wann net Jorzéngte fir déi duebel Nationalitéit asetzen.

A wann dann hei spéitstens, wann en Avis op den Dësch kënnt vun deenen Hären Delpérée a Verwilghen, deen zu dëser Thematik Stellung bezitt, da stellen ech mir awer d'Fro, firwat d'Regierung op eng Proposition de loi wou et net nëmmen em d'duebel Nationalitéit geet, déi de Minister ugeschwat huet, mä och em d'Integrationscoursen, déi de Minister ugeschwat huet, firwat dass déi dann net beäntwert gëtt. An ech wëllt och drop hiweisen, dass ech ganz vill Bréifkontakt mam Här Biltgen an där heite Saach hat, dee mer, ech géif soen, bal schonn eng zéng Bréiwer geschéckt huet, dat si Kopie vu Bréiwer, déi hien dann un d'Regierung geschéckt huet, fir se drop opmierksam ze maachen, dass se nach keng Positioun zu där Proposition de loi geholl hätt.

Dat ass ugaangen 2001. Dee leschte Bréif krut ech am Dezember 2003, an et freet ee sech wierklech, ob dat heiten net, wéi ech et och schonn an der Diskussioun ronderëm d'Gesetz vum Ombudsmann gemaach hat, e Fall wär, wou een der Regierung wierklech emol misst op d'Fangere klappen. Mir sinn zwar Deputéierten, mä mir hunn d'Recht, wéi aner Leit och, an den Délaié vun enger Administratioun Äntwerten ze kréien. Ech géif dann drop insistéieren, dass dat op deem heite Punkt dann och geschitt. Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, ech géing mech wëllen am Numm vun der Regierung dofir entschëllegen, dass mer déi Proposition de loi net schréfftlech aviséiert hunn. Ech wäert dat viru sechs Auer den Owend maachen. Ech hat gemengt, dass d'Stellungnahm vum Här Statsminister bei der Erklärung zur Lag vun der Natioun iwwert d'duebel Nationalitéit ganz kloer war.

De Statsminister huet am Numm vun der Regierung gesot, dass dat eng fundamental Fro ass iwwert déi eng Regierung nëmme kéint decidéieren, wann dofir e kloren Optrag vun Wieler dohinner géing goen. Ech muss feststellen, dass bei deene leschte Wahlen déi zwou Parteien, déi déi Wahle gewonnen hunn an déi d'Regierung bilden, alle béid net d'duebel Nationalitéit an hirem Wahlprogramm stoen haten, an dass dat och net festgehale ginn ass an dem Koalitiounsaccord, an dass dofir dës Regierung net d'duebel Nationalitéit aféiert. Ech wäert selbstverständlech an deem Sënn déi Proposition de loi nach viru sechs Auer de Mëtteg am Numm vun der Regierung aviséieren; dat war d'Positioun vun der Regierung.

Dofir hu mir gesot, elo komme Wahlen. Do sinn eng ganz Rei Froen ze klären. Deen Avis vun deene Professoren hëllef eis op deem Wee. Niewent deene juristesche Fro stellt dat eng politesch Fro, an d'Partei mussen sech also am Wahlprogramm doriwuer positionéieren, an dann en fonctioun vum dem Wahlresultat an deenen eenzelne Wahlprogrammer gëtt dat an deem nächste Koalitiounsprogramm jo oder neen ageschriwwen. Dat war d'Positioun vun der Regierung, an dat erkläert firwat mir déi Proposition de loi an deem Moment net am Numm vun der Regierung favorabel kënnen aviséieren.

M. le Président. - Elo komme mer zur Fro 356. Déi kënnt vun Här Jean Huss a riicht sech un den Här Innenminister iwwert d'Kreatioun vun den Aktivitéitszonen. D'Wuert huet den Här Huss.

- Question N° 356 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la politique gouvernementale en ce qui concerne l'implantation de zones d'activités économiques à caractère communal et régional, adressée au Ministre de l'Intérieur

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Zurzäit leeft eng Prozedur fir d'Emklasséierung vun enger Gréngzon bei Grass an eng Zone d'activité artisanale communale. Meng Froe sinn an deem Kontext déi heiten:

1) Entsprécht dëst Reclassement de Critères, wéi se am Programme directeur de l'aménagement du territoire définiert sinn?

2) Befannen déi Terrain vum Grass sech net an enger sou genannter Zone verte interurbaine, an an deem Kader gëtt zurzäit de Plan sectoriel „zone verte interurbaine“ ausgeschafft? A wann dat esou ass, wéini ass dee färdeg?

3) Fir eng onnéideg Zersidelung anzeschränken, huet d'Regierung déi lescht Joren haaptsächlech regional Aktivitéitszone gefördert, andeem se e groussen Deel vun den Infrastrukturkäschte vun den Aktivitéitszonen iwwerholl huet. Wéi steet d'Regierung zurzäit zu dëser Politik? Ginn elo erëm kommunal Zonen zougelooss wéi zu Grass.

A lescht Fro: Hätt een net an deem Kontext kënnen probéieren zesumme mat der betreffener Gemeng eng regional Léisung fir dese Problem ze fannen? Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, dass déi legal Situatioun haut esou ass, dass mer dräi Zorte vun Industriezonen hunn. Déi éischt gi vun de Gemengen definiert am Kader vun dem Prinzip vun der Autonomie communale an hire PAGen. Déi nennt een Zones d'aménagement communales. Déi ginn am Kader vum Gesetz vun 1937 sur avis vun der Commission d'aménagement définiert. Wa se an enger Gréngzon leien, dann ënnerleien se och nach dem Gesetz vun 1982 iwwert den Naturschutz. Et gëtt awer och nach zwou aner Zorte vun Industriezonen, déi sou genannten national a regional Industriezonen. Déi ginn definiert an engem Gesetz vun 1993, wat entre-temps e puermol modifizéiert ginn ass. Si ënnerleien der Kompetenz an der Attributioun vum Wirtschaftsminister.

Et ass esou - an ech hunn et am Kader vun der Debatt iwwert d'Kompetenzopdeeling vu Stat a Gemengen gesot -, dass mer eis grondleeënd musse Froe stellen, ob mir mat der Aart a Weis vun Definitionioun vun eisen Industriezonen an Zukunft kënnen a wëlle weiderfueren. Den IVL, deen ech den nächste Freide wäert am Regierungsrot virstellen, a wou ech hoffen, dass mer bis Enn Februar dann eng approvéiert Versioun vum Regierungsrot kënnen der Öffentlechkeet presentéieren, huet festgestallt, dass mer haut ongeféier 1.700 ha Reserven an den Aktivitéitszonen an de PAGen vun eise Gemengen ausgewisen hunn. Mir hunn insgesamt och 3.800 ha Wunnzonen an deene PAGen ausgewisen.

Wann eis aktiv Bevölkerung mat enger Augmentatioun vu 4% d'Joer, dat heescht 106.000 Unitéite bis zum Joer 2020, wat also enger Augmentatioun vun eise Beschäftigungszuele vun 37% géif entsprechen, wann déi Hypotheesen sech géifen erfëllen, dann hu mer och haut nach genuch Zonen an de bestehenden Industriezonen, dass mir am Fong dee ganze Besoin, dee bis zum Joer 2020 hei zu Lëtzebuerg kënnt, opfänke kéinten.

Allerdéngs, an dat sinn och d'Konklusioun vum IVL, sinn déi Zonen net ëmmer do, wou se op Grund vun den Direktive vun der Landesplanung misste leien. An dat ass de Problem, dee mir an deem ganzen Dossier hunn, dass mir op der enger Säit Gemengen hunn, déi op Grund vun hire lokale Kritären der Meinung sinn, dass och si eng Entwécklungszon misste kréien, an op där anerer Säit déi national Erausfuerderungen, déi müssen an déi Richtung goen, dass d'Landesplanung e bësse méi staark definiert wou déi Industriezonen hikommen, fir dass mer, wa mer de Problem vum öffentlichen Transport wëllen an de Gréff kréien, d'Industriezonen do leien hunn, wou d'Leit och iwwert den öffentlichen Transport dann op hir Aarbechtsplaz kënnen geféiert ginn.

Dat sinn zwou Équatiounen, déi net openee klappen, an do muss d'Politik iergendwann eng Kéier sech e Ruck ginn, ob se der Meinung ass, dass de strenge Prinzip vun der Autonomie communale den nationalen Intérêt priméiert, oder dass mer an deem heiten Domän den Intérêt national priméieren dinn dem Intérêt local. Déi zwou Saache sinn, esou Leed et mer deet, net ëmmer deckungsgläich.

Et ass an deem Sënn, wou ech dem Wirtschaftsminister e Bréif d'lescht Woch geschriwwen hunn opgrond vun enger Demande, déi e gemaach huet, wou ech him meng Proposition geschriwwen hu wéi mer d'Démarche kënnte maachen.

Ech mengen, dass mer de Kadasster, dee mer hu vun den Industriezonen, deen op 1994 datéiert, sollen aktualiséiere wat d'national Industriezonen an d'regional Industriezonen ubelaangt, dass mer e sollen erweideren duerch déi lokal Industriezonen, an zwar zum engen déi lokal Industriezonen, déi haut bestinn, an zum anerem déi Multitude vu lokalen Industriezonen, déi mir an der Prozedur zurzäit hunn - dat si weinstens eng zéng lokal Industriezonen -, an dass mer opgrond vun där Ophuelung an de Kadasster an nom Checke mat der Erausfuerderung, wéi se am IVL am Fong sech erausgëtt, déi Industriezonen an Aktivitéitszonen an Zukunft prioritär dohinner ze leeën, wou mer och eng gutt Accessibilitéit mam öffentlichen Transport hunn, dann eng politesch Décisioun driwwer huelen, ob mer wëllen oder ob mer net wëllen an eng aner Richtung goe wéi dat haut de Fall ass.

Wat elo d'Zon vu Grass ubelaangt, do si mer an der Situatioun, dass d'Gemeng eng lokal Industriezon wëllt maachen. D'Gesetzgebung gëtt hir d'Recht, fir dat unzefroen. Et ass um Innenminister fir nodeem d'Prozedur gelaf ass, nodeem de Gemengerot seng Meinung gesot huet, an nodeem déi eventuell Reklamanten hir Reklamatiounen eragereecht hunn, en äme et conscience doriwuer ze decidéieren, ob e mat esou enger Industriezon d'accord ass oder ob en net mat hir d'accord ass.

D'Zone verte interurbaine, dat ass och e ganz heikelt Thema, wat een awer eng Kéier misst ugoen. Do sinn ech ganz mat lech d'accord. De Problem stellt sech zwar fir

mech manner zu Grass, wéi dat e sech ronderëm d'Stad Lëtzebuerg an engem méi kloer Mooss stellt, well mer do permanent mat neie Projete konfrontéiert ginn, déi am Fong de Perimeter vun der Agglomération Luxembourg nach weider vergréssere géife loossen.

Dir verstitt, dass mer elo an enger politescher Situatioun sinn, wou et mer éischer schwierig erschéngt, dass een e Projet vun där Brisanz nach géif an deenen nächste fënnf Méint op den Instanzeweie kënnen bréngen. Ech hunn d'Hoffnung awer net oppinn. Ech gi se wierklech net op, dass déi Konklusiounen, déi aus dem IVL erauskommen an déi eis am Fong geholl alleguete missten opreselen, wann et drëm geet d'Zukunft vun eise Land ze definéieren um Niveau vum Aménagement du territoire, eis dozou bréngen, fir lassgeléist vun de lokalen Intéréiten ze probéieren an un eng méi global regional an national Léisung vun de Problemer ze kommen, dat souwuel wat d'Implantatioun vun Industrie- an Aktivitéitszone wéi och wat d'Implantatioun vun neie Wunnzonen ugeet.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro Nummer 357 vun der Madame Dagmar Reuter-Angelsberg un den Här Innenminister iwwert de Bau vun engem groussen Miwwelzenter an eiser Grenz. D'Wuert huet d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg.

- Question N° 357 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Dagmar Reuter-Angelsberg au sujet de l'implantation d'un magasin IKEA à proximité de la frontière luxembourgeoise et de son impact sur la région Grass, Clemency, adressée au Ministre de l'Intérieur

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG). - Här President, ech kommen e bëssen an deen Eck zrëck a wëll eng Fro stellen iwwert den IKEA.

An der Zone commerciale Sterpenich soll e Miwwelgeschäft vun der Chaîne IKEA gebaut ginn. Eng öffentlech Prozedur fir d'Genehmigung ass d'lescht Woch op en Enn gaangen.

Dëst Geschäft gëtt e puer Meter vun der Lëtzebuurger Grenz gebaut. IKEA viséiert op dësre Plaz déi Lëtzebuurger Clientèle un a rechent mat iwwer enger Millioun Clienten d'Joer.

Dëst Geschäft läit déi eng Säit un der Autobunn, mä déi aner Säit wäerten d'Leit duerch d'Uertschaft Grass, Clemency, an esou weider, dohinner fueren. Doriwuer eraus besteet anscheinend och de Problem, dass Ofwässer vun IKEA an d'Ech offléissen, déi schonn oft iwwert d'Ufer getrueden ass.

Vu dass de Projet IKEA eng Rei Inzidenzen op d'Emwelt hei zu Lëtzebuerg huet, hätt eis Regierung net misse laut europäeschen Direktiven offiziell iwwert de Projet informéiert ginn an en Avis ofginn? Iwwer europäesch Fonge gëtt de Projet Interreg III subventionéiert, deen eng harmonesch Landesplanung an der Region Wallonie-Lorraine-Luxembourg fördert.

Wéi gesäit d'grenziwwerscheidend Landesplanung konkret aus? Bestinn an deem Kader keng Méiglechkeete fir endlech eng grenziwwerscheidend Landesplanung an dëser Region an d'Realitéit ëmzesetzen?

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister ass à ce stade net sai-

séiert gi mat engem Dossier, deen d'Implantatioun vun esou enger Surface géif am Kader vun der Procédure du permis unique, wéi et hei steet, virgesinn.

Et ass kloer, dass wann esou eng grous Surface an d'Grenzregion géif kommen, dass dat eng Rei vu Konsequenze fir eist Land hätt, zum enge wat d'Evakuatioun vum Waasser ubelaangt, déi iwwer Lëtzebuurger Territoire misst geschéien, a wou et fir eis kloer ass, dass e pertinent Konzept misst komme fir déi Evakuatioun ze garantéieren. Meng Servicer sinn amgang ze kucken, fir an déi Richtung ze goen, well ech der Meinung sinn, dass wann een dat doten net ka verhënnere, dann et eis Pflicht ass, fir ze kucke wéi ee mat de Problemer, déi doraus entstinn, kann eens ginn.

Et ass och kloer, dass eng Augmentatioun vum Trafic géif kommen. Selbstverständlech iwwert d'Autobunn, mä awer och iwwer Kéizeg, Garnech. Dass Leit an déi Surface fueren, dat ass fir mech ganz kloer.

Mir hu ganz kloer Bedenken, dass d'europäesch Direktiven iwwert d'Impaktstudie befollegt gi sinn. Mir hunn allerdéngs e Précédent, an dat ass den Auchan, deen am PED, déi Säit vu Rodange, opgemaach ginn ass, wou opgrond vu Reklamatiounen, déi vu Lëtzebuurger Säit komm sinn, an enger éischer Etapp um Tribunal d'Autorisatioun net gi gouf. Ech maachen eis alleguer awer net ze vill Illusiounen doriwuer, well et ass dann an enger zweeter Phas den Dossier en bonne et due forme agereecht ginn an den Auchan ass komm.

Du point de vue vum Aménagement du territoire vu Lëtzebuerg kënnen mir nëmme bedauern, dass eng Surface vun där Taille op eis Grenz kënnt. Ech ginn awer ze bedenken, dass mir och Surfacé vun enger gewëssener Envergure regelméisseg op eiser Säit vun der Grenz den Nopere virun d'ier setzen. De Pall Center, oder nach méi héich erop d'Foire fouille. Wann ech de ganzen Oste vum Land kucken!

(Interruption)

Et sinn net nëmme Tankstellen, et si regelrecht Centres commerciaux, déi mir säit Jorzéngten op d'Grenz vun den Nopere setzen, wou ech mech och froen, wa mer an den Detail géife goen, ob mir an all Dossier ëmmer all eenzel Direktiv, déi do ze befollege gewiescht wär par rapport zu den Nopeschgemengen am Ausland, wierklech befollegt hunn.

Ech sinn, wéi Der wësst, en zimleche Pragmatiker an der Politik. Et ass esou, dass wann eng Implantatioun an esou enger Zon kënnt an deene Kompetenzberäicher, wou mir eppes dermat ze dinn hu vu Lëtzebuurger Säit, mer wäerte kucken, fir e Maximum vu Garantien ze kréien, fir sécherzestellen, dass d'Nuisancé sech op ee Minimum reduzéieren.

Fir d'Leit awer gleewen ze dinn, dass mir dat dote kënnte verhënnere, hunn ech opgrond vu Précédenten, notamment dem Auchan am PED, éischer meng Bedenken, dass et eis gelänge géif, fir géint de Wëlle vun enger ganzer Region an och vun där concernéierter Gemeng an der Belsch, déi wierklech ganz intensiv no Aarbechtsplazen an no Entwécklungsméiglechkeete sichen, dee Projet verhënnert ze kréien.

M. le Président. - Mir kommen zur Drénglechkeetsfro 2591 vum Här Jean Huss iwwert d'Asbestbesäitigung an der Péitenger Gare. D'Regierung äntwert direkt op dës Fro. D'Wuert huet den Här Huss.

7. Question urgente N° 2591 de M. Jean Huss relative aux travaux de désamiantage à la gare de Pétange

M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*).- Dir Dammen an Dir Hären, zënter e puer Joer ass jiddferengem heibannen dee kolossale Gesondheitsrisiko, dee vum Asbest ausgeet, bekannt, wat seng Kriibs-répercussiounen ubelaangt. Déi Fro, déi ech hei stellen ass Question urgente, ass eng Fro, déi u mech erugedroe ginn ass duerch eng ganz Rei vu Beschäftegte vun der CFL am Raum Péiteng, déi mech en Donneschdegowend op d'Plaz geruff hunn, fir dass ech hinnen soll hëllef, well se ganz einfach Angscht hu virun enger Mesure vun Asbestsanéierung an den Annexé vun der Péitenger Gare.

(Interruptions diverses)

Et ass ganz kloer, an et steet och an enger Question urgente hei duergestallt,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...dass de Fait, dass den Asbest aus deenen Annexen, aus deenen Ateliers enausgeholl soll ginn, eng ganz positiv Saach ass. Et ass also net, dass een dat soll kritiséieren.

Et ass eng Firma domadder chargéiert ginn, déi dat och an deenen néidege Kostüme mat deenen néidege Moossname gemaach huet. Dogéint ass och näischt anzewenden. De Problem ass awer, dass et sech hei ëm Beschäftegter vun der CFL handelt an net vun enger spezialisierter Firma, déi awer an deenen Deeg zënter dass dat ugefaange ginn ass zu Péiteng an deenen Annexé vun der Gare, dat ass zënter leschte Méindeg oder Dënnschdeg, e puer Deeg laang an deeneselwechten Halen, wou d'Plaqué vum Plaffong erofgeholl gi sinn, déi asbesthaltig waren, dass déi awer och do eran- an erausgaange sinn. Déi hunn hiert ganz Material do stoe gehat, déi hunn hir Camionnetten do stoe gehat, si hunn hir Openthaltsraum do a si hunn hir lessraim do am Sall niewendrun. Déi Leit hu ganz einfach Angscht gehat, dass si net genügend opmierksam gemaach gi si virun de méiglechen Asbestfibre an deene Raimlechkeeten, a si hunn Angscht gehat, dass si doduerjer och kéinte krank ginn.

Meng Froe bezéie sech also dorobber, éischters ob, a wann net, firwat net, dofir gesuergt ginn ass, dass do déi Mesure vun Désamiantage op eng seriö Aart a Weis gemaach ginn ass, déi och d'Personal vun der CFL, dat do erakénnt, géif beschützen. Dat heescht, de Minimum wär wahrscheinlech gewiescht, dass een deene Leit hätt misse Maske ginn, mindestens, wa se sech an deenen doten Halen hu missen ophalen. Déi Leit hunn op jidde Fall Angscht gehat, a si hu gefrot fir ze intervenéieren fir net mussen erëm an déi Halen do eranzegoen. Dat war en Donneschdegowend, an e Freidegmoien hu se awer misse schaffen goen, vum Prinzip hier. An dofir hunn ech déi Question als urgente hei ugefrot, fir ze wëssen, Här Minister, wat da gemaach ginn ass, fir deen Désamiantage do op eng seriö Aart a Weis duerchzuféieren, fir d'Leit ze warnen, wa se an deenen Hale wäeren, dass se mindestens vun hire Viraarbechter hätte misse Masken zur Verfügung gestallt kréien, wa se hätte sech missen an déi Halen do erabeginn.

An eng wichteg Fro: Wäer et net sennvoll gewiescht, wann een esou Ateliers an esou Annexé wëllt sanéieren, wat positiv ass, dass een dann awer während e puer Deeg déi Annexen zoumécht, carrément ofdicht an zoumécht, an net dass Leit, déi do awer all Dag schaffen, mussen an déi Halen do eragoe fir un hiert Material iwwerhaapt do erunzekommen. An dann eng lescht Fro, déi ech wollt stellen, dat ass déi: Huet bei deenen doten Aarbechten iwwerhaapt eng Genehmegung virgeluecht?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech äntwerten hei am Numm vum Här Grethen, vum Här Wagner a vu mir selwer.

Et ass effektiv esou, dass an deem alen Hall à marchandises an der Péitenger Gare, wéi dee sollt transforméiert ginn, dass op eemol d'Leit duerch d'CFL do Plaqué fonnt hunn, vun engem falsche Plaffong, a se hu sech gefrot, ob do kéint Asbest dobäi sinn oder net. Dorobberhi sinn déi Aarbechten direkt de 14. Januar ënnerbrach ginn an eng Analys vu Lux-control huet effektiv confirméiert, dass Asbest do wär. Dunn ass e Betrib engagéiert ginn, fir déi Plaquen, dat waren 129 m², ofzemonitéieren. Déi Aarbechte si vum 19. bis den 21. Januar 2004 ënnerholl ginn. D'CFL war effektiv der Meenung, dat wär e klengere Problem, an de Betrib selwer, deen do war, deen hat gemengt, en hätt nëmmen eppes mat Eternit ze dinn.

Während där ganzer Zäit ass effektiv gesot ginn, dass d'CFL, also déi Leit, déi do geschaff hunn, déi wäeren ofgeséichert. Allerdéngs war e Problem vun de Leit vun der CFL, an d'CFL huet hire Beamte verbueden, an deen Hall do eranzegoen während den Aarbechten. De Problem ass, wéi ech muss soen, do muss ee sech och selwer als Agent Froe stellen, dass virun an no den Aarbechten déi Leit awer doduerch zirkuléiert sinn, wat effektiv - ech kommen drop zrëck - e Problem duerstellt. An der CFL gëtt et en Departement, deen heescht Service qualité sécurité environnement, deen ass informéiert ginn iwwer déi dote Problemer, an deen huet direkt intervenéiert, den 21. Januar mëttes, an dann huet e vum 22. Januar un all Zougang zu deem Hall do verbueden. Dee Moment waren allerdéngs d'Aarbechte faerdeg.

De Problem ass, dass niewent deem Hall Büroen, Vestiaires an e Réfectoire sinn, esou dass een eng Kontaminatioun effektiv net kann ausschléissen. Dofir ass de 26. - Januar, wéi eréischt d'ITM - an do kommen ech och nach eng Kéier drop zrëck - endlech informéiert gouf, décidéiert ginn, dass och déi dote Lokaler net méi kéinte betruede ginn, ebe well de Problem ass, do kritt ee relativ séier Fibren op sai Kierper, an dann dréit een déi erëm eraus, an dann ass effektiv d'Gefor vun enger Infektioun do. Dorobberhin ass och en neie Betrib vun der CFL kontaktéiert ginn, fir effektiv alles propper ze maachen. Dat ass dann och geschitt, esou dass alles en cours ass.

Ech wëll allerdéngs nach e puer Remarque maachen. Éischters, déi Travaux de démontage vun deem Asbest sinn duerchgefouert ginn, ouni dass déi néideg Kommodo-Autorisatioun ugefrot war. Dat ass kloer, well mir sinn als ITM - an do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck - eréischt ganz kierzlech drop opmierksam gemaach ginn, dat heescht et huet ni ee bei der ITM gefrot fir do eng Kommodo-Autorisatioun ze kréien. Zweetens, déi Prozedur, no där geschaff gouf, ass net korrekt zu deem wat do war. Allerdéngs muss ech soen, dass am Ufank déi Envergure net vun de Leit vorausgesi gouf, a muss ech och soen, dass et net ëmmer einfach ass fir ze wëssen: Wat ass Asbest, wat ass keen Asbest, a wéi schwierig ass d'Saach? Wann eng normal Autorisatioun gefrot gi wär bei der ITM, da wäer selbsterständlech sämtlech virgesinne Prozeduren och respektéiert gi vun eiser Säit.

Et handelt sech bei deene Leit, déi eragaange sinn, ëm 15 Leit. Do huet och d'Direction de la Santé drop gehalen, dass déi 15 eventuell oder potenziell infektiéiert Leit elo vum Dokter gekuckt ginn. Do gëtt eng Radiographie gemaach vun de Longen, well dat ass dat Geféierlechst, beim Service de Travail, deen dofir kompetent ass, a

selbsterständlech ass deen Dossier och du vun der Direction de la Santé weidergaangen un d'ITM respektiv un d'Assurance accident. Dann ass et och esou, dass d'CFL selbsterständlech esou séier wéi méiglech hir Dispositiounen geholl huet, op Grond vun deem wat hire Service Contrôle do gemaach huet, nämlech et gëtt elo alles gebotzt vun enger spezialisierter Firma, dat ass vum 23. Januar un de Fall. Da gëtt haut eng Analys vu Lux-control virgeholl respektiv - an dat hunn ech scho gesot - de Médecin du travail vun der CFL kontrolléiert dat och nach no.

Elo wëll ech dann nach zwou ofschléissend Remarque maachen. Déi éischt ass déi, dass ech et awer befriemlech fannen, dass, wann esou eppes geschitt, do net déi normal Kanäl ageschalt ginn. Well wann, virun enger Woch, vun deene Leit, déi do Problemer gehat hätten, direkt d'ITM ageschalt gi wär, oder den Environnement, oder wie weess och ëmmer iergendeng staatlech Instanz, da wäer mer et och éischer gewuer ginn, well ech fannen et awer e bësse komesch, dass eng Regierungsinstanz dat muss iwwer eng Question parlementaire gewuer ginn.

An dat Zweet, wat ech wëll soen, dat adresséiert sech un lech, Här Huss: Ech géif lech wärmstens empfehlen, vu dass Dir och an deen Hall eragaange sidd, am plaz eis unzeruffen, dass Dir och géift bei den Dokter goen an och déi Radiologie géift maachen, well ech awer wëllt verhënneren, dass Dir elo hei géift déi ganz Chamber kontaminéieren.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Gutt!

M. le Président.- Jo, den Här Minister Grethen huet sech bereet erkläert, eng Fro ze beäntweren, déi den Här Jaerling gestallt huet. Eng Fro, déi den Här Gibéryen opgeworf hat...

8. Question parlementaire N° 2534 de M. Aly Jaerling relative à l'organisation de navettes en cas de retards des trains

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wou ass den Här Jaerling?

Une autre voix.- En huet jo awer eng Fro gestallt!

M. le Président.- Den Här Grethen dréit d'Fro an engems vir.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- D'Fro muss awer nach gestallt ginn!

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*).- Soll ech se stellen, Här President, am plaz vum Här Jaerling? Neen, léiwer net!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen (*ADR*).- Ech wëllt froen, Här President, wéi elo genau d'Prozedur hei ass?

M. le Président.- Vu dass den Här Minister elo hei ass, an e seet, majo ech wëll dat elo direkt maachen, ech wëll net waarde bis déi nächste Kéier...

M. Gast Gibéryen (*ADR*).- Da géing ech proposéieren, dass mer géingen e puer Minutte waarde bis den Här Jaerling hei wär.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Ech verzichten drop. Den ADR ass net drun interesséiert, dass en eng Äntwert kritt.

M. Gast Gibéryen (*ADR*).- Dach. Här President, dat doten ass eng Prozedur. Et kann net e Minister heibannen opstoen a soen: Elo äntwerten ech op eng Fro!

(Hilarité)

Bis elo ass nach ëmmer virdrun ofgeschwat ginn - Här Biltgen, dat wësst Dir och - mat engem Deputéierten, wéini dass eng Fro gestallt gëtt.

An da war den Deputéierten och do, Madame Stein.

(Interruption)

Genau wéi een Deputéierten net kann engem Minister eng Fro stellen, wann en net hei ass.

M. le Président.- Den Här Minister wier esou gentil gewiescht, en hätt d'Fro selwer virgedroen.

Ech gesinn elo, de Minister huet se den 20. Januar scho beäntwert, awer se schéngt nach net ukomm ze sinn. E wär awer esou fair gewiescht an en hätt d'Fro selwer virgedroen an da beäntwert. E seet, ech sinn haut hei, wann Der se déi nächst Woch huet, da sinn ech vläicht net hei. Also ech mengen, wat direkt gemaach gëtt, dat ass gemaach.

M. Gast Gibéryen (*ADR*).- Wann de Minister se schréftlech beäntwert huet, dann ass jo alles an der Rei. Da brauch en et net nach mëndlech hei ze maachen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Mä Dir hutt mech awer heihin zitëiert.

M. le Président.- Dee Punkt ass ofgeschloss.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Ma, well Der Äre Courier nach net gekuckt hutt.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de révision vum Artikel 24 vun eiser Verfassung.

Ech wëll drun erënneren, dass bei enger Verfassungsrevision den Artikel 114 vun der Verfassung applizéiert gëtt. Iwwer all Verfassungsännerung muss zweemol ofgestëmmt ginn. Tëscht deenen zwou Ofstëmmung muss mindestens dräi Méint leien. Op d'mannst zwee Drëttel vun den Deputéierte muss sech bei der Ofstëmmung fir d'Ofännerungen aussprechen an de Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Wuert huet den Här Jean-Paul Ripinger, Rapporteur vum Projet de révision.

9. 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Jean-Paul Ripinger (*DP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Chamber haut der Revision vum Artikel 24 vun eiser Verfassung zoustëmmt, dann dréckt si domat onweigerlech hire Wëllen aus nach des Legislaturperiod de Projet de loi 4910 iwwer d'Liberté d'expression dans les médias, dat sou genannte Pressegesetz hei am Plenum ze diskutéieren an zu enger Ofstëmmung ze bréngen.

Den Artikel 24 consacréiert nämlech hei am Land d'Pressefräiheet an domat d'Fräiheet fir all Mënsch a bei alle Geleeënheete seng Meenung ze soen a se och dobaussen ze verrieden.

D'Revisioun vum Artikel 24 ass deemno och d'Conditio sine qua non, fir dat neit Gesetz iwwer d'Medien, wou déi zoustänneg

Kommissioun net manner wéi 32 Amendementer un de Conseil d'État viruginn huet, konform mat eiser Verfassung ze setzen.

Den 19. Abrëll 1994 ass esou e Projet de loi mat der Nummer 3924 fir d'Emännerung vum Artikel 24 an der Chamber déposéiert ginn. Fir déi sukzessiv Ännerungsvirschléi à leur juste valeur kënnen ze apprécieieren, muss ee wëssen, dass am Artikel 24 vun der Verfassung niewent dem Énoncé vun der Pressefräiheet an der Konditioun, dass hei zu Lëtzebuerg ni d'Zensur kann agefouert ginn, nach dräi zousätzlech Sätz stinn, déi en substance Folgendes bestëmmen:

Drëtte Saz: Et kann ee vun de Schrëftsteller, also de Journalisten, den Éditeurs an den Imprimeurs kee Cautionnement verlaangen.

Véierte Saz: Déi inlännesch Zeitungen a Périodiquen ënnerleie kengem Droit de timbre.

Fënnefte Saz: Den Éditeur, Imprimeur oder Distributeur kann net poursuivéiert ginn, wann den Auteur vum Artikel bekannt ass an hei am Land domiciliéiert ass. An dem Saz ass de Principe d'impunité, also eng Zort vun Onstroofbarkeet verankert, fir déi virgenannten an opgezielte Leit.

Déi zoustänneg Kommissioun war 1994 der Meenung, dass dese Prinzip sech applizéieren muss onofhängeg vun der Nationalitéit vum Auteur.

Här President, ech géing bieden...

M. le Président.- E bësse méi Opmierksamkeet wär ubruecht. Den Artikel 24 vun der Verfassung gëtt geännert, an do soll nun awer wierklech jiddereen genee nolauschten.

M. Jean-Paul Ripinger (*DP*), *rapporteur*.- Ech hunn e Retour an den Oueren, dass ech mech selwer net méi verstinn.

(Interruption)

Dir hutt Är haut geliwert, Här Gibéryen. Do wier ech nun awer roueg.

Déi zoustänneg Kommissioun war 1994 der Meenung, dass dese Prinzip sech applizéieren muss onofhängeg vun der Nationalitéit vum Auteur, an huet deemno bei deser éischer Revision vum Artikel 24 vun eiser Verfassung virgeschloen, déi Partikel "...s'il est Luxembourgeois" ze sträichen.

De 6. Mee vun deemselwechte Joer huet de Conseil d'État seng Zoustëmmung zu deser Proposition ginn.

De 25. Mäerz 1999 huet dann d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle en neien Amendement dem Conseil d'État virgeluecht. Déi zwee éischt Sätz iwwer de Prinzip vun der Pressefräiheet an dass ni Zensur kann agefouert ginn zu Lëtzebuerg goufe bäibehalen, an den 3., 4. a 5. Saz, déi iwwer de Cautionnement, den Droit de timbre an de Principe vun der Responsabilité en cascade sinn ewechgeloo ass ginn.

Bei demem Amendement huet d'Kommissioun sech dorop baséiert, dass et sech hei ëm Detailfroen handelt, déi vläicht hir Berechtigung am 19. Jorhonnert hatten, mä déi haut de loin iwwerholl sinn. Déi Dispositiounen hu sech och nëmmen op déi geschriwwen Press ugewannt.

A sengem Avis complémentaire vum 27. Abrëll 1999 huet de Conseil d'État säin Accord ginn, esou dass sech eng Eestëmmegkeet, wat deen neien Text ubelaangt, tëscht dem Conseil d'État an der zoustänneger Kommissioun erausgeschéilt huet. Dat war nach an der viregter Legislaturperiod, wou dann och décidéiert gouf, de Vote vun neien Artikel 24 ze reportéieren bis dat neit Pressegesetz déposéiert wier.

Dës Regierung huet dann Neel mat Käpp gemaach an e Projet vun engem neie Mediegesetz déposéiert, deen an der zoustänneger Mediekommissioun diskutéiert an amendéiert ginn ass. Do waarde mer op den Avis complémentaire vum Conseil d'État an da kann dësen Text an de Plenum kommen.

A véier verschiddene Sätzungen huet eis Kommissioun sech jee-weils mat dem Artikel 24 befaasst, bis se dann den 23. Dezember 2003 mat engem Bréif vum President vun der Mediekommissioun saiséiert ginn ass mat der Information seng Kommissioun hätt an deem neie Mediegesetz déi vun der Regierung proposéierte Responsabilité solidaire duerch d'Responsabilité en cascade ersat, an zwar an engem neien Artikel 21, dee folgendermoosse libelléiert ass: „La responsabilité civile ou pénale pour toute faute commise par la voie d'un média incombe au collaborateur, s'il est connu, à défaut à l'éditeur et à défaut au diffuseur.“

An Zukunft begräift d'Responsabilité en cascade den Auteur, den Éditeur an den Diffuseur, an dat esouwuel en matière civile, dat heescht am Kader vun den Artikelen 1382, 1383 an 1382 Alinéa 3 vum Code civil, wéi awer och am Strofrecht. Esouwäit den Historique vun dësem Artikel 24, deen awer an deem allgemenge Kontext vun der Pressefräiheet seng Wichtigkeet huet.

A senger Sëtzung vum 14. Januar vun dësem Joer huet d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle nach eng Keier de Libellé examinéiert an den definitiven Text vum Artikel 24 vun der Verfassung arretéiert.

Den éischte Saz, dee mat Nodrock d'Pressefräiheet consacréiert, bleift bestoen. Dee bezitt sech op jiddfer Bierger an op jiddfer Form vu Pressefräiheet: Déi geschriwwen Press, déi geschwate Press, déi téléviséiert Press.

D'Dispositioun iwwert d'Zensur bleift am Text vun der Verfassung. D'Ofschafung vum enger Reminiscenz aus dem Mëttelealter an engem Bestanddeel vun totalitärer Regime soll de laangjährege Kampf fir d'Pressefräiheet mat aller Force dokumentéieren. Dëse Saz soll net als Überbleibsel oder Souvenir u fréier Zäiten déngen, mä an aller Symbolik témoignéieren, datt et eng Zensur an eisem Land ni ginn ass an och ni gëtt.

(Interruption)

Ech schwätze vu sät 1848 un. Weinstens stong dat an der Verfassung.

Den 3., 4. a 5. Saz bleiwe gestrach. Déi sinn net méi zäitgeméiss. Ech rappeléieren nach eng Keier:

- D'Journaliste brauche kee Cautionnement ze leeschten. Dat heescht, eventuell Amendes ze bezuelen.

- Den Droit de timbre ass ofgeschaaft.

- D'Responsabilité par cascade kennt an dat neit Gesetz stoen.

D'Kommissioun huet och nach diskutéiert, ob den Droit à l'information fir jiddfer Bierger net och nach seng Plaz am Artikel 24 vun der Verfassung hätt. Dat bedéngt awer eng approfondéiert Diskussioun, déi mir net an der Zäit bis zum Enn vun dëser Legislatur gefouert kréien. Wéi ech schonns gesot hunn, ass d'Revisioun vum Artikel 24 deen éischten Artikel, deen no deenen neien Dispositiounen vum Artikel 114 vun der Verfassung, déi mir am Dezember 2003 hei ugeholl hunn, gestëmmt gëtt. En ass e Préalabel zu dem ustehende Mediegesetz. Deemo bidden ech d'Chamber dësen neien Text vum Artikel 24 à folgender Fassong ze stëmmen:

„Article 24.: La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'oc-

casion de l'exercice des ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.“

Zu gläicher Zäit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Text vum Artikel 24 vun der Verfassung.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet haut iwwert d'Ofännerung vum Artikel 24 vun der Verfassung ze befannen. De Rapporteur Jean-Paul Ripinger huet op eng kloer Aart a Weis den Historique an och de Sënn vun där Verfassungsännerung duergeluecht, sou dass ech mech hei relativ kuerz ka faassen, fir och e bësselchen op d'Bedeutung, wéi et bis elo war, vun deene Mesurë kënnen zréckzekommen.

D'Verfassungskommissioun schléit vir, déi dräi lescht Sätz vun dem Artikel 24 vun der Verfassung, sou wéi en haut a Kraaft ass, ofzeschaffen. Déi dräi Sätz betreffen de Cautionnement, den Droit de timbre an déi sou genannt Responsabilité par cascade. Wann d'Chamber en Artikel vun der Verfassung ofännert oder ofschaft, muss se och seriö a valabel Grënn hunn, fir déi Entscheedung ze treffen.

Beim Artikel 24 muss een och versichen ze verstoen, firwat déi do dräi Bestëmmungen zënter 1848 an der Verfassung stoungen. Eis Verfassung vun 1848 ass eng Kopie vum belsche Grundgesetz vun 1830. De belsche Verfassungskongress huet 1830 deem Artikel eng ganz grouss Bedeitung bäigemooss. Hie wollt, dass besonnesch och d'Meenungs- an d'Pressefräiheet kloer an der Verfassung verankert wieren, well déi Fräiheeten ënnert dem hollännesche Kinnek Wëllem den Éischten net respekéiert goufen, oder awer well eng ganz Rei Moosname virdu geholl gi waren, déi déi Fräiheet ganz staark ageschränkt hunn. An dat war besonnesch de Cautionnement, deen dozou gedéngt huet, dass d'Pressefräiheet ageschränkt ginn ass. De belsche Constituant vun 1830 wollt duerch déi kloer Bestëmmung verhënneren, datt an deem neie belsche Kinnekräich vun 1830 d'Press, déi bei der Revolutioun eng gewësse Roll an och eng grouss Roll gespillt hat, erëm kennt ageschränkt ginn.

Déi dräi Moosnamen, déi mer haut ofschaffen, hunn dofir 1830 eng Bedeitung gehat, déi se awer haut, duerch déi geschichtlech Entwécklung wou mer dra sinn, net méi hunn. Dofir war och d'Kommissioun der Meenung, dass een déi dräi Bestëmmung kennt ofschaffen.

Wat waren déi dräi Bestëmmungen? De Cautionnement, deen an der Verfassung vun 1848 stoung an doduerch verbuede gouf, huet virgesinn, dass den Auteur, den Éditeur oder den Imprimeur konnt verflucht ginn eng gewëssen Zomm Geld bei der Statskeess ze hannerleeën als Garantie fir eng eventuell Verurteilung. De Cautionnement konnt awer esou heien festgesat ginn, dass et onméiglech war fir den Auteur, den Éditeur oder den Imprimeur, fir iwwerhaupt dee Geldbetrag zesummenzékriegen. Doduerch ass dann d'Pressefräiheet wesentlech ageschränkt ginn, wann net onméiglech gemaach ginn. Datselwecht géllt och fir den Droit de timbre.

Wat de leschte Saz vum Artikel 24 ugeet iwwert d'Responsabilité, do war et esou, dass an der Verfassung, wéi mer se elo hunn, den Éditeur, den Imprimeur oder den Distributeur net konnt poursuivéiert ginn, wann den Auteur be-

kannt war, wann e Lëtzebuurger war a wann en hei am Land gewunnt huet. Och dee Saz, wéi en an der belscher Verfassung vun 1830 stoung, war eigentlech eng Reaktioun vum belsche Constituant géint déi Texter, wéi se virdu an der hollännescher Verfassung dra-stoungen.

An ech wëll hei den Text vun där deemoleger Verfassung zitieren: «Tout auteur, imprimeur, éditeur ou distributeur est responsable des écrits qui blessent les droits, soit de la société, soit d'un individu.» An den Auteur Thonissen, huet a sengem Wierk «La constitution belge annotée» geschriwwen: «Tous ceux qui, à un titre quelconque, avaient coopéré à la rédaction ou même à la gestion d'un journal étaient punis, les uns comme auteurs, les autres comme complices. Les bailleurs de fonds eux-mêmes n'échappaient pas à cette responsabilité collective.»

Ennert dem hollännesche Regime huet also eng Responsabilité collective bestanen a jidderee konnt poursuivéiert a condamnéiert ginn. Déi kollektiv Responsabilitéit wollt de belsche Constituant vun 1830 net méi an der Verfassung dran hunn, oder iwwerhaupt ganz ofschafen. Dofir ass eben dee Saz vun der Responsabilité en cascade an d'Verfassung drakomm, deen och haut nach drasteet.

Haut si mer der Meenung, ofgesi vu verschiddenen Annerungen, déi net méi mat eisen Texter iwwertene klappen, wéi och, dass d'Konditioun vun den Nationalitéiten haut drasteet, dass déi do Bedingungen eigentlech net an d'Verfassung gehéieren, mä an ee Mediegesetz an dofir war och d'Mediekommissioun an d'Verfassungskommissioun der Meenung, fir dee Saz erauszehuelen an en op eng modern Aart a Weis an d'Mediegesetz eranzebréngen.

Den Artikel 24, wéi en elo virläit a gestëmmt soll ginn, ass en Text deen d'Meenungs- an d'Pressefräiheet op eng ganz prägnant a kuerz Aart a Weis zum Ausdrock bréngt. Ech wëll net op déi villschichteg Facettë vun der Pressefräiheet agoen. Erlaabt mer awer drop hinzewiesen, dass d'Press besonnesch och am politesche Beräich eng wichteg Roll an enger Demokratie spillt.

D'Diskussiounen vun haut, Dir Dammen an Dir Hären, kënnen net bei de Wieler an net bei de Bierger kommen, wann d'Press se net rausdréckt. D'Press ass dofir ee wichteg Element am demokratesche Stat. E Stat ass nëmme wierklech demokratesch a fräi wann och d'Pressefräiheet besteet. D'Press ass fräi, wa se op eng villschichteg a villsäitig Aart a Weis informéiere kann, wa se pluralistes ass a wa jiddereen, deen eng Meenung ze soen huet, déi och no bausse kann droen. An dat kann en oft nëmme maache wann en och iwwert déi finanziell Mëttele verfügt.

Dofir huet och de Lëtzebuurger Stat schon - just fir de Pluralissem do ze garantéieren - an de 70er Joren e Gesetz geschaaft, fir der Press finanziell Mëttele ze sécheren. Si ass och fräi, wa se Zougank zu den Informatiounen huet déi noutwendeg sinn, fir objektiv ze informéieren. Déi Amenter huet och d'Kommissioun diskutéiert a sou wéi de Rapporteur et scho gesot huet, wäerte mer am Fong geholl als ee Complément zu deem heiten Text versichen, och an der Verfassung, dat Recht op Informatioun an déi Pluralitéit vun der Press, festzeschreiwen. Compte tenu vun deene Remarken, bréngen ech dann och den Accord vun der CSV zu där heiter Verfassungsännerung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Artikel 24 vun eiser Verfassung handelt et sech ëm eng essenziell Bestëmmung vun eiser Constitutioun aus dem Kapitel iwwert d'öffentlech Fräiheeten an d'Grundrechter vum Bierger. An deem Artikel gëtt ënner anerem d'Pressefräiheet verankert. D'Press, déi oft als véierte Pouvoir am Stat duergestallt gëtt, där sonner Zweifel eng wichteg Kontrollfunktioon an eigentlech och nach vläicht méi eng wichteg Impulskraaft an engem demokratesche Stat zoukënn, fir en uerdentlech Fonctionnéiere vun den Institutiounen. Ouni fräi Press ass d'Demokratie net denkbar.

Mä de Verfassungstext - den Artikel 24 - geet eigentlech nach iwwert d'Verankerung vun der eigentlecher Pressefräiheet eraus. An do wollt ech eng Nuance an dee schréflechen a mëndleche Rapport, deen hei virgedroe ginn ass, erabréngen, well an deem éischte Saz, net nëmme vun der Press an hirer Fräiheet, Rieds geet, mä och vum Recht op fräi Meenungsäusserung, ob an engem Presseorgan oder ausserhalb.

Do si mer elo wierklech an der Essenz vum demokratesche Stat. Mä och do ass eis Verfassung vläicht méi nuancéiert wéi déi belsch, déi einfach affirméiert „la presse est libre“, well se gläichzäitig awer och seet, dass d'Pressefräiheet garantéiert ass, mä dass dat keng absolut Fräiheet ass, déi iwwer allen anere Fräiheete géif stoen. Déi Nuance - déi wichtig ass - gëtt an deem alen an an deem neien Artikel, wann en da gestëmmt gëtt, kloer affirméiert.

D'Pressefräiheet huet e relative Charakter. D'Fräiheet vun der Press hält do op, wou aner Fräiheete changéiert ginn, an et ass e permanent Ofweie vu Wäerter, vu Grundrechter, vun öffentleche Fräiheeten, déi musse gemaach ginn, wann et zu engem Konflikt tëschent einzelne Grundfräiheete kënn. Dat géllt och fir d'Pressefräiheet, an déi muss also ëmmer erëm an deem Liicht gekuckt ginn, och op Grund vu der fortschrëttlecher Jurisprudenz vum Gerichtshaff vun de Mënscherechter vu Stroossbuerg, déi grad an där do-ter Fro jo wierklech e ganz staarken Afloss op d'Ausleeung vun der Pressefräiheet hat, an déi ganz wäit gaangen ass an der Ausleeung vun där Pressefräiheet, a wou och eist Lëtzebuurger Gericht sech neierdëngs deem dote Verdikt muss kloer beugen.

D'Pressefräiheet dierf also net mëssbraucht ginn, an d'Konstitutioun gesäit weider vir, dass an deem Kader vu Mëssbräich och Delikter festgeluecht gi kënnen duerch de Législateur, déi dann zu enger Repressioun kënnen féiere bei Mëssbräich.

Dës Verfassungsrevisioun, esou wéi d'Kommissioun se virschléit, bedeit keng nei Formulatioun vum Artikel 24. D'Inhalter bleiwen eigentlech déiselwecht. D'Grundausrichtung bleift déiselwecht, mä et gëtt sech drop beschränkt, fir eng Uppassung vun deem Verfassungstext ze maachen un d'Zäite vun haut. Dräi Passagen aus dem aktuellen Artikel 24 sollen an Zukunft erausgeholl ginn, well se eigentlech haut kee richtege Sënn méi maachen, an dofir am Sënn och fir eng schlank, eng liicht uwendbar Verfassung ze halen, mengen ech, ass dat eng gutt Praxis fir esou virzegoen.

An deem aktuellen Text, deen op d'Joer 1848 zréckgeet, 1868 fir d'éischt an enger Konstitutioun hei zu Lëtzebuerg drastoung, ginn eng Rei vun negative Schutzbestëmmungen iwwert d'Pressefräiheet

festgeluecht. De Cautionnement, deen net dierf agefouert ginn, d'Enregistrementstax op Presseorganer, an d'Erëmhierstellung vun der Zensur. Et sinn also Schutzbestëmmungen, déi an dem aktuellen Artikel 24 dra sinn, déi sech historesch erklären duerch d'Gegebenheete vum fréien 19. Jorhonnert, an dat luest Erauswuesse vun engem wierklech demokratesche Stat, wou eng voll Pressefräiheet garantéiert ass.

Haut, nodeem dee Rechtsstat, déi Demokratie gefestegt ass, gëtt et eigentlech kee Sënn méi déi doten negativ Schutzbestëmmungen iwwert d'Pressefräiheet nach an eisem Verfassungstext ze loosse. Dat war zumindest d'Meenung vun der Kommissioun. Dat hätt een och kënnen uféiere bei der Zensur, well och do schwätzt keen dovunner, fir d'Zensur erëm anzeféieren hei zu Lëtzebuerg wat d'Press ugeet, mä et ass awer gemengt ginn, dass de Verbuet vun der Erëmaféierung vun der Zensur esou e staarke symbolesche Charakter huet, dass et virun allem och fir falschen Interpretatiounen aus dem Wee ze goe klug wär déi dote Schutzbestëmmung nach am neien Artikel 24 bäizebehalen.

Verschwanne soll schliesslech och d'Dispositioun, déi d'Regelung virgesäit, déi sou genannte Responsabilité en cascade, déi bei Pressevergehe spillt. Als LSAP si mer fir d'Bäibehaltung vum Cascadéprinzip. D'Mediëkommissioun huet sech och an deemselwechte Wee ausgeschwat, entgéint deem wat am Regierungsprojet iwwert dat neit Mediëgesetz stong. Mir sinn allerdëngs der Meenung, dass dat keng Fro ass, déi an eng Verfassung eragehéiert, och wa se an der belscher Verfassung nach wie vor dran ass. Mir sinn der Meenung, dass wéi all Fro vu Responsabilitéit, déi dote Fro iwwer en normaalt Gesetz geregelt gëtt.

Ech erënneren drun, dass eise ganzen Droit commun vun der Responsabilitéit am Code civil verankert ass, wat en normaalt Gesetz ass, wat kee Verfassungsrang huet. Mir gesinn net an, firwat dat hei sollt anescht sinn. Dofir si mer och domat averstanen, fir déi heiten Dispositioun aus der Verfassung erauszehuelen, mä eng ähnlech Dispositioun an engem uerdentleche Gesetz festzeleeën.

Et muss ee feststellen, dass mer mat där heiter Ännerung méi staark vun deem belschen Text ofwäichen, well de belschen Text vun 1830/31 nach wie vor éischter eisem alen Artikel 24 entsprécht. Et ass hiren Artikel 25, mä ech mengen, mir hu gutt Grënn, fir déi Modernisierung vu eisem Verfassungstext op deem Artikel hei duerchzeféieren. Mir soen also jo zu der Revisioun vum Artikel 24.

E klunge b-Moll wëll ech awer nach ubréngen, well mir bedauern, dass et net méiglech war an dësem Moment och de Prinzip vun der Garantie vum Pressepluralismus an d'Recht op Informatioun an eis Verfassung anzuschreiwen, se definitiv doranner ze verankeren. Méi rezent, méi essenziell Iddië sinn dat doten, déi eigentlech, wann een iwwert d'Press a Pressefräiheet an enger Konstitutioun schreift, dach e Corollaire vun der Pressefräiheet haut sinn. Mir huelen awer Akt dovunner, dass och aner Fraktiounen sech an de Kommissiounsaarbechten an och bis elo an der Debatt hei fir en nächste Schrëtt ausgeschwat hunn, an dass mer déi dote Froe vun der Garantie vum Pressepluralismus a vun dem Recht op Informatioun nächstens an engem aneren Artikel, eventuellen Artikel 24bis, am Schloss an deen heiten Artikel an der Verfassung géife regelen. Mir wäerten op jidde Fall weider um Ball bleiwen an dofir suergen, dass mer och an där doter Diskussioun an deenen nächste Joren Neel mat Käpp maachen. Dat ass en Zousaz, dee ganz wichteg ass.

Ech wëll schlësse mat engem flotten Zitat aus dem Joer 1829. Dat ass eng Ried, déi gehale ginn ass an der Belsch bei den États généraux, déi d'Preparatioun waren zu der belscher Verfassung zu Bréisel. An do ass Folgendes gesot ginn: „La liberté de la presse est de l'essence du gouvernement représentatif. Sans elle toutes les autres libertés seraient constamment en péril, tandis que seule elle suffirait pour les reconquérir toutes si jamais elles pouvaient être perdues.“

Schéi Wieder. Aus deene Wieder geet, mengen ech, eng grouss Verantwortung eraus, eng grouss Verantwortung fir d'Press selwer deenen héich gesaten Ziler do gerecht ze ginn, awer och Verantwortung fir déi, déi dofir ze suergen hunn, dass d'Pressefräiheet weider garantiert bleift.

Merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

(Interruption)

Dir sidd net agedroen. Et huet keen lech gemellt. Da kommt Der uschlëssend un d'Rei.

D'Mme Wagener huet elo d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG). - Merci, Här President, esou kënnt een dann e Schrëtt méi wäit op der Riedelëscht.

Ech wollt mech eigentlech ganz kuerz faassen zu der Verfassungsännerung, well ech der Meenung sinn, datt mer hei am Fong, och wann et em e wichtige inhaltliche Sujet geet, et éischter mat enger technescher Affär ze dinn hunn an deem Sënn, datt mer jo hei e Saz eraushuelen, fir en an e Gesetz, nämlech an d'Reform vum Pressegesetz, ze setzen. Allerhéchstens kënnt een driwwer diskutieren op de Fait, datt mer dat maachen, esou gutt ass, well mir gi jo domadder hin a mir huelen deem Saz e bësse vun där Importenz, déi en deemools hat wéi en an d'Verfassung gesat ginn ass. Elo huet e just nach eben de Stelwäert vun engem Gesetzestext. Vu datt awer all déi Avisen, déi mir kruten, an notamment och déi vun de Beruffsassociatiounen, domadder kee Problem méi schéng gehat ze hunn, denken ech, kënne mer eis als Gréng och där Virgehensaart a -weis ralliéieren.

Mir haten an der Kommissioun de Virschlag vun der LSAP ënnerstëtzt, fir och nach eppes zum Droit à l'information an zum Medipluralismus ze soen, esou wéi den Här Bodry dat och elo grad hei erkläert huet. Aus Zäitgrënn ass dat net geschitt. Mir woren eis all eens, datt et awer e wichtige Punkt wär. Ech hunn dovun ofgesinn, fir dat nach eng Kéier an enger Motioun festzehalen, déi mir da vläicht alleguerten zesumme gestëmmt hätten, well ech emol dovun ausgaange sinn, datt een esou vill Vertraue kënnt an d'Majoritéit hunn, datt se dat net ënnerwee vergësst, besonnesch well mir jo nach eng Wahléchéance ustoen hunn a mer net wësse wéi schnell, datt mer an der Matière wäerte virukommen. Ech ginn awer emol dovun aus, datt d'Kollege vun der LSAP an der Persoun vum Här Bodry och wäerten drop oppassen, datt déi Hausaufgab do net an de Vergëss geréit.

Da just nach e leschte Punkt, Här President. Mir huelen déi Verfassungsännerung haut vir, ouni datt mer d'Reform vum Gesetz scho kënnt maachen. Et ass gewosst, datt d'Amendement, déi ausgeschafft gi si vun der Mediekommissioun, elo nach eng Kéier bei de Statsrot gaange sinn an et gëtt drop gehofft, datt mer dat nach kënne vrun Enn vun dëser Legislaturperiod iwwert d'Bühn bréngen.

Ech hu mer just d'Fro gestallt: Deen Délai, deen elo entsteet tëschent dem Dag vun haut, wou mer dee Saz iwwert de Kaskade-

prinzip aus der Verfassung eraushuelen, an deem Dag, deen hofentlech geschwé kënnt, wou mer dann déi Reform vum Pressegesetz maachen, ob dat net e Problem schaaft, well mer elo eng Zäit hunn, wou mer guer kee Prinzip méi hunn, wann een dat kann esou soen. Ech denken, datt sech doriwwer Gedanke gemaach gi sinn. Dat hätt ee vläicht méi elegant kënne léisen, andeems een déi zwee Texter an engem Dag an an engem Oflaf zesummen diskutéiert an dann noenaner gestëmmt hätt. Doriwwer eraus, Här President, kënne mir mat där Ännerung d'accord sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 24 vun onser Verfassung ass ee vun deene ganz wichtigen Artikelen an onser Verfassung. Zwoe Prinzipie ginn do festgehalten: Dee vun der Liberté d'opinion, der Meenungsfräiheet, an dee vun der Liberté de la presse, der Pressefräiheet.

Et sinn zwoe essenziell Fräiheete fir en demokratesche Stat a fir en demokratescht Fonctionnéiere vun onsem Stat ze garantéieren. Et ass natierlech, datt all Fräiheet muss Rücksicht huelen op d'Fräiheete vun anere Leit, an doduerch ass et och logesch, datt mer niewent dem Prinzip, dee mer festhalen, och soen, datt d'Gesetz muss verschidde Limité festleeën a soen, deen Ablack, wou et en Delikt gëtt, wou e Mëssbrauch vun der Fräiheete vun der Meenung a vun der Press virkomm ass.

Deen drëtte Punkt, dee festgehale gëtt, deen ass scho bal traditionell an et hätt een e souguer kënne op der Säit loossen, mä en ass awer psychologesch wichteg, well et hei am Land keng Zensur dāerf ginn. En ënnerstraicht just nëmme déi zwee Prinzipien, déi mer virdu festgehalten hunn.

An der Kommissioun ware mer eis alleguerten eens, fir d'Fro vun der Responsabilitéit net méi an der Verfassung selwer ze behandelen, mä duerch dat speziell Mediegesetz, well mer do besser kënne eng Réglementatioun virgesinn a well et och do am Beschten higehiert.

Ee Punkt, wou mer bedauern, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn an der Zäit an och aus Zäitgrënn, fir et bei dëser Verfassungsrevisioun schon duerchgezéien, an zwar de Prinzip festzehalen um Recht op Informatioun. Et ass e wichtegt Recht an enger demokratescher Gesellschaft, datt de Bierger d'Méiglechkeet huet déi Informatioun ze kréien, déi e wënscht, déi e sicht, an datt och séchergestallt gëtt, datt verschidde Meenunge kënne an en erugedroe ginn, fir datt e ka seng eege Meenung ausmaachen.

Et geet net nëmme em d'Pressefräiheet, mä em de Pressepluralismus, an dee Prinzip muss bien entendu och festgehale ginn. Et ass ee vun deene Problemer mat deene mer ablécklech konfrontéiert sinn. Mir mengen, datt mer hei nach misste méi wäit goen an dofir wäerte mer och an deem Sënn an der Kommissioun intervenéieren. Mir wäerte bien entendu Forderungen stellen herno an de Gesetz, déi de Prinzip iwwert de Pressepluralismus duerchzéien a verschidde Verbesserunge virschloen.

Dat gesot, mengen ech, ass déi Verfassungsännerung dee richtige Wee, an ech wollt dofir den Accord vum ADR zu dësem Text bréngen.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et heescht dat hei wier eng Verfassungsreform, eng Moderniséierung vun der Verfassung. Ech weess net, ob all d'Derfirsprécher vun deem Text, déi mer elo héieren hunn een nom aneren, sech iwwerhaupt bewosst sinn, datt dës Ännerung vum Artikel 24 iwwert d'Pressefräiheet de Verfassungstext vun 1856 integral iwwerhëlt ouni e Wuert drun ze änneren.

Am Joer 1856 huet bekanntlech den hollännesche Kinnik a Groussherzog Wëllem den Drëtten an engem Statsstreech grouss Deeler vun der revolutionärer Verfassung vun 1848 ausser Kraaft gesat, bis se am Joer 1868 erëm agefouert a bis haut bliwwen sinn. Dozou hunn och folgend Bestëmmunge gehéiert, déi haut erëm eng Kéier aus der Verfassung fléie sollen:

- datt keng Kautioun vun den Éditeuren, den Drécker an de Verdeeler vu Presseprodukter ka gefrot ginn;

- datt keen Droit de timbre fir d'Zeitunge vun der Stat ka gefrot ginn, d'Zeitungsnummere also net mussen amtlech enregistriert ginn;

- et verschwënnt den Hiweis op Stroffräiheet vun den Éditeuren, den Drécker an de Verdeeler, wann den Auteur vum Artikel bekannt, Lëtzebuerger an hei domiciliéiert ass.

Am Ufank sollt eleng den Hiweis op d'Lëtzebuerger Nationalitéit aus dësem Artikel erausgeholl ginn. Et war och e Moment esouguer dru geduecht ginn eng weider Bestëmmung aus der Verfassung erauszu huelen, déi souguer de Wëllem den Drëtten geloos hat, an déi laut: „La censure ne pourra jamais être établie.“ Et ass awer dunno n längerer Diskussiounen drop verzicht ginn, déi Bestëmmung erauszu huelen.

D'Argumentatioun fir esou Ännerungsvirschléi vun der Verfassung ass mer wuel bekannt. Déi Saache wieren iwwerholl a si hätte keng Plaz méi an enger moderner Verfassung. Déi Rechter wieren haut souwisoou garantéiert.

Ech sinn do vill méi skeptesch, Dir Dammen an Dir Hären. Mir sinn ekonomesch a gesellschaftspolitesch a viller Hisiicht erëm zréck um Wee an d'19. Jorhonnert, an ech mengen och, datt d'uefir déi Verfassung haut nach aktuell ass. Zum Beispill an der Fro vun der Stroffräiheet vun den Éditeuren a Verdeeler vu Presseorganer, déi och am neie Pressegesetzprojekt eng zentral Roll spillt an déi laang net gesécher war, net gesécher war bis am Dezember 2003. D'Regierung wollt nämlech am Projet de loi d'Journalisten an d'Auteurs am Allgemengen iwwert de Wee vun de Propriétaires vu Presseorganer, wéi et esou schéin heescht, responsabiliséieren, a Wierklechkeet awer disziplinéieren, an dobäi op de Prinzip vum Ancien régime vum Wëllem dem Éischten, deen den Här Meyers hei zitéiert huet, zréckkommen, deen 1848 an der Revolution ofgeschaaft gi war, de Prinzip vun der kollektiver Responsabilitéit vun den Auteurs an den Éditeuren.

Ech zitieren awer aus dem Exposé des motifs: D'Propriétaires vun Zeitunge a vun anere Medie sollten dofir suergen, wann et der Regierung no gaange wier: «...que les informations diffusées soient conformes à la ligne éditoriale ou à la politique commerciale». Weider huet et geheescht: «Ce pouvoir de contrôle et de direction est encore renforcé par la circonstance que la plupart des collaborateurs d'une publication sont des salariés.» An déi hu jo bekanntlech ze follegen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Dir hutt de Projet iwwerhaupt net gelies, Här Urbany!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här Minister, da kënnt Der jo no mir d'Wuert ergräifen an dat dann hei argumentéieren.

Déi Bestëmmung hätt d'Journalisten an d'Auteurs am Allgemengen enger Virzensur vun de Redaktiounen an de Chefredakteren ënnerwerf a se nawell bestrooft als eventuell d'Coauteure vu Pressedelikter. D'Journalistevereenegung huet sech esou enger Entwécklung, Gott sei Dank, mat Erfolleg entgéintgesat. De Prinzip, datt wann den Auteur bekannt ass, hien och verantwortlech ass, de sou genannte Principe de la cascade, soll elo erëm an de Gesetzesprojekt vum Pressegesetz agefouert ginn, wuel en enger liicht veränneter Form. Och déi Regelung ass net fräi vu Geforen a Risike fir eenzel Journalisten, virun allem da wann hir Éditeuren net solidaresch mat hinne sinn, wat se haut awer dacks sinn. Dat muss een awer och dobäi soen.

Esou eng Regelung erlaabt awer d'Veröffentlechung vu Meenungen. Zum Beispill och vu Meenunge vu bekannten Auteurs, ouni datt den Editeur direkt mat ugeklot ka ginn. Zum Beispill kann den Emile Zola vun haut säi „J'accuse“ fräi veröffentlechen, ouni datt e muss fäerte keen Editeur ze fannen.

De Georges Margue huet 1981 an der Feuille de liaison vun der Conférence St-Yves d'Virzich vum Principe de la cascade beschriwwen, deen d'Regierung elo wollt zu Gonschte vun der Responsabilité collective vun Auteur a vum Editeur ofschaffen. Hien huet gesot: „Les auteurs de la Constitution et de la loi sur la presse ont voulu éviter que la liberté des auteurs, au moins celle des auteurs indigènes, soit restreinte, du fait d'imprimeurs ou d'éditeurs tâtilons qui redouteraient les poursuites personnelles du fait des articles qu'ils seraient invités à publier.“

Et huet also laang musse gestridde ginn - ech hunn et virdu gesot - bis dee Prinzip erëm agefouert ginn ass an dat neit Pressegesetz, an ech froe mech, Här President, fir wat en haut erëm soll aus der Verfassung erausgeholl ginn. En hätt jo kënne aménagéiert ginn, en hätt jo kënne ugepasst a moderniséiert ginn un d'Formuléierung vun deem neie Pressegesetz, an ech froe mech ob dat net de Fall ass, fir datt en zukünftege Gesetzgeber eventuell dee Prinzip erëm kann ofschaffen ouni musse Rücksicht op d'Verfassung ze huelen. Datselwech géllt iwwerengs och fir déi zwoe aner Bestëmmungen. Ech wäert dofir op jidde Fall heigéint déi Verfassungsännerung stëmme, esou wéi se eis virläit am Wuertlaut vum Wëllem den Drëtten.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Minister François Biltgen.

Une voix. - De Successeur vum Wëllem den Drëtten.

(Hilarité)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme haut den Artikel 24 vun der Verfassung nei iwwert d'Pressegesetz. Dat ass eng Viraussetzung, dass mer och kënne d'Reform vum Pressegesetz maachen, wou d'Chamberkommissioun relativ wäit virgeschratt ass, déi, ech kann nëmme staunen haut, eigentlech e Projet vun der Regierung, dee ganz wäit gaangen ass wat d'Pressefräiheet ubelaangt, op verschidde Punkten an hirer Majoritéit ofgeännert huet, wat keng gréisser Punkte fir mech sinn. Ech muss ëmmer nëmme staunen,

dass elo haut grouss Tiradé gehale ginn, d'Regierung hätt wellen d'Pressefräiheet hei a Fro stellen, wat net de Fall ass, au contraire.

(Interruption)

Ech hat e Virriedner hei. Hat Der deen net matkritt? Hutt Der geschlof, Här Asselborn? Ech hunn e gelauschtert.

(Hilarité)

Et ass och hei gesot ginn: Mir hätte sollen den Artikel 24 vun der Verfassung zesumme stëmme mat dem Gesetz. Ech mengen, dass dat falsch ass. Ech mengen, dass ee fir d'éischt sollt d'Verfassung änneren an opgrond vun der Verfassung e Gesetz maachen, an dann och wëssen, op wat fir enge Considéranten een dat Gesetz mécht, amplaz déi zwee.

(Interruption)

Ech mengen, dass et och, ofgesi vun eisem neien 114, richtig ass, dass een dat net an engem Déng mécht, dass d'Verfassung u sech de Corollaire vum Gesetz ass, mä dass d'Gesetz de Corollaire vun der Verfassung ass. Dofir mengen ech, dass et richtig ass, dass mer haut, elo, den Artikel 24 stëmme. An da kënnt derbäi, dass mer den Artikel 114 geännert hunn, deen dem Bierger dobausse méi Matsproochrecht gëtt. Well wann elo ee sech heirunner stéiert, da kann en hei e Referendum provozéieren. Här Urbany, wann Dir wierklech Problemer heimadder hutt, da provozéiert e Referendum.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Do muss een an zwee Méint 25.000 Ennerschrëften hunn. Här Biltgen, dat hutt Der och agefouert an d'Verfassung.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et ass eng Saach vu Prioritéit am Liewen. Jiddferee setzt seng Prioritéiten. Här Urbany, ech hu verstanen wat Är Prioritéit ass. Dofir mengen ech, dass et scho richtig ass, dass mer dat haut maachen.

Da kommen ech op den Text. Den Text ass een, dee mer ganz laang diskutéiert hunn, an ech war selwer President vun der Verfassungskommissioun 1998, wou mer deen Text, deen haut zum Vote virläit, ausgeschafft hunn, dofir kann ech mech ganz gutt drun erënneren. An, dat wëll ech dem Här Urbany soen, datt ass awer wierklech net säi Feeler, well hie war deemools net derbäi, mä et war ni eng Diskussioun an der Kommissioun, dass soll deen Alinéa iwwert d'Censure ofgeschaaft ginn. Mir waren ëmmer eens, an duerch all Parteien ware mer eens, dass mer deen Alinéa vun der Censure sollte bestoe loossen, fir drun ze erënneren, dass d'Pressefräiheet keng einfach Saach war an dass d'Pressefräiheet huet missen erkämpft ginn.

Mir waren der Meenung, dass déi Alinéaen iwwert de Cautionnement, den Timbre, dass déi sollen erausgeholl ginn, well dat nu wierklech poussiéer war, a wat kee méi weess. Mä mir waren eis all eens, duerch all Parteien vun Ufank un, dass mer gesot hunn: Mä mir wëllen eng Referenz op d'Abolition de la censure stoe loossen, well dat ass eng historesch Errongenschaft gewiescht vun eise Virgänger, déi wëlle mer net strächen. An dofir kann ech hei net zouloossen, dass iergendeen hei behaupt, dat wär net de Fall gewiescht. Ech war 1998 derbäi, an 1998 war nach keng Diskussioun, an et war och duerno keng Diskussioun. Et war keng Diskussioun an der Chamberkommissioun, et war keng Diskussioun beim Statsrot. Et muss een awer einfach e bëssen d'historesch Wourecht hei stoe loossen, an ech mengen och, dass all Partei mech doranner bestätegt.

Mir hunn effektiv d'Diskussioun gehat iwwert d'Cascade oder net. Woufir ass d'Cascade deemools

erakomm? Ma, et muss ee sech einfach virstelle wéi d'Pressefräiheet deemools fonctionnéiert huet. Deen Eenzege, dee wierklech op de Mëttele souz, dat war den Imprimeur. Eng Imprimerie ze hunn, dat war eppes. Do huet ee misse Suen hu fir eng Imprimerie ze hunn. Eng Imprimerie dat war och eppes wat opgefäll ass. Haut kënn Der mat Arem PC oder mat Arem portable Computer eng Imprimerie opriichten, déi kee Mënsch méi kennt. Mir sinn haut an enger anerer Welt. Mä deemools war den Imprimeur deen Eenzege, deen d'Responsabilitéit en fin de compte gedroen huet. Dat heescht, wann ee konnt ugesicht ginn, en fin de compte, war et den Imprimeur.

Haut ass dat net méi esou. D'Technologie huet evoluéiert, an dofir ass déi Responsabilitéit en cascade net méi déiselwecht wéi deemools, well ebe jiddereen haut säin eegenen Imprimeur ka spillen. An dofir ware mer eis eens, dass déi Responsabilitéit en cascade: Auteur, Éditeur, Imprimeur, woubäi den Imprimeur de wichtege Punkt war, soll gestrach ginn, dass et haut net méi ass: Wien ass den Imprimeur? Déi gëtt en fin de compte gestrach.

Här President, Dir sot mer wann ech soll ophalen, well ech mierken, d'Attention ass net méi ganz gross.

D'Regierung huet effektiv virgeschloen gehat, eng Responsabilitéit solidaire téschent dem Auteur an dem Éditeur virzeschloen. Woufir ass dat komm? Et ass iwwerhaapt net komm fir de Journalist do ze strofen. Au contraire, mir sinn dovunner ausgangen, dass et schlecht wär, dass ëmmer de Journalist dee wär, dee géif gestrooft ginn. Mir waren der Meinung, dass den Éditeur soll an enger Responsabilitéit solidaire och geruet stoen, well oft den Éditeur eigentlech deen ass, deen d'Suen huet, an net de Journalist. Dat ass kritiséiert ginn. Net nëmme vun de Journalisten, mä ganz heftegst vun de Éditeuren ass dat kritiséiert ginn, well d'Éditeuren do net wollte mat erakommen. Mir sinn och an der Kommissioun eens ginn, fir op déi Responsabilitéit solidaire ze verzichten.

Mir sinn elo amgaangen an der Kommissioun, obwuel ech soen, dass och do Schwierigkeeten sinn, eng nei Responsabilitéit en cascade ze fanne mam Diffuseur. Do gëtt et eng ganz Rei juristesche Schwierigkeeten. Op déi komme mer zrëck wa mer de Projet definitiv fäerdeg hunn, an dat wäert an deenen nächste Wochen a Méint de Fall sinn, well dem Statsrot säin Avis eminent ass, a mir kommen an der Kommissioun zesummen. Mir kucken dat, dat ass effektiv ee vun de kruziale Punkten.

Ech wëll mech hei just verwiere géint all Ennerstellung - a wann Der d'Text noliest, wësst Der dat -, dass hei d'Regierung versicht hätt, de Journalist enner Tutelle ze stellen. Et war just de Contraire, an d'Regierung huet notament vun der Chamber ennerstallt kriit, si wär vill ze vill journalistefrëndlech, an dofir wëll ech hei och wierklech bieden, dass mer zu engem sereneen Débat zrëckféieren, well et der Regierung wéi och der Chamberkommissioun an der Chamber drëm geet, en uerdentlech Gesetz ze maache wat conforme ass zu deem wat d'Mënscherechtskonvention verlaangt.

Dofir ass dat, wat elo den Här Rippinger hei am Numm vun der Kommissioun virgestallt huet, wierklech e proppere Projet, an ech wëllt wierklech net hunn, dass iergendeen hei géif ennerstellen, iwwert deen dote Projet vun der Revisioun vun der Verfassung géife mer zrëckkommen op 1856. Dat ass wierklech eng beiséwëlleg Ennerstellung an dat entsprécht net deem, wat an der Kommissioun diskutéiert gouf.

Dat entsprécht net deem, wat och d'Positioun vun der Regierung ass, an ech mengen dofir ass d'Positioun vun der Kommissioun, déi lar-

gument unanime war, - ech ka jo net soe si wär unanime gewiescht, vu dass den Här Urbany hei eng géigesäiteg Meinung hat, mä et huet vläicht domat ze dinn, dass den Här Urbany net genuch un deenen Aarbechte bedeelegt war -, mä ass déi Positioun hei eng räichlech propper Positioun, déi eis wierklech erlaabt, an Zukunft e Pressegesetz hei nach virun de Wahlen ze stëmmen, wat de Conformitéit vun der europäescher Mënscherechtskonvention entsprécht, an dofir géing ech lech wierklech bieden, deesen Text hei ze stëmmen, an déi déi Problemer hätten, hu jo elo mat der Reform vum Artikel 114 d'Méiglechkeet, och hei un d'Vollek ze appelléieren.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Den Här Urbany huet d'Wuert gefrot.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, ech wëll just kuerz op dat agoe wat de Minister elo just gesot huet. Ech wëll net agoen nach eng Kéier op meng ganz Argumentatioun, déi ech virdrun hat, iwwert de Stellwäert vun esou enger Dispositioun an der Verfassung, als Garde-fou och fir zukünftig Ännerunge vun der Gesetzgebung, déi eventuell erëm an iergendenger Form de Prinzip vun der Responsabilitéit collective vun de Journalisten, zesumme mat hiren Éditeuren, kéinten aféieren. Dat ass jo net aus der Loft gegräff, dat Gesetz huet dat effektiv virgesinn, esou wéi d'Regierung et virgeluecht huet, an et huet effektiv misse zu engem Widerstand komme vun der Journalistevereenigung ënnert anerem, fir dass déi Bestëmmung erëm erausgeholl ginn ass, also ass dat guer net esou aus der Loft gegräff, wat ech do gesot hunn.

Ech wëll awer op nach eppes agoen. Dat ass déi Fro, dass d'Eraushuele vun där Dispositioun „la censure est abolie“ ni en Diskussiounsthema an der Kommissioun sollt gewiescht sinn. Ech wëll awer dozou eppes Kuerzes soen. Ech hunn hei e Sitzungsbericht vum 16. Februar 2000, wou den Här Rippinger, fir en ze nennen, ernimmt gëtt: „L'orateur se demande toutefois si une disposition sur la censure, cette dernière remontant à une époque désormais révolue, a encore sa place dans une constitution moderne.“ Déi Fro ass op d'mannst opgeworf ginn. Ech hu jo net gesot, dass den Här Rippinger dofir agetratt ass, déi misst onbedéngt erauskommen aus deem Projet, soss wier en net d'accord.

An nach de 14. Januar dëst Joer an enger Kommissiounssitzung, wou ech awer dobäi war, obschonn ech net Member vun där Kommissioun sinn, huet den Här Rippinger nach eng Kéier déi Fro opgeworf: „Enfin, faut-il vraiment maintenir à notre époque la disposition prévoyant que la censure ne pourra jamais être établie? - Cela dit, l'orateur est cependant d'accord avec le projet de révision.“

Mä ech wollt just soen, a méi hunn ech och net gesot, dass bis zum Schluss déi Fro diskutéiert ginn ass an der Kommissioun.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Minister Biltgen.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Also, fir op déi zwou Saachen zrëckzekommen. Nach eng Kéier, d'Responsabilitéit solidaire - et ass keng Responsabilitéit collective, dass een dat mol gutt versteet. An et waren net nëmme d'Journalisten. Et waren net zu Lescht a virun allem d'Éditeuren, déi dergéint waren. An d'Regierung huet iwwerhaapt kee Casus belli doraus gemaach. D'Regierung huet dat duerchdiskutiert a mir sinn op en anere Wee gaangen.

Zweetens, wat d'Censure ubelaangt, soen ech nach eng Kéier - an do weess ech awer wierklech, vu wat ech schwätzen, well ech war dee Moment President vun där Kommissioun -, dass mer 1998 schon, an do war den Här Rippinger och schonn derbäi, an e war als Oppositionspolitiker derbäi, eis eens ware fir dee Saz stoen ze loosse an an allen offiziellen Dokumenter vun der Chamber ass dat och esou traitéiert ginn. Mir hunn deemools, 1998, dat un de Statsrot ginn, an de Statsrot huet deen Text och positiv aviséiert, an dat ass och net méi a Fro gestallt ginn, och wann een natierlech eng Kéier déi Fro opwerfe kann. Ech mengen, dat ass awer d'Recht vun all Deputéierten. Mä et ass ni offiziell diskutéiert ginn.

Dass mer net 1998, respektiv 1999 ofgeschloss hu mam Artikel 24 - well den Text dee mer haut stëmmen, ass deeselwechte wéi deemools -, dat huet domat ze dinn, dass mer gesot hunn, mä kommt mir huelen elo net Décisiounen, ier dass mer wëssen, wat an d'Pressegesetz kënn. Elo, wou mer an der Kommissioun ënnert der Présidence vum Laurent Mosar do ganz wäit komm sinn a kierzester Zäit mat villen intensiven Diskussiounen, wou déi eng méi begeescht si wéi déi aner. - Och ech hunn e bësse meng Meinungen do dozou. - Mä mir hunn awer global gesinn e gudden Text. Deen hu mer elo un de Statsrot ginn an elo kënn de Statsrot mat engem Avis. Elo kommen erëm Amendementer. Deen Text wäert och nach änneren op Grond vum Avis vum Statsrot oder och op Grond vun Diskussiounen, déi mir de part et d'autre och mat de Concernéierte féieren. Mir wëssen awer elo, wou d'grouss Richtung higeet an dofir kënnen mer haut wierklech en âme et en conscience hei en Artikel 24 verabschieden, deen awer wierklech net géint d'Pressefräiheet ass.

An dat, wat mech rose mécht, dat ass, dass hei ennerstallt gëtt, mir hätten elo wierklech hei déi hanerléschteg Iddi fir d'Pressefräiheet a Fro ze stellen. Dat ass net de Fall. Au contraire.

■ **M. le Président.** - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.** - Ech soe just, Här President, dem Minister merci, well hien huet fir mech ganz gutt geäntwert. Hien huet och gesot, dass - an et ass jo elo bewisen - ech an der Opposition a mir an der Opposition déiselwecht Meinung zu deem ganz wichtege Sujet vun der Verfassung hate wéi och elo. Den Här Urbany huet iergendwéi och Recht, dat hien dat zitíiert huet. Mä et war meng Pflicht a meng Schëllegkeet, géing ech soen, als Rapporteur nach eng Kéier nozefroen an där leschter Sëtzung, ob mer dobäi géinge bleiwen. An dat hunn ech och dunn a mäi Rapport afléisse gelooss. Méi ass net an där ganzer Saach.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de révision 3924 a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de révision de la Constitution (par M. Jean Spautz)

Den Article 24 ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Revisiounsprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de révision de la Constitution

Ech erënnere nach eng Kéier drun, dat eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuert ass an datt de Vote par procuration net erlaabt ass.

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de révision ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmme an enger Neen-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara, Gast Giberyen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagner.

A voté non: M. Serge Urbany.

Mir fuere weider mat eisem Ordre du jour a kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5051 iwwert d'Konvention vu Budapest. Och bei deser Ofstëmmung musse mindestens zwee Drëttel vun den Deputéierte sech fir de Projet de loi aussprechen an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Als Éischt huet den Här John Schummer d'Wuert als Rapporteur vum Projet de loi. D'Wuert huet den Här Schummer.

10. 5051 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite à Budapest, le 22 juin 2001

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

■ **M. John Schummer (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi betrëfft d'Approbatioun vun der Konvention vu Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure, déi den 22. Juni 2001 zu Budapest ennerzeechent ginn ass. De Projet gouf vun der Madame Ausseminister den 18. November 2002 déposiert. De Statsrot gouf den 31. Oktober 2002 saiséiert an huet och säin Avis de 4. Abrëll 2003 ofginn. D'Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports huet mech den 2. Juli 2003 als Rapporteur designéiert an an där Sitzung ass de Projet och eng éischte Kéier ënnert d'Lupp geholl ginn, mam Avis vum Conseil d'État iwwerregens an darselwechter Sitzung. Eng weider Sitzung war den 13. November 2003, an de Rapport, deen ech elo virdroen an deen Dir och schréfflech virun lech leien hutt, gouf den 22. Juni 2004 ugeholl.

D'Länner, déi vun deser Konvention betraff sinn, sinn Däitschland, Éisträich, d'Belsch, Bulgarien, Kroatien, Frankräich, Ungarn, Lëtzebuerg, Holland, Tschechien, Rumänien, Russland, d'Slowakei an d'Schwäiz. Dës Konvention regelt d'Modalitéite vum Transportkontrakt vu Wueren an der Navigation intérieure. Si ass applicabel onafhängeg vun der Nationalitéit,

dem Lieu d'immatriculation, dem Port d'attache, dem Besëtz vum Schëff a vun der Nationalitéit, dem Domicile, dem Siège vum Transporteur, vum Expéditeur oder vum Destinataire. à condition dass de Port de chargement oder de déchargement, soit le lieu de livraison an zwee verschiddene Länner sinn, wouvun eent op d'mannst Signataire vun deser Konvention vu Budapest ass. Et gëtt heimat e Vide juridique opgehuewen. De Kompromiss ass also deen, dass de Prinzip vun der Responsabilitéit vum Transporteur senge Préposés et mandataires souwéi dem Transporteur substitué, wat d'Perte oder d'Avarie de décision quant à l'acceptation de l'amendement n'appartiendrait plus à chacune des Parties, mais à une institution de droit international qui dispose de ce fait d'une large autonomie. Dans ces conditions, le Conseil d'État estime que la loi d'approbation sous examen doit être votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 5 de la Constitution auquel renvoie l'article 37, alinéa 2 de la Constitution pour les traités qui portent dévolution de pouvoirs souverains.“ Och d'Kommissioun vun der Économie, Energie, Post an Transport ralliéiert sech där Meinung.

Als Konklusioun kann een also soen, dass dese Konvention dozou bäidréit, dass d'Harmonisatioun vun de juristesche Regimer am Interessi vum Développement vun den Transporter ass. Et ass wichtig, well dese Konvention fir d'Transporteur hir Responsabilitéit fir d'Perte ou l'Avarie bestëmmt an och d'Exonératioun vu Responsabilitéit fir Fautes nautiques.

Ech bieden lech also dese Konvention oder besser gesot dese Projet de loi ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Et ass keen Diskussionsriedner agedroen. D'Wuert huet den Här Transportminister Henri Grethen. Wëllt Dir d'Wuert?

(Négation)

Also, da stëmme mer of iwwert déi virleiend Konvention. Mir maachen awer fir d'éischt d'Lecture vum Artikel.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

■ **M. le Président.** - Den Article unique ass gelies an ugeholl. Mir stëmmen also iwwert dee virleiende Projet de loi of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmme mat 49 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombera, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5099 iwwert den Energieverbrauch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

11. 5099 - Projet de loi instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. Emile Calmes (DP), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir hunn et hei mat engem Gesetz ze dinn, wat een Hëllefregime fir d'Betriber aféiert a Saachen Ëmweltschutz, rational Nutzung vum der Energie an och erneierbar Energien. Dat Gesetz hei ass den 13. Februar vum leschte Joer déposéiert ginn, de 7. Oktober huet de Statsrot säin Avis dozou ginn, den 12. an den 18. November hu mer eis an der zoustänneger Wirtschaftskommission doriwwer ënnerhalen an den 21. Januar ass de Rapport vun dem Gesetz hei gestëmmt ginn.

Den Ursprung vun dem Gesetz hei geet zréck op d'Wirtschaftsförderungsgesetz vum 27. Juli 1993 wou iwwert den Artikel 7 ee spezifesch Regime agefouert ginn ass a Saachen Ëmweltschutz a rational Nutzung vum der Energie. D'Be-grënnung fir diesen Artikel war et d'Entreprises ze encouragéieren an Ëmweltschutzprogrammen a Projeten ze investéieren, déi zum Zil hunn d'Emission an d'Loft an an d'Waasser, grad esou wéi den Offall ze prévenéieren, ze reduzéieren, an dann awer och ze eliminéieren, grad esou ewéi d'Kaméidis- an d'Gestanksemissionen erfzesetzen.

Well den europäeschen Traité awer - iwwert den Artikel 88 - der Kommission eng exklusiv Kompetenz a Saache Statshëlfelefen octroyéiert, a well déiselwech Kommission nodeem se den 9. Dezember 1992 dese Regime gutt gehalen huet, de 26. Januar 2001 en neie Kader fir Statshëlfelefen fir den Ëmweltschutz festgehale huet, dränge sech natierlech och fir Lëtzebuerg hei nei gesetzlech Dispositiounen op, a Saachen éischtens Ëmweltschutz, zweetens rational Nutzung vum der Energie an drëtzens erneierbar Energien. An dofir huet d'Kommission d'Regierung informéiert, datt d'Dispositiounen vum Artikel 7 nëmme Gültigkeit hätte bis den 31. Dezember 2001 an duerno net méi kompatibel wiere mat dem neie Regime an dofir mussen dann des Regele geännert ginn.

Dat Gesetz hei ass also dat, wat am alen Artikel 7 vun dem sou genannte Wirtschaftsförderungsgesetz muss geännert ginn. An déi Dispositiounen hei fanne mer allegeren an engem neie Gesetz erëm, wat d'Nummer 5069 huet, an esou an déi Beräicher Ëmweltschutz, rational Nutzung an erneierbar Energien ofgetrennt gëtt vum ale Wirtschaftsförderungsgesetz, fir esou och Interferenzen mat deenen anere Regimer, wat d'Recherche an den Développement a

PMEe betrëfft, ze vermeiden, fir awer och ze vermeiden, dass dat Gesetz erëm eemol vun der Europäescher Kommission ganz ënner d'Lupp geholl gëtt. An Zukunft wëllt d'Regierung och dese Wee goen, wann et em nei Emännerungen an dem Gesetz hei geet.

Nom alen Artikel 7 vun dem sou genannte Wirtschaftsförderungsgesetz konnten de Betriber, a Saachen Ëmweltschutz a rational Nutzung vum der Energie, Hëlfele bis zu 25% octroyéiert ginn. De Bilan vun diesen Dispositiounen ergëtt, dass an de Joren 1994 bis 2001 33 Projete vun diesen Dispositiounen konnte profitéieren an dass déi Projeten 23 Milliounen Euro Hëlfele kritt hunn.

Mat dem neie Gesetz ginn da véier Hëlfeleregimer agefouert. Deen éischte Regime setzt dann Hëlfele fest, fir Investissemter am Intérêt vum Ëmweltschutz, déi deenen Entrepreneuren zegutt kommen déi ënner dese Champ d'application an och ënner dest Gesetz hei falen, an déi Investitiounen realiséieren déi eng oder méi communautär Normen dépasséieren, oder wann déi Betriber Investitiounen realiséieren wou keng communautär Norme bestinn, oder awer Investitiounen realiséieren, déi iwwer national Normen erausginn, oder fir sech un nationalen Normen ze conforméieren, déi dann awer méi streng si wéi communautär Normen, an an dem Fall kënnen d'Betriber bis zu 30% Hëlfele kréien.

Et gëtt dann nach een zweete Regime vun Hëlfelefen agefouert, nämlech dee fir Investissemter wat d'rational Nutzung vum der Energie ugeet; an hei kënnen d'Hëlfele bis zu 40% eropgoen.

Drëtzens ass dann nach ee Regime virgesi fir Hëlfelefen an Investissemter, wou et doréms geet, d'Stroumproduktioun eropzesetzen, an dat op Grond vun erneierbaren Energien an och hei kënnen des Hëlfele bis zu 40% ginn.

An da gëtt des Weideren nach ee Regime vun Hëlfelefen agefouert, wou et doréms geet, Investissemter ze ënnerstëtzen a Blockheizkraftwierker, respektiv Cogénération genannt. Och des Hëlfele kënnen bis zu 40% goen, virausgesat, dass d'Rendementskonditiounen effikass genuch sinn.

Fir déi Kleng- a Mëtzelbetriber - an ënner Kleng- a Mëtzelbetriber an dem Gesetz hei verstee een Entrepreneuren, déi bis zu 250 Leit beschäftegen - kënnen dann des Hëlfelefen, déi ech hei genannt hunn, dat heescht vun 30 a vu 40% nach eemol em 10% eropgesat ginn. Des Kleng- a Mëtzelbetriber kënnen awer och nach vun deenen alen Aiden, déi bis zu 15% kënnen goen, profitéieren, wa se sech un déi Normen adaptéieren; virausgesat nodeems des communautär Normen an deenen dräi Joer an dem Land emgesat sinn.

Fir des Hëlfelefen auszebezuete ginn déi zwee Ministeren - et sinn der an dem heite Fall zwee, de Finanzminister an de Wirtschaftsminister - begleet vun enger consultativer Kommission, déi en Avis ka maachen zu deenen Aiden, déi hei ugefrot ginn. Et kënnen och all déi Betriber dovunner profitéieren, déi an der Vergaangenheet op Grond vun dem Gesetz investéiert hunn, virausgesat si hunn eng Demande au préalable gemaach, wou se dunn hir Aarbechten ugefaangen hunn.

Dat Gesetz hei ass da geduecht fir industriell Betriber an awer och fir Dëngschtleeschungsbetriber, ënner der Konditioun, dass se - esou steet et an engem Reglement - eng Influence motrice op déi wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land hunn. Et ass an engem Reglement vun 1997 festgehale, wat fir Dëngschtleeschungsbetriber dat hei sinn.

Mir hunn an der Kommission dann och déi verschidden Avisen duerchgekuckt, souwuel déi vun

der Chambre de Commerce, wéi och déi vun der Chambre des Métiers an dee vum Conseil d'État. Déi Avisen waren duerch positiv, d'Chambre des Métiers huet just bemierkt a gefrot, ob déi Dispositiounen dann hei och géife gëlle fir Handwierksbetriber. Dat ass net de Fall. D'Hëlfele fir d'Handwerksbetriber ginn iwwer een aner Gesetz geregelt, e Gesetz wat och schon am Laf vum leschte Joer déposéiert ginn ass, wat d'Nummer 5148 huet a wat e generelle Kader soll festsetzen, fir en Hëlfele regime ze schafen, deen dann dem Secteur vun de Classes moyennes integral zoukënn.

Et muss een awer do ënnersträichen, dass och dat Gesetz sech op dat Reglement vun der Europäescher Kommission baséiert. Och hei sinn Hëlfelefen zwëschen 30 a 40% virgesinn, déi och em 10% majoréiert kënnen ginn; och nach zousätzlech em 5% wa se ënner de Regime vun enger Region falen, respektiv em 10% wann et sech em PMEen handelt.

No deene Reglementer fir d'Particulieren, déi am Joer 2001 geholl gi sinn, an och mat dem sou genannten a generéise Aspeisungsgesetz, mengen ech, hätte mer, wann dat Gesetz 5148 iwwert de Mëtzelstand d'Chamber hei passéiert hätt, ee kompletten Arsenal a Saachen Ëmweltschutz, rational Nutzung an och Förderung vun erneierbaren Energien a Cogénération fir d'Betriber, ob et Kleng- oder Mëtzelbetriber sinn oder Industrien.

Ech mengen, domat géif Lëtzebuerg un der Spëtzt vun diesen Dispositiounen stoen an an dem Sënn géif ech lech dann och invitéieren d'Zoustëmmung dem Gesetz hei ze ginn.

Merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Emile Calmes, merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an och mündleche Rapport.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut hei ofstëmme, gesäit vir déi bestehend Virschreften aus dem Artikel 7 vum Gesetz vum 27. Juli 1993 iwwert d'Bähëlleferegulung zu Gonschte vum Ëmweltschutz an der rationaler Nutzung vum der Energie ze ersetzen. Bedéngt duerch en neie communautären Encadrement vun de staatleche Bähëlleferegulungen zu Gonschte vum Ëmweltschutz si mer gezwongen eis national Bähëlleferegulung an deser Matière nei ze definéieren.

Ee vun den Hauptpunkten an dem Gesetzestext ass deen, datt et net ze enger Ännerung vun der Loi-cadre vum 27. Juli 1993 kënn, mä et ass e ganz neien Text, deen déi verschidde Bähëlleferegulungen am Beräich vum Ëmweltschutz, vun der rationaler Benetzung vum der Energie, esou wéi am Beräich vun der Energiegewinnung aus erneierbaren Energiequellen regele soll.

Wa mer nëmme d'Dispositiounen vum Artikel 7 am Text vun 1993 géifen änneren, esou hätt dat en direkten Impakt op déi aner Bähëlleferegulungen aus der Loi-cadre, wéi zum Beispill fir d'Fuerschung an d'Entwécklung oder fir Kleng- a Mëtzelbetriber, deenen hir Dispositiounen da selbstverständlech och misse geännert ginn. Fir dese Problemer awer aus dem Wee ze goen ass décidéiert ginn e ganz neien Text ze verfaassen, deen nëmme Bähëlleferegulungen am Beräich vum Ëmweltschutz, der rationaler Nutzung

an der Energiegewinnung regele soll.

Déi verschidde finanziell Bähëlleferegulungen, déi am Gesetzesprojet virgesi sinn, bezéie sech op zwee verschidde Uwendungsbereicher. Engersäits ginn et Hëlfele fir Betriber, déi Mesuren zu Gonschte vum Ëmweltschutz an der rationaler Nutzung vum der Energie huelen, anersäits sinn dat Ënnerstëtzenge fir Betriber déi wëlles hunn Energie aus erneierbaren Energiequellen ze gewannen. Dat éischt Applikationsfeld betrëfft all industriell Betriber, esou wéi Dëngschtleeschungsbetriber.

Projeten zur Energiegewinnung aus erneierbaren Energiequellen kënnen mat enger staatlecher Ënnerstëtzung rechnen, ënner der Konditioun, datt et sech och em Betriber handelt, déi konform zu der Lëtzebuergescher Rechtsgrondlag gegrennt goufen. Ausgeschloss allerdingens - de Rapporteur huet et scho gesot - vun dese Bähëlleferegulungen sinn ausser de Klengen artisanale Betriber, déi iwwert dat nei Gesetz vun der Loi-cadre reglementéiert ginn, d'Sociétés de personnes a Privatleit. Des Leit kënnen allerdingens eng Ënnerstëtzung beim Ëmweltministère ufroen.

Hei konnt ech feststellen, wann een de Site vum Ëmweltministère gekuckt huet haut de Moien, datt d'Reglement ofgeännert ginn ass an zwar esou, datt et guer keng Bähëlleferegulung géife ginn. Bähëlleferegulung fir kleng Photovoltaikanlage bleiwen zu 50% bestoen, mä et ass degressiv ofgeännert ginn. Wann ee kuckt vu véier Kilowatt bis zéng Kilowatt gëtt et net méi 4.000 Euro, wéi dat bis elo war maximal Kilowatt, mä et gëtt nëmme méi 2.620 an dat geet erof bis 50 Kilowatt, wou et nëmme méi 1.590 Euro maximal kënnen ginn. D'Erklärung, déi ech dofir krut, ass déi, datt gréisser Anlage méi rentabel kënnen schaffe wéi kleng Anlagen, esou datt de Payback vu gréisseren Anlage scho bei fënnf bis sechs Joer sech géif rechnen, woubäi kleng Anlage vun nëmme e puer Kilowatt eng Payback-Zäit hätte vun zwielef bis dräizéng Joer.

Déi gréisst Neierung vun deser Gesetzgebung betrëfft allerdingens d'Intensitéit vun deene verschidde Bähëlleferegulungen. Si bedroen 30% fir Investissemter an den Ëmweltschutz a 40% fir Investissemter a rationaler Nutzung vum der Energie, esou wéi fir d'Energiegewinnung aus erneierbaren Energiequellen. Des Tauxen entsprechen dem Taux maximal, deen an de communautären Texten an deser Matière virgesinn ass.

Déi verschidde Chambres professionelles begreisse selbstverständlech, datt fir déi eenzel Bähëlleferegulungen jee weils den héchste Prozentsaz am Gesetzestext zréckbehale gouf. Well de Käschtpunkt vun deene verschidde Investissemter fir Kleng- a Mëtzelbetriber méi schwéier ze droen ass wéi fir grouss Entrepreneuren, kënnen déi verschidde Tauxé fir Kleng- a Mëtzelbetriber, dat heescht Betriber vu manner wéi 250 Leit, wat hei zu Lëtzebuerg, géif ech soen, trotzdeem awer scho relativ grouss Betriber sinn, nach em 10% an d'Luucht gesat ginn.

Investissemter, fir déi eng finanziell Ënnerstëtzung ugefrot ka ginn, sinn zum Beispill Terrainen, nei Infrastrukturen, Gebaier, Installatiounen an Equipementer. Des Investissemter ginn awer nëmme ënnerstëtzt wa se och wierklech dozou bäidroen déi virgeschriwwen Ziler, wéi de verbesserten Ëmweltschutz, déi rationaler Nutzung vum Energien an Energiegewinnung aus erneierbaren Energiequellen, och ze errechen.

Ausserdeem kënnen och ënner bestëmmte Konditiounen Investissemter en actif et en matériel subventionéiert ginn. Esou zum Beispill den Transfert vun Technologien ënner der Form vu Beschaffung vun Exploitationslizenzen

oder techneschem Wëssen, déi brevetéiert oder och net brevetéiert sinn.

Bei deene verschidde finanzielle Bähëlleferegulungen, déi d'Betriber ufroen kënnen, handelt et sech exklusiv em Kapitalsubventionen. Den Zënszouschoss, esou wéi d'Statsgarantie, déi nach am Kadergesetz vun 1993 als Bähëlleferegulatioun virgesi waren, ginn an dem Text net méi zréckbehalen, well am Laf vun de Jore goufen se och weider net ugefrot. Deemno ginn also nëmme méi Kapitalsubventionen ausbezuel.

Zënter der Aféierung vun der Bähëlleferegulung fir den Ëmweltschutz a fir d'Notzung vum der rationaler Nutzung vum der Energie duerch d'Gesetz vum 27. Juli goufen eng 40 Projete finanziell ënnerstëtzt. Zënter 1997 beleef sech de Montant vun den Interventiounen op 2,5 Milliounen Euro pro Joer. Duerch d'Ersetzung vum deene verschidde Tauxé geet de finanziellen Impakt selbstverständlech och an d'Luucht. Ënner der Hypothees, datt d'Unzuel an de Montant vun deenen zukünftigen Investissemter relativ konstant bleibt an a Kombinatioun mat dem neien Interventiounstaux, deen och an d'Luucht geet, kënn een zur Konkusioun, datt sech de Montant vun de finanzielle Bähëlleferegulungen pro Projet verduebelt an datt de Montant vun den öffentlechen Interventiounen an der Moyenne op 6,3 Milliounen Euro eropwuesse wäert.

Ech mengen, Här President, datt diesen Text e wichtige Schrëtt an d'Richtung vum Schutz vum der Ëmwelt ass. Des Bähëlleferegulungen erlaben et selbstverständlech den Entrepreneuren sech un internationalen Normen a Saachen Ëmweltschutz unzepassen. Ausserdeem ka mat Sécherheet och d'Kompetitivitéit vun dem engen oder anere Betriber verbessert ginn. Des finanziell Ënnerstëtzenge kënnen awer och dozou bäidroen, datt mer déi Verpflichtungen, op déi mer am Protokoll vu Kyoto agaange sinn, och erfëlle kënnen.

Et ass, géif ech soen, e gudden Text, deen an de Kommissionssetzung weineg Problemer gemaach huet. Den Text ass och vun der Europäescher Kommission guttgeheescht ginn. Dofir géing ech dann, Här President, och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dem Text ginn.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, wann een enger leschter Ëmfro gleewe kann, déi iwwerens am Optrag vun der Chamber gemaach ginn ass, dann hätt den Ëmweltschutz e relativ héije Stellenwäert an der Gesellschaft, mä wéi dat jo ëmmer esou mat deenen Ëmfroen ass, muss een awer gewësse Reserve vu virera mat umellen.

Tatsaach ass allerdingens, datt mer ouni Zweifel eng Rei vu seriöse Problemer mat der natierlecher Ëmwelt hunn. Eis Gewässerleef sinn net onbedéngt an der beschter Situatioun, an eis Bëscher sinn alles aneschtens wéi kärgesond an d'Klimaverännerung mécht eis och vill Suergen. Also ass et schon evident, datt eng gewëssen nei Denkkultur muss kommen, fir déi Problemer do méi offensiv unzegoen. Dat géllt natierlech virun allem fir déi klimatesch Verhältnissen, an déi gi jo och ze enger Rei vu Spekulationen Ulass.

1995 huet zum Beispill den zweete Rapport vum Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évaluation du climat festgehale, dass menschlecht Wierken u sech schon de Klima géing beaflossen. Sou soll déi global lwwerflächentemperatur bis d'Joer 2100 em 1 bis 3 Grad klammen. Dat wär jiddefalls dee séierste Changement zënter

dem Enn vun der leschter Äiszeit. Am selwechten Zäitraum, esou gëtt spekuléiert, kënn den Niveau vun de Mierer ëm 15 bis 95 Zentimeter an d'Luucht goen. Dat géng mat sech bréngen, an hei referéieren ech mech op Aussoe vun engem eminente belsche Professor, dem Här André Berger, deen de leschte Samschdeg geleeëntlech vun der Journée de l'Ingénieur eng ganz interessant Konferenz iwwert déi Problematik gehalen huet, dass ronn eng Milliard Leit géngen an deem Zäitraum migréieren.

Enger rezenter amerikanescher Etüd no wär nach een neie Phänomen als Konsequenz vum Klimawiessele, dee sech géng bemierkbar maachen, nämlech d'Begëschtegung vun zousätzleche Krankheetserreger. Den Treibhauseffekt, sou gëtt dat an där Etüd duergestallt, géng de Risiko vun Epidemien bei Déieren, Planzen a bei de Mënsche vergréisseren. Dat kann ee jiddefalls an der Zäitschrëft „Science“ noliesen.

Virun allem de leschte Summer, wou mir jo deeglaang Temperaturen ëm déi 40 Grad hatten, ass natierlech déi ganz Diskussioun erëm nei ugekerbelt ginn. Souguer an der Hypothese, dass d'Aerderung net a Relatioun ze setze wär mat dem Ausstouss vun deenen nociv Gasen, virun allem natierlech dem CO₂, mengen ech awer, dass een all Intérêt drun hätt, Efforten ze maachen, fir besonnesch eng Reduktioun vun deene Gasen ze erreechen. Et dierf een och net vergiessen, dass bei der Verbrennung vu fossile Brennstoffe Micro-particulè fräi gesat ginn, déi en direkten negativen Impakt op d'Gesondheet hunn. Ech denken hei besonnesch un déi geféierlech Particules, déi manner wéi 2,5 Dausendstel Millimeter hunn an déi direkt an d'Longe ginn.

(Interruption)

2,5 Dausendstel Millimeter.

Ech wëll nach hiweisen - mäi Virriedner huet dat och ënnerstrach -, dass de Charel Goerens an den Eugène Berger mat hirem Förderprogramm fir alternativ Energien e ganz grouse Succès hunn. Här Clement, esou e grouse Succès, dass mir dee Programm schonn hu missen no ënne revidéieren. Et ass ze begrëssen, dass dee Förderprogramm elo ausgedehnt gëtt op d'Industrie. Mat deem Gesetz ginn déi Betriber, déi Energie aus erneuerbare Quelle gewonnen an dozou bäidroen, dass manner Energie gebraucht gëtt, ënnerstëtzt. Dat ass ouni Zweifel e wichtigen Aspekt vum Klimaschutz.

Dernieft muss een awer och op den ekonomeschen Aspekt hiweisen, well mat der Notzung vu gudden Technologie kann ee vill manner Energie verbrauchen, wat sech natierlech positiv op de Bilan vun engem Betrib auswierkt. Méi ëmweltfrëndlech Produktionsmethoden hunn och e positiven Impakt op d'Gesondheet vun den Aarbechter, en Aspekt, deen een net soll ënnerschätzen.

Natierlech muss en enger fräier Maartwirtschaft ëmmer déi kruzial Fro gestallt ginn, wéiwäit de Stat soll finanziell an de Produktionsprozess agräifen. Viraner ass et wichtig, dass e fiskalesch Ëmfeld geschafe gëtt. Do kann dës Regierung ouni Zweifel op ganz grouse Projeten zréckkucken, well se huet dozou bäidroen, dass mer zu Lëtzebuerg e ganz kompetitiiv Ëmfeld hunn.

Elo kréien natierlech d'Betriber zousätzlech Aiden, wa se Efforten um Niveau vum Ëmweltschutz maachen. Sécher gëtt do en eischter Linn een anert Zil verfolgegt, dat heescht, déi Subventiounen si geduecht fir d'Ëmwelt ze schützen. Wa mir eis als Liberaler och munchmol vläicht méi schwéier di wéi anerer,...

(Interruption)

Här Scheuer, gitt mir eng Chance, mäi Saz zu Enn ze bréngen.

...wat d'Subventionenpolitik ubelaangt, sou mengen ech, dass et an deem heite Fall ouni Zweifel berechtigt ass, Subventiounen ze accordéieren, well se dozou bäidroen e globalt Zil ze erreechen, nämlech eng Verbesserung vun der Ëmwelt unzestriewen. Dat ass ouni Zweifel am Intérêt vun der ganzer Gesellschaft, an dofir ass et och legitim, dass an deem Fall direkt Subventiounen accordéiert kënnen ginn, well den Ëmweltschutz huet e wichtige Stellwäert, wat een nach eng Kéier muss ënnersträchen.

D'DP begrëisst virun allem, dass och um communautaire Plang e Kader geschafe gëtt, fir de Betriber déi Aiden zoukommen ze loosse. Besonnesch am Hëllef op d'EU-Erweiterung ass dat e wichtige Schratt, well et dierf een net vergiessen, dass eng Rei vu Länner an d'Europäesch Unioen erakommen, wou besonnesch um Niveau vun dem Ëmweltschutz nach Problemer bestinn, well et an deene Länner nach vill Fabriken gëtt, déi net onbedéngt mat deem modernste Material équipéiert sinn.

Da muss een natierlech ënnersträchen, dass bei deem Gesetz et net nëmme ëm d'Energie geet, mä och ëm aner Moosnamen am Intérêt vun der Ëmwelt, sief dat d'Protektioun vum Buedem, d'Loft, d'Waasser, oder ganz einfach de Mënsch ze schützen. Virun allem wann een d'Qualitéit vun eise Gewässer analyséiert, stellt ee fest, dass do nach eng ganz Rei vun Efforten gemaach musse ginn.

Ech wëll virun allem op den Aspekt Kaméidi hiweisen, Kaméidi, dee bal omnipresent ass, an dass elo de Betriber d'Méiglechkeet gebuede gëtt, well vill Produktionsprozesser mat engem gewëssene Kaméidi verbonne sinn, fir op deem Gebitt zousätzlech Efforten ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn der Meinung als Demokratesch Partei, dass eng Kapitalsubventioun jiddefalls méi effikass ass wéi eng Zënsbonifikatioun. An d'Tatsaach och, dass an deem Projet de maximal héchsten Taux applizéiert gëtt, ass jiddefalls de beschte Beweis, dass d'Regierung gewëllt ass déi erfollegräich Politik, déi vum Ëmweltministère agesat gouf, wat d'Ënnerstëtzung vun alternativen Energien ubelaangt, weiderzeféieren.

Allerdings muss ech nach op ee Punkt hiweisen. Dëst Gesetz betrëft u sech nëmme déi Betriber, déi dem Wirtschaftsministère ënnerstinn. Mir wëssen, an dat ass och scho virdrun hei gesot ginn, dass parallel e Projet de loi ausgeschafft ginn ass vum Mëttelestandsministère, wou draus ervirgeet, dass virun allem den Handel an den Artisanat mat Sécherheet gewëllt si vill Investitiounen an deem Beräich ze maachen, an dass och si eng berechtigt Forderung kënnen stellen, fir an de Genoss vu Subventiounen ze kommen. Et muss ee sech allerdings d'Fro stellen, ob et net ubruecht wär, fir wierklech eng Kéier haart driwwer nozedenken, ob net solle Wirtschaftsministère a Mëttelestandsministère an enger Hand vereenegt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass awer och dës Messuren effikass kënnen ëmgesat ginn, ass et natierlech wichtig, dass eng gutt Sensibiliséierung vun de Betriber organiséiert gëtt, well et dierf ee jo awer net vergiessen, dass déi Investissementer sech net nëmme virdeelhaft op den Ëmweltschutz auswierke kënnen, mä ouni Zweifel ekonomesch Avantage mat sech bréngen.

An hirem Avis huet zum Beispill d'Chambre de Commerce sech positiv iwwert dës Gesetzesprojet ausgeschwat a gläichzäitig hir Hëllef um Niveau vun der Commission consultative ugebueden. Jiddefalls d'Politik huet all Interesse sech mat Experten ze concertéieren.

Iwwerhaupt muss ee mat Satisfaktioun feststellen, dass entgéint deem, wat munchmol, menger Meinung no fälschlecherweis besonnesch am industrielle Beräich behaupt gëtt, vill Leit gläichzäitig de Reflex hunn Efforten ze maachen, fir d'Nuisancé fir d'Ëmwelt op e Minimum ze reduzéieren.

An deem Kontext kann een zum Beispill aus dem Avis vun der Chambre des Métiers zitieren, déi ënner anerem Folgendes festgehalten huet: „Ainsi la Chambre des Métiers préconise-t-elle depuis longtemps l'utilisation d'énergies renouvelables dans le but d'assurer la protection de l'environnement et peut donc approuver l'adoption d'un régime d'aide amélioré au profit des entreprises.“

Et kann een also als Konklusioun festhalen, dass mat deem Gesetz e weidere wichtige Schrëtt a Richtung méi Ëmweltschutz gemaach gëtt, an dat virun allem un eischter Linn wat de Klimaschutz ubelaangt. Dat ass e Wee, deen net nëmme muss hei zu Lëtzebuerg gaange ginn, mä deen natierlech muss méi eng europäesch Dimension kréien. Et ass evident, dass mir als Demokratesch Partei hantert deem Projet stinn.

Ech wëll ofschléissend mengem Fraktiounskolleeg Mil Calmes merci soe fir säi gudden mündlechen an och schrëfleche Rapport.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetzesprojet ginn d'Regele fir d'Subventiounen fir d'Betriber, déi an den Ëmweltschutz am Beräich rationell Energienotzung an erneierbaren Energien investéieren, geännert.

D'Ofännerung geet iwwert de Wee vun engem Spezialgesetz, dat eigentlech just déi bestehend Bestëmmungen aus dem Gesetz vom 27. Juli 1993 iwwert d'Wirtschaftsentwécklung, den Artikel 7, ersetzt. Dës Gesetzesprojet ass keng eegentlech Lëtzeburger Initiative. Et ass d'Konsequenz, déi direkt Folleg vun enger Décisioun vun der Europäischer Kommissioun vum 26. Januar 2001 - et sinn also elo zimlech genau op den Dag dräi Joer hier - iwwer e verännerte reglementaresche Kader, e verbesserte reglementaresche Kader, wat déi staatlech Hëllef am Ëmweltschutz fir d'Betriber ugeet.

Dës Regierung ass och vun der Europäischer Kommissioun deemools, Ufank 2001, opgefuerdert ginn, déi aktuell Regeln aus dem Artikel 7 vum Gesetz vum 1993 bis Enn 2001 ze begrenzen oder vereinbar ze maache mat deenen neie Regeln. Wat ee muss soen, dat ass, dass dës Regierung sech vill Zäit geholl huet fir dat europäesch Regelwierk an d'Lëtzeburger Recht ze adaptéieren, well se eréischt am Februar 2003, also 13 Méint no dem Délai, dee se vun der Kommissioun gesat kritt huet, dës Gesetzesprojet iwwerhaupt an der Chamber deponéiert huet, a mir sinn dann elo knapp ee Joer méi spéit an der Chamber hei amgang fir dës Ofännerung vun de Bähëllefregelen gutzeheschen. Ech muss soen, dass dat e bëssen erstaunlech ass, dass do relativ lues gehandelt ginn ass. Et mag Ursaache fir dat ginn. De Minister ka vläicht a senger Stellungnahme dorobber agoen, firwat dass sech net un déi Délai vun der Kommissioun gehale ginn ass.

Dat ass bedauerlech, well an deem heite Fall jo dat neit Bréisseler Regelwierk méi gënschteg ass wéi dat aalt Regelwierk vu Bréissel,

well déi maximal Tauxen eropgehewe gi sinn a well also iwwert deen heite Wee dach awer elo zwee Joer, 2002 an 2003, eigentlech d'Betriber net déi Tauxe konnte kréien an deene Joren, déi se hätte kënnen kréien, wann déi heiten, déi nei Dispositiounen schonn a Kraaft gewiescht wäeren.

Dat ass, mengen ech, e kleng Makel, e kleng Schéinheitsfeeler an deem Ganzen, mä et ni ze spéit fir et guttze maachen. An effektiv, inhaltlech ass eigentlech zu deem heiten Text net vill ze soen, well et eng Transposition ass vun deene Méiglechkeeten, déi d'Bréisseler Regelwierk eigentlech deenen eenzelne State gëtt, an d'Regierung huet och dovunner profitéiert fir och déi maximal Tauxen-Hëllef, déi vu Bréissel genehmegbar sinn, och hei an dat nationaal Recht ze iwwerhuelen, quitta dass d'Regierung, egal wéi se zesumme gesat ass, dass den zoustännege Minister ëmmer eng Flexibilitéit huet fir net onbedéngt an alle Fäll - dat war an der Praxis esou - op den absolut maximalen Taux ze goen. Jee no der Investitioun, jee no dem Betrib kann een dat moduléieren, an ech mengen, dass een och déi Flexibilitéit, déi jo alt am bestehenden Text schonn dran ass, an déi och am neien Text dran ass, duerchaus ka vertrieben.

Dës Ëmsetzung ass also, wéi gesot, keng nei, revolutionär Iddi op Initiative vun dëser Regierung, mä et ass eng logesch Konsequenz vun Décisiounen, déi vun der Europäischer Kommissioun zu Bréissel geholl si ginn. Woubäi een effektiv muss feststellen, an déi Diskussioun hate mer och an deene viregte Regierungen, dass dat heite sech och aschreift an eng Reorientéierung eigentlech vun deem gesamte Regelwierk vun der Europäischer Kommissioun wat d'öffentlech Bähëllef fir d'Betriber ugeet, wou no an no déi flächendeckend Regimer ofgeschafft si ginn iwwert d'Joren, ofgebaut a schliesslech zum Deel ofgeschafft si ginn, just nach regional funktionéieren, a wou à contrepartie ëmmer méi cibléiert Hëllef méiglech gemaach si ginn an eenzelne Beräicher, wou doduerjer och deen Taux da konnt no uewe gehéicht ginn.

Et war ëmmer d'Politik vun de Regierungen, ech mengen dat war och déi vun dëser Regierung, fir ze kucken do eng maximal Zuel vu Betriber kënnen an déi Hëllef eranzekréien, an duerfir war ëmmer am Fong d'Meenung et sollt ee kucken esoulaang wéi méiglech deen allgemenge Regime ze halen, esou wäit dat méiglech ass, a vläicht net déi Spezialregimer voll auszuschöpfen, fir net iwwert déi maximal erlaabte Grenzen ze kommen. Elo falen déi allgemeng Regimer ewech an elo ass also Fräiraum do fir eigentlech an deene Spezialregimer, sief dat am Ëmweltberäich, sief dat och am Beräich Recherche et développement, dann effektiv déi maximal Tauxen ze iwwerhuelen.

Wat mer opgefall ass: Am Exposé des motifs zu deem Projet de loi bekennt sech d'Regierung ausdrécklech zu den europäesche Regeln an där doter Fro, zu där Richtung wéi d'Europäesch Kommissioun dat Regelwierk vun de Subventiounen fir Betriber festleet. An zwar seet d'Regierung dass se d'accord wär, dass am Prinzip solle weider am Allgemengen d'Hëllef fir d'Betriber erfogesat ginn, d'Subventiounen fir d'Betriber also sollen erfogoen, mä dass een ewech soll kommen och vun engem allgemengen Hëllefssystem an hin zu enger Hiféierung vun deene Subventiounen geziilt a sou genannten horizontal Domänen, wéi zum Beispill dann och hei den Ëmweltschutz.

Interessant ass jo och hei, dass Hëllef an hei virgesi sinn net nëmme am Beräich vun der rationeller Energienotzung, mä och am Beräich vun der Stromproduktioun, op Grond vun erneierbaren

Energien. Dat ass mengen ech de Corollaire zu deem Hëllefmechanismus, Subventionsmechanismus, dee mer fir d'Privatpersounen hei zu Lëtzebuerg kennen, deen d'Regierung jo amgaangen ass ze adaptéieren op Grond vun den Erfahrung vum deenen eischten zwee Joer. En Hëllefmechanismus, deen awer fir d'Privatpersounen ausleeft um Enn vun deem Joer. Hei gëtt elo e Mechanismus virgesi fir d'Gesellschaften, déi déi also eng Gesellschaftsform hunn an déi erneierbar Energie produzéieren.

Meng Fro ass, well deen heite Projet scho méi laang deponéiert war, wou eigentlech déi Entwécklung net viruszegesi war wat d'Privat-haushalter ugeet, notament am Beräich vun der Photovoltaik: Wéi steet et elo hei mat de Betriber? Sinn déi Tauxen, déi hei an deem Gesetzesprojet drastinn, nach realistesche? D'Regierung huet jo am Prinzip decidéiert fir d'Hëllef fir d'Photovoltaik erfzesetze wat d'Particulieren ugeet. Hei ass nach ëmmer den alen Text wat elo d'Sociétéiten ugeet. Ass do och geduecht dann deen Taux vläicht net voll auszuschöpfen? Ech hätt also gär an och do eng Äntwert wéi d'Regierung logescherweis verfiert an deem Beräich vun der Photovoltaik.

Si gëtt manner fir d'Privatpersounen, déi esou Installatiounen ariichten. Da wier et eigentlech och logesch, an hirem Logik zumindest, fir dann och d'Hëllef fir d'Sociétéiten erfzesetzen. Well soss schafft een eigentlech zwee verschidde Regimer, an dat géif eigentlech dem Gläichheitsprinzip, wéi en an der Verfassung verankert ass, widerstreewen. Ech wär also och frou wann ech op déi dote Fro kënn eng Äntwert vun der Regierungsbänk kréien.

Wichtig schéngt et mer ze sinn, dat war eng Diskussioun, déi ech 1993 hat, wéi mer an der Regierung iwwert den Artikel 7 diskutéiert hunn, deemools, mam deemolege Wirtschaftsminister, dass déi spezifesch Hëllef, déi de Stat hei gëtt, an déi kënn jo relativ substantiell si fir den Ëmweltberäich a fir den Energieberäich, dass déi awer u strikt Kriteere musse gebonne gi wat den Ëmweltschutz ugeet, wat den ökologesche Wäert vun deenen Investissementer do ugeet. Et dierf net sinn, dass, wann een en einfachen Ëmweltstandard mécht, ouni en zousätzlechen Effort ze maachen als Betrib, een dann héichprozenteg Subventiounen asäckelt.

Wat wichtig ass, an dat ass jo och hei festgehale ginn, och wann dat eng relativ verkorkste Formulierung ass, dat ass, dass een eigentlech am Prinzip muss, wann Norm bestinn, iwwert déi Normen eigentlech muss komme mat deenen Investissementer, déi een am Ëmweltberäich als Betrib tätég, an dann eréischt kritt en zousätzlech staatlech Bähëllef. Een deen de strikte Minimum mécht, wéi déi europäesch oder déi national Regelung dat virgesäit, deen dierf eigentlech a priori net an de Genoss vun deenen héije staatleche Bedeelegunge kommen. Wie mécht wéi dat wat e muss maachen, dee soll gehollef kréien.

Ech géif mer wënschen, dass iwwert dat eraus wat bis elo ausbezuelt ginn ass, iwwert den heitegen Artikel 7 vum Gesetz vum 1993, mat där neier Regelung méi Betriber, méi Projete kënnen an de Genoss vun deenen Hëllef kommen, ouni de Standard natierlech erfzesetzen.

Wann een déi Zuele kuckt, dat ass awer relativ bescheiden: am Joer 1999 0,3 Milliounen Euro, 2000 0,9 Milliounen Euro, 2001 0,5 Milliounen Euro. Wann een dat vergléicht mat deenen Investissementer am Industrieberäich, well et ass jo haaptsächlech d'Industrie, déi heivunner profitéiert, da sinn dat Peanuts, wann ech dat kann esou soen. Do musse gemeinsamen Ef-

forte gemaach ginn. Et ass net d'Haaptschold vun der Regierung, mä do sinn d'Betriber selwer och gefuerdert fir méi ze maachen an deem Beräich.

Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass e Betrib, deen an déi modernsten Techniken am Ëmweltberäich investéiert, herno insgesamt vum Techneschen hier e moderne Betrib huet, e wettbewerbsfähige Betrib an e Betrib, deen iwwer laang Jore Chancen huet sai Match an der Wirtschaft ze maachen. Et ass an deem Sënn, wou mer hoffen, dass deen heite Projet wäert gräifen a mer am Ëmweltschutz och um betriebléche Plang e Stéck virukommen.

Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och e Merci un all déi Leit, déi un deem Projet matgeschafft hunn an u meng Virriedner. Si erlabe mir net méi brauchen op alles am Detail anzegeen.

Mat deem Projet ginn nei Regeln agefouert fir finanziell Hëllef u Betriber. Op Investitioune fir d'Ëmwelt ze schouwen, fir d'Energie rationell ze notzen a fir erneierbar Energien ze produzéieren, gëtt e maximale Wäert ugewannt.

Den ADR ënnerstëtzt dës Initiativ wéinst hirer Bedeitung fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land a wéinst der Noutwendegkeet weltwäit, also och bei eis, nei a regenerativ Energiequellen ze förderen an d'Ëmwelt ze erhalen. Den ADR wäert herno dese Projet matstëmme. Leider huet et e puer Joer ze laang gedauert ier d'Regierung gehandelt huet. De Betriber ass vill Hëllef versot bliwwen duerch d'Vertreter vum der Regierung.

Am Artikel 1 steet wéi déi geplangte Bähëllef ausgesäit. Et ass gesot ginn, et soll eng finanziell Hëllef fir d'Industriebetriber sinn, déi hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg hunn, wa se eppes ënnerhuele fir d'Ëmwelt ze schützen, oder awer fir Déngschleeschtungsbetriber, déi en dreiwenden Afloss op déi wirtschaftlech Entwécklung hunn.

Et soll eng finanziell Hëllef gi bei Investitioune fir Energie aus erneierbaren Energiequellen ze produzéieren, wann de Betrib als Handelsgesellschaft no Lëtzebuerg Recht hei niddergelooss ass. Besser wier et an den Ae vum ADR gewiescht, wann och d'Handwerksbetriber an de Genoss vun dësen Hëlfelefen hätte kënnen kommen. Dëst verlaangen d'Handwerkskammer, d'Handelskammer, grad esou wéi de Statsrot. Mä wéinst der Kompetenztrennung vun de verschiddene Ministären - schwaarz fir de Mëtzelstand, blo fir d'Industrie - ass dat hei am Land leider net méiglech.

Der Vollstännegkeet halber sief gesot, dass de Wirtschaftsminister mengt, dass mam Gesetzesprojekt 5148 vum zoustännegge Minister vum Mëtzelstand genuch Hëllef fir d'Handwierk ënnerwee wär.

Am Artikel 2 sinn eng Rei vun Definitioune festgeluecht op déi ech hei net am Eenzelne brauch anzegeen. Wat fir Investitioune a Fro kommen a wéi héich dës sinn, ass an den Artikelen 3 bis 6 festgeluecht an ass och do nozeliesen. Och hei wéi esou oft muss bemängelt ginn, dass d'Regierung déi Reglementer nach net virgeluecht huet, déi d'Héicht vun der Bähëllef an d'Aktivitéiten, déi ënnerstëtzt ginn, am Detail festleeën.

Weider gëtt am Artikel 7 eng Erhéijung vun 10% op der Bähëllef virgesinn, wann et sech ëm e klengen oder mëttlere Betrib dréint. Den ADR begréisst dëst, well et jo grad dës Kleng- a Mëtzelbetriber sinn, déi haut nach am meeschte fir eise

wirtschaftlechen Erfolleg maachen an dobäi ganz gewaltig ënnert de staatlechen Oplagen ze leiden hunn.

Op d'Artikelen 8 an 9 brauch ech net méi am Detail anzegeen. Dat hu meng Virriedner genuch gemaach. Festgeluecht gëtt hei wéi eng Zorte vun Investitioune fir Bähëllef a Fro kommen, a wat fir Betribskäschte fir d'Berechnung vun der Hëllef matgezielt därefer ginn. Dëst ass och am beschten am Text nozeliesen.

Am Artikel 10 kréie Kleng- a Mëtzelbetriber eng Iwwergangsperiod vun dräi Joer zougestane an Héicht vu 15% vun de Käschten, wann nei europäesch Normen ugeholl ginn.

Ënnert wéi enger Form d'Hëllef virgeholl gëtt, steet am Artikel 11. Déi zoustänneg Ministere kënnen dës Hëllef fir Investitioune verdeelen, nodeems se en Avis bei enger berodender Kommissioun gefrot hunn. Zesummesetzung an Aarbechtsweis vun dëser Kommissioun mussen per Reglement festgeluecht ginn. Och dëst Reglement ass nach net do.

Den Artikel 12 seet, dass d'Demandé mussen gemaach ginn ier gebaut oder investéiert gëtt.

Am Artikel 13 gëtt d'Prozedur festgeluecht wéi d'Kommissioun schafft.

Da gëtt nach am Artikel 14 festgeluecht, dass dës Hëllef a bestëmmte Fäll zréckbezuelt muss ginn. Zum Beispill, wann am Zäitraum vu fënnf Joer d'Investitioune net gebraucht oder aneschters wéi virgesi genotzt gi sinn.

Am leschten Artikel, dem Artikel 15 gëtt festgeluecht, wat fir Ministeren zoustänneg si fir dës Hëllef ze organiséieren. Et sinn dat de Wirtschafts- an de Finanzminister. Dozou eng Bemierkung aus der Erfahrung vum wierkleche Liewen eraus, esou wéi eis Betriber et müssen iwwer sech ergoe loosse. Den ADR hofft, dass heimat dese Betriber net eng zousätzlech administrativ Belaaschtung vun der Verwaltung operluecht gëtt an dës Hëllef zügeg an onkomplizéiert ausbezuelt ka ginn, ouni jorelaang Verspéidung, wéi dat haut nach virkënn.

M. Henri Grethen, Ministere de l'Économie. - Dat ass dach net wouer!

Et ass net, well Dir et op der Chambertribün sot, dass et wouer ass. Sot mer een Industriebetrib, deen hatt misse waarden. Een!

Sot mer een, elo direkt. Dir hutt gesot si misste waarden!

M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, den Här Minister freet e Betrib ze nennen.

M. Henri Grethen, Ministere de l'Économie. - En Industriebetrib.

M. Fernand Greisen (ADR). - Ech wäert dem Här Minister e Betrib privat nennen, well ech kann et net verantworten, dass e Betrib och nach en décke Kapp gemaach kréich vun der Verwaltung, well en hei öffentlech genannt gi wär.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ADR wäert dese Projet matstëmme, well et méi wéi jee noutwendeg ass eis Betriber ze ënnerstëtzen an an d'Ëmwelt ze investéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet weist eis, wou et an Zukunft an der EU nach méiglech wäert sinn iwwer staatlech Subsidien nei Nischen opzebauen. Dat ass virun al-

lem am Ëmwelt- an Energieberäich.

Et ass virauszegesinn, dass am Bannemaart mëttelfristeg déi eenzeg staatlech Bähëlfelefen, déi nach toleréiert wäerte ginn, déi aus dem Ëmwelt- an Energieberäich sinn, an dofir fanne mir et als Gréng schued, dass dës Regierung net konsequent op dës Méiglechkeete gesat huet fir Betriber mat deem Ëmweltargument op Lëtzebuerg ze lackelen. Mir fannen et schued, dass dës Regierung an hirer Diversifizierungspolitik net konsequent op den Ëmweltsektor gesat huet. Mir fannen et och schued, dass dës Regierung mol net usazweis eng Strategie entwéckelt huet, fir d'Méiglechkeeten, déi d'Kommissioun eis am Beräich Ëmwelt nach léisst, maximal auszenotzen.

Mir hunn dat Gefill, dass dës Regierung den Ëmweltfaktor nach ëmmer als e Käschtefaktor ugesäit an net als eng Chance, fir mir an der Spëtzt vun engem Sektor ze stoen, dee mat déi gréisste Wuessenschancen an Zukunft, an deenen nächste Jorzéngte wäert hunn.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Ännert dëst Gesetz dës, an eisen Aen, bedauerlech Situatioun? Mir mengen, dass dat net grondleeënd sécher wäert sinn, mä zumindest liwwert et déi theoretesch a finanziell Grondlag fir d'Entwécklung an eng besser Richtung ze steieren.

Mir soen awer grad esou kloer, wann net parallel zu dem Vote vun deem Gesetz eng Strategie entwéckelt gëtt, fir den Ëmweltsektor systematesch opzebauen, wann net Strukturen opgebaut gi fir d'Méiglechkeeten, déi dëst Gesetz bitt, dobaussen ze verkaufen, wann net praktesch Reesender mat deem Instrumentarium iwwer Land zéie bei d'Betriber, fir hinnen ze soen, wat alles u Méiglechkeeten ass, a schlussendlech wann net och e Mentalitéitswandel bei de politesch Verantwortlechen a bei de Chef-d'entreprisë kënn, da wäert dëst Gesetz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Artikel 7 aus dem Gesetz vun 1993 zu engem groussen Deel Lettre morte bliwwen.

Den Här Bodry huet elo grad hei Zuelen op den Dësch geluecht. Ech sinn him dankbar dofir. Wann ee vergläicht, wat generell un Aiden un d'Économie ausbezuelt gëtt iwwert d'Gesetz vun 1993, a wann een da kuckt wéi minimal déi Montanten opgrond vum Artikel 7 sinn, dann huet een d'Gefill, dass do wierklech keng Strategie hannendrun ass, dass do net offensiv d'Méiglechkeete vum Artikel 7 genotzt ginn.

Ech wëll nach eng Kéier betounen: Net eleng d'Regierung, mä och eng Rei Chef-d'entreprisen hunn nach ëmmer net erkannt, dass Ëmwelt och e ganz wichtige Bestanddeel vun hirer Strategie d'entreprise ka sinn, mä och misst sinn, fir an engem ëmmer méi komplizéierten Ëmfeld ze iwwerliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wäerten dëst Gesetz trotz allem stëmme, obwuel och mir et besser fonnt hätten, wann och den Handwerksberäich hatt kënnen direkt iwwert dëst Gesetz vun dësen Aidë profitéieren. Mä wéi dat dann zu Lëtzebuerg ass, wou all Minister gär seng eege kleng Bréidercher baakt an och selwer nach u seng spezifesch Clientèle verdeelt, si mer dann elo mam Phänomeen konfrontéiert, dass eigentlech net manner wéi fënnf, wann och de Finanzministère nach derbärechnen, sechs Ministären iergendwéi am Energieberäich matméschen. Den Ëmweltministère fir déi Privatleit, den Energieministère fir d'Betriber, de Wirtschaftsministère fir déi industriell Betriber, de Mëtzelstand fir de Mëtzelstand a schlussendlech nach de

Landwirtschaftsminister fir de Biogas.

Här President, do ass et kee Wonner, wa mer e risegen Duercherneen dobaussen hunn, do ass et kee Wonner, wa kee Mënsch sech méi dran erëmfennet an dat dréit sécherlech och net dozou bäi, dass mer eng Investissementssécherheet hunn, dass d'Leit wësse wou se sech solle wenden, dass se a relativ kuerzer Zäit gutt berode ginn an eigentlech maximal vun all deenen Aidë kënnen profitéieren. A wann do sou vill Käch probéieren eng Zopp ze kachen, da brauch ee sech net ze wonneren, dass eng kloer a kohärent Strategie am Energieberäich an dëser Legislaturperiode net méiglech war. Mä vläicht léiert eng nächst Regierung aus dese Feeler a schafft vläicht e staarken Energieministère, deen all Kompetenzen an deem Beräich regruppéiert an dee vläicht a Personalunion vun engem Ëmweltminister gefouert gëtt.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Aen ass d'Energiefro am 21. Jorhonnert keng Käschtefro, mä eng Ëmweltfro. Jo eng Fro. An ouni wëllen hei den Däiwel un d'Wand ze molen, eng Fro vum Iwwerliewe vun der Mënschheet. An een dee mengt - an ech mengen an dëser Regierung gëtt et där leider awer nach e puer -, et wär ëmmer nach just eng Wirtschafts- a Käschtefro, deen huet d'Zeeche vun der Zäit an eisen Aen nach net erkannt. Meng Hoffnung ass awer, dass an de Betriber ëmmer méi Leit d'Zeeche vun der Zäit erkennen a fir déi Leit kann dëst Gesetz e wäertvollt Instrument sinn an dofir wäerte mir, wéi gesot, et och stëmme. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministere de l'Économie. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dësen Text eigentlech richtig ze verstoen, kommen ech net derlaanscht, fir ze rappeléieren, dass um europäesche Plang d'Subventiounen am Industrieberäich prinzipiell verbuede sinn an nëmme an Ausnahmefäll rechtens sinn: dat gëtt surveilléiert vun der Kommissioun. An hei an deem Fall hate mer e Regime a mir hu vun der Kommissioun matgedeelt kritt, dass deen net méi ënnert där Form weiderzeféiere wär. An dofir hu mer missen en neien Text ausschaffen, dee kompatibel war an ass mat deem neie communautaire Encadrement an där Matière.

Mir hu fir d'éischt - an dat ass eng vun den Äntwerten, déi ech dem Här Bodry wollt ginn -, nodeem mer eisen éischten Text ausgeschafft haten, an intensive Kontakter mat der Kommissioun gekuckt, ob mer en Text géife kréien, ob mer en Text redigéiert hätten, deen den Accord vun der Kommissioun géif fannen. An eréischt nodeem mer offiziös matgedeelt kritt haten, dass deen Text, dee mir ausgeschafft haten, den Accord vun der Kommissioun géif kréien, hu mer deen Text offiziell hei an der Chamber ageerecht. An Dir hutt an Ärem Document parlementaire jo och déi offiziell Äntwert, déi 2003 vun der Kommissioun kouw, wou se dee Regime, dee mir haut der Chamber zum Vote proposéieren, akzeptéiert hunn.

Mir wëssen natierlech - an dat ass eng zweet Suerg, déi den Här Bodry geäussert huet, mä anerer och, awer besonnesch den Här Greisen an enger manner héiflecher Form, well hie gemengt huet e misst dorauer der Regierung natierlech erëm e Stréck dréinen -...

(Interruption)

Et ass keng schéi Welt, Madame Wagener an deemno wéi ee se gesäit, da leeft een net esou gutt.

Une voix. - Et war och net besser wéi Dir an der Opposition waart.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Koepf (ADR). - Et ass awer elo besser ginn.

M. Henri Grethen, Ministere de l'Économie. - Merci, Här Koepf.

(Hilarité)

Här President, dësen Text gesäit ausdrécklech vir, dass all Demanden, déi nom 1. Januar 2002 ageerecht goufen - an dat ass eng Ausnahm - réckwierkend subventionnabel sinn. De Prinzip ass - an dat ass en Ennerscheid tëschent der Loi-cadre vun der Industrie an där vun de Classes moyennes, et goufen ëmmer zwou Lois-cadres, déi scho bestanen hunn éier de Ministère vun der Économie an dee vun de Classes moyennes getrennt gi sinn, eng spezifesch fir d'Industrie an eng fir d'Classes moyennes -, dass et ëmmer esou war, dass an der Industrie d'Projeten, d'Demandé mussen erakommen éier Der de Projet ufänkt. An de Classes moyennes kënn Der eng Demande fir eng Hëllef maachen, och wann de Projet schonn ofgeschloss ass. An der Industrie muss Der am Viraus ufroen. A mir hu selbstverständlech all Industriebetrieb, dee suszeptibel ass ënnert dës Dispositiounen ze falen, dorüwer informéiert, dass mer eréischt nom Vote vum Gesetz kënnen deen Deel vun der Aide, deen dat hei betrëfft, festleeën.

An da wollt ech eppes Drëttes soen, well den Här Gira dorobber agaan ass, Här President. Hei geet et net drëms duerch dëst Gesetz eng Industrie ze förderen, déi am Ëmweltberäich tätég wier, hei geet et schonn drëms Industrie-Entreprisen ze hëlfelefen...

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Et kéint ee jo awer vläicht béides kombinéieren.

M. Henri Grethen, Ministere de l'Économie. - Neen, Här President, dat ass net méiglech, den Encadrement communautaire léisst dat net zou. Mir hunn als Land net dat Recht.

Ech sinn zum Beispill interesséiert drun, eng Entreprise op Lëtzebuerg ze bréngen, déi an der Photovoltaik tätég wier, well mir jo als Land Weltmeeschter sinn an der Photovoltaik. Ech sinn also drun interesséiert, fir eng Entreprise op Lëtzebuerg ze kréien, déi esou Equipement géif hei zu Lëtzebuerg hirstellen. Ech därefer - also net ech, mä de Ministère oder d'Regierung - awer esou enger Entreprise net déi maximal Tauxe ginn, déi hei virgesi sinn, mä därefer ëmmer nëmme an Kader vum Encadrement communautaire bliwwen, dat heescht, dat, wat elo an der Loi-cadre virgesinn ass.

Mir kënnen do net dee Plaffong vu 15% no uewen iwwerschreiden, wéi dat an deem Text virgesinn ass. Dat hei ass spezifesch nëmme fir Equipement, fir Installatioune, déi iwwert déi Basisnorm erausginn. An nëmme deen Deel oder deen Equipement ass subventionnabel an et ass net automatéisch, wann ee mengetwegen, huele mer emol un eng Photovoltaikinstallatioun als Industriebetrieb op sän Daach mécht, dass ee 40% kritt. Et muss e kucken, wann am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Autorisatioun géif gesot ginn, mä dat do muss gemaach ginn, dann ass dat de Standard an da muss ee kucken, wéi dat agencéiert gëtt.

Da gëtt och, Här President, vun eenzelne Riedner gesot, déi Montante wiere relativ kleng. Dat huet ënner anerem domadder ze dinn, dass mer do déi zwee Regimer mussen mateneen harmoniséiere loosse. A wann, well dat och ugeschwat ginn ass, och vum Här Gira, vun de Privathaushalter, e Privatstot oder e Privatmann, mengetwegen an d'Photovoltaik investéiert, dann hat deen ënnert dem Regime, wéi en an der Vergaangenheit war, eng Subventioun ze-

gutt op där Installatioun déi e gemaach huet. En huet do dernievent de garantéierten Einspeisepräis kritt, wou d'Fräen iwwert de Fonds de compensation gedroe ginn an e kritt während enger Rei Joren e Subsid vum engem gewesene Montant.

En Industriebetrieb ka selbstverständlech gegebenfalls och e Subsid kréien op der Energie, déi e produzéiert, mä de Montant maximal vun der Hëllef däerf net iwwer 40% vun der Installatioun erausgoen, sou dass et eigentlech méi einfach fir de Betrib ass, wann en op de garantéierten Einspeisepräis verzicht, wann e verzicht op eng Subventioun op där Energie, déi e produzéiert, an eenzeg an eleng op der Installatioun Subsiden uffreet. Mä dat muss de cas en cas diskutéiert ginn.

Bleift dann natierlech de Problem, well mer zwou Gesetzgebunge kréien. Et ass well den Här Greisen sech och Suerge gemaach huet doriwwer, et ass relativ einfach. Deem seng Handelermächtigung vum Wirtschaftsminister ënnerschriwwen ass, dee weess, dass en an deemem Gesetz ass. Deem seng Handelermächtigung vum Mëtzelstandsminister ënnerschriwwen ass, dee weess, dass d'Gesetzgebung vum Mëtzelstand do applicabel ass. Dat dierften also keng Schwieeregkeete sinn, fir dat Gesetz och am Chef vun de Chefs d'entreprises, well mer sollen déi net ëmmer als mannerjähreg ugesinn, ëmzesetzen.

Dat gesot, Här President, freeën ech mech driwwer, dass mer esou eng breet Zoustëmmung zu deem Text kréien. Ech kann och der Chamber soen, dass mir, soubal dat publizéiert ass, toutes affaires cessantes, wäerten dofir surgen, dass mer déi Kommissiounen - a si sinn net verschidde vun deenen, déi elo am Zesummenhank mat der Loi-cadre funktionéieren - esou séier wéi méiglech wäerten asetzen, fir dass d'Betriben, esouwäit wéi se op déi Hëllef waarden, esou séier wéi méiglech an de Genossen vun den Dispositiounen vum Gesetz kommen.

Merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5099 a mir stëmme driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 18 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de virleiende Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Théo Stendebach), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Georges Wohlfart), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Kolleeginnen a Kollegen, mir géingen dann elo nach de Bericht-

erstatte vum Projet de loi 5154 lauschteren an da fir haut Schluss maachen a muer de Moie weiderfuere mat der Discussion générale.

D'Wuert huet elo de Berichtstatter vum Projet de loi 5154, den Här Emile Calmes.

12. 5154 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. Emile Calmes (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetz 5154 ännere mer dat Gesetz vum 24. Juli 2000 ëm, wou et ëm d'Organisatioun vum Stroummarché geet, wou mer sengerzäit an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung déi Direktiv aus dem Joer 1996, déi sou genannt Stroumliberaliséierungsdirektiv, agefouert hunn. E Gesetz wat mer awer och deemnächst erëm mussen ëmänneren, well schonn erëm eng nei Direktiv do läit a wou mer dann enger Emstänn nach eng aner Direktiv kënnen matverschaffen, nämlech déi sou genannt Cogénérationensdirektiv, well och do ass d'Kommissioun amgaangen eng auszeschaffen. Nun, firwat, a wat ännere mer u sech un deem Gesetz hei?

Dat Gesetz berout op enger anerer Direktiv aus dem Joer 2001, wou et ëm d'Promotioun vun der Stroumproduktioun geet op Grond vun erneierbaren Energien. Des Weidere ginn eng Partie Retouchen um Gesetz gemaach, déi awer elo net déi allergréisste Wichtigkeet hunn. Nun, ëm wat geet et an där Direktiv?

Éischtens geet et drëm national Objektiv festzesetzen, Objektiv, déi awer nëmme indikativ sinn. Esou huet zum Beispill d'Europäesch Gemeinschaft an hirem Wäissbuch virgesinn, dass si den Undeel vu Stroum, deen op Grond vun erneierbaren Energie produzéiert gëtt, bis d'Joer 2010 op 12% wëllt erhéjen. Lëtzebuerg huet sech engagéiert fir en Taux vu 5,7%.

Wéi gesot, d'Regierung mengt och, et wier net lüch dësen Taux ze erreechen, mä loosse mer emol um

Enn vun der Zäit kucke wat fir eent vun all deene Länner, déi sech zu méi engagéiert hunn, méi wäit komm ass wéi Lëtzebuerg. Fir mech si mer op jidde Fall hei um richtege Wee.

Des Weidere gesäit déi Direktiv vir, dass periodesch Rappore sollen der Kommissioun presentéiert ginn iwwert d'Realisatioun en vue vun dësen Objektiv. Dës Rappore sollen an deem Sënn analyséiert ginn, fir dann déi Objektiv, déi indikativ sinn, vläicht duerno obligatoresch kënnen ze maachen.

Des Weidere wëllt déi Direktiv d'Basis leeë fir deen zukünftigen europäesche Regime vun Hëlfelefen an Ennerstëtzen, wat d'erneierbar Energien ugeet. Bis dohinner ginn dës Hëlfelefen national geregelt an no enger Zäit ginn dann op Grond vun deene Rapporen dës Hëlfelefen évaluéiert an op Grond vun deenen Erfahrungen, déi do gemaach gi sinn, gëtt dann decidéiert fir en europäesche Regime ze maachen. Den Datum, wéini dat dat soll gemaach ginn, ass op de 27. Oktober 2005 fixéiert ginn, wou d'Europäesch Kommissioun sech dann domat wëllt befaassen.

Dat zweet wat awer dës Direktiv gäre vun de Länner hätt, dat ass, dass eng Garantie d'origine fir Stroum, deen op Grond vun erneierbaren Energie produzéiert gëtt, agefouert gëtt. Et ass elo net ze verwiessele mat de Certificats verts. D'Certificats verts waren u sech geduecht fir en europäesche Marché vu Stroum ze maachen, deen op Grond vun erneierbaren Energie soll gemaach ginn. Dat ass nach net de Fall. Mä et ass u sech en éischte Schratt an déi Richtung. Et geet hei drëm d'Produktioun vu Stroum op Grond vun erneierbaren Energie méi transparent ze maachen an esouwuel dem Distributeur, dem Transporteur, wéi awer och dem Endkonsument ze erlaben an d'Garantie dann och ze ginn, dass dee Stroum wierklech op Grond vun erneierbaren Energie produzéiert gëtt.

Déi Direktiv seet de Länner dann och, dass se sollen hir Autorisationsprozeduren iwwerschaffen, fir esou déi reglementaresch, awer och déi net reglementaresch Hindernisser aus dem Wee ze räumen, an hei soll och periodesch doriwwer rapportéiert ginn.

Niewent der Garantie d'origine an der Autorisationsprozedur ass dat hei dann eng vun deenen Disposi-

tiounen, déi mir an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung iwwerhuelen, ganz einfach andeem dass mer eng Autorisation um Niveau vun deem Gesetz ofschafen, fir d'Produktioun vu Stroum op Grond vun erneierbaren Energien. Et bleiwen awer nach déi Dispositiounen, déi am Kommodosgesetz stinn an et sinn déi, déi jo vum Umweltministère da kontrolléiert ginn.

Déi verschidde Staten hu sech dann och engagéiert dem Stroum, deen op Grond vun erneierbaren Energie produzéiert gëtt, eng Garantie ze ginn, dass deen och en Accès op de Marché iwwerhaupt huet an dass deen op deem Niveau transportéiert, dann och verdeelt ka ginn. Hei hunn d'Länner de Choix entweder e juristesche Kader ze setze oder awer, dass déi verschidde Transport- a Verdee-lerbetreiber sech gemeinsam Regele ginn, wéi et sech mat der Prise en charge vun deene Käschten huet, déi doduerch entstinn, dass Raccordements- oder Renforcementsinfrastrukture mussen adaptéiert ginn, wann nei elektresch Anlagen ugeschloss ginn.

Voilà, dat gesot, wëll ech drun erënneren, dass d'Regierung sech drop beschränkt an deemem Gesetz just technesch Adaptatiounen ze maachen. Iwwerens huet den Umweltminister de Volet Objectif indicatif op där enger Säit an och fir de Rescht d'Procédure d'autorisation iwwert d'Kommodosgesetzgebung.

Dëst gesot, mengen ech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee soen, dass dat hei e Gesetz ass, wat an Zukunft e positiven Afloss op d'Entwécklung vun der Produktioun vu Stroum op Grond vun erneierbaren Energien an der Europäescher Gemeinschaft wäert hunn. Zu Lëtzebuerg ass dat zanter véier Joer schonns de Fall. An deem Sënn géif ech lech invitéiere muer deemem Gesetz Är Zoustëmmung ze ginn.

Merci.

M. le Président. - Kolleeginnen a Kollegen, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Diskussioun an de Vote iwwert de virleiende Projet geschéien an der Sitzung vu muer. Déi Sitzung fänkt um néng Auer un.

D'Sitzung vun haut ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.02 heures)

Chamber TV



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19.00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications

2. 5154 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité (suite)

(Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

3. 5107 - Projet de loi portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 4752B - Projet de loi portant approbation du Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. Intervention de M. Jean-Paul Rippinger

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Henri Grethen, Ministre; M. Eugène Berger, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.05 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hunn dann der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 27 janvier 2004, les projets de loi suivants:

1) Projet de loi N° 5286 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003.

2) Projet de loi N° 5287 portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003.

3) Projet de loi N° 5288 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région de Bruxelles-Capitale, signé à Luxembourg, le 29 octobre 2001.

4) Projet de loi N° 5289 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté germanophone de Belgique, signé à Luxembourg, le 19 novembre 2002.

5) Projet de loi N° 5290 portant approbation

- d'une Déclaration solennelle, exprimant la volonté du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique de renforcer leur coopération sur la base des liens de confiance qui se sont développés dans le passé,

- du Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Bru-

xelles, le 18 décembre 2002, et de la nouvelle Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise en résultant,

- du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation de la Convention établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools, du 23 mai 1935,

- du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole spécial entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963,

- du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à l'association monétaire et de son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981,

- de l'Acte final, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002.

6) Projet de loi N° 5291 portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Valence, le 22 avril 2002.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi N° 5154 iwwert de Marché de l'électricité. Gëschter hat den Här Calmes de Rapport vun der Kommissioun scho virgedroen, esou dass mer direkt zur Generaldiskussioun kënnen iwwergoen. Et sinn agedroen déi Häre Clement, Bodry, Graas, Greisen a Gira. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen, an ech ginn him heimadder d'Wuert.

2. 5154 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité (suite)

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech selbstverständlech dem Rapporteur,

dem Emile Calmes, merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an och mëndleche Rapport. D'Haaptzil vun dësem Gesetzesprojet ass, wéi mir et scho gëschter héieren hunn, d'europäesch Direktiv vum 27. Dezember 2001 an déi lëtzebuergesch Gesetzgebung ëmzesetzen. D'Zil vun dëser Direktiv ass et fir den Undeel vun erneierbaren Energiequellen an der Stromproduktioun an d'Luucht ze setzen an d'Grundlag fir e gemeinschaftleche Kader an dëser Matière ze schafen.

D'Förderung vun der Stromproduktioun aus erneierbaren Energien ass aus Grënn vu Sécherheet, Umweltschutz, Diversifizierung vun der Energieversuergung souwéi vu wirtschaftlechen a sozialen Zesammenhäng eng vun deenen héchste Prioritéite vun der europäescher Communautéit. Dës Richtlinn knäppt un d'Inhalter vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwert déi zukünfteg Energiepolitik un.

D'Kommissioun huet sech zum Zil gesat, dass bis 2010 12% vum Bruttoinlandsenergieverbrauch vun der europäescher Communautéit duerch erneierbar Energie gedeckt solle ginn. Dës Direktiv stellt och deemno de Kader fir dass am Joer 2010 22,1% vum kommunautaire Bruttoenergieverbrauch duerch grénge Strom assuréiert solle ginn. D'Promotioun vun umweltschoungenden Energien ass e wichtige Bestanddeel vun der Energiepolitik, an dës Direktiv, déi mir haut wëllen hei stëmmen, dréit dozou bäi, dass mer déi am Protokoll vu Kyoto virgeseiwwe Verpflichtungen am Beräich vun der Verréngerung vun CO₂-Emissiounen och besser kënnen erfëllen.

D'Direktiv bezitt sech op d'Stromproduktioun aus erneierbaren, net fossilen Energiequellen, wéi Wind, Sonn, Aerdwäermt, Waasserkraaft, Biomass, Biogas an esou weider. An den Ziler vun der Direktiv ass virgeseint, dass zu Lëtzebuerg deen duerch erneierbar Energiequelle produziéierte Strom bis d'Joer 2010 5,7% vum Gesamtstromverbrauch am Land ofdecke soll. Och wann a leschter Zäit grouss Efforten an dësem Beräich gemaach gi sinn - ech erënnere do gär an déi sëllege Wandparken, déi duerch d'Land dorëmmer opgeriicht goufen, un déi verschidde Biogasanlagen, déi dorëmmer stinn, wéi zu Réiden oder op aner Plazen am Land, oder d'Installatioun vu Solaranlage bei privaten an öffentleche Bauten -, esou wäert et dach schwiereg ginn, dass mir dat ambitiëst Zil erfëlle kënnen.

Vu que dass Lëtzebuerg méi Strom importéiert wéi selwer produziéiert, an d'Stromproduktioun aus alternativen Energiequellen nach an engem gewëssene Mooss am Entwécklungsstadium ass, huet d'Regierung am Conseil des Ministres de l'Énergie erreecht an erlaabt kritt, dass mir dat Zil vu 5,7% nëmmen ënner bestëmmte Voraussetzungen erfëlle müssen. Fir dass dës Zilsetzung och agehale gëtt, muss Lëtzebuerg - wéi och all déi aner Memberstaaten - all zwee Joer e Bericht ofginn, an deem analyséiert gëtt, wéi wäit déi national Richtziler erreecht goufen an ob déi getraffe Moosnamen och deenen nationale Klimaschutzverpflichtungen entsprechen.

Déi verschidde staatléche Bähëllefen, wéi déi zwee groussherzoglech Reglementer vum 30. Mee 1994 an 13. März 2001 et virgeseint, kënnen also bäibehale ginn, mä et gëtt an dësem Kontext awer gekuckt ob d'Europäesch Kommissioun net an nächster Zukunft en harmoniséierte Régime de soutien op d'Bee stelle kann. Ausserdeem ass all Memberland verpflichtet, e

System op d'Been ze stellen, deen d'Originé vum Strom aus erneierbaren Energien nowise soll fir den Handel mat dësem Strom ze fördern an d'Transparenz fir de Verbraucher esou iwwert dee Wee ze verbesseren. Dëse System soll ënner anerem nowise kënnen, aus wéi enger Energiequell de Strom gewonne gouf, dee geneeën Zäitpunkt souwéi och d'Produktionsplaz vun dësem Strom.

Eng vun de gréissten Hürde fir d'Entwécklung vun der Stromproduktioun aus erneierbaren Energiequelle sinn all déi Verwaltungs-, Planungs- an Autorisationsprozeduren, déi potenziell Produzenten durchlaffe müssen. Ennert dësem Aspekt ass all Memberstat gehalen, déi verschidden national Gesetz, administrativ Prozeduren oder Hindernisser ze iwwerschafen oder ofzebauen oder waméiglech ze vereinfachen. Ausserdeem muss dofir gesuergt ginn, dass déi verschidden nei Virschrëften och transparent an net diskriminéierend sinn. Och an dësem Fall muss e Rapport iwwert déi verschidde Moosnamen hiergestellt ginn, déi am Laf vun der Zäit getraff gi sinn.

Den Uschloss fir d'Aspeise vum Strom aus erneierbaren Energiequellen an dat bestehend Stromnetz kann ënnert gewëssen Emstänn deier fir d'Produzente ginn. Dofir muss dofir gesuergt ginn, dass duerch dës Uschlosskäschte weder den Ausbau vun der erneierbarer Stromproduktioun, dee sengersäits net nëmme wirtschaftlech mä och am Beräich vum Umweltschutz Virdeeler mat sech bréngen wäert, nach d'Wettbewerbsfäegkeet vun europäesche Bannemaart beeinträchtigt ginn. Fir deem entgéintziewerke muss all Land e gesetzleche Kader schafen, oder et gëtt vun de Bedreiver vun de Stromnetzer eng Garantie fir den Transport an d'Verdeele vun dësem Strom verlaangt.

Ausserdeem sollen se standardiséiert Regele fir d'Uschlosskäschen ausschaffen, an déi Regele solle selbstverständlech och publizéiert ginn. Dës Regele betreffen d'Prise en charge vun den techneschen Adaptatiounskäschen, déi ufale wann en neie Stromproduzent vun erneierbaren Energiequellen um Stromnetz ugeschloss soll ginn. Och kënnen d'Memberstate vun de Stromnetzbedreiver verlaangen, dass se en Deel oder déi ganz Partie vun dese Käschen iwwerhuele sollen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Moment ginn hei zu Lëtzebuerg 60% vum Strom importéiert, an de Stromverbrauch wäert an deenen nächste Jore mat Sécherheet och nach klammen. Dofir muss mer kucken, dass mer an Zukunft méi e groussen Deel vun eisem Stromverbrauch hei am Land och produziéiere kënnen. Dozou gehéiert dann och d'Stromgewinnung selbstverständlech vun erneierbaren Energiequellen. Verschidden Initiativé si jo schon an de leschte Joren, wéi schonns gesot, geholl ginn. Dofir geet et an dësem Gesetzesprojet net nëmmen ëm eng einfach Emsetzung vun der Direktiv, neen, et geet och ëm eng Diversifizierung, eng Ofsecherung vun der Stromversuergung hei am Land an et geet ëm de Schutz vun eiser Umwelt. Dat heescht konkret: Et geet drëm, verstärkt erneierbar Energien ze fördern, erneierbar Energien ze notzen, an eis eegen Energiereserven esou wäit wéi méiglech och ze schouwen.

Et bleift nach ze soen, dass de Ministère de l'Énergie sech drop beschränkt fir nëmmen deen techneschen Deel vun dëser Direktiv ëmzesetzen. Déi zwee Voleten „objectif“, „indicatif“ an „simplification des procédures“ sollen, wéi och am Rapport festgehalde ginn ass, vum Umweltministère ëmgesat ginn. Et wär awer scho wichteg, dass déi zwee Projekte méi oder wéineger

zäitgläich géifen ëmgesat ginn. Wéi wäit dës Koordinatioun tëschent deenen zwee Ministère ass, doriwwer kann den Här Minister lech herno vläicht kuerz Opgeschlossen ginn. Dee ganzen Text soll awer och, wéi den Här Minister eis dat an der Kommissioun gesot huet, nach eng Keier iwwerschaft ginn ier d'Libéralisation vun der Energie kënn.

Dat gesot, Här President, wëll ech dann awer och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi sou oft wann hei an der Chamber iwwer e Gesetzesprojet diskutéiert an ofgestëmmt gëtt, handelt et sech och bei dësem Text ëm d'Emsetzung vun enger europäescher Direktiv. Eng Direktiv, déi de 27. September 2001 ugeholl ginn ass an déi elo no 28 Méint endlech soll an Nationalrecht ëmgesat ginn. Dat ass zumindest d'Absicht, déi d'Regierung afficheiert. Dat hätt eigentlech misse bis de 27. Oktober 2003 geschéien, mä et kann ee jo scho frou sinn, wann nëmme véier Méint Retard bei der Emsetzung vun deenen europäeschen Texter ass, dat schéngt jo besser wéi d'Moyenne ze sinn.

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, dass d'Regierung net nëmmen dowéinst, mä och aus inhaltlechen Iwwerleeungen an deem heite Fall hir Hausaufgabe schlecht gemaach huet.

Une voix. - Très bien.

M. Alex Bodry (LSAP). - Haaptäschlech well se d'Direktiv net propper ëmsetzt, well hei nëmmen een Deel vun der Direktiv ëmgesat gëtt an deen aneren Deel, dee méi politeschen Deel, net ëmgesat gëtt. Sou dass eiser Meenung no, par rapport zu de Verpflichtungen déi d'Regierung a Lëtzebuerg zu den europäesche Partner huet, hei nach wie vor - och wann d'Chamber jo zu deem heite Text seet - d'Regierung nach ëmmer net hiren Obligatiounen no-komm ass, well hei nëmmen dee reng techneschen Deel an d'Nationalrecht iwwerholl gëtt an dee politeschen Deel, den Deel vun der Zilsetzung, den Deel vun den administrative Prozeduren, net vun dëser Regierung ëmgesat gëtt. Dat ass eng propper Aarbecht, déi hei virgeluecht gëtt.

Si schéngt dann och e Beleg ze si fir eng gewësse Konfusioun, déi an der Opdeelung vun de Kompetenzen am Beräich vun der Energie, a besonnesch vun den erneierbaren Energien, besteet. Wann ee sech op den Arrêté grand-ducal bezitt, deen d'Kompetenze vun de Ministere festleest, dann ass et eigentlech de Wirtschaftsminister, dee fir déi gesamt Energieberäicher kompetent ass, wou awer niewendrun, eigentlech niwient de legalen Texter, en Arrangement stattfonnt huet, tëschent deenen zwee DP-Ministère Wirtschaft an Environment, wou gnädegerweis de Wirtschaftsminister am Laf vun der Legislaturperiode een Deel, nämlech d'Hëllef fir déi erneierbar Energien, un den Umweltminister ofgetrennt huet. Ech wëll net iwwert d'Legalitéit vun esou enger Kompetenzofriedung diskutéieren, well si ass eigentlech contraire zum Text vum Arrêté grand-ducal, op dee sech d'Regierung awer soss andauernd beriff. Dat hei schéngt also dann eng Ausnahm ze sinn.

Et gesäit een, dass d'Konfusioun och weider besteet, doduerjer dass hei eigentlech net gemein-

sam virgaang ginn ass, well wat mir eis gewünscht hätten, dat ass, dass mir haut an der Chamber iwwert dee ganze Pak géifen diskutieren an net nëmmen iwwert deem techneschen Deel vun der Ëmsetzung vun der Direktiv. An den Här Clement huet eigentlech och a ganz léiwe Wieder déiselwecht Remarken hei virgedroen, en zitt just déi falsch Konklusionen dorauer.

Mä mir sinn der Meenung, dass dat heite wierklech eng hallefhäerzeg Aarbecht a keng propper Aarbecht ass, well mer elo den techneschen Deel diskutieren a mir wëssen eigentlech net wou mir hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun den erneierbaren Energien, respektiv der rationeller Energienotzung, histeiere sollen. Dat Politescht, dat Technesch an dat Administratiiv dat ass e Ganzt, dat muss hei als Ganzt an der Chamber diskutiert ginn an aus där Iwwerleeung eraus, wäerte mir deen heiten Text och net stëmmen, well mir wëlle kloer eise Protest kundginn, dass dat dote keng propper, keng uerdentlech, keng transparent Aart a Weis ass, fir an deem heiten Dossier virzegoen.

(Interruption)

Hei hätten de Wirtschaftsminister an den Ëmweltminister sech missen ofschwätzen, well et muss jo keen Dénge vun der Onméiglechkeet sinn, wann ee gesäit, dass elo 28 Méint vergaange sinn, zënter dass déi Direktiv op europäeschem Plang guttgeheescht ginn ass. An hei hätt ee missen eng gemeinsam Diskussioun féieren, net nëmmen iwwert den techneschen Deel, mä och iwwert déi politesch Rumm, wou sech déi ganz Problematik dra beweegt.

Hei gesäit een och, wéi schwéier dass et ass, wann als eenzeg Äntwert op all Froen, wou mer dann am Beräich Energiepolitik histeieren, ëmmer erëm op Reglementer vu Bähëllefeng higewise gëtt. Wou elo d'Regierung schonn a Schwierigkeiten ass, well déi Décisiounen, déi Bähëllefeng, geholl gi sinn an enger Zäit vun Héichkonjunktur, an Zäite wou iwwer 30 Milliarden aler Frang Iwwerschoss am Statsbudget ze verzeche waren, wou et also keng Schwierigkeiten war, mat deene Berechnungen, déi deemools ugefouert gi waren, fir Bähëllefeng festzeleeën. Mä wou, elo wou et gräift, an elo wou d'Sue mussen ausbezuelt ginn, net nëmme Retarden an Ausbezuelt sinn, mä wou d'Regierung jo och de leschte Freiden decidéiert huet, fir am Beräich vun der Photovoltaik an och am Beräich vun de Brennwärtekessel mat deene Subsidien erfzegoen, déi se virun zwee Joer festgehalten hat.

An dee ganze Subventionenmechanismus wäert och nach Enn 2004 auslafen, sou dass sech op jidde Fall eng Energiepolitik och am Beräich am Zesummenhang mat der Ëmweltpolitik net dierf drop beschränken, fir ëmmer nëmme vu Subsidien ze schwätzen, Reglementer, déi an e puer Méint wäerten auslafen, mä et muss ee sech och Zilsetzung ginn, et muss ee sech e Programm ginn, e Zäitraum gi wou een déi Zilsetzung wellt ëmsetzen, an dann och d'Instrumenter definéieren mat deenen een dat wellt maachen. Dat muss e Polysémique sinn, dat kënnen net nëmme Subside sinn, dat mussen also och aner reglementaresch Moosname sinn, dat mussen aner incitatif, respektiv Sanktionsmechanisme sinn, fir an der Energiepolitik am Beräich Ëmwelt, och hei zu Lëtzebuerg, virunzekommen, mat alle Schwierigkeiten, déi dat bedeit.

Do soll een natierlech och net d'Äer virun deene Schwierigkeiten zoumaachen, mir sinn e klengt Land, eis Potenzial sinn net unerschöpflech an deem ganze Beräich, mä et muss ee sech awer och Ambitiounen ginn a probéieren sech Mëttelen ze ginn, fir déi Ambitiounen och ëmzesetzen.

Da stellt sech natierlech an deem selwechten Zesummenhang d'Fro: dat Zil vun deene 5,7% Ëmdeel vun erneierbaren Energien um Stromverbrauch hei zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2010, dat d'Regierung festgeluecht huet - well dat Zil gëtt jo eigentlech awer mat deem Vote hei an der Chamber mat ofgeseent - war et d'Regierung, war et nëmmen de Wirtschaftsminister, war et de Wirtschafts- an den Ëmweltminister? Dat ass nach relativ onkloer.

Ech perséinlech hu fir d'ëischt Kenntnis vun deem dote Zil kritt - dat muss ech soen - wéi et op europäeschem Plang schonn decidéiert war. Virdrun - et misst ee mech do Lige strofen - ass d'Chamber a kengem Mooss hei consultéiert ginn, éier d'Regierung dat dote Zil festgesat huet. An dat war erstaunlech, dass de Rapporteur gëschter a sengem Rapport zu deem heite Projet och vun engem Regierungszil geschwat huet, wou ee misst kucke wéi dat da géif goen an en huet et vermidden eng Stellung als Chamber, oder als President vun der Ëmweltkommission, zu deem dote Sujet ze maachen.

Dofir och meng Fro un de Wirtschaftsminister: Op Grond vu wat fir enge Grundlagen, op Grond vu wat fir wëssenschaftleche Studien an no wat fir enge Consultatiounen mat anere politesche Kräften ass dat dote Zil zustane komm? A wéi ass déi Foussnout, déi d'Lëtzebuurger Regierung gemaach huet - iwwrigens als eenzeg niewent der italienescher -, zustane komm? Ass dat mam Accord vun der ganzer Regierung geschitt, och vum Ëmweltminister?

Mir hätte gär an der Chamber Präzisionen. Wann d'Regierung hei Ziler an der Ëmweltpolitik festsetzt, da wësst mer gäre wéi eng Ziler zustane kommen. An et ass schonn e bëssen e staarkt Stéck, dass mer hei laang Debatten an der Chamber féieren, iwwer eisen nationale Plang, iwwer nohalteg Entwécklung, iwwer Klimaschutz, wou dann eigentlech déi dote Zuelen ni an d'Spill kommen, well d'Regierung se ni hei virun der Chamber präisgëtt. Dat ass kee Beispill vun Transparenz, dat ass kee Beispill vun Dialogfreedegkeet, mä dat ass e relativt autoritär Virgoen, ech wëll awer net de Pol Pot zitieren, deen dem Här Grethen jo ganz gär an iwwert d'Lëpse kënn.

(Interruptions)

Dat dote ass, fannen ech, eng Aart a Weis fir virzegoen, déi net richteg ass, an déi déif blécke léisst iwwert d'Transparenz vun der Regierungsaarbecht och am Beräich vun der Ëmwelt - a vun der Wirtschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg. D'Fro, déi sech nämlech stellt: Wat ass d'Relatioun vun deem dote Zil mat eisen aneren Zilsetzungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, am Beräich Klimaschutz, oder am Beräich vun eisen nationale Plang vun der nohalteger Entwécklung? Dat ass jo grad dat, wat d'Direktiv verlaangt, dass een hei net einfach lassgëist, sech eng Zilsetzung gëtt am Beräich vun den alternativen Energien, mä et gëtt verlaangt, dass och d'Länner mussen préiwen, awéiwäit dat dote sech integréiert an hir national Programm, hir national Konzepter a Strategien am Beräich Ëmsetzung vum Kyoto-Protokoll an am Beräich nohalteger Entwécklung. An och do bleift d'Regierung all Äntwerte schëlleg an hirem eegene Projet an och an den Diskussiounen duerno.

Méi befremdend gëtt et dann och wann ee gesäit, wat fir enger anerer Verpflichtungen, dass d'Regierung iwwert d'Direktiv hei kritt, an déi se nach vir net ëmgesat huet. D'Regierung huet iwwert den Text vun där Direktiv ënner anerem, d'Obligatioun, bis de 27. Oktober 2003 - an ech mengen deen Déla wär jo dann elo dépasséiert, do wäerte mer eis zumindest doriwwe eens sinn - e Rapport virzeleeën, e

Rapport deen all zwee Joer muss erëm aktualiséiert ginn. Ech zitieren: „Un rapport qui comporte une analyse de la réalisation des objectifs indicatifs nationaux, tenant compte notamment des facteurs climatiques susceptibles d'affecter la réalisation de ces objectifs, et qui indique dans quelle mesure les actions entreprises sont conformes à l'engagement national en matière de changement climatique.“

Also genau dat wat ech gesot hunn, den Zesummenhang hierstellen tëschen den Ziler, deen iwwert déi heiten Direktiv gemaach gëtt, mat aneren Ziler, déi mer am Beräich vum globalen Ëmweltschutz als Lëtzebuurger Regierung an als Lëtzebuurger Land geholl hunn. Ech froen de Minister: Wou ass dee Rapport, deen hätt misse spéitsens de 27. Oktober 2003 virgeluecht ginn? Ech wär frou, wann Der e kënn an der Chamber elo öffentlich virstellen.

Datselwecht gëllt fir en anere Rapport, deen och zwéngend an der Direktiv virgeschriwwen ass, an deen och hätt misse bis de 27. Oktober 2003 virgeluecht gi vun der Lëtzebuurger Regierung. Do geet et ëm e Rapport d'évaluation, dee muss stattfannen iwwert déi administrativ Prozeduren, Délaien am Zesummenhang mat Autorisatiounen, déi sech mat erneierbaren Energieinstallatiounen an der rationeller Notzung vun Energie ofginn. Och dee Rapport läit menges Wëssens net vir, obwuel dat eng Obligatioun ass, déi d'Regierung huet op Grond vun där Direktiv vun 2001. Och do wär ech frou, wann de Minister haut zumindest géif dee Rapport hei an der Chamber öffentlich virstellen, oder op den Dësch vun der Chamber leeën. Ech kënn weiderfuere mat deene Kriticken.

Ech ginn dann op den Text selwer vun dem Lëtzebuurger Gesetz an, op den Artikel 4 vun deem Gesetz, wou jo am allgemengen Text den Artikel 5 ëmgeännert gëtt, a wou et ëm d'Fro geet, dass mussen fir d'Konstruktioun vun den Installatiounen, déi erneierbar Energie produzieren, Kritäre festgeluecht ginn an eenzelne Beräicher. Déi Kritäre gi festgeluecht iwwer Règlement grand-ducal.

Elo stëmmt d'Majoritéit deen heiten Text, an deenen nächste Wochen trëtt dat a Kraaft. Wou ass dee Règlement grand-ducal, deen direkt muss do sinn, well soss däerf een eigentlech keng nei Installatiounen méi guttheeschen, well déi Kritäre mussen iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn? Ech froen also de Wirtschaftsminister, dass en elo hei an der Chamber bei den Debatten de Projet vun deem Règlement grand-ducal soll virleeën, fir dass dat Gesetz ka wierklech direkt a Kraaft treden, fir dass keng Nodeeler entsti fir déi Leit, déi wëllen an erneierbar Energien investieren.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, dass sech eng Onmass vu Froe stellen, an dass hei effektiv eng ganz Rétsch vu Karenze vun der Regierung an deem heite Beräich kloer zu Dag treden. Dat bréngt eis Fraktioun dozou deen heiten Text net ze stëmmen.

Merci.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

■ M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hu mer schonn am Kader vum Gesetz iwwert de Regime vun den Ënnerstützungen fir den Ëmweltschutz déi rationell Notzung vun der Energie, respektiv d'Notzung vun den alternativen Energien am Intérêt vun de Betriber a vill a laang iwwer erneierbar

Energie geschwat. Haut geschitt dat nach a vill méi engem gréisser Mooss, well eben dat Gesetz hei sech exklusiv mat den erneierbaren Energien ofgëtt.

Scho wéi am Gesetzesprojet 4601 vun der Organisatioun vum elektresche Marché den 23. Mee 2000 hei diskutiert ginn ass, war natierlech och den Ëmweltschutz een Thema an den Debatten. Ënner anerem ass jo deemools iwwert d'Obligatioun vum Service public higewise ginn, dee sech misst verstärkt mat deem Volet ofginn. Doniewent ass natierlech och d'Sensibiliséierung fir Energie ze spueren, an och fir d'Promotioun vun erneierbaren Energien zu dëser Obligatioun ginn. An deem Gesetz hate mer iwwerengs schonn e gudden Deel vun eiser Hausaufgab gemaach, Här Bodry, an ech kann Är Ausféierungen, déi Der hei gemaach hutt, guer net deelen, besonnesch och wann Der elo hei Kritik maacht un der Regierung wat d'Ëmsetzung vun Direktiven ubelaangt. Wann ech emol all déi géif opzielen, déi mer haut nach mussen ëmsetzen, déi Dir an Är Zäit net ëmgesat hutt, da géing déi Lëscht...

(Interruptions diverses)

Neen, neen, ech fannen, et soll ee vill méi virsichteg mat Kritik sinn.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dir wollt jo alles besser maachen!

(Interruption)

■ M. Gusty Graas (DP).- Et ass esouguer relativ séier gehandelt ginn.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dat hei ass jo och net komplizéiert!

■ M. Gusty Graas (DP).- Soll ech lech un d'Habitatsdirektiv erënnere?

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dat hei ass en einfachen Dossier. Et ass e reng techneschen Dossier

■ M. Gusty Graas (DP).- Ech wëll lech just soen, dass et net richteg ass, fir pauschal ze behaupten, dass keng gutt legislativ Aarbecht gemaach ginn ass. Hei ass relativ séier gehandelt ginn, an dat Gesetz ass och gutt esou redigiert ginn.

(Interruption)

Mir si jo nach net fäerdeg. Den Här Minister huet et an der Kommission ganz kloer erkläert.

Bon, ech wëll op d'Direktiv 2001/77/CE vum Europaparlament zréckkommen a vum Conseil vum 27. September 2001. Déi behandelt d'Promotioun vum Elektreschen, deen op Basis vun erneierbarer Energie hiergestallt gëtt. Et ass op alle Fall mat Satisfaktioun feststellen, dass d'Europäesch Kommission wellt an Zukunft resolut op erneierbar Energie setzen. Ech zitieren och dofir aus der Direktiv, aus dem Considérant. Do steet: „La promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables est au premier rang des priorités de la communauté.“ Den Accès fir erneierbar Energien op de Marché gëtt also elo nach verbessert. Da muss een och soen, dass entre-temps jo och de grénges Stroum hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Ze begrësse si schlussendlech awer och déi sou genannte Garantiescertificats, déi ausgestallt mussen ginn. Domadder gëtt dann och kloergestallt ënner wat fir enger Form de Stroum hiergestallt gouf.

E weidere wichtegen Aspekt an deem Gesetz ass, dass d'Autorisatiounsprozedure fir d'Installatiounen, déi alternative Stroum produzieren, vereinfacht ginn, an dass natierlech deen héijen Energieverbrauch eng Inzidenz op de Klima huet, d'äers si mer eis alleguer bewosst. Do kann een e puer Statistiken nach eng Kéier zitieren, an och a wëssenschaftleche Kreesser ass ee sech ëmmer méi eens, dass

d'mënschlecht Wierken eben en Afloss op d'Klimaverännerung huet. Zum Beispill geet zënter 1860 d'Temperatur op eise Planet an d'Luucht, och wann déi Augmentatioun net monoton ass. E Phänomeen wéi den El Niño huet zu gewësse Fluktuationen bägedroen.

1998 war iwwerengs bis elo dat wärmste Joer an deene leschten 100 Joer, 0,59 Grad iwwert der konventioneller Period vun 1961 bis 1990. A wat och interessant ass, 9 vun deenen 10 wärmste Joer leien an der Period no 1990. An dass de Klimawissel anscheinend - dat gëtt jo och vu Wëssenschaftler bewisen - déi ëischt Affer fuerdert, ass entre-temps och bekannt. All Joer gi ronn 27 Milliarden CO₂ fräigesat, a wann näischt geschitt, da rechent d'Agence internationale à l'Énergie, dass deesen Tonnage bis d'Joer 2030 op 31 Milliarde ka klammen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng elementar Roll am Kampf géint de Klimawissel spillt natierlech de Protokoll vu Kyoto, dee mir scho ratifiziert hunn, an dee baséiert op der Konventioun vu Rio vum 4. Juni 1992. Dat ass ouni Zweifel awer och deen ëschten internationale groussen Effort, dee gemaach ginn ass, fir géint den Treibhauseffekt virzegoen.

Lëtzebuerg huet sech effektiv mat senger Promessen, dass et wellt 28% vu sengen CO₂ manner austoussen an der Period 2008-2012, e ganz ambitiëst Zil ginn, an ech ginn och ganz gär an zou, dass dat en Zil war, respektiv ass, wat enorm héich gegriff huet.

(Interruption)

Et kann ee sech natierlech lücht Ziler ausmolen, mä fir se ze errechen, dat ass net ëmmer esou evident, a virun allem muss een an där ganzer Problematik awer och realistesch sinn. Mir hu jo zum Deel schonn dat Zil zu deem Zäitpunkt erreicht, wann een déi Ëmsetzung 1997 an der Stolindustrie considéiert, wou vun der Filière classique op d'Filière électrique gewiesselt ginn ass.

Natierlech kann déi speziell Situatioun sech relativ séier änneren. Och do si Punkte bekannt, déi dozou féieren. Ech wëll déi elo net hei am Detail nach eng Kéier oplëschen, mä an där ganzer Problematik muss een awer och mat zwee Féiss um Buede bleiwen. Zum Beispill d'Wand- an d'Sonnenenergie kennen de Moment net en annuellen Zouwuess vu 15 bis 20%. Et gëtt och gerechent, dass bis d'Joer 2030 1% vun der gesamter weltwäiter Energieproduktioun aus dese Quelle kënn, mä dat si jo awer u sech och Peanuts. Och dat muss ee mat berücksichtigen, an dann ass natierlech d'Wirtschaftlechkeet e Volet, deen een net kann an där ganzer Diskussioun ënnerschätzen.

Dat wellt awer net heeschen, dass mer net nach wie vor mussen Effort maachen, fir d'alternativ Energie weider ze ënnerstützen, an ech beruffe mech och hei op d'Direktiv, déi seet, dass duerch d'Ënnerstützung vun deenen erneierbaren Energien och nei Aarbechtsplaze kënnen geschafe ginn. Et ass och dofir ze begrëssen, dass hei zu Lëtzebuerg grouss Effort gemaach ginn op deem Niveau, an ech mengen dat kann awer och keen a Fro stellen. An dowéinst muss een och déi Kriticken ëmmer erëm zréckweisen, déi hei ugefouert ginn, et géing op deem Gebitt net resolut genuch no vir gekuckt ginn. Ganz au contraire.

Et kënn een nach eng Kéier drop hiweise wat am Ëmweltministère gemaach ginn ass, an do gesäit een awer och wat dat fir e Succès huet. Op där anerer Säit hu mer gëschter e wichtegt Gesetz an deem Sënn gestëmmt an och haut, wéi gesot, maache mer eng weider interessant Etapp. Ech wëll och drop hiweisen, dass meng Partei 1999 an hirem Wahlprogramm

sech ganz kloer fir dee Wee ausgeschwat hat. Ech zitieren: „Die DP wird ein Förderprogramm für alternative Energien (Windmühlen, Photovoltaik, Sonnenkollektoren, Biogas, Holzhackschnitzelheizung, Biodiesel...) aufstellen.“ Och an deem Punkt hu mer also ouni Zweifel hei Wuert gehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat natierlech awer och an där ganzer Diskussioun net därfer vergiess ginn, dat ass jo...

(Interruptions diverses)

...wann een déi Ziler net erreicht, datt da kënnen an Zukunft awer och Geldstrofen ausgeschwat ginn. An der Belsch zum Beispill soe Previsiounen, datt eis Nopere bis d'Joer 2010 hiert Objektiv ëm 20 bis 30 Milliounen Tonnen iwwerschreide wäerten. Dat géng dann natierlech mat sech bréngen, wann een dervun ausgeet,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...datt eng Strof vun zéng Euro pro Tonn bezuelt misst ginn, datt si da missten am Total ronn 250 Milliounen Schold bezuelen. Ech mengen och dat ass allerdingen en Element wat een an där ganzer Diskussioun mat muss berücksichtigen. Eist Objektiv, wéi gesot, ass festgehallegi bis d'Joer 2010, datt 5,7% vun der nationaler Elektreschconsumatioun sollen op Basis vun erneuerbaren Energien hiergestallt ginn.

M. Alex Bodry (LSAP). - Wat ass dat fir en Zil? Wou ass dat diskutiert ginn?

M. Gusty Graas (DP). - Dir wäert herno vu kompetenter Säit aus do...

M. Alex Bodry (LSAP). - Dir misst dat jo och wëssen, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP). - An där ganzer Problematik, natierlech och do muss ee ganz realistesch sinn, well dat ass och en Zil wat awer net esou einfach ze erreechen ass an där kuerzer Zäitspan, trotz deene groussen Efforten, déi gemaach ginn, obwuel een, wéi gesot, awer da soll versichen, e Maximum un Ennerstëtzen ze garantieren, wat mer jo och amgang sinn ze maachen. An ech wëll och hei soen, datt de Stat an och d'Gemenge solle virun allem mam gudden Beispill virgoen, well do jo awer nach vill u Potenzial ass. Ech sinn also ofschléissend der Meenung, datt och dese Gesetzesprojet eis wederbréngt an der Beméiung fir virun allem d'CO₂-Emissiounen ze reduzieren. Et ass also och evident, datt d'Demokratesch Partei wäert dann och deem Gesetzesprojet hir Zoustëmmung ginn, an ech wëll och nach ofschléissend mengem Fraktiounskolleeg, dem Emile Calmes, merci soe fir seng verschidde Berichter.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet gétt eng Direktiv aus dem Joer 2001 an d'Lëtzebuurger Gesetz agefuert. Den ADR begréisst an ennerstëtzt d'Ziler vun deser Direktiv, geet et dach drëm, den Undeel vu Stroom aus erneuerbaren Energiequellen am europäeschen Netz ze erhéien an de Verkauf vun deem Stroom ze förderen. Déi wichtegst Bestëmmungen iwwert den elektresche Stroom, deen aus erneuerbaren Energiequelle produzéiert gétt, sti schon am Gesetz vum Joer 2000 iwwert de fräien Handel mat Elektrizitéit. D'Ëmsetze vun deser Direktiv erfuerdert dofir, laut den Aussoe vun der Regierung, och eng Ëmännerung vun deem virgenannte Gesetz.

Gläichzäiteg wëllt d'Regierung och eng Rei vu Verbesserungen am Text vum Gesetz virhuelen, déi noutwendeg si fir Problemer bei der Ausleeung ze vermeiden a fir d'Verwaltung ze vereinfachen. Dëst besonnesch beim Kompensationsfong a beim Anzëe vun der elektrescher Tax. D'Direktiv wëllt haaptsächlech d'Barriären ofbaue fir de Stroom aus erneuerbaren Energiequellen. Fir d'ëischt geet et drëm, d'EU-Memberstaten dozou ze bréngen, sech Ziler ze setzen um Wee zu engem méi groussen Undeel am Verbrauch vun deem Stroom, deen aus deenen neien Energiequelle kënn. Dofir mussen d'State regelméisseg der Kommissioun Bericht ofleeë wéi wäit se si mat der Verwierklechung vun deenen Ziler. Dernieft leet des Direktiv eng Basis fir d'Zukunft fest fir e gemeinsame Kader ze schafe fir en europäeschen Hëllefregime.

An zweeter Linn verlaangt des Direktiv vun den EU-Memberstaten e Garantiesystem anzefiere fir den Ursprung vum Stroom kënnen nozeweisen. D'Direktiv gesäit awer keen Handel mat gréngen Zertifikate vir, obschonn déi virgenannte Ursprungsgarantie kënnen als éischte Schrëtt an déi Richtung ausgeluecht ginn. An engem drëtten Deel verlaangt d'Direktiv dann och nach vun den EU-Memberstaten, hir Genehmigungsprozedure fir hir Installatiounen nozekucken, déi aus erneuerbaren Energiequelle Stroom kënnen produzieren. Des Prozedure sinn ze vereinfachen, an d'Bewäertung vun der Vereinfachung muss och gemellt ginn.

Den ADR ennerstëtzt d'Ziler, déi an deenen dräi Haaptpunkte genannt sinn, a wäert dofir och dese Projet matstëmmen. Mir bedauern et, dass esou e wichtige Text a just zwou Kommissiounssätzungen duerchgeholl ginn ass an net ausgeräift ass, och well d'Thema selwer vill méi wäit gräift a seng Wichtigkeit sécher en allgemengen Débat iwwert d'Zukunft vun der Energieversuergung verdéngt hätt.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wäerte géint dëst Gesetz stëmmen, well et weder de Gesetzt nach de Buschtaf vun der EU-Direktiv 2001/77, déi et jo soll ëmsetzen, erëmgëtt. Des Direktiv ass u sech e wichtige Meilesteer fir den Duerchbroch vun den alternativen Energien op europäeschem Niveau. No laangen Diskussiounen tëschent Ministerrot, Parlament a Kommissioun konnt se verabschied ginn an zumindest indikativ Ziler fir d'Joer 2010 festgeluecht ginn. Esou sollen EU-wäit 22% vum Stroom op Basis vun alternativen Energien hiergestallt ginn, an all Land huet an deem Kontext seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen.

Elo ass et awer esou, Här President, wann een d'Direktiv kennt a se gelies huet, da fënn een se awer nu wierklech net an deemem Projet de loi erëm. Et fënn een dat indikativ Zil zu 5,7% net am Text erëm. Et fënn een de Rapport aus dem Artikel 3 iwwert d'Fixatioun vun den Objektiv an - nach vill méi wichtig - iwwert d'Fixatioun vun de Mesurë fir zu deenen Ziler hinzekommen net am Text erëm. Et fënn een e Rapport iwwert d'Évaluatioun vun dese Mesuren net am Text erëm. Et fënn een näischt iwwert d'Réduction d'obstacles par rapport zu den alternativen Energie fir an de Réseau ze kommen am Text erëm. Kee Wuert iwwert dee virgeschriwwene Rapport dozou, deen am Artikel 6 verlaangt gétt. Et geet keng Rieds iwwer en Accès prioritaire zum Réseau fir déi alternativ Energien, an et gétt net geschwat, dass d'Distributeur kënnte forcéiert ginn, sämtlech Käschte fir de Raccord un de Réseau ze iwwer-

werhuelen. Ënner dem Stréch bleift praktesch näischt méi vun der EU-Direktiv.

Wéi mer dat dunn opgeworf hunn an där kuerzer Diskussioun an der Kommissioun, krute mer gesot, dat hei wär just en technesche Volet an de Rescht géng vum Ëmweltministère ëmgesat ginn. Ech hu mer dunn erlaabt, deeselwechten Dag mëttes den Här Statssekretär ze froen, wou dann de Projet de loi dru wär fir de politeschen Deel vun deser Direktiv ëmzesetzen. Du krut ech eng vag an évasif Antwort, an ech géng haut schonn eng Wett mat lech maachen, Här President, dass weder e Projet de loi virun de Wahlen optaucht nach iergendwéi d'Méiglechkeet besteet, dese Projet ze stëmmen.

Ech fannen dat net korrekt wat hei gemaach gétt, Här President. Den Här Grethen huet eis hei eng Moggelgpackung presentéiert. Här President, den Här Grethen fuddelt ganz kloer bei der Ëmsetzung vun deemem Projet, an esou ass et och kee Wonner, dass en enger Kommissiounssatzung duerchgeholl ginn ass, an der Hoffnung vläicht, dass kengem d'Gefuddels géng opfalen. Mä mir kënnen jo awer nach liesen a schreiwen.

Ech muss awer och soen, dass et fir déi Gréng kee Wonner ass, dass déi heite Prozedur esou entsteet, well den Här Grethen verpasst jo keng Geleeënheet, deen eenzegen ëmweltpolitesche Succès, deen des Regierung op hire Fändel ka schreiwen, mat all senger Riedegehalt an de Koup ze schéissen. En ass sech esouger net ze schued, an deem heite Kontext mam Broutkuerf vun der Arcelor ze wénken, mam Argument: Wann et nach weider géng goe mat Photovoltaikanlagen op den Diecher vun de Privatleit an de Scheiere vun de Baueren, da wär iergendwéi eng Kéier d'Arcelor zu Lëtzebuerg net méi kompetitiv.

Lächerlech wann ee sech emol mat den Zuele vum Emsaz vun enger Arcelor beschäftigt. Lächerlech och wann ee kuckt, dass och Nopeschlänner mussen Ziler an deemem Kontext erreechen. A lächerlech wann een och kuckt, wat de Stroom zu Lëtzebuerg kascht an op anere Plazen. A lächerlech och wann ee weess, wéi eng aner Virdeeler déi Lëtzebuurger Industrie vis-à-vis vun hirer Konkurrenz huet.

An dese Kontext passt awer och, Här President, déi Upassung no éne vun deenen eenzege Subsidien, déi wierklech Succès hate bis elo an deser Legislaturperiod an déi de leschte Freideg anscheinend am Conseil de Gouvernement arrétéiert si ginn.

Elo mengen ech, dass zumindest d'Ëmweltkommissioun vun der Chamber, déi iwwerengs - dat wëll ech och ëmmer erëm betounen - de gréissten Deel vum Mérite vun dese Règlements grand-ducaux huet, hiert gemaach huet, well hätte mer de Projet de loi vun deser Regierung duerchgoe gelooss, da wäeren nach keng 100 m² Photovoltaikanlagen op iergendengem Lëtzebuurger Daach installéiert ginn. Ech mengen, mir hunn hei nach dat Graff verhënnert kritt, mä ech fannen et awer schlëmm, dass, wann eng Mesure endlech ufänt ze gräifen, mer da während dem Futtballspillen d'Regelen änneren. Ech fannen et net korrekt, datt vis-à-vis vun deene klengen Investisseuren, déi do e bësse vun hirem gespuertem Geld wollten huelen an och e kleng Bättrig op där enger Säit fir d'Ëmwelt maachen, vläicht och nach dräi Cent verdéngen, do direkt d'Kéier geholl gétt. Et ass symptomatesch, wann...

(Interruptions)

Une voix. - Wéi ass et dann an Däitschland?

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Glif? Ech kann lech soen, dass do zumindest d'Investisseuren eng Sécherheet hunn an dass do net all sechs Méint aner Zuelen op den Dësch kommen. Ech wëll lech soen, dass do eng ganz grouss Dynamik ennerwee ass opgrond vun deem excellenten Aspeisungsgesetz, wat déi routgréng Koalitioun gemaach huet. De Moment si mer nach anscheinend jo Sonnenweltmeeschter, mä Dir wäert gesinn, ech sinn iwwerzeegt, dass, wa mer an e puer Joer Konklusiounen zéien, mat deenen neie manner attraktive Subsidie wäert et net laang daueren, da wäert wierklech flächendeckend an Däitschland, mengen ech, eng grouss Dynamik entstane sinn. Ech wëll och soen, dass des Reglementer ganz massiv vun der däitscher Virgoensweis inspiréiert sinn. Et ass net esou, dass Däitschland sech u Lëtzebuerg inspiréiert hätt, mä éischer ëmgedréint. Ech si wierklech awer iwwerrascht, Här President...

(Interruptions)

M. Nicolas Strotz (CSV). - Den Här Tritin huet gesot, et kënn wierklech net esou virugoe mat där Subventioun vun der Photovoltaik. Dat wär einfach an der Wirtschaft net tragbar. De Jürgen Tritin huet dat gesot.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Also ech weess net, wat ëmmer den Hiweis op déi däitsch Gréng hei soll, Här Strotz. Wann ech lech géng d'Missetate vu sämtlech chrëschtendemokratesche Ministerpresidenten an Europa hei ëm d'Oueren...

(Interruptions)

Wann ech lech eng Rei Saachen, déi den Här Aznar an anerer an deene leschte Jore verbrach hunn, hei misst permanent ëm d'Ouereschloen, dann hätt ech soss näischt méi ze dinn, da kënn ech wierklech net méi zum Sujet schwätzen, wat ech hei wierklech wëll maachen. Ech wëll do betounen, dass et mech wierklech iwwerrascht huet, dass esou séier bei deene Subsidien huet missen agegraff ginn. Ech hu mer och soe gelooss, dass dat emol net onbedéngt vun der DP-Säit komm ass a vum Ëmweltministère, mä dass do Leit an der Finanzinspektioun ganz séier de spatze Griffel geholl hunn a virgerechent hunn, wat dann elo léns a riets deen een oder aneren hei am Ländche géng verdéngen.

Ech wär ganz frou, Här President, wann des Regierung a wann dese Finanzminister och bei anere Forme vu Subsidie grad esou séier a grad esou konsequent de spatze Griffel géng uleren. Da géng ech zum Beispill froen: Wou ass de spatze Griffel vun der Finanzinspektioun, wat déi berühmte Subsidien a Steiererleichterungen ubelaangt, déi d'lescht Joer hei décidéiert si ginn, wat soll d'Baupräsenser dobaussen an de Grëff kréien? Ech stellen um Terrain just fest, dass d'Präisser nach ëmmer vill méi schnell an d'Luucht ginn. Ech wär emol gespaant gewuer ze ginn, wat d'Steierausfall sinn an deem dote Kontext. Do si mer mol mindestens sécher, dass et dobaussen näischt bruecht huet. Mä vläicht ass dat eng aner Kategorie vu Leit, déi vun dese Steiererleichterunge profitieren. Dofir wende mer manner séier de Griffel un.

Ech kënn och froen, dass mol eng Kéier d'Finanzinspektioun de Griffel uleret an norechent, wat eng Landschaftsfleegeprim bréngt. Wat bréngt se fir d'Akommes vun de Baueren? Wat bréngt se der Ëmwelt? Wat bréngt se a puncto Aarbechtsplazen? Dat wär mol spannend do eng Evaluatioun ze maachen, grad esou iwwer aner Subsidien. Ech liesen ëmmer erëm am Aktivitéitsrapport vum Landwirtschaftsministère, dass ee vun

de grouse Problemer vun der Lëtzebuurger Landwirtschaft d'Iwwerkapitalisierung ass. Et schéngt mer awer, wéi wa mer riicht weiderfuere massiv Subsidien an nei Stallbauten an esou weider ze investieren. Ech wonnere mech nëmmen, dass do kee Mënsch an der Regierung drun denkt de spatze Griffel unzeleeën. Mä esoubal et ëm alternativ Energie geet, da si mer ganz séier do. Mä vläicht huet dat eppes mat der Clientèle vun dese Subsidien ze dinn, déi vläicht net zu de ferventeste Frënn vun deser Regierung gehéiert.

Dobäi huet de Statssekretär selwer awer an der Kommissioun missen zouginn, dass wann et eng nohaltig Mesure gétt, déi des Regierung geholl huet, da sinn et grad déi Programmer do vu Subsidien. Firwat? Mir brauchen net driwwer ze diskutieren, dass des Installatiounen eppes bréngen fir d'Ëmwelt. Et ass erstaunlech, wéi vill Aarbechtsplazen an deem dote Secteur a kuerzer Zäit geschaf si ginn. Et ass vläicht schwéier fir se ze schätzen. Et zirkulieren noweisbar Zuelen anscheinend vu mindestens 100, aner Leit schwätze vu bis 200 Aarbechtsplazen. Ech froen de Wirtschaftsminister, ob en eis kann en anere Secteur nennen, wou esou kuerzfristeg an Zäit vun engem Joer wierklech esou vill Aarbechtsplazen nohaltig geschaf si ginn, wou d'Plus-value hei am Land bleift.

Et ass sécherlech kuerzfristeg vläicht wirtschaftspolitesch e bësse méi deier alternativ Energien ze produzieren, mä bei der fossiler Energie ginn 80% vun de Sue an d'Ausland. Dat ass vläicht wirtschaftlech kuerzfristeg e bësse méi sënnvoll, mä volkswirtschaftlech gerechert sinn ech iwwerzeegt, dass alternativ Energie vill méi bréngen. Do gétt et iwwerengs massiv Etüden aus Éisträich an aus anere Länner, déi längst erkannt hunn, dass et volkswirtschaftlech Sënn mécht an alternativ Energien ze maachen, well et d'Ëmwelt schoult, well et d'Ekonomie ukuebelt a well eng ganz Rei Aarbechtsplaze geschaf ginn.

Wann ee sech e bëssen dermat beschäftigt, da stellt een och fest, dass den Energiesecteur grad e Secteur ass, wou ee vu Leit, déi onqualifiziert sinn, déi ee brauch zum Beispill bei Aarbechten am Bësch, bis bei gutt ausgebildeten Ingenieuren eigentlech de ganze Spektrum vu Formatiounen brauch. Et ass en ideale Secteur fir wierklech eng breedgefächert Zuel a Qualitéit vun Aarbechtsplazen ze schafen. Ech mengen, et ass schued, dass eng Rei Leit, zumindest an der Regierung, dat nach ëmmer net erkannt hunn.

Neen, déi Gréng si wierklech enger ganz anerer Meenung. Mir sinn der Meenung, dass den Här Grethen dem Land an der Wirtschaft mëttelfristig wäert schuede mat senger Dinosaurierenergiepolitik, déi nach ëmmer total op fossil Energiequelle baut. Ech weess net, ob den Här Grethen sech net regelméisseg dokumentéiert, soss misst en awer lues a lues erkennen, dass dat eng Sakgaass ass, eng Energiepolitik, déi nach ëmmer zu engem groussen Deel op fossil Energieträger baut. Déi sinn nun eemol endlech.

Eng kleng Noriicht, d'lescht Woch hätt e vläicht kënnen ophéiere loosse, wann ee vun de gréisste Pétrolskonzerner, nämlech Shell, muss zouginn, dass e sech total verschat huet, wat seng Pétrolreserven ubelaangt, an d'Dauer vu senger Reserven awer vun 18 op 12 Joer muss zréckschrauwen. A wann een déiselwecht Woch ka liesen, dass d'Importer 2003 vu China, wat de Pétrol ubelaangt, ëm 30% an d'Luucht gaange sinn, da muss ee keen Hëlseher si fir virauszerechnen, wéini dass mer ganz akut Problemer kréien, wéini dass déi permanent Demande u Pétrol wesentlech méi héich wäert si wéi d'Offer, an da kënnen mer eis jo virstellen, éischtens, wéi séier

d'Präisser wäerten an d'Luucht Klammen, an zweetens wéi eng Konflikter wäerten entstoen.

Mir sinn net eleng der Meenung, dass den Irakkriech schonn eigentlech den zweete Kriech war, deen em de Pétrol gefouert ginn ass. Ech mengen, Här President, da wäert sech weisen, wien da vläicht méi wäit gekuckt huet mat enger gewässer Energiepolitik. Da wäerten déi Länner gutt dru sinn, déi elo schonn de wichtige Strukturwandel am Energieberäich alaudé respektiv amgaang sinn anzelauden. Dofir si mir der Meenung als Gréng, dass diesen Energiestrukturwandel net nëmme aus Ëmweltsaachen néideg ass, mä esouguer aus ekonomeschen a sozialen Iwwerleungen.

Ech sinn och ganz d'accord an deem Beräich mam Virriedner Alex Bodry, dee seet, Subsidie si gutt, mä et geet net nëmme mat Subsidie duer. Et misst een eng ganz Strategie entwéckele fir diesen Strukturwandel erbäizebréngen, awer och fir offensiv déi Chancen dran ze gesinn, fir ganz bewosst Aarbechtsplazen an deem Secteur ze schafen, fir zu Lëtzebuerg en Technologie-Know-how opzebauen, fir dass mer Virreider kënne sinn.

Da wéilt ech och an deem Kontext eng Motioun hannerleeë fir ze weisen, dass et eis net nëmme em déi Subsidie geet, mä dass mer der Meenung sinn, dass dese Secteur wierklech en Zukunftssektor ass an eng grouss Chance fir Lëtzebuerg kennt sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que l'Union européenne s'est engagée par la directive 2001/77/EC à augmenter d'ici 2010 la part de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables à 22% de la consommation totale;

- que le Gouvernement luxembourgeois a accepté dans cette même directive une augmentation de la part de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables à 5,7% de notre consommation nationale d'électricité;

- que les actions de promotion des énergies renouvelables par l'État luxembourgeois sont un succès au niveau de la création d'emplois;

- que le secteur des énergies renouvelables renferme encore un potentiel économique énorme à l'échelle européenne, voire mondiale;

invite le Gouvernement

- à développer une véritable stratégie globale dans le domaine des énergies renouvelables qui vise également la création d'emplois, de savoir faire et d'expertise technologique au Luxembourg;

- à soutenir par conséquent le développement des énergies renouvelables depuis la recherche scientifique jusqu'à la production, en passant par l'installation et la maintenance des installations.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Mä esouguer wann dëst Gesetz wierklech eng korrekt Ëmsetzung vun der Direktiv wär, da misst een nach bedauern, dass Lëtzebuerg mat 5,7% Stroum aus alternativen Energien am Joer 2010 de leschten an der Klass vun den europäesche Länner ass. Dat ass 2010 dat mannsten Zil europawäit, ech wéll dat och mol hei awer nach betounen, trotz Sonneweltmeschter, wat mer elo stolz an d'Fenster setzen. Et geet net nëmme em Photovoltaik hei, et geet em de ganze Secteur Produktioun vun...

(Interruption)

Voilà, et geet em dee ganze Spektrum vun deenen Technologien, déi agesat ginn. An dann ass dat Zil jo nach hypothekéiert gi mat enger Foussnout, wou scho praktesch të-

schent den Zeilen erauskënn, dass dës Regierung zumindest iwwerhaupt net dru gleeft, dass dat Zil ze erreechen ass. Dat ass richteg wa mer kee Changement an der Politik fannen, da wäerte mer dat Zil och net erreechen.

Ech mengen gëschter huet Greenpeace nach virgerechent, dass wa mer eng Rei Mesures complémentaires zu deenen déi existéieren huelen, da wär et esouguer méiglech eppes iwwer 9% fir d'Joer 2010 ze erreechen an ech mengen esou ambitieus Ziler solle mer eis setzen. Et gétt Länner déi eis an der Zäit bis 2010 wäerte mat lénks iwwerhuelen, zum Beispill huet England sech virgeholl aus 1,7% 10% ze maachen a wann een héiert, wat den Tony Blair mat senger Regierung vu ganz konsequente Mesuren hält, fir dat Zil ze erreechen, da mierkt een, dass England erkannt huet, dass dat do en Zukunftssektor ass an dass et och eng wirtschaftlech Chance ass, fir dee Strukturwandel do ze maachen.

Mä nach eng kéier, et geet net duer mat Subsidien, et muss een och um steuerlechen Niveau eppes fir déi do Technologie maachen. Do ginn an England konkret Programmer opgeluecht, et gi Strategien entwéckelt an déi Gréng bedauere ganz einfach, dass dëst Gesetz net als Ophänkert gebraucht ginn ass, fir den alternativen Energien, deene mer sécherlech e gudden Ufank hei am Land ginn hunn, definitiv zum Duerchbroch ze hëllef an dofir verstitt Der sécherlech, dass mer géint dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Jacques-Yves Henckes age-droen.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass noutwendeg, dass Lëtzebuerg verschidden Direktiven an d'Nationalrecht ëmsetzt, well mer eent vun deene Länner sinn an Europa wat am meeschten hannendran ass.

Ech hunn an enger Question parlementaire un d'Madame Ausseministerin gefrot, wéi wäit mer wieren. An ech krut du geäntwert, dass mer, eleng wat de Marché intérieur ugeet, nach 54 Direktive missten an den Droit interne integréieren. An ech sinn och dofir frou, dass mer haut e puer vun deenen Direktive virgeluecht kréien, well se si blutt-noutwendeg, fir dee ganze Marché vum Elektresche kënnen ze reglementéieren, sou wéi et am Ausland schonn de Fall ass a fir och um europäeschen Niveau eng Harmoniséierung ze fannen.

Wat awer d'Bierger an d'Betriber dobaussen interesséiert, Här Minister, dat wär - wann et méiglech ass -, dass Der ons och e puer Zuelen zur Verfügung stellt iwwer dat, wat dee ganzen Opwand kascht a wat eventuell de Käschtpunkt an den Effet financier wär fir d'Leit an d'Betriber wa mer op de Wee géinge goe wéi déi sozialistesche a gréng Kolleegen dat proposéieren. Mir schéngt et à première vue, dass dat éischter negativ fir d'Leit an d'Betriber wär, mä global gesinn ass dat awer eng Diskussioun wäert an ech wär frou, Här Minister, wann Der ons do kéint e puer Donnéeën ginn.

Dann, Här Minister, wéist Der, dass ech schonn e puermol zu dem Sujet vun der Liberaliséierung vu Gas an Elektresch intervenéiert sinn an ech muss do bedauern, dass ob-wuel déi Gesetze elo schonn e puer Joer al sinn, nach verschide Règlement-grand-ducalen net zur Verfügung stinn. Beim Elektreschen ass et esou, dass virgesinn ass, dass d'Tariffer fir den Accès un de Réseau vun deenen einzelnen Entreprises, déi Réseauen zur Verfügung hunn, solle publizéiert ginn.

No mengen Informatiounen an Donnéeën ass dat awer bis elo nëmme de Fall fir d'Stad Lëtzebuerg - d'Cegeled, d'Stad Esch hunn déi Reglementer nach net publizéiert. Um Gas ass iwwerhaupt nach näischt virgesinn. D'Missioune vum Service public sinn och net iwwer Règlement-grand-ducalen définiert ginn an doduerch ergi sech natierlech ganz vill Schwierigkeete wann ee wéllt an dee liberaliséierte Maart antrieden an étant donné dass déi Liberaliséierung accéléréiert gétt, mer verschidden Entreprises hunn, déi wéile kucken, wat d'Elektresch an de Gas am Ausland kascht.

Da kënnst déi éischt Fro: Wat ass dann de Käschtpunkt fir an de Réseau anzespisen? Da gesäit een, dass do keng Donnéeën zur Verfügung huet. Ech géng lech dofir bidden, Här Minister, mat deenen zoustännege Gemengen oder mam Innenminister an och op jiddfer Fall bei der Cegeled ze kucken, dass do déi néideg Règlement-grand-ducale geholl ginn, dass se publizéiert ginn an dass een net muss bei enger Entreprise nofroen fir ze kucken, wat dann elo de richtigen Tarif fir den Accès ass.

Dat sinn e puer wichteg Fuereerungen, déi mer hunn, an ech wär frou, Här Minister, wann Der ons do kéint e puer Äntwerte ginn.

Deen anere Punkt, dee wichtig ass, an deen ech och schonn an enger Question parlementaire un lech opgeworf hat, dat ass wéi et mat der Liberaliséierung am Gas an am Elektresch weidergeet. Do sinn e puer Direktive vum 13. März 2001, déi sollten de 25. November 2003 vun dem Conseil des Ministres akzeptéiert ginn. Ech wär frou ze wëssen, ob Der ons do kéint e puer Norichte ginn, wéi wäit mer mat deem Dossier do sinn. Fir de Rescht, mengen ech, huet mä Fraktiounskolleeg, den Här Fernand Greisen, scho gesot, dass mir mat deem Gesetz hei d'accord sinn.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Eenzel Spriecher vun der Opposition, mä och vun der Majoritéit, bedauere vläicht, dass ech mech drop beschränkt hunn, den techneschen Deel vun där Direktiv do ëmzesetzen an net op dat méi - wéi soll ech soen ...

■ **Une voix.** - Dat méi Politesch.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - Oh, net politesch.

■ **Une voix.** - Am nobele Sënn.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - Scho quasi am noble Sënn vum Wuert.

■ **La même voix.** - Et ass awer wierklech méi politesch.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - Dann nenne mer et politesch, fir haut de Muere fréi kee ze vill ze provozéieren.

Ech hu mat menge Kolleegen, dem Minister Goerens an dem Statssekretär Eugène Berger, en Accord, dass si an där Fro do dat méi Politesch an ech dann, als Wirtschafts- an Energieminister, dat méi Technesch géifen ëmsetzen; an dat ass heimadder geschitt. An ech mengen, dass déi Aarbecht och gutt gemaach ginn ass an dass een do, vun der Technik hier, eigentlech näischt ka géint deen Text soen, deen och hei am Haus eng breet Zoustëmmung féint.

Mä da kënnst dat politescht Element, wou bedauert gétt, Här President, dass mir eis, als Regierung,

eigentlech net en ambitieus Zil gesat hunn a mir mengen - an dat hu mer och um europäeschen Niveau eise Partner gesot -, dass mir, ënner gewisse Bedingungen, 2010 5,7% vun der elektrescher Energie, déi hei zu Lëtzebuerg verbraucht gétt, aus erneierbare Quelle kéinte gewinnen.

Et gétt bedauert, Här President, dass dat net ambitieus genuch ass. Mir sinn awer pragmatesch Leit a mir versichen eis un de Realitéiten ze orientéieren - wëssend wéi d'Situatioun hei am Land ass. Mir versichen an dëser Regierung ze assureieren, dass déi lénk Hand weess wat déi rechts Hand mécht.

(Interruption)

Däerf ech lech e Beispill nennen? Well jo all déi Leit, déi an deem Dossier méi politesch denken, sech jo mat ganz grousser Satisfaktioun nach dorunner erënnere, wéi zu Kyoto verhandelt ginn ass, do war d'Lëtzebuurger Regierung an der éischter Rei - well mir haten dee Moment d'Présidence - an dunn huet Europa deenen anere Länner oder Kontinenter oder Ensembles, wéi ee se wéllt nennen, gesot: Mir si bereet eisen CO₂-Ausstouss par rapport zu 1990 ëm 8% ze reduzéieren.

A l'intérieur vun der europäescher Delegatioun huet den zoustännege Minister deemools gesot, an duerno ass hei an der Chamber anscheinend eng Motioun ugeholl ginn, wou nach méi en ambitieus Zil festgehale ginn ass, nämlech minus 30%. Herno huet awer deen zoustännege Regierungsmember gesot, mir bleiwe bei minus 28%. Dat hu mir um europäeschen Niveau gesot. Et ass och do wou mir elo vun deenen anere gemooss ginn. An ech hunn eng kéier gesot, dass ech déi Politik net géif deelen, an dat huet mech e bëssen erënnert un dee kambodschanesche Regierungschef, an dat huet zu gréissten Irritatiounen gefouert.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wann aner Leit géife mam Hitler verglach ginn, déi géifen dat och net ganz lëschtig fannen!

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - Här President, ech si selwer paff iwwer mech, wéi fein ech de Moie sinn.

(Interruptions diverses)

Här President, et muss ee wëssen, wat dat Zil fir Lëtzebuerg kann ausmaachen. Wann ech lech zum Beispill soen, well ech hat jo vun der lénker a vun der rechter Hand geschwat, déi eng, déi politesch, déi da gesot huet, minus 28%, fir Lëtzebuerg en ambitieus Zil erreechbar, well d'Stollindustrie aus enger Phas vun Héichuewen op d'Elektrostollieuen ëmgebaut huet, an doduerch et zu engem drasteschen Abroch koum. Et ass net esou, dass d'Lëtzebuurger manner Elektresch verbrauchen. Et ass net wéi mir et nach doheem geléiert gi sinn, dass wann an engem Raum eng Luucht brennt an et ass keen dobannen, dass een d'Luucht ausmécht. Et ass net, dass elo gebaut gétt no Systemer fir Energie ze spueren. Et ass net, dass d'Leit net méi mat ganz decken Autoe ronderëm fueren. Wann een de Lëtzebuurger Fuerpark kuckt, da stellt ee fest, dass dat ee vun deene Modernsten ass, awer och ee vun deenen energieintensivsten.

Mir hu gesot minus 28% a mir sinn och nach der Meenung, dass d'Industrie dat Ganzt soll droen. An ech muss lech soen, da kënnst déi aner Hand an der Regierung, an et war ëmmer och an d'äerselwechter Partei, déi seet dann, mä Dir baut awer hei zu Lëtzebuerg eng TGV-Zentral, wat per se eng gutt Saach ass, mä wou een awer muss wëssen, well deen elektresche Strom, dee bis dohinner importéiert ginn ass, beim CO₂-Ausstouss Lëtzebuerg net ugerechent ginn ass, nom Bau vun der TGV-Zentral déi ganz Produktioun, déi do entsteet, inklusiv och den Ausstouss un CO₂ Lëtzebuerg ugerechent gétt. A well

dat och nach eng Konditioun quasi vun deem zoustännege Regierungsmember war vis-à-vis vun der Sidérgie, fir déi TGV-Zentral opzerrichten, muss ee wëssen, dass alleng doduerch eis Bilanz sech dramatesch verschlechtert huet. An déi Leit, déi dat decidéiert hunn, mussen dann och eng kéier dofir riichtstoen.

Den Här Graas huet éineschtes hei zitéiert, wat dat kënn ausmaachen, wat dat an der Belsch ausmécht, wat dat och hei zu Lëtzebuerg kann ausmaachen, wa mer déi Ziler net erreechen. An dofir hunn ech, an dat ass meng Verantwortung, mech mat menge Kolleegen ausernee gesat, souwuel um nationalen Niveau, wéi um europäeschen Niveau, fir an dëser Direktiv keng Valeur de référence ze kréien, déi net kënnt contraignant sinn, mä fir keng Valeur référence ze kréien, wou mer wëssen, dass mer se net kënnen anhalen.

Mä et wär einfach gewiescht, Här President, fir mech zum Beispill, fir ze soen, mir ass et dach egal wat fir eng Ziler mer 2010 mussen erreechen. Et ass dann un deenen, déi dee Moment do sinn, fir ze kucken, dass se domadder eens ginn. Mir ass dat net egal! Ech géif nach gären 2010 Politik maachen, ech géif mech nach gären an de Spiegel kucken, an ech géif nach gären dann och zu deene Verantwortunge stoen, déi ech deemools agaange sinn, a fir 2010 déi Ziler ze erreechen, well mer jo wëssen, dass mer bei Waasserkraaftwierker keng Méiglechkeete méi hunn, do ass alles ausgeschöpft, wat hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. Bei der Wandenergie dierf ee sech kengen Illusiounen higinn. Do kritt een net méi ganz vill gemaach. Dat Zil do ass nëmme ze erreechen, wa mer par rapport zu 1997 déi Quantitéit elektrescher Energie, déi aus Wandenergie gewonnen gétt, mat 15 multiplizéieren.

Et ass nëmme méiglech, wa mer beim Biogas déi Quantitéit, déi deemools 1997 produzéiert ginn ass, mat 208 multiplizéieren. Et ass nëmme méiglech, wa mer déi elektresch Energie, déi zum Beispill an de SIDOR-Verbrennungswegen am Verbrennungsprozess herno gewonnen gétt, kënnen mat urrechnen, an dat ass nëmme méiglech, wa mer bei der Photovoltaik op d'mannst op eng Produktioun vun 80 Gigawatt/h kommen.

An da gétt hei bedauert, Här President, an dat wollt ech och nach soen, dass dës Regierung bei der Photovoltaik liicht op d'Brems getréppelt huet, well mer festgestallt hunn, dass mer mat deene Subventiounen, déi mer ginn hunn an der Vergaangenheet, et erreecht hunn, wat jo begréisst gétt, dass mer am Moment déi héchstste Resultater weltwäit hunn. Dat ka sech an der Zukunft änneren, well d'klimatesch Bedéngunge sinn hei net déi optimal fir Elektresch aus Sonenergie ze gewinnen. Mä mir hu festgestallt, dass doduerch, dass d'Präisser gefall sinn awer och d'Ofschreiwungsdauer an d'Rentabilitéitsméiglechkeete sech dramatesch geännert hunn. A wat mir elo maachen, dat ass, dass een de „return of investment“ statt an 8 an 13 Joer huet, mä nach ëmmer „return of investment“ huet.

Et muss ee wëssen, Här President, dass an der Photovoltaik ee bis elo net nëmme d'Halschent vun der Installatioun als Subsid direkt rembourséiert kritt huet, mä dass een doniewent e garantéierten Einspeisungspräis huet, an nach e Subsid um kW elektresch Energie, dee produzéiert gétt, an dat iwwer eng laang Zäitdauer vun 20 Joer.

Dat si Faiten, déi dozou gefouert hunn, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng Explosioun hate vun deem Budgetartikel, dee wuel en Artikel non limitatif ass, a wa mer dann hei gesot kréien, et wären elo 100, voire 200 Aarbechtsplazen doduerch entstane, da sinn déi Aarbechtsplazen entstanen fir een oder zwee Joer, an duerno misst een an

deem Rhythmus all Joer weiderfueren, fir dass déi Installateuren déi Leit kënnen weider beschäftegen. Soss ass d'Installatioun eng Kéier do, an dann ass et fäerdeg.

Wa mer nach Méiglechkeeten hunn, dann ass et mengem Gefill no eenzeg an alleng an der Biomass, wou mer kënnen op deem Wee Succès hunn, an dofir hu mir eis Verantwortung do iwwerholl. Ech wëll elo net laang driwwer diskutéieren. Ech si jo hei als Dinosaurier betitelt ginn, wat mer näischt ausmécht.

(Interruptions diverses)

Här President, ech sinn do net sou mimosenhaft. Ech weess jo, dass d'Dinosaurier ausgestuerwen sinn, well se sech an deser Welt net méi erëmfonnt hunn. Wann ech dem Här Gira seng Aussoen esou deiten daerf, Här President, dass e mengt, dass esou Politiker wéi ech, déi sou gepolt sinn, géifen austierwen, an d'Zukunft déi wier, déi hie vertritt, da kann ech an der politescher Auseinandersetzung ganz gutt domadder liewen. Do huet de Bierger den 13. Juni emol erëm eng schéi Méiglechkeet, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mä, Här President, mir mussen awer och dem Bierger soen, an ech hunn elo emol versicht um Beispill vun der Photovoltaik ze soen, wat de Spaass kascht. Ech wëll lech awer och emol nach soe wat de Spaass kascht, wann ee vum Fonds de compensation schwätzt.

Dir wësst jo, dass all déi elektresch Energie, déi aus alternative Quelle gewonne gëtt, vun engem garantierten Einspeisungspräis profitiert. Dee garantierten Einspeisungspräis par rapport zum Märchspräis vun elektrescher Energie, déi Differenz gëtt iwwer e Fonds de compensation ofgedroen. A jidder Bierger dobaussen huet op senger elektrescher Rechnung och de Präis stoen, Mount fir Mount, wat de Fonds de compensation hie kascht. An déi Tendenz vun deem Fonds de compensation ass steigend, am Moment ronn 15% pro Joer. Do kann ee soen, well wann een d'Sondagen, well wann een dat kuckt, si jo 80% vun de Lëtzebuerger, voire méi vun de Bierger hei am Land, déi si jo fir d'Émwelt. Deenen ass, wann een dat gleeft, näischt un d'Häerz gewuess, dofir kann ee rouege Gewëssens esou eng Politik maachen, vu dass se jo den Ambitioune vun de Leit entsprécht.

Ech stelle just mat Bedauere fest - mir hu jo d'Méiglechkeet geschaaft, dass een och grénge Stroum kann akafen -, dass bis elo, mengen Informatiounen no, nëmme 500 Konsumentestéit vun där Offer vu Cegedel an anere Gebrauch gemaach hunn. Dat sinn der net vill, mä och déi Tendenz wäert jo steigend sinn, vu dass d'Dinosaurier jo verschwanne wäerten, an déi aner. Et ass e laange Prozess.

(Interruptions diverses)

Mä, Här President, d'Dinosaurier wäerten awer nach erliwien, dass d'europäesch Kommissioun deem Fonds de compensation op de Läif réckelt. Well am Moment sinn d'Industriebetriber...

(Interruption)

Här President, am Moment brauchen d'Industriebetriber net am Fonds de compensation ze contribuieren. Meng Spezialisten, vun deenen ee kann hale wat ee wëllt, well dat sinn och Dinosaurier zum Deel, am Ministère, a geeschteg, wéi den Här Gira se géif bezeichnen, a keng, wéi ee seet „Politiker“, et si Pragmatiker, déi hunn ausge-rechent, Här President, dass, wann d'Situatioun esou weidergeet, da muss een um Horizont 2010, 2015 rechne mat Ausgabe vum Fonds de compensation tëschent 40 a 50 Milliounen Euro pro Joer. Wann dann d'Kommissioun Recht kritt a seet an hirer Behauptung, dee

Fonds de compensation wär, well d'Industrie sech net bräicht ze bedeelegen, eng Hëllef fir d'Industrie, an d'Lëtzebuerger Industrie sech dorunner misst bedeelegen, da kënn dat wou jo e Spriecher hei gesot huet, ech géif da mam Broutkuerf ëmmer wénken.

Ech muss dann einfach ganz sachlech drop opmierksam maachen, dass d'Lëtzebuerger Stolindustrie, esou wéi se am Moment hei opgericht ass, ronn en Drëttel vun der elektrescher Energie verbraucht. Dat kéint also e Montant fir d'Lëtzebuerger Sidérgurgie vu 15 Milliounen Euro pro Joer ausmaachen. An, Här President, Dir an ech, an nach e puer Kolleegen, ech kucken de Marcel Glesener un an anerer, deene läit jo déi Sidérgurgie um Häerz.

(Hilarité)

A wéi! A mir wësse jo, dass, wann déi musse 15 Milliounen Euro pro Joer méi bezuelen, da si se net méi compétitif. Si hunn elo schonn am europäesche Verglach am Grupp Compétitivitéitsproblemer. Déi ginn dann nach verschäerft, wann eng Entreprise wéi DuPont de Nemours, wann dat dote kënn, 900.000 Euro méi muss bezuele fir den elektresche Stroum, dann ass Lëtzebuerg manner compétitif. Wann déi ginn, brauche mer manner Energie, dann erreeche mer eis Ziler éischter, all dat kann ee maachen. Den Dinosaurier ass awer der Meenung, Här President, dass dat net dee richtege Wee wär, an den Dinosaurier, Här President, freet sech driwwer, dass en eng Majoritéit an der Chamber fonnt huet fir dese Projet ze stëmmen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Den Här Gira huet d'Wuert gefrot.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt just nom Wirtschaftsminister e puer zousätzlech Bemierkunge maachen, net iwwer Dinosaurier an aner Déierenaarten, doriwwer schwätze mer jo de Mëtteg anscheinend, mä fir e puer Saachen awer an dat richtegt Liicht ze setzen. Fir d'éischt e Wuert zu deem berühmte Reduktionszill, deem ambitiöse Reduktionszill vu minus 28%. Dat ass eigentlech en Defacto-Stabilisatiounsziel. Well wéi 1997/1998 dat Engagement geholl ginn ass, ware mer, wann ech gutt informéiert sinn, praktesch bei minus 28%. Dat heescht déi Regierung deemools, an déi heiten, hätten nëmme brauchen dofir ze sueren, dass den Energiekonsum vis-à-vis vu 1997 stabil bliwwen wär, dann hätte mer labber dat Zil vis-à-vis vun 1990 agehalen.

Mä an der Tëschenzäit ginn hei permanent Décisioune geholl, déi selbstverständlech an eng aner Richtung ginn. A wann de Wirtschaftsminister hei seet, an där heiter Regierung wëisst déi lénks Hand wat déi riets géif maachen, da kann ech dat nëmme verleege. Well wann een dat dote weess, a wann een nun emol weess, dass am Kyoto-Mechanismus all Liter Diesel zielt, deenen an hollännesche Camionneur, oder all Liter Benzin, deenen e franséische Grenzgänger zu Schengen, zu Mondorf oder wou och ëmmer tankt, dann ass et awer wierklech blann fir dann hei eng Motioun ofzestëmmen, fir elo op d'Saarstrooss nach eng Tankstell ze bauen, fir nach zousätzlech en Tanktourismus unzezéien. Do weess effektiv déi lénks Hand net wat déi riets mécht a wat se mat esou engem Investissement nach erëm verbrécht.

(Interruptions diverses)

Ech mengen déi Zuelen do si bekannt, an dat ass kloer. Klammer op: Ech hu mer soe gelooss, gewësse Leit géinge soen: Dach, mir mussen endlech déi Tankstell baue fir dass mer endlech Verkéier

op d'Saarstrooss kréien. Dat just als Klammer. Op jidde Fall schéngt et ganz onproblematesch ze goen, ouni Tankstell op der Saarstrooss, dat hu mir jo elo méintelaang gesinn.

(Interruptions diverses)

Dann zum GuD vun Esch, Här President.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ee Wuert zum GuD zu Esch. Här President, de Problem vum GuD zu Esch ass jo deen, dee vun enger ganz Rei Émweltschutzorganisatiounen och vun Ufank u gesot ginn ass, dass et u sech déi falsch Technologie war, dass et falsch war, esou eng grouss Zentral ze bauen, dass et vill besser gewiescht wär fir eng Rei méi klenger dezentral ze bauen, well de Problem beim GuD zu Esch ass net d'Stroumproduktioun, mä de Problem ass, dass bis op weideres déi Wäermt net ka genotzt ginn. A wa mer e ganz héije Prozentsaz vun där Wäermt, déi zu Esch entsteet, kéinten an Esch an a Bielees eraféieren, an engem Nahwärmenetz, an d'Stéit profitéiere loosse, an domadder Mazout ersetzen, da géing ënnert dem Stréch dee GuD zu Esch vill manner zu der zousätzlecher CO₂-Urechnung bäidroen.

Dann zu de Photovoltaikanlagen. Ech kenne ganz vill manner vu Wirtschaft wéi den Här Wirtschaftsminister, ech hu mer awer soe gelooss, dass an der Wirtschaft awer ganz aner Zäiten ziele wéi 13 Joer wa Leit eppes investéieren. Ech weess net mat wéi engen „return on invest“ den Här Grethen gerechent huet, wann e seng wirtschaftlech Projekte gemaach huet. Ech mengen net, dass en déi alleguerten, déi e gemaach huet, gemaach hätt wann en 13 Joer hätt missen op sai Geld waarden. Hei fanne mer awer, dass aacht Joer ze schnell wäeren, an dann drécke mer et op 13. Ech si gespaant, vläicht kréie mer nach eng Kéier d'Geeleehheet wann aner Subsiden an Industrié ginn, ob mer do och mat esou laangen „return on invest“ rechnen.

An da wëll ech awer soen, wa mer vu Subsidé schwätzen, da wär et wierklech derwäert dass mer eng Kéier ganz seriö géinge kucken, wéi massiv haut nach déi fossil Energieträger subsidiéiert ginn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass zum Beispill um ganze Kerosin emol keng TVA, geschweige dann Accisen opgehuewe ginn. Dat ass permanent Concurrence déloyale, an do ginn dem Stat an der Europäescher Unioun an der Weltgemeinschaft Milliarden Euro verluer. A wann een do nëmme déi fossil Energieträger d'selwecht géing behandle wéi déi aner, dann hätte mer massiv Geld fir déi alternativ Energien ze förderen.

Ech wär och ganz gäre gespaant, wann een emol eng Kéier en Audit géing maachen, wéi vill öffentlech Gelder esouwuel vum Stat wéi och vun de Gemengen an d'Verbredung vum Erdgasnetz hei zu Lëtzebuerg gemaach gi sinn. Ech sinn iwwerzeegt, wa keng staatlech Subsidé komm wäeren, wa keng Gemengesubsidé komm wäeren, dann hätt nach deenen éischten Haushalt hei zu Lëtzebuerg en Erdgaszuschuss ze kréien, well da wär dat och net ekonomesch wichteg gewiescht, do zweifele mer guer net drun. Ech kann ëmmer nëmme feststellen, soubal et em e puer Milliounen Euro geet fir d'alternativ Energien, da gëtt de spatze Griffel geholl. Ech bleiwen dobäi, dass dat eng Dinosaurierenergiepolitik ass.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet nach gefrot den Här Alex Bodry.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just nach op d'Interventioun vum Minister zrëckkommen. En hat em Äifer vun der Äntwert vergiess, op dräi prezis Froen anzegoen, déi ech am Numm vun der sozialistescher Fraktioun virbruecht hat.

Wou sinn déi zwee Rapporten vun der Lëtzebuerger Regierung, wou se op Grond vun der Direktiv verflucht ass, déi Rapporten bis Oktober 2003 virzeleeën? Dat Éischt ass e Rapport iwwer en Tëschebericht praktesch, wéi wäit d'Regierung mat der Émsetzung vun hiren Ziler ass. Den zweete Rapport ass deen: Wat fir eng administrativ Hindernisse besti bei der Installatioun vun esou Installatioune fir erneierbar Energien? Wou sinn déi Rapporten drun? Déi sinn iwwerfälleg. An déi drëtt Fro, déi ech gestallt hunn: Wou ass dee Règlement grand-ducal, dee muss geholl gi fir den Artikel 4 vum Gesetz kënnen émssetzen?

■ **M. le Président.** - Den Här Minister Henri Grethen.

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.** - D'Antworten: Dann ass et well ech am Moment net an der Lag sinn, mat där vum Här Bodry sécherlech erwünschte Präzisioun dorobber ze äntworten.

(Interruption)

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5154 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 11 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwer dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 17 Neen-Stëm-men.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Nicolas Strotz), Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Kriepps (par M. Jean-Paul Rippinger), Claude Meisch (par M. John Schummer), Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Georges Wohlfart), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun, déi agereecht ginn ass vum Här Gira. Déi Motioun ass ausgedeelet ginn. Dir hutt se schrëfflech virleien, esou datt ech mengen, dass mer direkt kënnen driwwer ofstëmmen. E Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder ent-hale sech.

D'Motioun ass mat 31 Neen-Stëm-men géint 26 Jo-Stëmmen verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jeannot Krecké), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Marc Zanussi), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Nicolas Strotz), Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu (par M. Simone Beissel), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Kriepps (par M. Jean-Paul Rippinger), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer.

(Interruptions)

Den Här Rippinger freet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Ech wollt awer dat heite soen: A mengem Apparat an och nach bei Apparate vu Kolleegen huet d'Procuratioun net fonctionnéiert. An dofir hätte mer dat gären herno beim Här Generalsekretär geännert. Ech wollt dat nëmme signaliséieren, fir dass keen Triumph soll opkomme bei der Oppositioun.

■ **M. le Président.** - Mir huelen dem Här Rippinger seng Remarque entgéint a mir wäerten dat korrigéieren.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Merci.

■ **M. le Président.** - Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5107, enger europäescher Direktiv iwwer déi finanziell Transparenz bei den Entreprises publiques. Et si schonn ageschriwwen déi Häre Clement, Fayot, Graas, Greisen an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

3. 5107 - Projet de loi portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, dësé Projet de loi 5107 ass en fait eng Transposition vum enger EU-Direktiv an zwar der Direktiv 2000/52 an eist nationaalt Recht. Si soll en fait d'Transparenz vun de Relations financières entre les États membres et les entreprises publiques regelen. Dësé Projet gouf den 12. März 2003 vum Ekonomiminister déposéiert. De 27. Februar 2003 war en dem Statsrot ënnerbreet ginn, deen dann och sâin Avis den 21. Oktober 2003 zu dësem Projet ginn huet. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 23. Abrëll 2003 ginn, an eis Chamberkommission vum der Économie huet an hirer Sitzung vum 12. November 2003 meng Weinegkeet als Rapporteur designéiert an huet an dârselwechter Sitzung de Projet an den Avis vum Conseil d'État examinéiert. De Rapport gouf an der Sitzung vum 21. Januar 2003 dann och ugehall.

Èm wat geet et also? Déi al Direktiv 80/723 vum 5. Juni 1980, déi d'Transparenz tëscht dem Stat an den Entreprises publiques, wat d'Finanzen ugeet, behandelt, gëtt duerch véier nei Direktive modifizéiert. Aus Ursaache vun Transparenz, Kloeerheet a Verständnis hunn d'Auteurs vun dësem Projet et virgezunn an engem Text déi sämtlech Direktiven ze presentéieren. Et geet also ganz kloer ëm staatlech Bâihëlfelehen hei. Ausserdeem gëtt eng Obligation fir verschiddenen Entreprises agefouert, eng separat Kontabilitéit ze féieren.

D'Haaptzil ass de Memberlänner an haaptsächlech der Kommission zu Brëssel en Instrument ze gi fir all Diskriminatioun, wat d'Konkurrenzregelen ugeet, auszuschléissen an de Prinzip vun der Égalité de traitement kënnen mat där Direktiv hei spillen ze loosse. Net betraff vun dësem Text sinn öffentlech Entreprises de prestation de services wéi entre autres d'Banque Centrale, d'Établissements de crédit public an déi Entreprises publiques, wou de Chiffre d'affaires annuel net iwwer 40 Milliounen Euro geet.

De Conseil d'État ass mam Text bis op eng Textmodifikatioun am Artikel 6 d'accord, mä bedauert - an ech zitieren -: „Tout comme la Chambre de Commerce, le Conseil d'État regrette que l'exposé des motifs ne fournisse aucune indication sur l'application concrète de cette loi dans le contexte économique luxembourgeois.“ Datselwecht géllt och fir den Avis vun der Chambre de Commerce, wéi scho gesot. Wat déi eenzel technesch Ausféierungen ubetrëfft, verweisen ech op de schréffleche Rapport, wou dat alles in extenso nozekucken ass. Ech géing lech merci soe fir d'Opmerksamkeet an lech un d'Häerz leeën dësé Projet de loi ze stëmmen a bréngen och den Accord vum menger DP-Fraktioun dozou.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Hâr Lucien Clement agedroen. Den Hâr Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och fir

d'éischt dem Rapporteur John Schummer merci soe fir säi schréfflechen an och ausféierleche mëndleche Rapport.

De Projet, deen hei virläit, muss am Kontext vun den Dispositiounen vum europäeschen Traité gesi ginn. Déi garantéieren engersäits de Memberstaten d'Fräiheet vun der Wiel vun hirem Propriétéitsregime, an anerersäits versiche se eng fräi Konkurrenz um europäesche Banneemaart ze assuréieren, andeems se d'Konkurrenzverzerrung mat alle Mëttelen ënnerbanne wëllen an och bekämpfe wëllen.

Den Traité gesäit vir, dass all Memberstat Recht dorop huet, fir fir e Régime d'économie mixte ze optéieren. Dat Recht dispenséiert awer déi öffentlech-rechtlech Entreprises net vun der Verpflichtung d'Regele vun der Konkurrenz ze respektéieren. D'Europäesch Kommission huet d'Flicht dofir ze suergen, dass bei der Application vun dësem Regele vun der Konkurrenz keng Diskriminatioun géintiwwer de privaten oder öffentlechen Entreprises entsteet. Si ass der Meenung, dass eng gerecht Application vun de Staatshëlfelehen an déi privat an un déi öffentlech Entreprises nëmme méiglech wier, wann eng echt Transparenz vun de finanzielle Relationen tëscht de Memberstaten an hiren öffentlechen Entreprises géif bestoen. An deem Sënn huet se och dës Direktiv adoptéiert, déi d'Memberstaten opfuert d'Transparenz vun allen Transferte vun öffentleche Gelder un öffentlech Betriber souwéi d'Utilisatioun vun dësem Gelder och ze garantéieren.

Fir keen Zweifel awer opkommen ze loosse, wat een ënnert deem Transfert vun öffentleche Gelder u staatlech Betriber ka verstoen, zitëiert d'Direktiv verschidde pertinent Beispiller, wéi d'Kompensatioun vun de Betriebsverloschter duerch déi öffentlech Hand oder e Prêt vun öffentlecher Stell zu privilegierte Konditiounen wéi de Verzicht vum Stat op d'Urecht vun engem Deel vun de Benefisser, oder nach Kompensatiounen vun öffentleche Chargé wéi Taxen oder Steieren. All dat muss elei mat opgefouert ginn.

D'Direktiv gesäit anerersäits vir, dass separat Konte vun allen öffentlechen Entreprisë mussen opgestallt ginn. Dës Konte sollen d'Resultater vun deenen eenzelnen Aktivitéiten vun der Entreprise kloer ënnerscheiden an d'Imputatioun vun de Chargen an de Produiten, wat déi eenzel Aktivitéiten ugeet, muss se och kloer festleeën.

D'Direktiv schléisst och verschiddenen Entreprisë vum hirer Application aus. Si leet Seuilë fest, déi eng Entreprise erreeche muss, fir iwwerhaapt ënnert dës Bestëmmungen ze falen.

D'Chambre de Commerce hirsäits stellt awer fest, dass d'Effetë vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv bei eis am Land ganz limitéiert bleiwe wäerten, well engersäits déi öffentlech Versuerungsbetriber vun der elektrescher Energie, vu Waasser a vu Gas, haut schonns obligéiert si fir separat Konten ze féieren a well anerersäits de Gros vun de Lëtzebuerger öffentlechen Entreprises déi virgeschriwwé Seuilë vun der Direktiv net dépasséiere wäerten.

D'Chambre de Commerce regretéiert anerersäits, dass keng Lëscht vun deene Betriber bälait, déi iwwer eng Participatioun vun der SNCI vun der Transposition vun dëser Direktiv concernéiert sinn. Des Weideren insistéiert se awer, dass all öffentlech Betriber d'Regele vun der Transparenz vun de finanzielle Relationen mam Stat respektéiere missten an och separat Konte féiere missten, och wa se net ënnert d'Seuilë vun der Direktiv fale géifen an dat eleng am Sënn vun enger méi grousser Transparenz géintiwwer de privaten Entreprises a besonnesch awer vis-à-vis vum Steierzueler. Deem Wonsch, Hâr President, kann ech mech

nëmmen uschléissen an ech wëll dann awer och nach zum Schluss den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Hâr Ben Fayot agedroen. Den Hâr Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Hâr President, mir transposéiere mat dësem Projet bal textuell eng Direktiv vun der Europäescher Union iwwer d'finanziell Transparenz tëscht de Memberstaten an den öffentlechen Entreprises. Géint esou eng Transposition, och esou eng textuell Transposition, ass a sech näischt ze soen. Et ass gutt, mengen ech, wann een déi wuel ausgeduechten Direktiv esou transposéiert. Allerdéngs muss ech och - wéi den Hâr Clement - bedauern, dass am Fong geholl der Chamber keng Reflexioun vum dem Wirtschaftsministère virläit, wat dann elo den Effet vun dëser Direktiv fir Lëtzebuerg ass. Déi Fro stellt esouwuel d'Chambre de Commerce, déi och net fündeg ginn ass wien dann elo dovunner concernéiert wär, wéi och de Conseil d'État, dee sech seriö Froen doriwwer stellt.

Ech hunn och net am Rapport vum Hâr Schummer gesinn, ob an der Chamberkommission doriwwer diskutéiert gi wär, ob der Chamberkommission Donnéeën dofir géinge virleien. A meng Perplexitéit ass also grouss, wat dann elo dësen Text, dee mer jo wuel mussen transposéieren, fir Lëtzebuerg vum Effet huet. Wann een elo déi Exceptione kuckt, déi an der Direktiv sinn, an et ass scho gesot ginn, déi Entreprises déi Waasser, Gas an Elektresch verdeele falen net drënner, déi hu souwiso schonn d'Obligation fir separéiert kloer Konten ze hunn, et falen och net drënner d'Banque Centrale, d'Établissements de crédit publics wa se öffentlech Fongen zu normale Konditiounen verwalten an Entreprises, déi e Chiffre d'affaires ënner 40 Milliounen Euro hunn.

Also och eng Fro un den Hâr Wirtschaftsminister a vläicht och u seng Servicer, wat dann elo wierkelech heimat gemengt ass a wat op d'Lëtzebuerger Betriber oder d'öffentlech Betriber heimat zoukënn. Dat gesot, ass meng Fraktioun selbstverständlech d'accord mat dësem Projet.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Hâr Fernand Greisen agedroen. Den Hâr Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR).- Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol eise Merci un all déi Leit, déi un deem Projet matgeschafft hunn.

Hei soll fir Kloeerheet an de finanzielle Relationen tëscht dem Stat a sengen Entreprisë gesuergt ginn, mat getrennter Buchféierung fir déi eenzel Aktivitéiten an dësen öffentleche Betriber. Den ADR ass mat dësem Ziler averstanen a wäert och herno de Projet matstëmmen.

Den Ausgangspunkt ass d'Direktiv 80/723/CEE, déi awer schonn duerch dräi weider Direktiven ëngeännert ginn ass. Si steet am Zusammenhang mat den Ënnerstëtzen, déi vum Stat zougestane kënnen ginn. D'Haaptzil vun der Direktiv ass et, de Memberstaten an der Kommission d'Mëttelen ze ginn, de Prinzip vun der Gläichbehandlung ze garantéieren, fir ouni Diskriminatioun Konkurrenzregelen och bei de staatleche Betriber unzewenden.

Ech wëll awer op e wichtige Punkt aus dem Avis vun der Handelskammer zrëckkommen. Hei gëtt bedauert, dass et net kloer ass wat fir Lëtzebuerger Entreprises ënnert

dës Direktiv falen, wat fir eng eventuell weinst enger Bedeelegung vun der SNCI betraff sinn a wéi et da mat de sëllegechen Établissements publics an deem Zesammenhang steet.

Et gëtt och festgehalen, dass einfach den Text vun der Direktiv iwwerholl ginn ass, ouni d'Begrëffer op déi spezifesche Situatioun hei unzepassen, fir méi prezis déi betraffe staatlech Instanzen a Betriber ze definéieren. Och de Statsrot bemängelt d'Tatsaach, dass näischt Konkretes iwwer den Afloss vum Gesetz op eis Économie vum Wirtschaftsministère ausgesot gëtt.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

D'Handelskammer schreift dann och nach, dass den Afloss vun dësem Gesetz relativ kleng wär, engersäits, well déi öffentlech Verdeelungsbetriber fir Waasser, Elektresch a Gas elo scho weinst der Liberalisatioun vun hire Mäert separat Konte féiere mussen an anerersäits, well eng ganz Rei vu Betriber ënnert de Grenzwäert vu 40 Milliounen Euro Ëmsatz falen, also net onbedéngt mussen separat Konte féieren.

Aus dem Wirtschaftsministère gëtt bestätegt, dass déi meescht staatlech Betriber net vun dëser Direktiv betraff sinn. Dofir weist d'Handelskammer op d'Noutwendegkeet hin, allgemeng fir Kloeerheet an de finanzielle Relationen tëscht dem Stat a sengen Entreprises ze suergen a systematesch getrennte Buchféierungen, fir déi eenzel Aktivitéiten anzeféieren.

Separat Konte mat enger analytescher Kontabilitéit fir déi verschiddenen Aktivitéiten sinn nämlech haut eng Selbstverständlechkeet fir all öffentleche Betriber. Besonnesch weinst der noutwendeger Transparenz vis-à-vis vum Steierzueler a weinst de verstoppte Subventioneméiglechkeeten, déi zu Konkurrenzverzerrung féiere kënnen; dëst zum Nodeel vu Privatbetriber.

Den ADR ënnerstëtz selbstverständlech dës Forderung a bedauert, dass dësé Projet net méi wäit op deem Punkt geet. Den ADR ass mat den Ziler vum Projet averstanen a stëmmt dofir dëst Gesetz mat.

Ech soen lech merci!

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Hâr Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Hâr Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hâr President, ech wollt e puer Reaktiounen weisen op Basis vun enger Question parlementaire, déi ech un den Hâr Minister vun der Économie gestallt hat a wou ech gefrot hat, firwat déi Direktiv, déi mer haut sollen an d'Lëtzebuerger Recht integréieren, sou spët a sou laang gedauert huet, well d'Direktiv gesäit nämlech vir, dass se misst bis den 31. Juli 2000 an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Mir krute vun der Commission européenne eng Action en manquement intentéiert an et huet awer nach relativ laang gedauert, bis dat Gesetz elo endlech hei an der Chamber gestëmmt gëtt.

Mä nach sinn ech och bei där Geleeënheet gewuer ginn, dass d'Regierung mer deen Ablack net konnt soen, wat fir eng Entreprisë vun der Direktiv concernéiert sinn. D'Direktiv an d'Gesetz, wéi mer et elo virgesinn hunn, gesinn zwee verschidde Champs d'application vir, deen een, wou de Stat oder d'Gemeenge Relationen hu mat enger Entreprise publique an zweetens d'Obligation, fir separat Konte virzugeséi fir verschiddenen Entreprises, déi iwwer Spezialrechter oder Exklusivrechter verfüegen.

Anscheinend wier fir deen éischte Volet vum Gesetz a vun der Direktiv keen Établissement public, keng Entreprise, viséiert, mä bei deem zweeten, do wäeren et der relativ

vill. An da kënn doriwwer eraus och nach déi Notiouen, dass de „Chiffre total annuel net“ misst iwwer 40 Milliounen Euro vun deene Betriber sinn iwwer de Laf vun deenen zwee leschte Joren. Ech huelen un, dass dat awer misst fir d'Joren 2000 an 1999 sinn, oder sinn et déi Joren, déi elo en cours sinn? Do wier et also interessant ze wësse vum Hâr Minister, wat fir eng Entreprisë viséiert sinn.

Notamment mengen ech, dass d'Spuerkeess hei viséiert ass, well déi bis elo keng Dividenden un de Lëtzebuerger Stat ofginn huet, wat enger Subventionéierung gläichkënn. Dat ass fir d'Joer 2004 elo net méi de Fall, sou dass ech unhuelen, dass déi vun enger anerer Gesetzgebung nach kënn betraff sinn. Déi lafe selbstverständlech och nach ënner Publikatioun a Réglementatioun vun de Banken. Héchstwahrscheinlech misst et do d'Post sinn. Dofir wier et wichtig, wann den Hâr Minister ons weinstens e puer vun deene groussen Entreprisë kéint uginn, déi vun dësem Gesetz profitéieren.

Wat nach net ganz kloer ass, dat ass, ob déi Gesetzgebung beinhalt, dass wann ee muss Comptes séparés opféieren, ob déi och da mussen am Registre de commerce sous forme vu Comptes séparés publizéiert ginn? Dat schéngt mer eng Obligation ze sinn, déi sech aus dem Gesetz iwwer de Registre de commerce ergëtt, mä formell steet et an dëser Direktiv net, an och net am Gesetz.

Ech wier dofir frou, Hâr Minister, wann Der ons do kéint eng Informatioun ginn, well ech erënnere mech, dass Dir mer gesot hutt, anlässlich enger Interpellatioun iwwer dësé Punkt, Interpellatioun, déi an eng Question avec débat ëmgewandelt gi war, dass ënner kengen Ëmstänn Dir géingt d'Comptes séparés vun der Post beispillsweis publizéieren. Mir perséinlech schéngt dat en contradiction ze si mat dem Gesetz, wat mer elo stëmmen, an dofir wier ech frou ze wësse wéi d'Regierung dësé Punkt interpretéiert.

M. le Président.- D'Wuert huet den Hâr Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie.- D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv an d'nationaalt Recht schéngt jo keen technesch juristesche Problem fir d'Deputéierten ze sinn. D'Fro ass just, wat fir eng Entreprisë falen drënner?

Sukzessiv Regierunge waren der Meenung, dass deen Text op Lëtzebuerg net applicabel wier an dofir hunn och sukzessiv Regierunge déi verschiddenen Direktiven - Dir kënn dat nokucken - 1980, 1985 net ëmgesat. Mir hunn duerno elo viru kuerzem, 2001, vun der Kommission gesot kritt, mir missten se awer ëmsetzen. Dofir setze mer se ëm, sinn awer haut nach net an der Lag fir ze soen - dat ware mer net an der Lag der Chambre de Commerce ze soen, ware mer net an der Lag dem Conseil d'État ze soen, ware mer och net an der Lag der Chamber ze soen -, wien dann elo definitiv drënner fällt.

Et mag sinn, dass nei Entitéiten, déi en création sinn, wéi zum Beispill bei der Stad Lëtzebuerg oder muer vläicht bei der Stad Esch, drënner falen. Et mag sinn um Niveau vun der SES. Si sinn amgaangen den Text millimetergenau ze kucken, ob si kënn drënner falen oder net. Vu dass eng Rei Établissements d'office ausgeschloss sinn, wéi zum Beispill d'Établissements financiers, ass d'Spuerkeess, ob se Dividende bezillt oder net, ausgeschloss, ass net am Champ d'application vun dëser Direktiv dran. Vu dass déi Entreprises, déi manner wéi 40 Milliounen Euro Chiffre d'affaires hunn, och ausgeschloss sinn, sinn eng ganz Rei Entreprises net dran.

Ech ka just der Chamber soen, souwäit wéi mer wäerte laut dëser

Direktiv Renseignermenter musse ginn, wäerte mer déi als Regierung der Kommissioun a selbstverständlech och der Chamber ginn.

Wat elo d'Comptes séparés an d'Comptabilité analytique ugeet - den Här Henckes huet eng Äntwert vu mir rappeléiert -, wëll ech der Chamber nach eng Kéier soen, dass een als Geschäftsmann a wann de Stat Propriétaire vun enger Entreprise ass, dann ass dat awer eng Entreprise commerciale, da muss déi sech bewege wéi all déi aner. Do kann een dann nème soen, d'Guttheet ass e Stéck vun der Dommheet. Wann een do senge Konkurrenten Dier an Aangel opmécht, wannen een hinnen d'Strécker liwwert un deene se ee kënnen ophänken, dat wier utopesch an ech mengen, dass d'Lëtzeburger Regierung op alle Fall wäert dofir suergen, dass déi Entrepreneuren, déi an der Propriétéit vum Stat sinn, wuel eng fair Konkurrenz, mä awer och eng loyal Konkurrenz, mä trotzdem eng Konkurrenz maachen, an net dass se d'Waffe strecken éier de Krich iwwerhaupt ugaangen ass.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5107 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 7 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleien-de Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass ugehall mat 56 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert (par M. Théo Stendebach), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu (par M. Jean-Paul Rippinger), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel (par M. Jeannot Belling), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Marc Zanussi), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 4752B iwwer en

europäeschen Informatiounssystem vum de Gefierer an de Führerschäiner. D'Wuert huet als Éischten de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Ageschriwwen si bis elo déi Häre Krecké a Greisen.

4. 4752B - Projet de loi portant approbation du Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. Gusty Graas (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 29. Juni 2000 ass hei zu Lëtzebuerg en Traité iwwer en europäeschen Informatiounssystem ënnerschriwwen gi wat d'Autoen an d'Führerschäiner ubelaangt. De 6. Juli 2001 ass d'Chamber mat engem Amendement vum Transportminister befaasst ginn an op Urode vum Statsrot ass dunn de Projet de loi 4752 an zwee Deeler gespléckelt ginn. Den 3. Juli 2002 hu mir hei den éischte Volet gestëmmt, an zwar ass et deemools ëm nei Attributiounen gaange fir d'Société nationale du Contrôle technique.

Well den EUCARIS-Traité allerdéngs muss konform mat der Direktiv vum Europäesche Parlament 95/46/CE an där vum Conseil vum 24. Oktober 1995 iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën sinn, konnte mir zu deem Zäitpunkt dee Volet hei nach net stëmmen. Dat huele mer dann haut no, well d'Gesetz iwwert den Dateschutz jo de 17. Juli 2002 hei ugehall gouf an dat dréit den Datum vum 2. August 2002.

Bei dem Traité EUCARIS geet et u sech ëm d'Ëmsetzung an och d'Exploitation vun engem technesche System, fir Informatiounen iwwert d'Immatrikulatioun vun Autoen an d'Ausstelle vu Führerschäiner auszewieselen. Domadder soll och de Bedruch mat gestuelenen Autoe verhënnert ginn.

Och déi frauduléis Iwwerschreiwung vu Führerschäiner kann duerch desen Traité verhënnert ginn. No dem Fale vun de Grenzen an der Europäescher Unioun huet sech nämlech erausgestallt, datt virun der Réimmatrikulatioun vun engem Auto eng seriö Kontroll noutwendeg wier.

An engem Projet pilote vun 1993 goufen ënnert de Benelux-Länner schonn éischt gutt Erfahrung gesammelt, esou datt och Däitschland a Groussbritannien mat Nordirland zesummen 1995 deem Ofkomme bäigetruede sinn. Deemools gouf dann och decidéiert, fir am Nachhinein en internationalen Traité auszeschaffen.

Esoubal déi zoustänneg Instanzen e Verdacht hunn, mussen se direkt d'Forces de l'ordre aus hirem Land dovun a Kenntnis setzen an duerch d'Notzung vu gemeinsame Logicielen hunn déi national Instanzen och Zougrëff op d'Banques de données vun deenen aneren auslänneschen Autoritéiten. Den EUCARIS-System erlaabt donieueg och eng besser Gestiou vun deenen nationale Fichieren duerchzuführen. Aner EU-Länner, an dat ass interessant, wéi zum Beispill Schweden, Finnland, Spuenien, Portugal oder Italien, wéi och awer schon osteuropäesch Länner, hu sech bereet erkläert, dem EUCARIS-Traité an Zukunft bäizetrieden.

E wichtige Volet vun deem Gesetz ass natierlech d'Protektioun vun den Donnéeën. Mir hu jo d'Gesetz iwwert den Dateschutz hei gestëmmt, an dat stellt mat Sécherheet och eng gewësse

Sécherheet duer. Am Traité sinn awer elo nach zousätzlech Dispositiounen agebaut, fir - wéi gesot - eng optimal Sécherheet vun der Notzung vun deenen eenzelnen Donnéeën kënnen ze garantéieren. Den Artikel 19 gesäit dann och d'Asetze vun engem Komitee vir, deen d'Exekutioun vum Traité soll iwwerwaachen an och garantéieren, an all Land huet, onofhängeg vun der Zuel vu senge Vertrieeder, an deem Komitee allerdéngs nëmmen eng Stëmm. Eventuell gemeinsam Fräen, déi entstinn, ginn dann zu deene gläichen Deeler ënnert deenen eenzelne Länner opgedeelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg ass jo d'Société nationale de contrôle technique zoustänneg fir d'Immatrikulatioun an d'techesch Kontroll vun den Autoen, an esou wéi mir jo hei den 3. Juli d'lescht Joer decidéiert hunn, ass d'SNCT och nach fir eng Rei aner administrativ Aarbechten an deem Kontext kompetent, wéi zum Beispill d'Ofhale vun den theoretischen Examen, dann och d'Organisatioun vun de praktischen Examen, an zwar vun Examineuren, déi allerdéngs da vum Transportministère agréiert sinn. Da si se zoustänneg fir déi éischt Ausstellung an d'Erneuerung vun de Führerschäiner, d'Iwwerschreiwung vun auslänneschen, net communautaire Permissen, an och nach finalement fir d'Gestiou vun den Dossiere vun der Conduite accompagnée. D'SNCT ass donieueg awer och fir d'Sécherheet vun den enregistrierten Donnéeën zoustänneg. Also musse Moossname getraff ginn, déi d'Lecture, d'Kopie, d'Emännerung oder d'Läsche vun Informatiounen net géinge méiglech maachen.

Här President, den EUCARIS-Traité tritt den éischten Dag vum zweete Mount a Kraaft, nodeem e Land seng véiert Approbatioun, Akzeptatioun oder Ratifikatioun kriit huet. D'Lëtzeburger Regierung ass iwwerengs och Dépositaire vun deem Traité. Dofir si mir jo als Kommissioun der Meenung, dass déi Informatiounen, déi am EUCARIS-Espace zirkuléieren, sollen hei zu Lëtzebuerg zentraliséiert ginn. Deesen Traité ass jiddefalls och e Beweis méi, dass d'Zesummenaarbecht tëschent eenzelne Staten um europäesche Plang ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, an et ass ze hoffen, dass des gutt Initiativ sech wäert elo ausbreeden op déi ganz Europäesch Unioun, a wéi ech lech jo virdru gesot hunn, sinn do schon eng Rei vu Länner, déi Intérêt manifestéiert hunn, fir deem Traité bäizetrieden.

Ech géing lech och deementspriedend bidden, dese Gesetzesprojet ze stëmmen, a soen lech merci fir Aert Nolauschteren a bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Clement freet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht. Deem ass vun eiser Säit näischt méi zouzefügen, an ech géif dann den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Sinn déi aner och d'accord? Et schéngt es. Da froe mer den Här Statssekretär. Den Här Statssekretär huet d'Wuert.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement. - Här President, ech wollt awer och dem Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen, a virun allem schrëftleche Bericht, wou en eis hei erkläert huet, dass mer hu misse fir d'éischt konform sinn zu enger Direktiv iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeën, wat mat engem Gesetz vun 2002 gemaach ginn ass, ier dann elo definitiv deen Traité hei kann adoptéiert ginn, wou et also geet ëm den Informatiounssystem am Beräich vun den Autoen, Immatrikulatioun a Führerschäin, an ech wëllt och dann der Chamber merci soe fir déi grouss Zoustëmmung zu deem wichtige Projet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4752B a stëmmen doriwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleien-de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dergint si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugehall mat 42 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Marc Zanussi), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Rippinger freet d'Wuert.

5. Intervention de M. Jean-Paul Rippinger

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, ech wollt kuerz d'Wuert froen zum Ordre du jour. Et ass mer de Moie Folgendes zougedroe ginn, dass de Minister vun der Santé a vun der Sécurité sociale gëschter zwar net am Sall war, awer héieren huet, iwwert d'Televisioun, dass den Här Gibéryen gesot huet - an en hat jo och

Recht mat engem groussen Deel vun deem wat e gesot huet -, dass eng Partie Froe vun der Regierung net beäntwert sinn. De Minister vun der Santé an der Sécurité sociale, deen en hei och genannt huet an där Interventioun, huet a senge Servicer nogekuckt an huet constatéiert, dass all Froen, déi un hie gericht sinn, aus sengem Ministère fort sinn. Et ass awer richtig, an dat kann och sinn, mir hunn dat nogekuckt, dass déi Froen net allegeruerten hei ukomm sinn. Et ass net déi eenzeg Explikatioun, mä et ass och eng Explikatioun.

Firwat huelen ech d'Wuert? Well ech froen, dass mer dat sollen an Zukunft eng Kéier an der Conférence des Présidents diskutéieren. Well et geet duer, d'Antwerte vun de Froen ze transitéieren duerch de Minister vun der Informatioun. An et ass awer och net deem seng Schold, mä et geet duer, dass e Fonctionnaire a Congé ass oder dass e krank gemellt ass, dass da méi wéi aacht oder zéng Deeg sinn, wou esou eng Fro tëschent dem Datum, wou se beäntwert gëtt a wou se hei ukënnt, dass eben den Délai do dotëscht ass. An dofir wollt ech ebe just dat nème soen, dass mer eis eng Kéier sollen där Saach do unhuelen. Vläch krie mir en direkte Wee tëschent der Regierung an tëschent der Chamber ze wielen, a fir zur gläicher Zäit ze soe wat de Minister vun der Santé an der Sécurité sociale mir opgedroen huet, dass seng Froen all beäntwert wäeren.

M. le Président. - Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här Minister, ech si selbstverständlich frou fir déi Äntwert, déi den Här Rippinger elo ginn huet, mä wéi gesot, et ass nach ëmmer...

(Interruption)

...vläch nach eng Kéier mam Minister vun der Réforme administrative dann och schwätzen, fir aner Prozeduren ze kréien. Mä fir dem Här Rippinger awer Recht ze ginn an de Beweis ze bréngen, dass dat stëmmt, dass dat net alles esou klappt: Esou huet mäi Kollege Roby Mehlen eng Question parlementaire - et ass och eng vun deenen, déi ech gëschter hei opgezielt hunn - un de Minister vun den Travaux publics geschéckt. A well dat jo iwwert de Minister vun de Relatiounen mam Parlament, den Här Biltgen, leeft, huet den Här Biltgen se net un de Minister vun den Travaux publics weiderginn, mä en huet se un de Minister vun der Kultur weiderginn, d'Madame Hennicot. An d'Madame Hennicot huet dunn, no laanger, räiflicher Iwwerleeung, déi Questioun erëm un den Här Biltgen zréckgeschéckt a gesot, et géif si net concernéieren, mä den Här Biltgen sollt se un d'Madame Hennicot vum Ministère vun den Travaux publics erëm weiderschécken.

Une voix. - No drai Méint! No drai Méint!

M. Gast Gibéryen (ADR). - No drai Méint ass et dann elo tëschent de Ministeren, obschonns et un dee richtegen adresséiert war, endlech elo bei deem richtegen ukomm. An da wäert et elo nach e Mount dauere bis mer d'Äntwert hunn.

Et gesäit een also, Här Rippinger, Dir hutt Recht, et ass villes an dem Zirkuléieren an deser Regierung falsch, an dofir musse mir schon eng Hand mat upaken, dass mer do Remedur geschaf kréien.

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëttag um hallwer drai.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.03 heures)

Ordre du jour

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution
2. Interpellation de M. Marc Zanussi sur la protection des animaux
(Discussion générale - Motions et Résolution - Votes)
3. Ordre du jour
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Fernand Boden, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da komme mer direkt zum Hauptpunkt vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg, dat ass d'Interpellatioun vum Här Marc Zanussi iwwert den Déiereschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Clement, Calmes, Jaerling a Gira.

(Interruptions)

Den Här Jean-Paul Ripinger huet d'Wuert.

Une voix.- Ma gëss du dech dann?

Une autre voix.- Korrigéiers du elo déi schlecht Gesetzer vun dëser Regierung?

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir d'Wuert. Ech hunn d'Éier dann eng Proposition de révision vum Artikel 11 vun der Verfassung hei eranzebréngen, dat heescht d'Protection des animaux an d'Verfassung anzuschreiben. Ech sinn net deen Eenzeener, mä meng Proposition ass aneschters wéi deenen aneren hir.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir wëllt se an d'belsch Verfassung setzen.

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Nee, vläicht an déi vun Did-délang, Här Di Bartolomeo, well dat schéngt jo eng speziell ze sinn.

(Interruptions)

Här President, loosst mer den Här Di Bartolomeo an der Gemeng Did-délang d'Leit ënnerbriechen, awer net méi an der Chamber.

Den Text vun der Proposition de révision ass, am Artikel 11 vun der Verfassung en Alinéa 7 anzesetzen an deen ass folgendermoosse libelléiert: „La protection des animaux est réglée par la loi.“ Si ass inspiréiert vun der Confédération helvétique, wou ech der Meinung sinn, dass déi en excellenten Text an hirer Verfassung hunn, wou et da virugeet, wat d'Gesetz en partikulär reglementéiert a légiféiert: „A) La garde des animaux et la manière de les traiter; B) L'expérimentation animale et les atteintes à l'intégrité d'animaux vivants; C) L'utilisation d'animaux; D) L'importation d'animaux et de produits d'origine animale; E) Le commerce et le transport d'animaux“ a finalement „F) L'abattage des animaux.“

Här President, ech iwwerginn lech déi Proposition de loi an ech soen lech merci fir d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat do nennt ee Schiet an Tuten!

Une voix.- Très bien.

(Interruptions)

M. le Président.- An elo zu der Interpellatioun vum Här Marc Zanussi. Ech hunn lech scho gesot, wien agedroen ass. Den Här Zanussi huet als Éischt d'Wuert, well hien den Auteur ass vun der Interpellatioun. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Zanussi huet d'Wuert. An ech géing déi aner bieden, opzepasst, nozelauschteren a roueg ze sinn.

2. Interpellation de M. Marc Zanussi sur la protection des animaux

M. Marc Zanussi (LSAP), interpellateur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beschäftegen eis hei de Mëtteg mam Thema Déiereschutz. Den Thema Déiereschutz, sinn ech der Iwwerzeugung, ass en Thema, deen hei am Land ganz vill Leit interesséiert. D'Ursaachen dofir si relativ kloer: Éischens d'Tatsaach, dass hei zu Lëtzebuerg d'Leit vill Hausdéieren hunn. Zweetens déi méi désagréabel Tatsaach, dass regelméisseg iwwert d'Press, déi geschriwwen an déi aner, iwwer Tierquälereien informéiert gëtt. D'Tatsaach awer och, dass regelméisseg hei am Land et eng Opposition gëtt bei de groussen, organiséierte Klappjuegden. Et gëtt awer och déi méi grondsätzlech Diskussioun an der Populatioun doriwwer, ob een Déieren als Liewewiesen oder als Wuer aklasséieren an déi doraus folgend Konsequenzen deementsprechend huele soll.

Ech sinn also der Iwwerzeugung, a mir als Partei insgesamt ebenfalls, dass d'Suerg ëm d'Wuel vun den Déieren an hir Protektioun ville Leit hei am Land um Häerz läit.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Déiereschutzorganisatiounen, awer och aner Kreeser a Privatleit hu sech an deene leschte Wochen a Méint intensiv mat där doter Fro beschäftegt, sief dat a Lieserbréiwer, sief dat an Ennerschrëftenaktiounen, sief dat an aneren Aktiounen.

Mir hunn als LSAP 1997 hei eng Proposition de loi gemaach, déi als Zil hat, d'Déiereschutzgesetz vun 1983 ze reforméieren. An dësem Text sinn eng ganz Rei vu méi pragmatischen Emännerungsvorschléi festgehale ginn, wat haaptsächlech d'Hale vun Hausdéieren ubelaangt. Där Proposition vun deemools grad wéi där Interpellatioun vun haut si Gespëcher an Diskussiounen mat sämtlechen Déierenorganisatiounen virausgaangen.

D'Proposition de loi vun deemools huet sech dorobber beschränkt gehat, ëmmer nëmmen eppes ze maache - wéi gesot - am Beräich vum Hale vun den Hausdéieren. Do war éischens virgeschloen ginn, dass, wat d'Hale vun Hausdéieren zu kommerziellen Zwecker ubelaangt, dat nëmmen da ka geschéien, wann et och aartgerecht geschitt. Zweetens hu mer deemools gefrot, dass méi streng Regele bei der kommerzieller Haltung vun Déiere misste respektéiert ginn an dass, falls dat net de Fall ass, méi staark Strofe mussen ausgeschwat ginn. Drëtens, dass d'minimal Bedingung fir d'Hale vun Hänn a Kaze solle verbessert ginn. Véiertens, dass d'Déiereversich verbuede solle ginn, déi als Konsequenz Verképpelunge vun den Déiere selwer hunn. Fënneftens war an der deemoleger Proposition de loi och d'Iddi an d'Diskussioun iwwert de legale Statut vun den Déiereninspekteren an de Raum gestallt ginn.

Deemools ass vum zoustännege Minister net op déi Proposition de loi reagéiert ginn. Et si keng Modifikatiounen un deem bestoenden Text virgeholl ginn. Vun 1997 un hunn ech mech och an enger Rei vu Questions parlementaires mat dem Thema vum Déiereschutz beschäftegt. Ech wëll der just e puer hei skizzéieren. Déi Questions parlementaires, Dir Dammen an Dir Hären, sinn zustane komm, net nëmmen opgrond vun deenen Informatiounen, déi ech ëmmer selwer hat, mä och duerch dee permanente Kontakt an Dialog mat den Déiereschutzorganisatiounen.

Eng Question parlementaire huet sech mat den Déierenasyler beschäftegt; do kommen ech an der Interpellatioun och nach eng Kéier drop zrëck. Eng aner huet sech beschäftegt mat den EG-Subventiounen fir d'Ziichtung vu Stéiere fir de Stéierkampf, mat den Déiereversich, mat der Straussenzücht, mam Schächte vun Déieren - eng Tatsaach an e Virgoen, wat hei zu Lëtzebuerg verbueden ass an en Thema, dat deemools, wéi d'Question parlementaire gestallt ginn ass vu menger Säit aus, zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet an zu deem ech de Wonsch ausdrécken an der Iwwerzeugung sinn, dass d'Majoritéit oder vläicht d'Unanimité hei an dëser Chamber vläicht herrscht, dass d'Schächte vun Déiere weiderhi verbuede bleiwe muss an, wann et iergendwou illegal gemaach gëtt, streng muss bestrooft ginn. An enger anerer Question parlementaire hat sech nach d'Fro gestallt iwwert d'Legalitéit vun de Fuchsschließanlagen hei zu Lëtzebuerg.

Mat deene Beispiller do wollt ech kuerz nach eng Kéier opweisen, dass mir als LSAP eis mam Thema Déiereschutz scho während enger ganzer Rei vu Jore beschäftegen an déi Interpellatioun hei eigentlech just d'Konsequenz an d'Reaktioun op déi aktuell Diskussioun dobaussen ass.

Wann ee sech elo haut mam Déiereschutz beschäftegt, da stellt ee ganz séier fest, dass déi aktuell gesetzlech Basis eigentlech dem Usproch vun engem modernen Déiereschutz net gerecht ass. Dat ass eng Meinung, déi mir als Fraktioun verrieden, an dat ass och eng Meinung, déi allegueren d'Déiereschutzorganisatiounen verrieden, déi mer heizoo consultéiert hunn. Mir hunn en Déiereschutzgesetz vun 1983. Mir hunn en antiquéiert Juegdgesetz vun 1885, e Gesetz dat bal esou al ass wéi eis Verfassung. An dee virleende Projet, deen d'Hale vun Hänn soll regelen, ass e Projet deen, eiser Meinung no, och méi nei Problemer schaaft wéi dass e Problemer géing léisen. Et ass och e Projet, dee ganz hefteg vun allen interesséierte Kreeser kritiséiert ginn ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi No 4985 relatif aux chiens, déposé à la

Chambre des Députés en date du 4 juillet 2002, ainsi que les amendements gouvernementaux du 7 novembre 2003;

- constatant que ce projet a été vivement critiqué par le Conseil d'État, par les organisations oeuvrant dans le domaine de la protection des animaux, ainsi que par de nombreux détenteurs de chiens;

- estimant tout d'abord qu'un danger potentiel peut provenir de chaque chien et que de ce fait une catégorisation des chiens en „chien dangereux“ ou „chien d'attaque“ est inadaptée et erronée, d'autant plus qu'elle ne tient pas compte des mélanges et des croisements de races;

- sachant par ailleurs que la majorité des morsures sont le fait de chiens ne tombant pas dans la catégorie des „chiens d'attaque“, mais de chiens de toutes races, qui n'ont pas reçu d'éducation appropriée par leurs propriétaires;

- considérant dans ce contexte l'avis du Conseil d'État du 10 décembre 2002: „Un chien n'étant pas méchant par nature, il conviendrait plutôt de légiférer sur son propriétaire.“;

- considérant les sanctions sévères contenues dans le projet de loi et l'avis du Conseil d'État du 10 décembre 2002, qui estime que „la surpénalisation a des résultats pervers et conduit en réalité à une baisse du sens de la responsabilité.“;

- saluant néanmoins quelques bonnes initiatives du projet de loi en question, notamment celle de l'identification électronique des chiens, qui garantit la transparence en ce qui concerne les détenteurs respectifs des chiens, mais également une protection pour les animaux contre le délaissement;

- constatant qu'une loi spécifique relative aux chiens est disproportionnée et inapplicable et qu'il faudrait plutôt renforcer les législations existantes,

invite le Gouvernement

- à retirer le projet de loi No 4985 du rôle de la Chambre des Députés et à déposer un projet de loi adaptée à la valeur actuelle qui revient aux animaux, portant modification de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux en intégrant notamment les points suivants:

- Identification électronique de tous les chiens

- Possibilité pour les personnes qui se sentent agressées par un chien de

s'adresser à l'Inspection vétérinaire, qui prendra les mesures adaptées

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Lucien Lux.

Wéi gesot, mir hunn als Virbereedung op dës Interpellatioun eis och consultéiert mat deenen eenzelnen Déiereschutzorganisatiounen, mat der Déiereschutzliga, mat der GAVEA. Mir hunn och eng Rei vu Jeeëre consultéiert a mir hunn eis och mat der Federatioun vun den Hondszüchter am Virfeld vun dësem Débat beschäftegt.

An där Interpellatioun vun haut wëllt ech eng Rei vu Beräicher skizzéieren, déi den Déiereschutz betreffen. Selbstverständlech net all, mä déi, déi eiser Aschätzung no zu dësem Thema déi aktuellst sinn. An dat éischt ass dann d'Fro, ob den Déiereschutz an d'Verfassung soll kommen oder net.

Eis Verfassung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, garantéiert d'Grondrechter fir d'Mënschen, seet awer näischt iwwert d'Déieren aus. Dat ass eiser Aschätzung no en Defizit, deen dem Bewusstsein vun enger grousser Zuel vu Mënschen hei am Land widdersteht. D'Déiere kënnen sech net selwer

géint d'Gewalt vum Mënsch wieren. Dat aktuell Déiereschutzgesetz soll zwar d'Déieren dogéint schützen, kann et awer net maachen, well an engem eeschte Konflikt d'Rechter vum Mënsch ëmmer iwwert d'Grondrechter vun den Déiere priméieren.

Dofir denken ech och, dass dee Virstouss, deen hei vum Jean-Paul Ripinger gemaach ginn ass a senger Eegenschaft als President vun der DP-Fraktioun eigentlech d'Spiegelbild ass vun der Politik vun der Demokratescher Partei a villen anere Beräicher. De Mars Di Bartolomeo huet vu „Schiet an Tute“ geschwat - ech denken, dass deem eigentlech näischt bäizefügen ass.

Mat deem Text, deen de Jean-Paul Ripinger hei proposéiert huet fir an d'Verfassung ze schreiwen, ass a kenger Hisiicht deene Suerg vun deene Leit Rechnung gedroen, déi den Déiereschutz gären an d'Verfassung verankert hätten. Et ass soss näischt wéi eigentlech e Festschreiwe vun deem, wat et elo scho gëtt. Mir hunn e Gesetz vun 1983 iwwert den Déiereschutz. Mir schreiwen an d'Verfassung, dass den Déiereschutz iwwer e Gesetz soll geregelt ginn. Dat ass absolut guer a glat näischt an déngt sécherlech och net der Gläwiedegkeet vun där doter Partei. Mä dat ass eng Entschiedung, mat där si musse liewen a wou mer de Wieler et iwwerloossen doriwwer ze jugéieren, wat se dovunner hale sollen.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Zanussi (LSAP), interpellateur.- Eiser Meinung no kann nëmmen d'Aschreiwe vum Déiereschutz an d'Verfassung deen Déséquilibr, deen et gëtt, ausgläichen. Mir sinn der Iwwerzeugung, dass dat eng Noutwendegkeet ass. A wa mer hei zu Lëtzebuerg de Courage hunn, net wéi d'Demokratesch Partei, mä wéi et vun där enger oder anerer Partei, ënner anere och deene Gréngen, scho proposéiert ginn ass, een eeschte Schrott a Richtung vum Déiereschutz ze maachen an en eeschte Schrott a Richtung vun Aschreiwen an d'Verfassung, da si mer als Land emol net dat éischt, wat dat dote géing maachen; aner Länner hunn et scho gemaach.

Iwwert de Wee vun engem Referendum ass an der Schwäiz 1973 den Artikel 75 iwwert den Déiereschutz an d'Verfassung gestëmmt ginn a wann haut hei zu Lëtzebuerg ee Referendum doriwwer géing stattfannen, ob déi dote Fro wichtig genuch wier, fir an d'Verfassung ze kommen, sinn ech iwwerzeugt, dass et bei engem Referendum hei zu Lëtzebuerg net aneschters géing ausgoe wéi bei engem Referendum an der Schwäiz. Am Bundestag am Joer 2002 an am Bundesrat datselwecht Joer ass ebenfalls een Text festgehale ginn, wou den Déiereschutz an d'Verfassung ageschriwwen ginn ass, een Text, dee säit dem August 2003 wierksam ass.

Elo kéint een natierlech soen, dass et eng Rei vun Argumenter gëtt, fir hei zu Lëtzebuerg den Déiereschutz net an d'Verfassung anzuschreiwen. Et kéint een och soen: Wa mer den Déiereschutz aschreiwen, da muss mer och nach aner Saachen an d'Verfassung aschreiwen. Dat sinn Argumenter, déi sécherlech net an alle Punkte falsch sinn, mä si sinn awer eiser Meinung no net staark genuch, fir dat net zu deem Thema, wou mer haut driwwer schwätzen, ze maachen an driwwer ze diskutéieren wat noutwendeg ass, nämlech den Déiereschutz an d'Verfassung anzuschreiwen.

Mir missten eis éischter grondsätzlech d'Fro iwwert d'Verfassung, hir Struktur an dat wat se beinhalt,

stellen. Mir hu schlussendlech ee Grondgesetz - eng Verfassung - wat aus dem Joer 1868 datéiert, wat regelméisseg kleng Modifikatiounen erfuer huet, awer keng grouss Revisioun kannt huet. An ech denken, dass et awer eng onëmstridden Tatsaach ass, och hei am Land an hei am Haus, dass an deene leschten 140 Joer d'Ménsche geännert hunn, hir Grondbesoine geännert hunn, hir Suergen haut anerer si wéi se an der Zäit waren, an ech mengen, dass et un der Politik ass, där doter Entwécklung Rechnung ze droen.

Wa mer iwwert d'Fro vum Déiereschutz an d'Verfassung anzeschreibe schwätzen, wësse mer, dass dat een Thema ass, dat ganz vill Leit beschäftegt. Et gëtt Petitiounslëscht wou offensichtlech iwwer 30.000 Ennerschräfte sammelt gi sinn; Petitiounen mat deem Volume sinn éischter rar hei am Land. Et ass d'Resultat vun enger ganzer Rei vun engagierten Déiereschützer. Et ass awer och ee Spigelbild vun där héijer Sensibilitéit op deem Thema, déi d'Leit hei am Land hunn.

Et sollt jo d'Aufgab si vun der Politik, sech mat de Suerge vun de Mënschen ze beschäftegen a mat hinnen ëmzegoen. An ech denken net, dass een och bei deem Beispill sollt higoen an Ausriede gebrauchen, fir sech där Diskussioun do ze verschléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aschreiw vum Déiereschutz an d'Verfassung an domaden der Verantwortung zum Mënsch iwwert d'Déier als Liewewiesen, ass eppes wat de Prinzip vun eiser Verfassung net géing a Fro stellen.

An deem Zesammenhang wëll ech just un d'Diskussioun erënnere, déi 1972 an Däitschland iwwert d'Déiereschutzgesetz gefouert ginn ass. Deemools huet de Bundestag eestëmmege festgehalten, dass et eng ethesch Ausrichtung vun Déiereschutz gëtt. Begrënt gouf dës Ausrichtung deemools, dass d'Ethik vis-à-vis zum Mënsch an d'Brutalität vis-à-vis zum Deier Attitude sinn, déi sech widdersprieche an net vereinbare loosse. Duerfir - sinn ech der Iwwerzeugung - heescht d'Striewen no engem verbesserte Schutz fir d'Déiere weder engersäits en Auswäichen, nach anerersäits eng Resignatioun virun deene grousser Froe vun der Gesellschaft.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet dréms, dass d'Ménsche sech domadden ausenaner setze mussen an d'Aschreiw vum Déiereschutz an d'Verfassung eng wichteg Komplementéierung vun den ethesche Grondsätz ass, déi eist Handele solle bestëmmen.

Als LSAP schwätze mir eis ganz kloer dofir aus, dass den Déiereschutz an d'Verfassung soll ageschriwwen ginn. Mir sinn der Iwwerzeugung, dass mat deem dote Geste ee wichtige Beitrag geleescht gëtt, fir d'Balance, déi et tëschent deene Schwaachen an deene Staarke gëtt, ze verbessere. Mir bleiwen awer och der Iwwerzeugung, dass et domadden alleng net duer geet, dass et nach aner Déséquilibere gëtt an dass et och nach aner Theme gëtt, déi et eiser Aschätzung no verdéngen an een Text vun engem Grondgesetz ze kommen. Mä mir schwätzen haut an hei zum Thema Déiereschutz an dofir mengen ech, ass et och wichteg zu deem Thema eng kloer Positioun ze hunn.

Zu dëser Iwwerleeung gehéieren och sécherlech eng Rei vun ekologeschen Elementer, e verännert Bewosstsinn an een Iwwerleeën, déi et noutwendeg maachen, d'Déieren als Liewewiesen unzekerennen an hinnen och eng Rei vu Rechter zouzegestoen. D'Déiere muss fir eis aus hirem Status vum Objet erauskommen, entbonne ginn, an hir Würd muss rechtlech verankert ginn. Aus all deenen doten Iwwerleeungen - wéi virdu

scho gesot - plädéiere mir als LSAP dofir, dass den Déiereschutz an d'Verfassung ageschriwwen gëtt, richteg ageschriwwen gëtt an net op déi Aart a Weis, wéi et hei vun der Demokratescher Partei virdu viregeschloe ginn ass.

An ech wëllt dann och an deem Sënn am Numm vun eiser Fraktioun eng Resolutioun beim President déposéieren, wëssend, dass déi Émännerung vun der Verfassung net méi an dëser Legislaturperiod ka geschéien.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant que l'attitude fondamentale de l'homme envers l'animal a changé au cours des dernières décennies et que cette évolution a entraîné une approche plus humaine envers les animaux, reconnaissant en eux des créatures douées de sensibilité;

- estimant que la protection des animaux doit être un objectif public, reconnue comme une part essentielle de la culture démocratique du Luxembourg, non seulement pour les animaux, mais aussi pour les êtres humains;

- estimant que la protection des animaux, telle que définie dans la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux, devra être renforcée sur le plan moral pour tenir compte de l'évolution des valeurs qui a eu lieu;

- considérant dans ce contexte, par exemple l'article 25bis de la Constitution fédérale suisse, accepté en votation populaire le 2 décembre 1973 et qui érige la protection des animaux en bien protégé au niveau constitutionnel;

- sachant que la protection des animaux a été ancrée dans la constitution de la République fédérale allemande au cours du mois d'août 2002;

se prononce

- en faveur de l'introduction de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise.

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Lucien Lux.

Mä d'Prozedur fir d'Verfassung ze änneren...

(Interruption)

Jo, zäitlech misst et och nach goen, mä et géing awer warscheinlech e bësselche knapp ginn.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Et sinn zwee Voten, dat wësst Der jo, mat engem Délai vun dräi Méint tëschent deenen zwee; den Artikel 114 huet jo geännert.

■ M. Marc Zanussi (LSAP), *interpellateur*.- Also d'Prozedur ass alléigiert ginn a wann effektiv de geballtene Wonsch an d'absolut Majoritéit oder d'Unanimitéit vun der Chamber hannert esou enger Fuerderung géing stoen, sinn ech iwwerzeegt, dass de Conseil d'État sech och géing breet klappe loosse fir dat ze aviséieren. Et ass also nach méiglech a sollt et dës Period net méi méiglech sinn, denken ech, dass et awer eng Diskussioun ass, déi mer an der nächster Legislaturperiod nach eng Kéier sollte féieren an dann och kucke fir zu engem Resultat ze kommen.

An engem zweete Beräich, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech mech mat deem Projet de loi beschäftegen, deen déposiert ginn ass vun der Regierung an d'Hale vun Hënn soll regelen. Et ass e Projet de loi, deen eigentlech als Quintessenz huet, dass an Zukunft eng Kategoriséierung vun Hënn a geféierlech a manner geféierlech Hënn soll gemaach ginn.

En éischte Projet vun der Regierung ass am Juli 2002 déposiert ginn. D'avisé vum Conseil d'État, d'avisé vun den Déiereschutzorga-

nisationen a vun anereren, ware relativ kritesch - fir keen anerert Wuert ze gebrauchen - an alleguerten déi, déi mat deem Gesetz sollten ze di kréien, hu sech géint deen Text ausgeschwat. Dat waren eenzel Hondbesëtzer, dat waren Hondszüchter, dat waren déi Responsabel vun den Déierenasyler, et waren Déiereschutzorganisationen an esou weider.

Elo gëtt et een zweete Projet, dee vun dëser Regierung amendéiert ginn ass, deen awer un deem Fundament vun deem Gesetz näischt ännert a vun dohier hunn och déi Kriticken, déi vun alleguerten deene Betreffenen, déi sech virunner geäussert hunn, näischt geännert.

Mir hunn och als LSAP e grouss Problem mat deem Text deen do virläit. Eiser Meenung no muss een dovunner ausgoen, dass eigentlech all Hond, onofhängeg vu senger Rass a vu senger Gréisst, eng abstrakt Gefor duerstelle kann.

Iwwert d'Fro, ob ee geféierlech a manner geféierlech Hënn a Rasse kann andeelen, hate mir vun Ufank u Bedenken a mir hunn eis consuléiert mat in- an auslänneschen Experten - well dat awer eng ganz delikat a wichteg Fro ass. A mir hunn eis och een Avis gefrot bei engem relativ bekannten, renomméierten däitsche Verhaltenstherapeut fir Déieren, den Dokter Wilfried Brach-Virnich, deen och een Avis dozou geschriwwen huet, well dat eng Diskussioun ass, déi jo net nëmme hei zu Lëtzebuerg gefouert gëtt, mä och am Ausland. A senger Meenung no ass de Begrëff vun der Rass ze villschichteg, fir dass e fir eng ausgeglachen Definitioun bei den Hënn relevant kéint sinn. Faktesch ass et am wëssenschaftleche Sënn iwwer-respektiv feelinterpretéiert, wann en als Indiz fir eng zwangsleefeg Dispositioun vu kombinéierten äusserlechen Eegeschaften gehandhaabt gëtt. D'Wëssenschaft reagiert mat eendeiteger Konsequenz op Iwwerinterpretatioun. Si leet och am Fall vun Haushond kloer fest, dass de Rassebegrëff kee Bestanddeel vun der wëssenschaftlecher Taxonomie ass.

No deem klengen Exkurs an deen Avis vum Dokter Wilfried Brach-Virnich, dee mer och gären all den interesséierte Kreiser, inklusiv der Regierung, zur Verfügung stellen, gëtt et nach e puer méi novelléierbar Argumenter, fir sech géint eng Andeelung no Rassen auszuschwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass all gudden Dag nei Rasse geziicht ginn an dass all gudden Dag nei Kräizungen optauchen. A wien iwwerhëlt dann d'Responsabilitéit fir Kräizunge vun deenen enge mat deenen anereren als geféierlech oder net geféierlech anzestufen?

(Interruption)

Här President, kënnt den Här Bettendorf dat vläicht nach eng Kéier widerhuelen, fir dass jiddereen dat och matkritt? Ech stinn awer zu där Kräizung.

Merci, Här Bettendorf.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Ech wollt soen, dass vun deenen, déi heibanne sinn, der vill eng Kräizung sinn.

■ M. Marc Zanussi (LSAP), *interpellateur*.- Ech sinn awer der Iwwerzeugung, dass der net vill e Maulkuerf brauchen.

■ Une voix.- Dat wier awer heiansdo néideg!

■ M. Marc Zanussi (LSAP), *interpellateur*.- Mir bleiwen also der Meenung, dass déi Andeelung no Rassen eiser Aschätzung no absolut onnéideg a falsch ass, gestäipt och nach op d'Tatsaach, dass zum Beispill an Däitschland

déi meescht Virfall, wou Leit vun Hënn gebass ginn, Lassie sinn an déi si bekanntlech net op der Lëscht vun de geféierlechen Hënn. Dat ass eng Tatsaach, déi aus der Statistik ervirgeet, an ech hunn dunn och, wéi déi Diskussioun opkomm ass, eng Question parlementaire gestallt gehat un den zoustännege Minister fir ze froen, wéi et da mat der Situatioun a mat de Bëssfall hei zu Lëtzebuerg wier. Ech krut deemools d'Antwort, dass et ronn 20 Fäll wieren, déi bekannt wieren am Land, wou awer net draus ervirgeet, dass eng bestëmmte Rass méi geféierlech soll si wéi eng aner; dat war an där Antwort op d'Question parlementaire net spezifizéiert.

D'Verhale vun den Hënn bestëmmt sech net, eiser Aschätzung no, aus den ugebuereenen Eegenschaften, also aus der Genetik, mä aus de Verhalensweisen an äusseren Aflëss, wéi zum Beispill d'Education, d'soziaal Umfeld, de Gesondheitszustand oder Ahnleches méi. All déi Faktoren do sinn an engem vill méi héije Mooss verantwortlech fir d'Verhale vun den Hënn an entscheedend doriwwer, wat geschitt wann Hond a Mënsch sech begéien.

Als LSAP si mer der Meenung, dass déi Andeelung no Rassen an déi domadder verbonnen Astufung a Geféierlechkeet an déi doraus resultéierend streng Regele mat allen Zertifikater, Ausbildungen an der Däiwel weess wat net nach alles domadder verbonnen ass, absolut onberechtigt ass.

Den Ursprung vun dëser Diskussioun geet op en tragesche Virfall zréck aus dem Joer 2000, wou zu Hamburg effektiv e jonke Bouf vun engem Hond dout gebass ginn ass. Ech hunn d'Question parlementaire och deemools gestallt gehat an d'Antwort hunn ech lech virdu virgedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat do virläit, ass eiser Aschätzung no vill zevill opwendeg. Et si ganz graff Strofen derbäi, wou de Conseil d'État och am Avis zu deem éischten Text gesot huet, dass se disproportionéiert sinn. Et ass e ganz groussen administrativen Opwand an ech denken, dass dat doten en Text ass, dee mer eis kënnte spueren.

An deem ursprüngelechen Text ass och iwwert d'Hale vun den Hënn an der Léngt geschwat ginn. Deen Text, deen elo virläit, léisst de Gemengen d'Méiglechkeet ze definéieren, wou d'Hënn an Zukunft nach dierfe fräi lafen a wou se dat net méi dierfen. Ech mengen, dass d'Asicht vun der Regierung an deem dote Punkt déi richteg ass, well d'Gemengen hiren Territoire selwer am beschte kennen a selwer och sollen a kënnen decidéieren, wou d'Hënn an Zukunft nach fräi solle lafen a wou se net méi fräi solle lafen. Dat ass déi richteg Entscheedung.

Eppes wat mer och als Fraktioun begrëissen ass d'Tatsaach, dass déi elektronesch Identifizierung vun den Hënn agefouert soll ginn. Och wann dat mat engem relativ groussen Opwand verbonnen ass, mengen ech, dass deen Opwand gerechtfertigt ass, engersäits do duerch, well domadder Mënsche geschützt ginn am Fall vun engem Ugrëff vun engem Hond, an anerersäits och well d'Déieren, wa se ausgesat ginn, identifizéiert kënnen ginn an domadder vläicht d'Leit sech et éischter iwwerleeé wéi an der Vergaangenheet, ob se sech en Hond zouleeën oder ob se dat net maachen. Ech mengeschon, dass dat doten eng ganz wichteg Saach ass.

Zu dem Element wat d'Bedroung ubelaangt, muss een effektiv soen - a jiddereen, deen an enger Gemenge aktiv ass, weess, dass een heiansdo vu Leit virgedroe kritt, dass se sech vun engem Hond bedrot fillen -, dass dat e Problem ass, deen ee muss ganz, ganz eescht huelen. Et muss ee sech domadder beschäftegen, well oft

geet et em Kanner, déi sech bedrot fillen oder em Erwuessener, an dofir hu mir als LSAP de Virschlag gemaach gehat an eisem Pabeier, dass mer gären hätten, dass an der Veterinärsinspektioun eng Plaz geschafe gëtt, ähnlech wéi dat am Artikel 9 vun dësem Gesetz beschriwwen ass, awer an enger anerer Konzeptioun a mat enger anerer Unzuel vu kompetente Leit, wou Reklamatiounen vun de Bierger kënnen agedroe ginn, wou d'Leit sech kënnen mellen, wa se sech bedrot fillen, a wou d'Gemenge dann an déi Uertschaft kucke geet, wou d'Bedroung offensichtlech soll statffannen, a wou déi och mat Kompetenz kann Decisiounen huelen, fir där Bedroung entgéint ze wierken an zum Beispill och Sofortmassnahme kann ergreifen, wéi eng Flicht, den Hond permanent un der Léngt ze halen, wéi e Maulkuerf ze veruerden, wéi en Dressurléiergang oder aner Saache méi. Déi Kompetenz misst eiser Aschätzung no an der Veterinärsinspektioun ugesidelt ginn, an ech denken, dass mer mat der elektronesch Identifizierung zwee Punkten hätten, déi mer parfaitement an d'Déiereschutzgesetz vun 1983 kënnen aschreiw.

Mir bleiwen als LSAP der Iwwerzeugung, dass een an dësem Fall keen neit Gesetz brauch, mä dass ee just d'Déiereschutzgesetz vun 1983 mat deenen doten Elementer kennt ergänzen. Dann hätte mer eiser Aschätzung no genuch gemaach a kee weideren Duercherneen ugestéft an en neit Gesetz geschafen, wou et schwierig wier, fir et an der Praxis ze kontrolléieren.

E weidere Beräich, deen eis beschäftigt, ass dee vun den Déierenasyler. Et gëtt hei am Land zwee Déierenasyler. Et gëtt och nach eng Rei vu klengere privaten Initiativen. Dat eent ass zu Gaasperech, dat anert zu Diddeleng. Et stellt ee fest, dass déi Déierenasyler vun Déiereschutzorganisationen a vun de Gemenge bedriwwen, ënerhalen an investéiert ginn. Zu Diddeleng an zu Gaasperech gëtt et awer net nëmme stater Hënn a Kazen an och net nëmme där vun Diddeleng, mä et gëtt der aus dem ganze Land a mir stelle fest a Gesprecher, déi een dagdeeglech mat de Leit huet, dass déi Froe vun den Déierenasyler eng ass, déi och eng gewësse Bedeitung huet, well nämlech déi zwee Déierenasyler zimlech oft iwwerlaf sinn, well ëmmer méi oft Hënn an Déieren ausgesat ginn, a wann ieren dat Gesetz sollt gestëmmt ginn, wat elo virläit, da sinn ech der Iwwerzeugung, dass an Zukunft d'Déierenasyler nach méi iwwerschwämmt wäerte ginn, wéi dat an dësem Moment de Fall ass. An dofir mengen ech, dass, wat d'Déierenasyler ubelaangt, a wann eng Regierung et eescht mengt mam Déiereschutz, da misst och bei der Ennerstetzung vun den Déierenasyler munches geschéien.

Ech wëllt an deem Sënn och eng Motioun erareeche, déi sech un d'Regierung riicht, wou mer éischens gären hätten, dass en Inventaire soll gemaach ginn driwwer, wéivill Déierenasyler dass hei am Land gebraucht ginn.

Zweetens, dass zesumme gekuckt gëtt an de Regiounen, wou en Déierenasyl onbedéngt misst hkommen.

Drëttens, dass noutwendeg Ausbaute vun Déierenasyler net nëmme vun den Organisation an de Gemenge finanzéiert ginn, mä dass de Stat sech och un dem Ausbau vun den Déierenasyler beedelegt an un den Infrastrukturkäschten.

D'Diddelenger Déierenasyl huet bis zum heitegen Dag, wa meng Informatiounen richteg sinn, nach net ee Frang kritt fir den Ausbau an den Émbau, deen an deene leschte Jore statffont huet an dann denken ech, dass et och noutwendeg wier, iwwert de Wee vu Konventionen den Déierenasyler ze hëllefen en Deel vun de Fonction-

nementskäschten ze droen. An dem Sënn wëllt ech och eng zweet Motioun hei beim President déposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant le nombre croissant d'animaux domestiques abandonnés;*

- *considérant que la capacité d'accueil des asiles pour animaux est largement dépassée;*

- *considérant que les asiles sont dépendants de dons personnels et ont un manque de moyens financiers;*

- *considérant que la répartition géographique des asiles pour animaux existants n'est pas satisfaisante;*

invite le Gouvernement

- *à réaliser un inventaire des capacités d'accueil manquantes d'asiles pour animaux de notre pays afin de pouvoir vérifier quelles sont les infrastructures nécessaires;*

- *à s'engager à créer de nouveaux asiles pour animaux dans les différentes régions du pays afin qu'une meilleure répartition géographique soit garantie;*

- *à soutenir l'extension des asiles pour animaux;*

- *à faire en sorte que les organisations responsables de la gestion d'asiles pour animaux puissent bénéficier de conventions avec l'Etat, qui leur octroient les moyens financiers nécessaires pour les coûts de fonctionnement.*

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Lucien Lux.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, en drëtt Kapitel ass dat vum Juegdgesetz. Ech hunn e Bréif gesinn, wou dra steet, dass mer eis effektiv haut net am Detail mat där Fro vum Juegdgesetz solle beschäftegen. Ech wäert mech dann och un deen Arrangement halen a just e puer Wieder soen, wat eis grondsätzlech Suerge sinn.

Et ass geplangt e gréisseren Débat d'orientation iwwert déi dote Fro ze halen, wat sécherlech noutwendeg ass. Mir wëssen, dass eist Juegdgesetz aus dem Joer 1885 ass an eiser Aschätzung no op enger ganzer Rei vu Punkte muss iwwerschafft ginn.

Bei der Diskussioun iwwert d'Juegd gëtt et eng ganz Rei vun Aspekter, déi ee ka considéieren. Et gëtt engersäits ethesch Iwwerzeegungen. Et gëtt natur- an déierschutzorientéiert Wäerter an et gëtt och eng Rei vun ökologeschen Elementer. Ob iwwerhaapt d'Déieren doutgemaach solle gi fir z'iesen, muss jidderee fir sech selwer entscheiden. Dat ass eng Fro, déi kee Gesetz a keen aneren engem kann ewechhuelen.

Et geet awer drëm ze garantéieren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass Gesetze geschafe ginn, an dat ass d'Aufgab vun der Politik, dass d'Déieren aartgerecht kenne liewen an dass, wa se mussen doutgemaach ginn, dat mat deem méiglechst geréngste Stress an deem geréngste Schmäerz verbonnen ass.

Als LSAP gesi mir kee Widder-sproch tëschent der Juegd, dem Natur- an dem Déiereschutz. D'Jeeër an d'Naturschützer hunn eiser Aschätzung no eigentlech ee gemeinsaamt Uleies, nämlech de Schutz vun de wëll liewenden Déieren an eng Verflüchtung, den Aarteschutz an den Aarteräichum ze garantéieren. Dofir muss eiser Meenung no d'Juegd an eischter Stell deenen oft gestéierten Ökosystemer an deene regional typesche Bësch- a Landschafts- strukture Rechnung droen. Wéi gesot, eng generell Diskussioun iwwert d'Juegd féiere mer an deenen nächste Wochen a Méint, engersäits iwwert de Wee vun Hearingen an anerersäits iwwer en Débat d'orientation.

Fir eis ass et awer kloer, dass, wa mer iwwert d'Juegd diskutéieren an och eventuell iwwer eng Reform vum Juegdgesetz, eng Rei vun Elementer an deem Gesetz mussen hiren Nidderschlag fannen:

1. d'Regelung iwwert den Of-schoss vun den Hausdéieren;

2. d'Dressur mat liewegen Déiere fir Hënn;

3. e Schutz fir d'natierelech Raubdéieren;

4. een Iwwerpräiwe vun der Juegd-ausbildung, besonnesch am Hëlbleck op d'Juegdethik wéi och am Beräich vun der Sécherheet mat de Waffen.

An dee kontroverse Beräich vun der Dreifjuegd, denken ech, gehéiert och an déi doten Diskussioun, an do gëtt et effektiv ënnerschiddlech Standpunkte wat deen dote Punkt ubelaangt. Mir hunn eis als Fraktioun am Virfeld, wéi aganks gesot, op dës Interpellatioun mat allen interesséierte Kreiser och zu där doter Fro ënnerhalen a festgestallt, dass et béidsäitig interessant a manner interessant, awer géigesätzlech Argumenter gëtt. Den Thema vun der Dreifjuegd däreft een eiser Aschätzung no net isoléiert gesinn. Et muss een e gesinn am Zesammenhang mat der Wëlfdifferung, mam Wëltschued, mat der Schwéngs-pesch an aneren Elementer méi. Et ass eng Problematik, muss ech hei éierlech zouginn, déi eis als LSAP, mat deenen Informatiounen, déi mer elo hunn, eigentlech net duergeet fir eng Positioun eisersäits definitiv festzehalen.

Mir haten eng Motioun preparéiert, nach virun deem Bréif, dee mer elo kritt hunn iwwert den Débat. Ech géing se hei emol trotz deem déposéieren a mam Wonsch vläicht verbonnen, se un d'Kommissioun, déi sech mat der Organisatioun vun deem Débat beschäftegt, weiderzeginn, well mer gesot hunn: Et ass en Thema, dat ganz delikat ass, a wann een Hearingen organiséiert, kritt ee vun deenen engen Organisatiounen déi eng Meenung a vun deenen aneren Organisatiounen déi aner Meenung. An et wär eiser Aschätzung no sénnvoll, wann ee géing probéieren, en neutralen Expert ze fannen, deen engem e Gutachten iwwert déi dote Fro géing erstellen. D'Hearinge sinn och an der Motioun dran.

Dat wat nei ass, dat ass dass mer eigentlech gären hätten, dass en neutralen Expert sech mat där doter Fro beschäftegt, fir och d'Chamber e bësselchen onofhängeg vun deenen engen a vun deenen aneren iwwert déi dote Fro an hir Léisungsvirschléi ze informéieren, a mir wëssen, dass et Emfroen hei am Land gëtt, déi vun der ILReS gemaach gi sinn, a wou 70 bis 80% vun de Leit sech géint d'Dreifjuegd ausgeschwat hunn. Et gëtt Ennerschréftenaktiounen, déi amgaange si géint d'Dreifjuegd ze lafen. Also mengen ech, dass dat schonn eng Fro ass, mat där mer eis och am Kader vun där Interpellatioun do muss beschäftegen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant que la législation relative à la chasse date du 19^e siècle (loi modifiée du 19 mai 1885 sur la chasse);*

- *constatant que la chasse et plus particulièrement les chasses battues donnent périodiquement lieu à de vives controverses entre les chasseurs d'une part et les particuliers et organisations oeuvrant dans le domaine de la protection des animaux d'autre part;*

- *considérant, par exemple, que selon différents sondages effectués par l'institut ILReS, entre 75 et 80% de la population luxembourgeoise se sont prononcés pour une abolition de la chasse battue;*

- *considérant par ailleurs que la chasse et les initiatives dans le domaine de l'environnement doivent avoir pour objet commun la protec-*

tion, la sauvegarde et le développement de la diversité des espèces et le respect des systèmes écologiques des régions du pays;

- *constatant que la chasse est un sujet très complexe et réunit des intérêts multiples, incluant des aspects tels que le droit de propriété, l'alimentation du gibier par les chasseurs, les dégâts causés par le gibier, la problématique de la peste porcine ou de la rage;*

- *estimant qu'un texte législatif moderne et innovateur devrait reposer sur un consensus entre toutes les parties concernées;*

invite le Gouvernement

- *à nommer un expert indépendant pour procéder à une analyse approfondie sur la chasse, afin que les conclusions qui en découleront soient discutées dans un débat d'orientation à la Chambre des Députés;*

- *à organiser des „hearings“ publics au sein de la Chambre des Députés lors desquels les différents groupes d'intérêts auront la possibilité d'exposer leurs points de vue respectifs.*

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Lucien Lux.

Da stellt sech déi Fro, mat där d'Chamber sech och muss beschäftegen, dat op Grond vun deene rezenten Uerteeler vum Tribunal administratif. Mir sinn europawäit konfrontéiert mam Arrêt Chassagnou, wou ee kloert, wou een Arrêt erauskomm ass. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert mam Arrêt vum Tribunal administratif a mat dem Resultat vun der Cour administrative iwwert de Fall vun der Famill Schneider, wou ee Resultat erauskomm ass, een Uerteel confirméiert ass. Mir sinn elo konfrontéiert mat dem Recours vun der Famill Wirth vum Dezember 2003, wou eigentlech zu darselwechter Grondproblematik zwou ënnerschiddlech Positiounen erauskomm sinn. Interessant ass, fir déi, déi et arrangéiert, an deem leschten Uerteel, dass den Tribunal administratif unerkannt huet, dass et eng ethesch Oppositioun géint d'Juegd ka ginn, an dass déi Oppositioun a kengem Fall duerch Kompensatiounen aus der Welt geschafe ka ginn. Et gëtt een Appel géint dat doten Uerteel, an et muss ee gespaant si wat dobäi erauskënn. Sollt dat Uerteel do confirméiert ginn, dann huet d'Juegd an deem Moment e grouse Problem op deen ee muss reagéieren, an och mat där doter Fro muss mer eis am Kader vun deem Débat d'orientation do beschäftegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e véierte Beräich, deen ech wëllt uschneiden, ass dee vun den Déierentransporter. Mir stelle fest, dass trotz deene vill bekannten a vill kommentéierte massenhaften Déierekrankheeten, wéi d'Schwéngs-pesch, BSE, MKS oder anerer, eigentlech näischt un där Fro vun den Déierentransporter geännert huet. Weiderhi ginn d'Déieren a milliounefacher Zuel kräiz a queesch duerch Europa an Drëtstuten importéiert an exportéiert. Si gi behandelt wéi Wueren a si ginn dohinner transportéiert, wou d'Schluuechten an d'Resultat dovunner dee meeschte Gewinn bréngt. Déi Leit, déi sech mat där Fro beschäftegen a sech doriwwer informéiert hunn, liesen an héieren, dass praktesch all zéngt Déier qualvoll un deenen doten Transportstrapaze stierft. Detailler kennt Der aus der Press, aus där geschriwwener an aus där anerer Spart. Do brauch een net méi an den Detail anzegoen. Als LSAP si mer grondsätzlech der Meenung, dass d'Déieren net méi laang wéi noutwendeg sollten transportéiert ginn. En déieregerechten Transport

gëtt et eigentlech net, a mir verrieden d'Meenung, dass d'Déieren eigentlech do solle geschluuecht gi wou se gelieft hunn. Et gëtt kee Grond, se lieweg queesch duerch d'ganz oder d'hallef Welt ze transportéieren.

Ein entscheidende Grond firwat dass déi Déierentransporter, déi lieweg Déierentransporter, dann duerchgefouert ginn, ass natierelech den EU-Exporthandel, ass d'Tatsaach, dass mer eng Fleesch-iwwerproduktioun an der Europäescher Gemeinschaft hunn, an dass mer säit 1989 eng Export-prime fir liewend Déieren hunn, wa meng Informatioun richteg sinn, wat als Ur-saach hat fir de Präis-niveau tëschent der Europäescher Gemeinschaft an deem niddrege Weltmarktpräis auszegläichen. Erëm eng Kéier wa meng Informatioun richteg sinn, beleeft dee sech op 250 Euro pro liewend Déier, wat en zoliddene Ureiz ass a wat ëmmer erëm dozou féiert, dass vill Déieren iwwert d'Grenz vun der Europäescher Gemeinschaft, virun allem an Nordafrika an an den Noen Osten, verschéckt a gefouert ginn. D'Diskussiounen iwwert déi däraarteg Subventiounen si sécherlech e bësselche méi komplex, mä d'Fro an dat wat am Vierdergrond steet, ass och hei erëm eng Kéier d'Fro vum Gewinn an ass net d'Fro iwwert d'Recht an d'Wuel vum Déier.

Duerch déi rezent Déierekrankheeten an déi domadder verbonne Skandaler gëtt an der Europäescher Gemeinschaft iwwert d'Déierentransporter diskutéiert. Et gëtt doriwwer geschwat, wéi se méi staark kenne reglementéiert ginn. Et gëtt doriwwer geschwat, wéi een d'Bedingunge ka veränneren, mä et gëtt awer net doriwwer geschwat, wéi ee se ka reduzéieren, wat mer bedauern. Mir hunn och nogelies, dass Ausgangs August 2003 d'Europäesch Kommissioun virgeschloen huet, fir d'Normen iwwert d'Déierentransporter ëmzuekrepelen, a wa meng Informatioun richteg sinn, sollten d'Memberlänner opgefouert ginn, sech mat där Fro do ze beschäftegen a Richtlinne fir d'Praxis vun den Déierentransporter festzeleeën. Do wär et vläicht interessant, wa mer vum Minister Boden géingen héieren, wat den aktuelle Stand vun der Regierungssäit op deem dote Punkt ass. Dann hu mer zum Thema...

(Interruption)

Dat hei war déi Fro... Ech hu gesot, Här Boden, dass, mengen Informatiounen no, Ausgangs August 2003 d'Europäesch Kommissioun d'Memberlänner ugewisen huet, sech Gedanken ze maachen iwwert d'Konditiounen wat den Déierentransport ubelaangt. Dat sinn Informatiounen, déi ech aus der Dokumentatioun gelies hunn. Sollte se richteg sinn, wollt ech lech froen, wat Der eis dozou kënn ziele; sollte se net richteg sinn, muss ech meng Quellen iwwerpräieren.

Mir hunn awer och zu där Fro vum Déiereschutz, zum Déierentransport, eng Motioun preparéiert, déi ech hei wëll iwwerreechen an déi eigentlech d'Regierung opfuert, op EU-Niveau aktiv ze ginn a folgende Punkten: éischtens, eng Sträichung vun deenen EU-Subventiounen fir de Liewendtransport vun Déieren, zweetens, fir een Ofbau vun der Iwwerproduktioun am Fleesch, drëtens, dofir dass d'Déierentransporter an Zukunft nëmme nach solle gemaach gi bis zum nächste Schluuechthaus, véiertens, dass et eigentlech drëm geet, eng Reduzéierung vun deene Liewenddéierentransporter ze maachen, fënneftens, effektiv Kontrolle während alle Phasë vum Transport, sechstens, eng Bestrofung beim Verstouss géint déi dote Reglementatioun, siwentens, eng qualifizéiert Ausbildung fir d'Chauffeure vun den Déierentransporter, an aachtens, Verhandlungen innerhalb vun der Welthandelsorganisatioun mam Zil, international verbindlech Déiereschutzstandarde

festzehalen an den Transport vun den Déiere Schratt fir Schratt anzueschränken.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- *considérant les conditions inappropriées de transport auxquelles sont soumis les animaux vivants;*

- *considérant le nombre exorbitant de transports d'animaux effectués sur le territoire de l'Union européenne;*

invite le Gouvernement

- *à agir au niveau européen pour que les subventions européennes pour les animaux d'abattage exportés soient abolies;*

- *à agir au niveau européen pour que la surproduction de la viande à l'intérieur de l'Union européenne soit réduite;*

- *à agir au niveau européen pour que les transports d'animaux vivants à l'intérieur de l'Union européenne ne soient admis que jusqu'à l'abattoir le plus proche;*

- *à inciter les autorités policières et douanières à effectuer des contrôles efficaces et réguliers sur les conditions dans lesquelles les animaux vivants sont acheminés pendant toutes les phases du transport;*

- *à initier des poursuites judiciaires conséquentes lors d'infractions à la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux;*

- *à négocier au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) la fixation de normes obligatoires de protection des animaux au niveau international, afin de réduire considérablement les transports d'animaux.*

(s.) Marc Zanussi, Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Lucien Lux.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vun der Interventioun an zu enger kuerzer Schlussfolgerung. Den Thema Déiereschutz ass sécherlech méi villsäitig wéi dat, wat ech elo konnt an deene puer Minuten hei virdroen. Et gëtt Themen, déi een nach vill kéint diskutéieren: d'Fro vun der Schwéngs-pesch, d'Fro doriwwer, wéi ee mat der Schwéngs-pesch sollt ëmgoen, ob déi Dreifjuegden, déi organiséiert ginn, dee richteg Wee sinn oder ob een net op aner Modeller sollt iwwergoen, wéi se am Tessin oder op anere Plazen ugewannt gi si mat engem sécherlech op d'mannst esou grouse Succès wéi hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt also nach vill Themen, déi ee kéint behandelen, mä ech wollt mat der Interpellatioun haut eigentlech déi dräi, véier, fënnef Beräicher skizzéieren, déi am Laf vun deene leschte Méint e Spigelbild vun der Aktualitéit an deem doten Thema waren. Ech hu festgestallt, an allegueren déi, déi mat mir zesammen an der Fraktioun deen Débat hei virbereet hunn, an deene Consultatiounen, déi mer haten, dass et vill Interessantes ze léiere gëtt an deem dote Beräich, dass et vill Leit am Land gëtt, déi mat Leidenschaft, mat richteger Leidenschaft an deem Thema hei interesséiert sinn, Organisatiounen an dann och aner Privatleut, dass den Thema Déiereschutz een Thema ass, dat vill Leit beschäftegt, a vun dohier d'Politik eigentlech eng Obligatioun huet, sech ebenfalls mat deem doten Thema ze beschäftegen, dass et och een Thema ass, bei deem selbstverständlech vill Leit kenne matschwätzen, well et dach relativ terre-à-terre ass. Mä ech denken, dass et awer och doduercher een Thema ass, bei deem d'Politik eigentlech ka beweisen, dass de Kontakt an den Dialog zum Bierger funktionéieren. Et ass och en Thema, bei deem jo offensichtlech, wann een deene leschten ILReS-Emfroegleewe soll, d'Politik hei zu Lëtzebuerg u grousem Defizit leit, also

een Thema, wou een dat heiten an der Praxis duerchass kann applizéieren.

Wann ech aganks drop higewisen hunn, dass mer als LSAP eis jo vill mat deem Thema beschäftegt hunn, muss ech awer och zouginn, dass d'Militanz vun den Déiereschutzorganisatiounen an eenzelne private Persounen eis bestärkt huet an der Iwwerzeugung, zu deem Thema hei aktiv mussen ze ginn an dës Interpellatioun ze maachen. A mir sinn nun eemol an där Zäit kuerz virun de Wahlen, wou Wahlprogrammer geschriwwen ginn, an dat, wat mer hei als Interpellatioun virgedroen hunn, wäert och säin Nidderschlag am Wahlprogramm vun der LSAP fannen.

No der Interpellatioun zum Thema Déiereschutz ass den Thema Déiereschutz net eriwuer. Mir kommen am Débat d'orientation iwwert d'Juegd nach eng Kéier dorobber zréck. Mir kommen hoffentlech nach eng Kéier drop zréck, wa mer iwwert d'Reform vum Déiereschutzgesetz diskutéieren. Dir gesitt, et bleift also nach vill Aarbecht ze maachen, och esouguer no de Wahlen. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Une voix.- Lo kënt de Metzler!

Une autre voix.- Déi aarm Déieren!

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruptions)

M. Alex Bodry (LSAP).- Lo gëtt d'Schluechtmesser erausgeholl.

M. Lucien Clement (CSV).- Här Bodry, ech wëll lech emol eppes soen: Ech kommen zwar aus deem Beruff, den Dir elo grad genannt hutt, mä ech géif soen, heibanne gëtt et ganz vill Leit, déi net esou frou si mat den Déiere wéi ech.

(Interruptions)

Ech géif dat mol einfach esou an de Raum stellen.

(Interruptions et hilarité)

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruptions)

Une voix.- Loosst lech net aus dem Konzept bréngen!

M. Lucien Clement (CSV).- Jo, wann den Här Mehlen lo fäerdeg ass, da fueren ech weider.

Also, d'Menschheet leeft zesumme mat den Déieren, géif ech soen, zënter datt et se gëtt. Déi gemeinsam Geschicht vu Mënsch an Déier ass sécher eng Geschicht vun Hëllef, vum Notzen, vun der zesumme verrichtener Aarbecht, vun der Ernährung och, awer och vun der Begleedung.

D'Relatioun tëscht Mënsch an Déier ass eng, déi am Verlaf vun der Zäit sécherlech évoluëiert huet, awer trotzdem vill Konstanten opweist. Zu kengem Zäitpunkt vun der menschlecher Geschicht waren d'Mënsche vum Déier getrennt oder konnten ouni d'Déieren auskommen, net an eise Géigenden, an och net soss entwousch op der Welt. Esou laang wéi een d'Geschicht zréckverfolge kann, sinn d'Mënschen op d'Juegd gaange fir sech vun Déier a vu sengem Fleisch kënnen ze ernähren. Doriwwer schwätze mer allerdéngs haut net. D'Juegd als Thema wäerte mer deemnächst heibannen eng aner Kéier separat diskutéieren.

Wann een déi al Räich kuckt aus der Geschicht, sou sinn déi vun Arméien op Päerd souzeseo zesummegekracht ginn an herno och zesummegehele ginn. An anere Regiounen vum Globus hu fir deen Zweck aner Zorte vun Déiere misen untrieden. D'Elefanten hunn als Reitdéier gedéngt, d'Kaméiler hu Wüstevolleker transportéiert. D'Déierenzucht an d'Déierennotzung duerch d'Bauern ass sécherlech ee vun deenen eelste Beruffer, déi et gëtt. An haut, no enger laanger Evolutioun, si fir ongezielte Leit hir Hausdéieren, ob dat Hënn, Kazen, Goldfësch sinn, wicteg Begleeder an hirem Liewen a sécherlech och ganz trei Frënn an hirem Alldag.

Ech hu mat dese Feststellungen ugefaangen, well mer dru geleeën ass, Här President, datt mer d'Relatioun tëscht dem Mënsch an dem Déier vun Ufank un als eppes Positives solle kucken. Deemno mussen mer och d'Thematik vum Déiereschutz als eppes ugesinn, wat noutwendeg ass, well haut a verschiddene Fäll a verschiddene Situatiounen dës Relatioun sécherlech net méi ganz richtig interpretéiert gëtt. D'Déiere gi méi oder manner oft vu Mënschenhand mësshandelt. Si ginn och deelweis mol gequält. Si ginn och deelweis ouni Grond doutgemaach. Dat ass d'Resultat vun enger Steigerung vun eiser natierlecher Relatioun mat den Déieren.

Esou Praktiken, esou Machenschaften kënnen an därer mir einfach net toleréieren. D'Déiere si lieweg Wiese wéi mir och. Si si keng Saachen, si sinn och keng Objekter, déi een einfach esou, mir näischt dir näischt, kann ewechgehien oder nach Lust und Laune e bësse quäle kann. Dowéinst ass den Déiereschutz e wictegt Uleies vun enger ziviliséierter Gesellschaft, déi de Respekt virum Liewen, an zwar virum allem Liewen, op hirem Fändel stoen huet.

Här President, den Déiereschutz ass net nëmme eng Fro vu Prinzip, et ass och eng Fro vun den Instrumenter, vum de Moyenen, déi ee sech gëtt, fir en och ze garantéieren. An et ass eng Fro vun der Bewäertung, déi den Déiereschutz an eisem Normesystem, eiser Hierarchie vu Regeln anhëlt. Haut ass den Déiereschutz an eiser nationaler Gesetzgebung op zwee Niveaue geregelt: Eemol am Code pénal selwer an eemol am Déiereschutzgesetz vun 1983. Doriwwer eraus huet Lëtzebuerg eng Rei vun internationale Konventionen ënnerschriwwen a ratifizéiert, virun allem am Kader vum Europarot, déi eenzel Aspekter vum Déiereschutz oder den Émgank mam Déier betreffen.

Et kënt een elo unhuelen, dat géing am Fong geholl jo duergoen. Effektiv beinhalten déi national Dispositionen, déi mer kennen an déi mer hunn, dat, wat se mussen beinhalten: De Schutz vum Déier als Liewewiesen, den Émgank mam Déier, d'Detailregelungen a bestëmmte Situatiounen wéi Déiereversich - déi zu Lëtzebuerg, souwäit ech weess, kaum oder guer net bedriwwen ginn - a Stofbestimmungen am Fall vun Zewiderhandlungen. De Problem schéngt awer virum allem deen ze sinn, datt d'Déier selwer jo keng Plainte viru Gericht ka maachen, wann et net esou behandelt gëtt, wéi d'Gesetz dat dann ebe virgesäit.

D'CSV-Fraktioun an och d'CSV als Partei sinn der Meenung, dass en effektiven an effikassen Déiereschutz an éischter Linn eng Affär vun deem Sériö ass, deen all Einzelnen him och zougesteet. Mir wëssen, datt d'Police sech haut ganz dacks schwéier deet fir anze-gräifen, wa se ee Fall vun Déierequalerei gemellt kritt. Tatsächlech muss ee just an deem Domaine awer ënnerscheede kënnen tëschent mengen a wëssen. Well awer, wéi d'Praxis et weist, vill gemengt gëtt ouni datt vill gewosst ass, ginn d'Indicatiounen vu Ver-

stéiss géint d'Déiereschutzgesetzgebung dann oft net méi mat där néideger Prioritéit an och Konsequenz behandelt. Domat kann natierlech keen Déier sech eppes kafe goen.

An ech soen direkt: Déi beschten, déi vollständegst, déi ëmfaasendst gesetzlech Regelungen an deem Beräich setze viraus, datt se och ugewannt ginn an zwar ëmmer an och all Fall. Wann dat net gesécherert ass, da sinn déi bescht Texter sécherlech och net vill wäert oder guer näischt wäert.

Tatsächlech huet sech an deene leschte Joren a Jorzéngten de gesellschaftleche Wäert vum Déiereschutz stänneg weider entwéckelt. D'Bewosstsinn ëm d'Wictegkeet an d'Néidegkeet vum Déiereschutz huet sech plus ou moins generaliséiert. Kaum nach ee stellt d'Noutwendegkeet vum Déiereschutz haut a Fro. Dës Evolutioun huet sech zu Lëtzebuerg allerdéngs nach net um Niveau vun der Formaliséierung vum Déiereschutz op héchstem legislativen Niveau niddergeschloen.

Eng Ännerung vum Stelwäert vum Déiereschutz an eiser Normlandschaft ass vläicht e Wee fir méi an deem Beräich nozedenken. Eng effikass Poursuite vun de Verstéiss géint den Déiereschutz setzt jo viraus, datt d'Bewosstsinn besteet, dass d'Mësshandlung vun Déieren eppes Graves ass, wat net ongestrooft bleiwen däerf. Dofir sollt mir den Déiereschutz an de Rang vun engem Verfassungsprinzip, engem Statszil, wéi dat am däitsche Verfassungsrecht heescht, erhiewen. E Konstitutionsartikel zum Déiereschutz géif dat Uleies an deem wictegt Gesetz, wat mer hunn - dat ass d'Verfassung - och festschreiwen.

Den Déiereschutz wär duerno e verfassungsméisseg verbriefent Recht, dat all Déier bei eis hätt. Natierlech ass d'Wahrscheinlechkeet kleng, datt en Déier, wéi scho gesot, säi Recht selwer aklot, mä et geet hei dréms, datt mer um Niveau vun de Prinzipien en Zeeche setzen. Duerch d'Aschreiwe vum Déiereschutz an d'Verfassung geet et och nach mat Sécherheet kengem eenzelnen Déier besser. D'Aschreiwe vun deem Usproch an d'Verfassung, esou en Artikel fir sech selwer betruecht bewierkt konkret och nach näischt, mä et ass eng ganz wictegt symbolesch Démarche, d'Verfassung ëm esou eng Disposition ze erweideren, well mer domat den Déiereschutz zu engem konstitutionellen Zil vun eiser moderner, demokratescher an och ziviliséierter Gesellschaft maachen.

Nach net ganz vill Länner, Här President, hunn iwwregens dese Wee beschratt. Wa Lëtzebuerg dat elo als eent vun deenen éischte Länner mécht, da setze mer domat och international en Zeechen, datt mer den Déiereschutz eescht huelen an och dru gleewen, datt en och effikass garantéiert ka ginn an datt virum allem déi, déi d'Déiere quälen, och esou bestrooft ginn.

Domat wäere mer da bei de Strofen. Souwuel de Code pénal wéi och d'Déiereschutzgesetz gesi Geldbussen a Prisonsstrofe fir Leit vir, déi sech net un dës Dispositionen halen. Doriwwer eraus besteet nach eng Sonnerstrof bei esou Vergoen, an zwar d'Verbuet während enger bestëmmter Zäit en Déier ze halen. Dës Strofe si vun hirem Mooss hier deliktuell Strofen. Vergoe géint d'Déiereschutzgesetzgebung si schlëmmer wéi falsch parken oder vläicht ze séier mam Auto fueren, wat wuel och Contraven-tiounen sinn, mä manner schlëmmer wéi Verbréchen, virum allem Gewaltverbréchen, um Mënsch.

D'Klassifizierung als Delikt vun der strofrectlecher Betrachtung

vum Déiereschutz ass also haut scho konkret, korrekt an och richtig; dat soll och esou bleiwen. Allerdéngs sollte mer um Niveau vun den Héchststrofen nach e bësschen an d'Luucht goen. Déi deliktuell Maximalstrof am allgemenge Strofrecht si fënnf Joer Prisong. De Moment gesinn eis Déiereschutzdispositionen Héchststrofe vu sechs Méint bis zwee Joer vir, an am Widerhuelungsfall kënten déi verduebelt ginn.

Mir als CSV kënten eis domat of-fannen, datt d'Héchststrofen, déi dës Gesetzgebung virgesäit, géifen op fënnf Joer ugehewe ginn. Wann op enger einfacher Escroquerie, wéi zum Beispill Bedruch, fënnf Joer kënnen stoen, da besteet nun awer och wierklech kee Grond en notoreschen Déierequäler, jee no Gravitéit vu sengen Dotten, net och mat fënnf Joer kënnen ze bestrofen. Et geet hei ëm eng Héchststrof.

De Richter kann an all Fall apprécieieren, ob en iwwerhaupt eng Prisonsstrof aussprécht oder sech op e Protokoll beschränkt an natierlech kann en d'Prisonsstrof individuell zouschneiden. Dofir mengen ech, datt et ubruecht wär, eng eenheetlech Héchststrof vu fënnf Joer Prisong an alle Konstellatiounen vu Vergoe géint d'Déiereschutzgesetzgebung virzugesinn. Domat bréngt mer zum Ausdrock, datt d'Quälen an d'Mësshandele vun Déiere kee Kavaliérsdelikt ass, wou am Regelfall héchstens eng symbolesch Prisonsstrof gesprach gëtt.

Leit, déi mengt si missten hir Roserei an hir Schlechtegkeet un engem Déier ausloossen - well dat sech jo, ausser et wär vläicht en Tiger, net ka wieren -, déi mussen wëssen, datt se an Zukunft och richtig bestrooft kënnen ginn. D'Déierequalerei, dat muttwëllegt Doutmaache vun Déieren an d'Mësshandele vun Déieren, dat sinn an eisen Aen eeschthaf Delikter, déi och deemtsprechend esou mussen behandelt ginn. Wie sech un engem Déier vergeet, vergeet sech un engem liewege Wiese mat Gefiller, wat Angscht huet a wat säi Wéi genausou spiert wéi e Mënsch. Dat ass net, wéi wann een eng Kéier an der Roserei mat engem Telefonsbuch dorëmmer geheet. Wann een awer mengt, et misst een an der Roserei, mam Telefonsbuch oder mat anere Géigestänn, op en Déier geheien, da verdéngt dat awer och bestrooft ze ginn. D'Déiere sinn an deene meeschte Fäll ze schwach fir sech selwer ze wieren, dofir mussen d'Mënschen dat fir si maachen.

A wa mer scho beim Strofrecht sinn: De Code pénal huet nach eng Partie Artikelen, déi aus där Zäit stame wou d'Déiere virum allem landwirtschaftlech Notzdéiere waren. Do geet dann nach Rieds vun Duerchbrieche vu Clôturë vun anere Leit hiren Déieren, zu deenen ee sech an der Nuecht um Feld Zougank verschafft huet ouni dofir eng Erlaabnis ze hunn, oder ähnlech Verhalen. Ech géif mengen, och do sollte mer kucken, dës e bëssche vereeltzen Dispositionen, déi do nach am Code pénal stinn, ze sträichen. Déi erfëllen haut keen Zweck méi an et ass am Fong net méi ubruecht am Joer 2004 nach Texter ze hunn, déi zu revolutionärer Zäit an zu Zäite vum Napoléon sécherlech Sënn gemaach hunn. Wa mer also a Saachen Déiereschutz de Code pénal an Ugrëff huelen, da solle mer och hei en Toiletage maachen, deen enger moderner Gesetzgebung gutt géif zu Gesiicht stoen.

Erlaabt mer och dese Volet ofzeschlësse mat enger ganz positiver Bewäertung vun eisem Déiereschutzgesetz an deem ganzen Ensemble vu Reglementer, déi mer am Laf vun deene leschten zwanzeg Joer, während deenen et dës Gesetz elo scho gëtt, verfaasst hunn. D'Gesetz ass als Kader vum Déiereschutz a sech vollständeg genuch, fir kënnen effikass genotzt

ze ginn an déi Reglementer, déi op senger Grondlag geholl goufen, stellen en Netzwierk vun Detailregelungen duer, déi den Émgank mat Déieren an alle méigleche Situatiounen och definéieren.

Här President, Déiereschutz huet och mat aartgerechter Déierenhaltung ze dinn. Dat ass wictegt do-heem an an der Landwirtschaft, dat ass och wictegt am Zoo an dat ass sécherlech och wictegt - an dorop kommen ech herno nach zréck, den Här Zanussi hat dat schonn ugeschwat - beim Transport. Eier ech awer dee Volet be-riieren, wollt ech nach eng Klamer maachen. Déiereschutz ass néideg, richtig a gutt, mä et däerf een en och net falsch verstoen a virum allen Dénge net falsch interpretéieren.

Et gëtt Aktivitéiten - ech hat et éineschters ugeschwat, ech hat als Beruff virdu domat ze dinn -, do kann een net just dat mam Déier maachen, wat dem Déier grad gefält. Domat mengen ech, datt och Déiere mussen geschluecht ginn, dat ass einfach noutwendeg an enger Gesellschaft, an där et akzeptéiert an och vun deene meeschte Leit gewënscht ass, datt Fleesch giess gëtt. Ech mengen och do, datt et Beruffer gëtt, déi dozou annexe sinn; an dat sinn d'Transportereen. An ech mengen net, datt een enger Kou oder engem Schwäin esou laang fléiwe kann, bis et vum selwen an den Unhänger geet, do muss ee schonn emol eng Kéier, deemno wéi d'Situatioun ass, e bësschen nohëllefe kënnen. Nohëllefen awer esou, géif ech soen, wéi e Beruff oder eng Situatioun et verlaangt, net iwwert d'Mooss vun deem eraus, wat noutwendeg ass.

Dës Approche hu mer och am neie Landwirtschaftsgesetz verankert andeems mer d'Konditionalitéit vu verschiddene Primen agefouert hunn. Énnert de Konditiounen, déi fir d'Bezie vum bestëmmte Bähëllefe mussen erfëllt ginn, ass och den Déiereschutz an den adequaten Émgank mat den Notzdéieren. Esou gëtt den Déiereschutz och iwwert dese Wee gefördert; ech schwätzen hei vum «bien-être des animaux».

Am Kontext vun der produktiver Landwirtschaft, dann och nach e Wuert zu de Legebatterie fir Hénger. Lëtzebuerg huet hei sécherlech eng Virreiderroll ageholl andeems et als eenzege Memberstat vun der EU dës Batterien ab 2007 ganz verbitt. An deene meeschten anere Länner gëllt nach eng Iwwergangsfrist bis 2012. Och op dës Manéier huet d'Regierung daitlech gemaach - an dat ënnert dem Impuls vum Landwirtschaftsminister Fernand Boden -, dass se Eescht mécht mam Ofschafe vun onwürdege Praktiken, déi kengem liewege Wiesen, kengem Déier kënnen an därer zougemutt ginn.

Ech kéim dann nach kuerz zum Déierentransport. Den Déierentransport ass mat Sécherheet e ganz sensibel Thema, well grad am Ubléck vun total iwwerfëllte Camionen mat Schwäin oder Gefigell daitlech gëtt, wéi onwierdeg mer am Fong och do Déiere behandelten. Mä dat ass, géif ech soen, en europäeschen oder besser gesot, en internationale Problem, net grad esou séier e lëtzebuergeschen. Mir hunn hei am Land streng Regeln, déi sech op den Déierentransport bezieen. Mä mir hu virum allem awer och keen Transportproblem, well mer hei zu Lëtzebuerg a sech nëmme ganz kleng Distanze fueren. Awer och an Europa hu sech am Verlaf vun der Zäit d'Regele verschäerft, déi op den Déierentransport zoutreffen.

Lëtzebuerg huet sech an der Union ëmmer dofir agesat - an dat och heiheem esou praktizéiert -, datt d'Déieren esou no ewéi méiglech bei där Plaz solle geschluecht ginn, wou se hierkommen an datt domat d'Zäit vum Transport vum Schuechtvéi op een néidege Minimum reduzéiert gëtt.

Dat ass bis haut nach net ganz gelongen, mä d'Europäesch Union ass, och speziell ënnert dem Drock vu Lëtzebuerg, op deem richtege Wee géif ech soen.

Mir hunn och ëmmer d'Iwwerzeegung gehat, datt d'Fuerzäite beim Déierentransport aacht Stonnen a sech net dierften iwwerschreiden. Mengen Informatiounen no gëtt elo an Europa iwwer e Maximum vun néng Stonne verhandelt. Do soen ech einfach emol, à la rigueur wär dat och nach z'akzeptéieren, wann d'Contrepartie dovunner d'Garantie vum «bien-être des animaux» während dem Transport wär an datt doduercher d'Qualitéit vum Transport, wéi se am Camion setzen, géif besser ginn. Da wär et kee Problem, ob dat dann aacht oder néng Stonne wäeren.

Op där ganz kuerzer Transitstreck duerch Lëtzebuerg mécht Lëtzebuerg ganz streng Kontrolle vun den Déierentransport; dat konnte mer ëmmer erëm an der Zeitung liesen. Dat huet och dozou gefouert, datt sech an deene leschte Joren déi kontrolléiert Camionen awer méi a méi un d'Regelen halen; wat ouni dës Kontrolle mat Sécherheet net an deem Mooss de Fall gewiescht wär. D'Kontrolle sinn eben nun emol noutwendeg an enger Branche, déi dacks, och weinst dem finanziellen Drock deen op deem ganze Fleeschsektor läit, mat ganz haarde Bandagé schafft.

An do wëll ech dem Här Zanussi soen, et ass net ëmmer de finanzielle Gain, deen do eng Roll spillt. Ech weess aus ganz ville Fäll, datt dacks méi Perte do war wéi Gain an dass dat éischer den Drock ass, firwat esou oder esou muss transportéiert ginn, fir dat eent emol ze reduzéieren an net onbedéngt dat anert ze schafen. Well wann de finanzielle Gain esou grouss wär, da géifen déi Leit sech net esou drëm streuben, fir kéipweis sou an de Camion eran ze parken. Et ass ganz dacks an där doter Branche net onbedéngt mat Gewënn vu Geld verbonnen.

(Interruptions diverses)

Jo, dat ass richtig, mä ech kenne mech awer e bëssen aus an där Branche, an ech weess, dass dat esou ass.

Här President, dat wär u sech den Tour duerch d'Thematik vum Déiereschutz gewiescht ouni, wéi scho gesot, weider op d'Juegd anzugehen, wat jo an der Presidentenkonferenz och esou festgehale ginn ass. Do wäerte mer an enger spezifischer Debat méi spéit drop zrëckkommen.

Ech mengen, datt Lëtzebuerg en anstänneg Regelwierk huet an deem Sënn wéi ech et elo explizéiert hunn, dat allerding nach ausbaufäeg ass. Besonnesch a sensibele Beräicher wéi bei de Legebatterien an dem Transport vu Schluechtvéi an Europa huet Lëtzebuerg sech sécherlech an deem Domän als Pionéier ausgezechent.

Ech wëll dann och eng Motioun hei déposéieren, déi plus ou moins dat beinhalt wat ech elo hei gesot hunn. Et bleift als Konklusioun, wat ech och scho gesot hunn, an zwar dass déi beschten Texter nëmmen dann effikass si wa Kontrolle bestinn a wa sech och dru gehale gëtt. Dofir loosse mer den Déiereschutz zu engem permanenten Uleies vun eis all maachen an dofir suergen, dass d'Humanitéit an eiser Gesellschaft sech och doduerch auszeechent, datt d'Mënschen zu Lëtzebuerg déi schützen, déi net kënne schwätzen a sech net kënne bekloen, Déieren, mat deene mer zënter dem Ufank vun den Zäiten zesummeliewen an déi eist Liewen op vill Manéiere beräichert hunn an ech sinn och iwwerzeegt, datt se et an Zukunft och nach beräichere wäerten.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le bien-être des animaux doit constituer une préoccupation de toute société moderne, respectueuse des droits de tout être vivant;

- convaincue que la protection des animaux doit dès lors être assurée dans un cadre normatif aussi contraignant que global, de manière à renforcer tant la conscience de la nécessité de cette protection que les moyens des autorités policières et judiciaires en cas d'infraction;

- estimant que la protection des animaux et le souci de leur bien-être doivent être conciliés avec les besoins et les pratiques de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire;

- considérant que l'arsenal législatif et réglementaire en matière de protection des animaux est globalement satisfaisant, mais qu'il nécessite quelques compléments et adaptations ponctuels afin de répondre de manière optimale aux exigences actuelles en cette matière;

- résolue à initier une proposition de révision de la Constitution visant à inscrire la protection le droit au bien-être des animaux et la protection de ceux-ci dans notre Charte fondamentale;

invite le Gouvernement

- à procéder à une analyse de la législation existante en matière de protection des animaux, tant au niveau du Code Pénal que de la loi spéciale, afin de dégager les dispositions tombées en désuétude respectivement ne répondant plus aux réalités actuelles de tenue et d'élevage d'animaux;

- à insérer, dans le contexte d'une révision globale de la législation applicable en matière de protection des animaux, un titre particulier dans le Code Pénal, reflétant le fait que les animaux, en tant qu'êtres vivants et animés, ne doivent pas être considérés comme des choses ou des biens;

- à revoir les dispositions actuelles concernant les peines prévues en cas d'infraction à la législation concernant la protection des animaux en vue d'une harmonisation des peines maximales d'emprisonnement;

- à poursuivre ses efforts au niveau communautaire tendant à garantir les meilleures conditions possibles au transport d'animaux;

- à maintenir sa pratique actuelle de contrôles fréquents et sévères en matière de respect de la réglementation communautaire et de la législation nationale en matière de transport d'animaux par route;

- à persévérer dans une politique de subventions agricoles reposant sur le principe de la conditionnalité, comprenant des obligations à remplir en matière de protection des animaux et de garantie de leur bien-être dans le chef des exploitants agricoles demandeurs de subventions.

(s.) Lucien Clement, Niki Bettendorf, Gusty Graas, Nico Loes, Marco Schank.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

■ **M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi mäi Virriedner, den Här Clement, et elo hei schonn ënnerstrach huet, si mer haut net zesummekomm fir iwwer d'Juegd ze diskutéieren. Ech wollt awer trotzdem nach an aller Däitlechkeet soen, dass deen Débat kënnt, esou wéi hien dat och schonn hei ugedeit huet an dass déi zoustänneg Kommissiounen, esouwuel déi vun der Émwelt, wéi och déi vun der Landwirtschaft zurzäit amgaange sinn deen Débat virzebeereeden.

Déi Virbereedung wäert virun allem dora bestoen all déi Organisatiounen a Vereenegungen ze héieren, déi vun der Juegd betraff sinn. Et ass sécher e laangwierige Prozess, dee bis an déi nächst Legislaturperiod wäert eragoen, mä et ass absolut néideg, dass d'Chamber all déi Betraffen héiert, fir dass se all Donnéeë ka sammelen, fir esou en dépassionnéierten Débat iwwer d'Juegd féieren ze kënnen. Dofir hu mer och schonn e Froebou ausgeschafft, deen dann, wa mer eis doriwwer eens sinn, un déi betraffen Organisatiounen wäert erausgoen.

D'Hondsgesetz gehéiert awer ganz sécher an deen Débat hei eran an ech mengen, dass nom negativen Avis vum Statsrot an de Reaktiounen vun den Déiereschutzverbänn mir eis all eens sinn, datt mir d'Hondsgesetz nach eng Kéier mussen op de Métier huelen, well d'Wuelbefanne vun den Hënn duerch dee momentane Gesetzesprojet dach awer net garantiert ass. Ausserdeem ass den Hond net vun Natur aus uerg oder béis, mä e gëtt oft schaarf gemaach duerch Leit, déi falsch mat deesen Hënn ëmginn. Dofir geet et virun allem drëm de Propriétaire méi ze responsabiliséieren, fir datt hien d'Konsequenze vu sengem Afloss op den Hond kennt.

Sécherlech setzt dee Gesetzesprojet hei net nëmmen negativ Akzente. Zu deene positive gehéiert zum Beispill, datt d'Hënn an enger eenheetlecher Base de données répertoriéiert ginn. Dat ass jo eppes wat d'Déiereschutzvereenegung begréissen, woubäi ze iwwerleeën ass, ob een esou eppes net kënnt duerch e Règlement grand-ducal ersetzen.

Wann ee vun der Haltung vun Hausdéiere schwätzt, da muss een natierlech och vun der Haltung vum Véi schwätzen. Lëtzebuerg huet strikt Réglémentatiounen dofir, vun deenen der vill natierlech ëmgesaten EU-Direktive sinn. Et misst jiddfer Bauer alichten, dass d'Fleesch vu sengen Déiere qualitéitsméisseg ofhëlt wann e se schlecht hält an dass eng schlecht Haltung vun Déieren de Risiko vu Krankheete mat sech bréngt, déi och dem Mënsch kënne geféierlech ginn, mä virun allem e grouse Schued bei den Déieren ouch. Et steet also ausser Zweifel, dass d'Wuelbefanne vun den Déieren, zu wéi engem Zweck och ëmmer si kënne genotzt ginn, en Uleies ass, dat schlussendlech d'Mënschen direkt betrëfft an awer héiert een heiansdo alt ëmmer erëm vu schwaarze Schof doruechter, déi aus wellechem Grund och ëmmer d'Gesetz net anhalen an et ass kloer, dass mir esou Abüen net kënnen toleréieren an dass hei mat aller Häert muss duerchgegraff ginn.

Wat och muss haart bestrooft ginn, sinn natierlech d'Abüe bei den Déierentransport. Leider gëtt et nach ëmmer vun den Transporteuren als eng Aart Kavaliersdelikt ugesinn, wa si mat iwwerluedene Camionen erwëscht ginn, wou d'Déiere kaum eng Chance hu fir sech ze leeën oder genuch Waasser a Fudder mat op de Wee kritt hunn. Méi wéi véier Milliounen Ranner, zwielef Milliounen Schwäin an iwwer véier Milliounen Schof a Geessen goufen am Joer 2000 duerch d'EU transportéiert. Et ass dovunner auszugehen, datt déi Chifferen nach wäerten ëm dat Vielfacht klammen, wann déi zéng nei Länner aus dem Osten an d'Unioun derbäikommen. Gläichzäiteg ginn d'Distanzen da jo och nach ëmmer méi grouss an et kann ee sech net virstellen, dass eng Zort Ranner beispillsweis vu Polen a Spuenien muss transportéiert ginn. Dat ass eng riseg Distanz, déi just an e puer Deeg ze maachen ass a vill Stress fir d'Déiere mat sech bréngt.

D'EU schafft elo un enger Direktiv, déi méi strikt Kritäre fir déi Transporteure festelegt, déi esou Déierentransporter maachen, déi manner laang Transportzäiten a méi Pause virgesäit an op enger obligatorescher Formatioun besteet fir déi Leit, déi um Steier vun de Camionen setzen a solle wësse wéi se mat där Fracht, déi awer ëmmerhin aus Déiere besteet, ëmzagehen hunn. Déi Direktiv ass, mengen ech, gutt, mä et muss och stänneg iwwerpréift ginn, ob déi Transporteure konform sinn. Et muss méi Kontrolle gemaach ginn an déi, déi ëmmer erëm opfalen duerch Infraktiounen, solle besser iwwerwaacht ginn an dofir och méi staark sanktionéiert ginn.

Wat elo d'Déiereversich ugeet si mer der Meenung, datt déi Déiereversich prinzipiell sollen ausgeschloss ginn. Et ginn haut vill besser a manner deier Methode fir Medikamenter oder soss Substanzen ze testen, siefen et Computersimulatiounen oder och Bakteriekolonien. En neie Moment bei den Déiereversich ass awer sécher och zënter e puer Joer d'Gentechnik. Do gëtt versicht ze klonen, respektiv de Rendement vun engem Béischt ze verbessern. Et ass do just e klengen Deel vun deenen Experimente, déi rëusséieren, mä et sinn der vill méi wou herno horrent Missbildungen erauskommen. Géint d'Fuerschung ass näischt ze soen. Si muss och sinn. Mir muss wierklech oppasse wéi wäit mer wëllen an deem Beräich an d'Natur agräieren. Dat ass zwar elo en aneré Debate, mä och hei geet et ëm d'Dignitéit vun den Déieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mengen, datt déi Suerg ëm d'Déiere kann iwwer déi Proposition de loi vun Här Ripinger garantiéiert ginn, eng Proposition de loi wou an der Constitutioun ageschriwwen gëtt am Artikel 11, Alinéa 7, datt de Schutz iwwer d'Déiere kann iwwer d'Gesetz garantiéiert ginn an ech mengen, dass dat de Wee opmécht fir dat, wat net geregelt ass, vläicht méi strikt ze regelen. Dofir si mer der Meenung, datt een dee Wee, deen den Här Ripinger hei virdu mat senger Proposition de loi proposéiert huet, soll aschloen.

An deem Sënn soen ech och merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop emol wëll ech dem Auteur vun dëser Interpellatioun félicitéieren fir seng Initiativ hei am Parlament den Déiereschutz zur Sprooch ze bréngen an zu engem Thema ze maachen.

Fir den ADR ass den Déiereschutz och e wichteg Thema, awer net eréischt säit haut. An den Déiereschutz ass beim ADR och keen Thema wat aus purem Opportunismus gebuer gouf. Dofir kënne mer zwar de Gesënnungswandel vun eise sozialistesche Kolleegen am Interesse vun den Déiere begréissen, obwuel dee Gesënnungswandel eis awer e bëssen erstaunt, well se jo net ëmmer esou konsequent waren, zumools deemools bei der Verfassungsreform, wéi doriwwer Rieds gaangen ass, oder 1997 wéi se eng Proposition de loi presentéiert hunn, wou se an der Regierung waren, déi se awer net duerchgezunn hunn. Dat heescht, wa se deemools konsequent gewiescht wäeren, da bräichte mer haut vläicht net hei ze stoen.

■ **Une voix.** - Dat ass ganz falsch.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Ass et ganz falsch? Ah bon! Elo sinn ech awer emol frou, well wann den Här Gira schonn zougëtt, datt ech Recht hunn, dat seet scho viles.

Mir kënne just hoffen, dass d'LSAP elo virun de Wahlen hiert Häerz net

just fir d'Déieren entdeckt, esou wéi se dat virun de leschte Wahle mat de Rentner gemaach huet, oder wou se elo viru kuerzem...

(Interruptions diverses)

... den öffentleche Gratistransport versprechen an an de Gemengen, wou se d'Soen hunn, net praktizéieren.

■ **Une voix.** - E Schoss no hannen.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Dat ass kee Schoss no hannen, well ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Di Bartolomeo esouguer capabel wär den Erich vun Däniken ze froe fir mat hinnen op d'Lëscht ze goen, fir och nach Stëmme aus dem Jenseits ze kréien.

(Hilarité)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Aert Vertrauen a mech ass grenzenlos, dat éiert mech!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, awer elo Spaass bäsäit. Den ADR hat a sengem Wahlprogramm vun 1999 als eenzeg Partei nach e ganz Kapitel iwwer den Déiereschutz integréiert, mat der Konsequenz, datt mer an dëser Legislaturperiod den Déiereschutz zu engem Thema gemaach hunn, laanscht dat awer kee sollt kommen. Well wann een déi katastrophen Entwicklung kuckt, déi weltwäit am Zesummenhang mat der Déierenhaltung geschitt, da muss den Déiereschutz zu enger Prioritéit ginn, well et gi Krankheeten, déi sech aus där net aartgerechter Ziichtung vun Déieren erginn oder och de Mënsch ugräifen an Epidemien ausléisen, déi mer bal net méi an de Grëff kréien.

Den ADR huet am Zesummenhang mam Déiereschutz och dofir eng iwwerparteilich, politesch Aarbechtsgemeinschaft gegrënt, déi zum Zil huet, komplementär an am Interesse vun den Déiereschutzorganisatiounen dem Déiereschutz politesch Support ze bidden an och fir deen néidege politeschen Drock ze suergen, den Drock, deen och schlussendlech wuel dës wichteg Interpellatioun provozéiert huet.

Dës politesch Aarbechtsgemeinschaft, déi mat allen Déierenorganisatiounen an Déierefrënn zesammen organiséiert ginn ass, huet och scho munch Akzente gesat fir den Déiereschutz zu engem politeschen Thema ze maachen. D'Fuereerunge vun deem politeschen Aarbechtsgrupp Déiereschutz, wéi se och an der Press matgedeelt goufen, si kloer. Déi wichtegst Fuereerung ass, datt den Déiereschutz muss an d'Verfassung kommen. Ech mengen, do si mer eis jo an der Tëschenzäit zimlech all eens, well iwwerall do wou den Déiereschutz net an der Verfassung integréiert ass, ass en optimalen Déiereschutz net realiséierbar. Iwwerall do wou am Déiereschutzgesetz verankert Garantie mat an der Verfassung garantierte Grundrechter kollidieren, huet den Déiereschutz d'office an der juristescher Praxis den zweete Präis.

Här President, de Mënsch huet vis-à-vis vun engem Déier, dat him uvertraut gëtt, also engem vun him ofhängege schwächere Liewewiesen, eng ethesch Verantwortung. An eiser materialistesche geprägter Gesellschaft ginn d'Déieren awer alle oft wéi en Objet behandelt a gehandelt, praktesch als wirtschaftleche Produktionsfaktor am Zesummenhang mat engem rengen Käschen-Notzen-Denken. Souguer an eiser Rechtspriechung ginn d'Déieren als Objet betruecht.

All dat féiert des Öfteren zu Situatiounen vun Déierequalerei, sief et bei Versich mat Déieren, iwwerflësseg laangen Déierentransporter oder Massendéierenhaltungen. Eist Déiereschutzgesetz ass net déif gräifend genuch, fir dese Mëssstänn en Enn ze setzen. Dofir ass et héich Zäit, grondleeënd

Déiererechter an der Verfassung ze verankeren, d'ësso méi wéi verschidde Studie beleeden, datt d'Astellung vun enger Gesellschaft géigeniwwer dem Mënsch an dem Liewen iwwerhaapt an enger Wieselbeziehung mat hirer Astellung zu den Déiere steet. Dem andauernde Wäertverfall an der domadder verbonnener zouhuelender Gewaltbereitschaft géigeniwwer vu Schwächeren, besonnesch ënner Kanner a Jugendlechen, sollt een och domadder begéien, andeem een de Schutz vum Schwächeren, an dem Fall den Déieren, betount an dee Schutz an der Praxis och fleegt. Den Déiereschutz als e Staatszil ze definéieren, dreit zur Stärkung vum allgemenge Wäertbewusstsein a vum Respekt vum Liewen iwwerhaapt bái.

Här President, wat ass awer an deem Kontext bis elo geschitt? D'Kommissioun vun der Verfassungsrevisioun huet sech den 3. am Broochmount 2003 mat engem Antrag vun der grénger Fraktioun befasst, deen den Artikel 11 vun der Verfassung sollt vervollständigen, an zwar Folgendes: „L'État, adhérent au principe de la dignité de la créature, garantit la protection des animaux.“ Den ADR hat kee Problem mat enger deementsprechender Ergänzung vum Artikel 11 vun der Verfassung. D'Majoritätsparteien awer hunn den Änderungsversuch vun der grénger Kolleegeen ofgelehnt an op d'Proposition vun der Kommissioun vum 28. am Haartmount 1999 verwisen, esou wéi se de Statsrot ofgeännert huet, dee seet: „L'État garantit la protection de l'environnement humain et naturel en vue d'assurer le développement durable de la société.“

Den Här Paul-Henri Meyers vun der CSV an den Här Rippinger vun der DP waren der Meenung, datt diesen Text duer géif goen, fir d'Déierewelt mat ofzedecken, well jo „environnement humain et naturel“ géif drastoen. Dem ADR sengem Aarbechtsgrupp Déiereschutz ass deen doten Text awer absolut net duergaangen an en hält d'Erklärunge vun de Majoritätsparteie fir schäinhelleg, oder wéi si soen, fir Aewescherei.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Dem ADR säin Aarbechtsgrupp Déiereschutz huet folgenden Text virgeschloen, deen den ADR och an der Kommissioun fir d'Verfassungsreform agereecht huet: „L'État protège la flore, la faune et leur milieu naturel dans le but de sauvegarder la biodiversité. L'État protège les animaux sur tous les niveaux: la tenue, l'élevage, le commerce, le spectacle, le transport et l'abattage.“

Dësen Text huet den Avantage, kloer, net a prezis ze sinn. Gläichzäiteg huet dësen Text de Mérite, méi ëmfaassend ze si wéi all aner virleidend Textpropositiounen. Den éischten Abschnitt vun eiser Proposition viséiert an éischer Linn de Schutz vun der Émwelt an den Déieren a fräier Wëldbunn. Deen zweeten Abschnitt awer soll de Bléck vum Stat onzweedäiteg op déi vum Mënsch direkt ofhängeg Déiere riichten, vum Notzéier bis zum Haus-, Begleedungs- a Showdéier.

Et ass dës fir den ADR déi eenzeg valabel Approche fir kënnen d'Déiere verfassungsrechtlech optimal ze schützen. De Mëtteg ass hei e bësse geschwat gi vu Kräizungen, an do sinn ech erstaunt, datt d'DP elo an deene leschten zwee Deeg wierklech eng Kräizung fonnt huet, fir d'180-Grad-Kéier ze huelen, engersäits bei der Parteifinanzierung an déi aner Säit elo beim Aschreiwe vum Déiereschutz an d'Verfassung.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Den Här Jaerling seet lech, wat ze maachen ass. Just de Schiet an Tuten. Si wëllen dat guer net.

M. Aly Jaerling (ADR).- Wéi nennt Der dat, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- De Schiet an Tuten, dat heescht guer näischt.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR).- Ah sou! Här President, doriwwer eraus huet den ADR eng ganz Rutsch weider Akzenter gesat, déi am Zusammenhang mam Déiereschutz net ewechzedene sinn, zum Beispill wat d'Massendéierentransporter ugeet, déi trotz Protester vun Déiereschützer weidrefouert ginn, well d'Kontrollen net systematesch genuch duerchgefouert ginn.

Den ADR huet dozou de 7. am Heemount 2003 eng parlamentaresch Fro gestallt. Leider muss ee feststellen, datt verschäerft Kontrolle vun eise Service Douane just dozou gefouert hunn, datt Lëtzebuerg elo op Schläichweeër duerchfuer oder einfach ëmfuer gëtt. Eng Décisioun vun der zoustänneger EU-Kommissioun an deem Zusammenhang seet: „Le transport des porcs expédiés vers d'autres États membres par les zones indiquées“ - an domadder ass d'Groussregion gemengt - „n'est autorisé que si le véhicule emprunte les grands axes routiers et ferroviaires et ne s'arrête pas.“

Dat heescht also, egal wéi d'Déieren op engem Transportmittel zesummegeknautsch sinn, wann iwwer déi grouss Axé gefuer gëtt, ouni stoen ze bleiwen, d'äerf et eis näischt ugoen. Feststellen ass also, datt och déi europäesch Moosnamen éischer op d'Lobby vun de Massendéierenhaltungen zougenschidde si wéi op de Schutz vun den Déieren. Hei muss déi national, awer besonnesch déi europäesch Gesetzgebung geännert a verschäerft ginn, souwéi och d'Transportvirschreften. Hei geet also eisen Appel un d'Regierung, sech op europäischem Niveau mat der néideger Vehemenz dofir anzesetzen.

Eng wichteg Optioun soll awer fir d'Zukunft an d'A gefaasst sinn: d'Schlulechterei. D'Schlulechterei soll méiglechst no bei den Ziichtereie respektiv bei senger Zuuchtregioun geschluecht ginn oder zumindest d'Transportweeër fir d'Vei musse begrenzt ginn. Dofir wier deem gréissten Deel vun Infraktiounen scho virgegraff. Dat kënn awer zur Konsequenz hunn, datt, wann een d'Bauere forcéiert fir d'Vei esou no wéi méiglech bei hirem Wunnsätz ze schluechten, dann do ebe kënn Monopoler entstoen, déi dann awer d'Konkurrenzdenken, wat jo awer am Interesse ass vun de Präisser, vläicht awer géif e bessen a Fro stellen. Dofir schéngt et, datt déi Proposition och muss kloer reglementéiert ginn. Mä datt Wichtigst ass, datt d'Déieren awer nëmme op enger begrenzter Kilometerzuel dierfen transportéiert ginn.

Här President, och gi mer Joer fir Joer konfrontéiert mat Expositiounen oder Attraktiounen, déi mat Déieren ugebuede ginn. D'Déiere ginn ausgestellt oder zu artistesche Virstellung forcéiert. Wa se ausgestellt ginn, dann ass et ganz oft de Fall, datt se an net aartgerechte Käfegen oder souguer a Këschte gepresst ginn a keng Bewegungsfreiheet hunn. Déi meescht Gemengen hei am Land gi fir esou Attraktiounen ouni weideres eng Autorisatioun, ouni sech der Konsequenz fir d'Déiere bewusst ze sinn, ausser eng Rei Gemengen an deenen och d'ADR-Vertrieder am Gemengerot setzen. Hei huet den ADR grad am vergaangene Joer Zeeche gesat, wéi zum Beispill an der Kärjenger Gemeng. Op Initiativ vum ADR hin, duerch e Vote am Gemengerot ginn elo an Zukunft esou Aarte vun Déierenattraktiounen op hirem Territoire net méi genehmegt.

Leider fanne sech nach ëmmer Privatleit, déi bereet sinn, hiren Terrain fir esou déierequälerech Attrak-

tiounen zur Verfügung ze stellen, falls d'Gemeng keng Autorisatioun méi gëtt. Wann nämlech manner wéi honnert Persoune sech an deem jeeweiligen Zelt versammelen, brauch kee Kommodo ugefrot ze ginn, an da kann een déi Saache fräi op sengem Terrain organiséieren. Och zu Diddeleng huet de Schafferot a senger Äntwert op d'Ufro vum ADR gesot, datt e keng Manifestatioun mat Déierenattraktiounen méi géif zooloosen. Fir de 6. am Spierkel 2004 huet och am Escher Gemengerot den ADR eng Décisioun verlaangt, fir dës Déierewanderexpositiounen an -attraktiounen um Escher Territoire ze verbidden.

Loose mer hoffen, dass och den Escher Gemengerot geschlosse géint esou Déierenattraktiounen stëmme wäert. Am Zäitalter vun internationalen Tourismus oft bis an déi entleeënste Regiounen, vun der Multiplikatioun vun Televisiounsprogrammer, vu Video, DVD an Internet sinn esou Déierenaustellungen net méi zäitgeméis, jo, ech géif souguer soen, iwwerflësseg. Et wier am Interesse vun den Déiere sennvoll, wa vun der Regierung eng Recommendation un d'Gemeng geing goen, fir Déierenattraktiounen vun där Aart net méi zouloussen.

Här President, och ass eng Reform vum Juegdgesetz onbedéngt noutwendeg. Ech hunn elo hei héieren, dass iergendwéi soll ee Bréif erausgaange si fir haut net doriwwer ze schwätzen. Ech wäert och net am Detail dofir dorobber agoen. Mä fir mer awer ee Bild ze maachen, wéi eng Klappjuegd organiséiert gëtt, hunn ech mech kierzlech zesumme mat der Madame Trudy Reiff, Presidentin vum Aarbechtsgrupp Déiereschutz, am Bambésch bei där do organisierter Klappjuegd afonnt. Feststelle war am Verlaf vun deem Dag, datt ee misst dës Aart a Weis vu Juegd iwwerdenken.

Den ADR ass net géint d'Juegd, mä géint déi Aart a Weis vu Juegd wéi se hautdésdags hei am Land deelweis bedriwwen gëtt. Am Juegdweise muss ëmgeduecht ginn, ewech vun der Fräizäitjuegd a Richtung ekologesch Juegd. Dës muss d'Missioun si vun engem neie moderne Juegdgesetz. Esou eng Reform kann awer nëmme zesummen, no Konsultatioun vun allen implizierten Acteuren, dat heescht d'Jeeër, d'Déiereschützer, d'Beschbesëtzer, d'Bauerenorganisatiounen an der Forstverwaltung virbereet ginn. Dofir ass ze begrëssen, et ass schonn hei gesot ginn, datt e Formular ausgestellt gouf unhand vun deem jiddferee seng Meenung kann unhand vu Virschléi zu enger besserer Juegdorganisatioun virbréngen.

Här President, fir schonn eng vun de Meenungen hei mat an d'Diskussioun ze bréngen, erluben ech mer och hei d'Positioun vun der Lëtzebuurger Déiereschutzliga virzedroen. D'Déiereschutzliga freet sech: Ass et ethesch vertriebar Déieren ëmzebréngen fir se ze nözen? Déi Fro muss natierlech, wéi gesot, jiddferee fir sech selwer beäntweren. De But vun der Déiereschutzliga ass, datt sécherstellt gëtt, dass d'Déieren aartgeméis kënnen liewen an datt se esou schmerzlos a stressfräi wéi méiglech ëmbruecht ginn, wann dat noutwendeg sollt sinn.

Dofir ass hir Meenung, dass och bei der Juegd all déiereschutzfeindlech Praktiken eliminéiert musse ginn. Fir d'Déiereschutzliga misste folgend Moosnamen a Betrecht gezu ginn: Éischtens, Schounzäit fir all Wëldeéieren. All Déier soll en Urecht op Schounzäit kriegen, dës zemoos während der Zäit vun der Fortpflanzung. De Schutz vun de Mammendéieren

ass onbedéngt noutwendeg. Déi aktuell Schounzäit ginn net duer, fir en optimale Schutz vum Wëld ze garantéieren, zum Beispill bei Fiiss a bei Wëldeeschwäin.

Den zweete Punkt: A Juegdfräie Schutzgebiddere an an ze definéierende Naturschutzgebiddere duerf keng Juegd ofgehale ginn, Ausnahmen duerf et nëmme ginn, wann d'Agräifen aus naturschutzrechtleche Grënn wierklech noutwendeg ass a keng aner Moyenen zur Verfügung stinn.

Drëtzens, d'Fiddere vu Wëldeéieren duerf net méi toleréiert ginn. D'Fudder als Lockmittel duerf nëmme benotzt ginn, fir Wëldeéieren anzefänken, fir se eventuell ze kontrolléieren, ze impfen oder ze heelen. De Verbuet vun der Wanterfiddere ass onbedéngt noutwendeg, well d'Fiddere den natierleche Regulierungsfaktor vun der Populatioun vun den Déieren ausser Kraaft setzt.

Deem dergéint sinn d'Jeeër der Meenung, datt ee misst fiddere, well soss d'Wëld ze vill Schied an de Récolten, besonnesch vum Mais, géif uringen, well mer wessen, dass de Mais am Fong e Fuddermittel war, dat bis elo net esou hei am Land verbreet war, mä wat ëmmer méi verbreet ass, a wann d'Déieren effektiv Honger hunn, dass se da sech dohinne geifen ausbreeden. Ech mengen, do prallen zwou Meenungen openeen, tëchent deenen an der Diskussioun, am Dialog nach eng Kéier muss da versicht ginn e Konsens ze fannen.

Véiertens, d'Zucht an d'Aussetze vu jobarem Wëld: Aus der Siicht vum Déiereschutz ass et onverständlech, datt solle Wëldeéiere geziicht ginn, just fir se dann auszesetzen an ofzeschéissen. Besonnesch d'Abiergere vun net eenhemmeschen Déierenaarten, wéi Damwëld oder Muffelwëld ass onakzeptabel, well d'Konsequenzen dovunner net virauszugeséi sinn.

D'Verbidde vu Fale bei der Juegd ass de fénnefte Punkt. Den Asaz vu Fale bei der Juegd ass nom Déiereschutzgesetz vun 1983 net zoulässeg. Nëmme d'Déiereschutzorganisatiounen hunn d'Erlaabnis fir d'Déiere kënnen op deem Wee a Wunngebiddere anzefänken.

Sechstens, den Asaz vu Juegdhënn ass nëmme da gerechtfäerdig, wa weder Hënn nach Wëldeéieren doduerch onnéideg gestresst ginn. Normalerweis sollten d'Hënn nëmme agesat gi fir op d'Sich no de verletzten Déieren ze goen. D'Dressur vu Juegdhënn an anere liewenden Déieren ass duerch ee groussherzogleche Reglement vum Lenz 2000 verbueden.

Siwentens, e Verbuet vun Dreif- an Hetzjuegd ass der Déiereschutzliga no erfuerderlech, well dës Aarte vu Juegden aus déiereschützeresche Grënn net novollzéibar sinn.

Aachtens, d'Ofschéissen oder d'Fänke vun härelosen Hënn a Kaze muss och bei der Juegd verbuede ginn.

Néngtens dann zur Buedem- a Baujuegd: D'Juegd op Baudéierenaarten, wéi Fuuss oder Dachs mat Hëllef vu klenge Juegdhënn wéi Dackel oder Terrier sollen no der Déiereschutzliga verbuede ginn. Et géif sech hei ëm een Openanerhetze vun zwee Déieren handelen, déi fir se allen zwee mat enormem Stress an Angscht verbonne wier.

Zéngtens, d'Juegd op Villercher wier a kengem Sënn vertriebar an aus déiereschützeresche Grënn einfach ze verbidden.

Här President, ech hunn dës Forderung vun der Déiereschutzliga mat hei an d'Diskussioun bruecht, fir ze weisen, wéi villfältig d'Thema Déiereschutz ass, awer och wéi kontradiktöresch. Duerfir schéngt mer, wéi scho gesot, eng déif gräifend sachlech Konsultatioun vun allen implizierten Acteuren déi eenzeg richteg Approche.

Eng aner Suerg, déi dem ADR seng Aarbechtsgemeinschaft Déiereschutz huet, ass déi vum betäubungslose Schächten. Och hei huet den ADR säi klere Veto ageluecht, wat d'Schächte vun Déieren aus reliéise Grënn ubelaangt. Et ass net d'Schächte vun den Déieren u sech wat a Fro ze stellen ass, mä d'Aart a Weis wéi dat geschitt. Et gëtt Beispiller a Biller, wou d'Schächten als Ritual op der Strooss oder hannenausser an engem Haff op déi grausaamst Aart a Weis vollzu gëtt.

Och hei hat den ADR reagiert an d'Initiativ ergraff. Den 21. am Broochmount 2002 huet den ADR eng Aktualitéitsstonn iwwer den Déiereschutz ugefrot, ebe fir dës Problematik zum Thema ze maachen a kritesch ze diskutéieren. Dës Ufro gouf vun de Majoritätsparteie verworf an dat awer och mat der Ennerstetzung vun der sozialistescher Partei, déi domadder matgeholf huet ze verhënnern, datt een Deel vun där Debatt, déi mer haut hei féieren, hätt scho kënnen am Interesse vum Déiereschutz vum annerhallwem Joer gefouert ginn. Deemools war et de Sozialisten sécherlech nach net no genuch bei de Wahlen. Dës Debatt elo haut ze féieren, ënner hirer Regie, arrangéiert se sécherlech méi.

Wollt Dir eppes soen, Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Neen. Neen.

M. Aly Jaerling (ADR).- Dat wonnert mech zwar.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat war ganz fein. Ech hat just déif Loft geholl.

M. Aly Jaerling (ADR).- D'LSAP soll just net vergiessen, dass d'Déiereschützer net bliinn an net daf sinn.

Här President, niewent der Wichtigkeet vum Déiereschutz an der Verfassung hu mer nach aner Uleieessen. An zwar, datt den Déiereschutz och soll an de Polizeireglementer vun de Gemengen säin Nidderschlag fannen. Dës direkt um Terrain geschafte Kontrollméiglechkeet kënn dofir suergen, datt schonn eng Rei Infraktiounen vill méi fréi erkannt a kënn verhënnert ginn, besonnesch am Zusammenhang mat den öfters festgestallte grausamen Haltungszustänn vun Déieren, déi un Déierequälerei grenzen an och ganz oft domadder enden.

Och si mer der Meenung, dass de Projet iwwer d'Hondsgesetz esou net duerf a kann duerchgezu ginn. Ech mengen - den Här Zanussi huet dat och hei scho gesot -, dass d'Diskussioun iwwer d'Kategoriséierung vun den Hënn an d'Kräizungen vun den Hënn an d'Feststellen, wat fir eng Aart vun Hënn, net esou einfach sinn an dass dat soll iwwerducht ginn. Besonnesch bei der Haltung vun Hënn, déi ganz vill Auslaf brauchen, ass et wichtig déi néideg Akzenter ze setzen. Och pralle ganz oft zwou Gruppen openeen an Zonen, wou Leit alleng spadséiere ginn oder lafe ginn an anere Leit mat hiren Hënn spadséiere ginn. D'Natur vum Hond hannerléisst oft onerfreelech Spueren un de Schong a Lafschlappen an dréit zu Konflikter tëschent deenen zwee Gruppe bái.

Dës Spannunge spigele sech souguer an de Foussgängerzonen erëm, wou ganz oft gären no méi Repressioun gejuet gëtt. Et sinn awer net déi aarm Déieren, déi Schuld hunn, mä d'Propriétaires, déi et net fäerdig bréngen hir Déieren anerwäerts auszeféieren oder se korrekt ze zillen. Et huet nach keen eng optimal Léisung fir dee Problem fonnt an et ass och net einfach hei eng Léisung ze fannen. Dat gesi mer ganz besonnesch zu Esch mat eiser Uelzechtstrooss, wou de Problem wierklech ganz grave ass a wou och zwou Welten openeen treffen.

Här President, net nëmmen d'aartgerecht Haltung vum Begleeddeiere soll eisen Objektiv sinn, mä och vun den Notzdeieren. An hei schéngt et eis besonnesch wichteg, dass bei der Subventionéierung vum landwirtschaftleche Betriber och d'Aart a Weis muss kontrolléiert ginn, wéi déi Déiere gehalen a geziicht ginn. Dofir mussen EU-wäit an deene Beräicher, wou et nach keng gëtt, Mindestnorme agefouert ginn, déi d'Aart a Weis, fir d'Déieren ze halen an ze züchten, uginn. Déi bestoend Mindestnormen awer mussen iwwerduecht an der Entwécklung ugepasst ginn, an dat besonnesch elo, wou mer wëssen, datt déi nei Baitrëtslänner e grouse landwirtschaftleche Potenzial hunn an eng Rei zousätzlech Problemer wäerte mat sech bréngen.

Mä och europawäit geet dat net duer, well mir unhand vu kierzlechen Ereegnesser an Thailand an am Vietnam am Zesummenhang mat Héngerzüchtere mat enger onkontrolléierbarer Epidemie befaasst sinn, déi och op de Mënsch iwwergegraff huet. D'Hauptursachen dovunner leien an enger net aartgerechter Haltung a Fütterung vun deenen Déieren.

An déi Aart a Weis Déierenhaltung, mat hire schreckleche Konsequenzen, ass haaptverantwortlech dofir, dass och de Konsum vum Fleesch zréckgeet an domadder ginn och déi Produzente matgestrooft, déi sech un Hygiène- a Schutzkritäre vun den Déieren halen.

Här President, et ass also net vu Muttwëll, wann am Zesummenhang mat enger aartgerechter Haltung vun Déiere kloer a streng Messuren applizéiert ginn. Leider geet et net duer, dass mer se hei am Land aféieren, mä et muss weltwäit zu kloer Moosname kommen.

Och am Zesummenhang mat den Déiereversich muss kloer kontrolléiert ginn, ob se iwwerhaapt nach noutwendeg sinn an et muss genau opgepasst ginn, dass net aartgerecht gefidderd a gehalen Déieren d'Ursaach si vun enger Rei vu Krankheeten, déi sech ëmmer méi oft vum Déier op de Mënsch iwwerdreien an dass déi Virusen, déi do entstinn, net am Zesummenhang mat den Déiereversich sinn.

Wat elo d'Déierenasyler ubelaangt, sou si mer wierklech och der Meenung, dass do muss eng kloer Analys gemaach ginn, wéi vill dass mer der hunn, op wat fir eng Aart a Weis dass se hei am Land solle funktionéieren an och wéi se subventionéiert ginn an et sollen och kloer Spillregelen festgeluecht ginn, wéi d'Déieren an deenen Asyler solle gehale ginn. Ech mengen och do soll de Stat eng Kontrollfunktioon iwwerhuelen, awer och net nëmmen eng Kontrollfunktioon, mä sech och mat dru bedeelegen, dass déi néideg finanziell Moyenen do sinn, fir dass d'Déieren effektiv an engem anstännegen Zoustand kënnen gehale ginn.

Déiereschutz geet do un, wou de Mënsch dem Déier a senger Émwelt deeselwechte Respekt entgéintbréngt, deen e fir sech selwer verlaangt. Eréischt wa mer eis alleguerten dees bewosst sinn, wäerte mer et och fäerdeg bréngen alle Liewewiesen eng optimal Liewensart ze garantéieren.

An ech mengen an deem Sënn wëll ech dann och schléissen, an der Hoffnung, dass mer alleguerten zesammen an déi Richtung ginn. Ech soen lech merci.

■ **Une voix.**- Dat war tipptopp.

■ **M. le Président.**- Merci. Deen nächsten a leschten Orateur ass den Här Gira.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer Déiereschutz an Déirerechter gëtt net eréischt zënter e puer Jorzéngten diskutéiert, schonn déi griichesche Philosophen hu sech Gedanken zu dëser Problematik gemaach. Sou

war den Aristoteles der Meenung, Déiere géngen op een Niveau gehéiere mat de Götter, de Stären an de Mënschen. Dës Gläichstellung huet awer d'Chrëschtentum total opgeléist, wat duergestallt huet, dass de Mënsch als Ebenbild Gottes geschaf ginn ass, dass de Mënsch den Zentrum vun allem op der Äerd wär an dass de Mënsch deen Eenzege wär, dee capabel wär fir Gefiller ze weisen, Iwwerleungen ze féieren an e Gewëssen ze hunn. Dat huet deelweis a ganz extrem Positionen ausgeart, wéi zum Beispill den Descartes, fir dee ganz kloer d'Déieren net méi an net manner wéi Maschinne waren.

Komescherweis huet d'Wëssenschaft selwer awer lues a lues zu engem Broch vun dëser Manéier, d'Déier just als Saach am Déingscht vum Mënsch ze gesinn, gefouert. Den Darwin, mengen ech, war deen Éischte mat sengen Erkenntnisser, dass de Mënsch vum Af géif ofstamen. Deen huet net nëmme fir Skandaler déi Zäit gesuergt, mä deen huet och einfach noutgedrongen zu enger aner Approche vis-à-vis vun de Wirbeldéieren, mä och lues a lues zu deenen aneren Aarten, gefouert.

A relativ rezent kréie mer iwwer e ganz anere Wee déi dote Vue bestätegt, nämlech duerch d'Erkenntnisser am Genberäich. Den Här Calmes huet elo éinescht déi negativ Démarchen an deem Beräich opgewisen, mä d'Genetik huet awer och dozou gefouert, dass mer mol vläicht missten, als Mënsche vis-à-vis vun den Déieren, vill méi bescheide ginn. Wann nämlech festgestallt gëtt, dass de Genus vum Schimpans zu 98% - an ech widderhuelen zu 98% - identesch ass, zu deem mam Mënsch, a wann, Här President, den Ennerscheid...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- De Moien hate mer schonn den Dinosaurier!

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Zu deem komme mer och nach, Här Di Bartolomeo.

Wa manner Ennerscheeder am Genus vum Schimpans vis-à-vis vum Mënsch, wéi vum Schimpans vis-à-vis vum Gorilla sinn, da muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob mer als Mënschen, wéi gesot, e bësse méi bescheide mussen ginn an als iewescht Schöpfungswiesen hei nach ëmmer kënnen esou optrieden, wéi mer dat déi lescht puer dausend Joer gemaach hunn.

An deem ganze Kontext ass do lues a lues un deem Bild gerüttelt ginn an ech mengen scho 1780 war et wéi de Bentham e ganz wesentleche Punkt an d'Diskussioun geworf huet, nämlech wéi e gesot huet, d'Fro ass net, kënnen d'Déiere rasonéieren, mä d'Fro ass, kënnen se leiden. An d'Antwort op déi lescht Fro ass - do mengen ech si mer eis och an der Tëschenzäit an der Gesellschaft eens -, dass d'Déiere selbstverständlech kënnen leiden. Mä komescherweis, obwuel bal 2.000 Joer laang, och bedéngt duerch d'Chrëschtentum, d'Déiere keng Rechter haten, huet awer d'Leiden an där Zäit sech a Grenze gehalen an ech géing soen dofir gëtt et virun allem zwou Erklärungen.

Éischtens war bal all Mënsch am deegleche Kontakt mat Déieren an dat huet einfach dozou gefouert, dass vu sech aus en intuitive Respekt vis-à-vis vun deenen anere Kreature war. An zweetens war och bal jiddfereen a sengen dagdeeglechen Aktivitéiten, vum Notze vun den Déiere fir de Mënsch iwwerzeegt an och deelweis a sengem alldéegleche Liewen op den Notze vun den Déieren ugewisen.

Dës Situatioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass natierlech radikal anescht gi mat der allgemenger Industrialiséierung, wou d'Aarbeitsopdeeling ëmmer méi wäit gedriwwen ginn ass a wou einfach relativ schnell den alldéeg-

leche Kontakt fir ganz vill Mënsche mam Déier op eemol net méi existéiert huet. An definitiv ass d'Situatioun natierlech emgeschloe mat der Industrialiséierung vun der Landwirtschaft. Do si lues a lues - ech wëll net soen an alle Beräicher, mä awer a ville Beräicher - Produktionsmethoden ugewannt ginn, a ginn och nach ëmmer ugewannt, déi d'Déier definitiv zur Produktionsmaschinn degradéiert hunn a wou mol net méi berücksichtegt gëtt, dass d'Déiere leiden, geschweigs dann, dass se Rechter hunn.

Och an den Déierenexperimenter ass et zu Exzesser komm a mir kennen alleguerten déi Berichter, wou weinst engem Léppstëft oder iergendengem anere Kosmetikartikel honnerten an dausende vun Déieren net nëmmen hu misse dru gleewen, mä hunn och nach misse enner ganz diskutabelen Émstänn gewëssen Experimenter iwwer sech ergoe loossen.

Mir stellen also och fest, Här President, dass déi 2.000 Joer „Machet euch die Erde untertan!“ an deem Beräich vum Déiereschutz a vun den Déirerechter zu ganz wahninnegen Exzesser gefouert hunn. An dës Exzesser hunn natierlech och berechtigterweis Géigereaktiounen provoziert. Sou ass et keen Zoufall, dass parallel zu méi groussen an och méi influenten Naturschutzorganisatiounen, déi och méi radikal Fuerderunge gestallt hunn, och d'Déiereschutzorganisatiounen méi radikal an hire Fuerderungen hu misse ginn an och méi konsequent op dës Mësstänn, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, higewisen hunn.

An et ass kloer, dass dës Organisatiounen och eng Rei Erfolger ze verzechnen hunn. Et ass zumindest probéiert ginn - ech betounen op jidde Fall probéiert ginn -, déi gréisste Mësstänn am Beräich industrialiséiert Landwirtschaft an Déiereversich ze verhéieren. Sécherlech stelle mer ëmmer erëm fest, dass trotz existéierende Gesetzter, eng Rei Mësstänn definitiv net ofgeschaf sinn.

Mä et muss een awer betounen, dass déi Erfolger, déi do erreicht gi sinn, nach ëmmer an eng gewësse Richtung gaange sinn, nämlech dass versicht ginn ass, sou wäit wéi méiglech, onnëtz Leid vum den Déieren ze verhéieren. Ech mengen awer, dass bis dohin - bis an den Ufank vun den nonzeger Jore géing ech emol soen - d'Grondphilosophie nach ëmmer déiselwecht bliwwen ass, nämlech d'Déiere sinn zum Notze vum Mënschen do, a wa mer se schützen, da virun allem och am Intérêt vum Mënsch.

An dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, dass et awer net méi duer geet, fir op deem dote Punkt stoen ze bleiwen. D'Diskussioun ass haut eiser Meenung no méi wäit; si ass net méi op deem dote Punkt. Émmer méi Déiereschützer an ëmmer méi Mënsche verlaangen, dass d'Déieren, als selbststänneg Kreature geschützt ginn an dass se eegestänneg Rechter kréien, onofhängeg vum Notzen, deen eventuell eng Rei vun deene Rechter fir de Mënsch hunn.

An dofir ass et fir eis als Gréng och ganz kloer, nämlech wat de Mëtteg hei am Mëttelpunkt steet ass d'Fro: Wou si mer zu Lëtzebuerg, um Niveau vun der Diskussioun an der Gesellschaft, um Niveau vun der Sensibilitéit um politesche Plang an um Niveau vun der Législatioun, drun? D'Fro, déi sech stellt, ass ganz kloer: Si mer nach ëmmer um Niveau vum Déiereschutz oder si mer um Niveau vun den Déirerechter?

Mir sinn der Meenung, dass mer um Niveau vun der Législatioun

ganz kloer nach, wann iwwerhaapt, um Niveau Déiereschutz sinn. Net nëmmen den Numm vum Gesetz vum März 1983 seet et, mä och säin Inhalt, wann een en am Detail liest, beweist, dass mer awer nach ganz kloer an der Logik sinn, dass selbstverständlech d'Déieren e gewëssene Schutz mussen kréien, mä dass awer esou vill Ausnahme scho virgesi sinn, wann den Intérêt vum Mënsch erakënn. Da si mer ganz schnell do fir Ausnahmen ze schafen. An dofir mengen ech, dass um Niveau vun der Législatioun ganz akuten Handlungsbedarf ass, fir vum Niveau Déiereschutz op Déirerechter ze kommen. Ech kommen herno nach dorop zréck.

Wat elo d'Diskussioun an der Gesellschaft ubelaangt, do verlafen eiser Meenung no d'Fronte just tëschent deenen, déi den Déiere selbstverständlech e gewëssene Schutz wëlle ginn, ech mengen dat sinn déi meeschte Leit haut an eiser Gesellschaft, déi domadder d'accord sinn, an deenen anere Leit, déi awer den Déieren och eege Rechter wëllen zougestoen. Et ass och ganz kloer do, an dat wäerte mer och, sinn ech iwwerzeegt, am Hearing an am Débat d'orientation iwwert d'Juegd gesinn, wou d'Differenz wäerte leien, a wou et sécherlech net einfach wäert ginn, fir déi, déi op där enger Front sinn, an déi, déi op där anerer Front sinn, mateneen op e gemeinsamen Nenner ze kréien.

Wat de politeschen Niveau ubelaangt, Här President, ginn ech dat Gefill net lass, dass déi meescht heibannen, oder déi meescht Parteien heibannen, och nach net iwwert den Niveau vum Déiereschutz eraus sinn. Ech huelen do zwee Beispiller. Als éischt déi Partei vum Interpellant. Et ass ganz begrëssenswäert, dass den Här Zanussi haut eng Interpellatioun iwwert den Déiereschutz ufreet. Et ass awer schonn erstaunlech, dass parallel ee vu senger Parteikolleegen eng Proposition de loi eragereecht huet fir en Déier, wat de Moment geschützt ass, erëm kënnen deemnächst ofzeschéissen, nämlech de Kormoran.

(Interruptions diverses)

Dozou wëllt ech dräi Saache soen.

1. Et muss ee feststellen, dass dat e relativ gewaltege Paradox innerhalb vun enger Partei ass.

2. Si mer als Gréng der Meenung, dass dës Proposition de loi, esouguer wat de Fong ubelaangt, total onsennege ass, well et muss een net Wëldebilog sinn, Här President, fir anzegessen, dass d'Ofschësse vun Zuchvigel de Problem, wann en da sollt existéieren, iwwerhaapt net ka léisen, well wéi sollen déi Kormoranen, déi an Holland gebuer ginn, wëssen, dass se net méi sollen op Lëtzebuerg kommen. Ech mengen net, dass hir Neveuen a Kosenge vun deem Joer virun hinne wäerten iwwer Handy matdelen, dass zu Lëtzebuerg d'Kormoranen ofgeschoss ginn. Dat kléngt elo e bësse sarkastesch, mä et weist einfach, dass hei e faux problème opgegraff gëtt, an dass, esouguer wann ee mat der Approche kënn d'accord sinn, mir fest iwwerzeegt sinn, dass dës Proposition de loi iwwerhaapt näischt wäert bréngen.

3. Weist dës Proposition de loi awer och wéi e Geescht, dass do nach hannendru stécht. An ech mengen, do ass eben den Anthropozentrismus, deen nach ëmmer hannendrun ass, nämlech d'Meenung, de Mënsch d'äerf a soll bei allméigleche Geleeeenheeten dobaussen an d'Natur agräifen.

Mir sinn alleguerte fir de Schutz vun den Déieren, mä esoubal awer och nëmmen e gewëssenen Intérêt vum Mënsch do ass, a sief et esouguer och nëmme fir säin Hobby als Sportfëscher auszeüben, da si mer ganz séier do, fir de Schutz vun deenen Déieren ofzeschaffen, an ech mengen net, dass een da ka soen, dass mer schonn op engem

Niveau sinn, wou mer der Meenung sinn, dass d'Déieren och per se eng Rei Rechter hunn. Dat do ass, wann iwwerhaapt, wierklech den Niveau, deen ech elo éinescht ugeschwat hunn, vum Déiereschutz.

Ech muss awer gläichfalls dann ähnlech Paradoxe bei der Demokratescher Partei feststellen. Ech hunn d'Rapporen nach eng Kéier gelies iwwer eis Proposition de révision de la Constitution. Do si ganz kloer Aussoen dran, dass iwwerhaapt d'Majoritéitsparteien insgesamt net agesinn hunn, dass en Text misst kommen zousätzlech zu deem, dee virgeschriwwen war.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech muss och soen, dass dat wat den Här Rippinger elo haut hei hannerluecht huet, déi eng soen et ass Schiet an Tuten, ech fannen et e Witz wat en do proposéiert huet. Deen Text, deen hei virläit, ännert un der bestehender Situatioun näischt wann ee seet, de Stat regelt d'Protektioun vun den Déieren iwwer Gesetz. Mir hunn en Déiereschutzgesetz. Ech mengen net, dass dat d'Saach weiderbréngt. Vläch gëtt et awer och do eng Rei Erklärungen. Wann een als Noper an der Bänk de President vum Sportfëscherverband setzen huet, da kann ee vläch a senger Proposition de révision de la Constitution net méi wäit goen, well dann huet een natierlech ganz schnell e Conflit d'intérêt.

Här President, ech mengen kënnen ze behaupten, dass déi Gréng eigentlech an deem ganze Kontext hei zënter Joren eng kloer Position hunn, an et ass net iwwerrasschend, Här President, well déi Position passt eigentlech an eis Grondphilosophie. Fir déi Gréng ass Natur an Émwelt e Ganzt, dat nëmme ka funktionéieren, wa Planzen an Déieren an de Mënsch alleguere hir Roll esou erfëllen, dass se sech dem Rescht upassen, an net alles nëmmen op de Mënsch ausgerichtet ass, an de Mënsch säi Wuelsinn als eenzeg Zil huet.

Déiereschutz ass fir eis net nëmme weinst dem Mënsch, mä och en eegestänneg Recht fir d'Déieren. Dat ass ganz kloer, an dofir hu mer scho virun 1 1/2 Joer eng Verfassungsrevisioun proposéiert. Dat war den 9. Juli 2002. Et war eis Kolleegin Renée Wagener, déi déi agereecht huet, an ech wëll och soen, dass wa mer iwwert d'Androe vum Déiereschutz an d'Verfassung schwätzen, da geet et net duer, dass mer iwwert de Prinzip schwätzen, mä da muss mer och déi jeeeweileg Texter erasetzen, well et ka ganz gutt geschéien, dass mer de Prinzip vum Déiereschutz an d'Verfassung setzen, an domat awer nach net op deem Niveau sinn, deen ech elo éinescht ugeschwat hunn, nämlech bei den Eegerechter vun den Déieren.

Dofir ass et keen Zoufall, dass eisen Text esou ausgesäit, wéi en ausgesäit, nämlech: „L'État“, an da kënn dee wichtegen Tëschesaz, „adhérent au principe de la dignité de la créature, garanti la protection des animaux.“ Dat ass dat vun deem ech éinescht geschwat hu mat dran. Dat sinn déi eegestänneg Rechter, déi an eisen Aen d'Déieren hunn.

Elo ass et awer e bëssen erstaunlech, wann ech all meng Virriedner hei héieren hunn, dass op Grond vun där doter Proposition esou wéineg geschitt ass. Ech héieren hei een nom aneren eropkommen a soen de Prinzip ass wichteg. Dat muss geschéien. Wann ech mech gutt kann erënnere huet den Här Statsminister op senger allwöchentlecher Tribün freides nom Regierungsrat gesot, dat wär eng gutt Iddi vun der Madame Wagener, an hie wär absolut dofir.

Ech ka just feststellen, dass e Bréif vun der Chamber un d'Regierung gaangen ass, fir eng Position vun der Regierung ze kréien. Dunn ass gesot ginn, de Landwirtschaftsmi-

nister wär amgaange sech Gedanken ze maachen an en hätt wëlles, de 27. Februar 2003, Här President, dem Conseil de Gouvernement d'Positioun vun der Regierung zu der Madame Wagener hirer Proposition ze ënnerleeën. Dofir géing ech profitéiere vun déser Interpellatioun fir den Här Boden ze froen, wat ass mat där Positioun geschitt? Ass déi am Bambesch ënnergaangen oder soss anzwousch, oder sidd Dir lech net eens ginn an der Majoritéit? Ass se ofgeschoss gi vun ech weess net welche Lobbyen?

Op jidde Fall ass et erstaunlech, wann awer scho schréfflech do läit, dass d'Regierung wëllt am Februar 2003 Positioun huelen, dass mer am Februar 2004 nach ëmmer keng Positioun hunn.

Mir haten och e Bréif gemaach am Oktober un de Chamberspräsident, dass des Proposition, wéi all Proposition de loi, och eng Kéier géing hei am Plenum diskutéiert ginn. Och dat ass bis elo net geschitt. Ech ginn de Verdacht net ganz lass, dass awer den Datum vum 13. Juni 2004 schon dozu féiert, dass elo emol zumindest méndlech hei e grousse Konsens besteet, dass mer awer am Beräich Déiereschutz misste weiderkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng ganz einfach Proposition un d'est Haus ze maachen. Stëmmt an där nächster Sitzung vun der Institutionskommission eisen Text. Da mengen ech, ass et, wann ech gutt ënnerriicht sinn, nach méiglech an déser Legislaturperiod den Déiereschutz op engem héijen Niveau an der Verfassung ze verankeren. All aner Initiativen, déi hei geholl ginn, et deet mir Leed, do hunn ech d'Gefill, dat ass och Schiet an Tuten. Hei ass weise géllt a mir wiere frou, wann dat do géing esou séier wéi méiglech nach geschéien, a wann net, da wäerte mer schon dofir suergen, dass jiddere gesot kritt wéi eescht en et mat deem Thema hei mengt.

Fir op de Fong vun der Saach nach eng Kéier zrëckzekommen, hei ass vill gesot ginn, dat wär e wichtege Geste vu Symbolik, wann een dat géing maachen. Ech mengen awer, dass d'Saach ënnerschätzt gëtt. Et hänkt vill méi hannendrun. Et ass net méi esou, dass an Däitschland zum Beispill virun en ähnlechen Text an der Verfassung existéiert huet wéi deen, deen des Majoritéit initialement wollt drasetzen, wou den allgemenge Schutz vun der Natur an der Umwelt sollt dragesat ginn.

Dunn ass ebe grad virun de Geriichter ganz off, wéi den Här Zanussi et och gesot huet, den Déiereschutz ënnergaang, well einfach eng ganz Rei aner Fräiheete ganz kloer an däitlech an der Verfassung festgehale sinn: D'Liberté de commerce, da si mer ganz séier beim Déierentransport zum Beispill, d'Liberté de recherche, da si mer bei den Déiereversich, a schlussendlech d'Liberté de croyance, da si mer beim Schächten an anere Problematiken. An dat ass fir eis ganz kloer: Wann net den Déiereschutz an d'Déiererechter an der Verfassung eng gläichwärtig Stellung wéi déi dote Libertéite kréien, da wäert, wann et haart op haart geet, virun de Geriichter ëmmer den Déiereschutz den zweete Präis kréien, an dofir stécht vill méi hannert deem Geste, deen Text an d'Constitution ze setzen, wéi Symbolik. Hei geet et em knallhaart Rechter an hei geet et em knallhaart Jurisprudenzen, déi ee muss erbäiféieren, fir dass mer an deem Domän do weiderkommen.

Wa mer deen éischte Schrëtt emol gemaach hunn, mengen ech, dann ass et érischt dru fir déi Gesetzer op Grund vun deene Rechter, déi mer do fundamental verankert hunn, unzepassen. Sécherlech, am Déiereschutzgesetz sinn eng Rei Defiziter dran, déi si schon alleguerten hei erwähnt ginn, ech ka mer dat erspüren, soss leeft meng

Zäit mer fort. Mir hunn awer och nach eng Rei aner Gesetzer, déi mer einfach da mussen ënner de Raster vun den Déiererechter leeën. Fir eis gëtt et keng aner Method fir virzegoen, wéi fir d'éischt déi grousse Prinzipien ze verankeren an dann eng Rei Gesetzer, déi mat den Déieren direkt oder indirekt ze dinn hunn, ënner de Raster vun den Déiererechter ze leeën an ze kucken, ob mer nach zäitgeméiss sinn.

Do fällt selbstverständlech dat berühmt-berüchtigt Juegdgesetz drënner. Ech ka mer hei d'Agon an d'Detailer spueren, éischtens, well dat jo haut net erwünscht ass a mir nach masseg Geleeënheet dozou wäerte kréien, mä och, mengen ech, well deene Gréngen hir Positionen an deem Beräich zënter laangem kloer sinn. Mir hunn 13 Fuerderunge vun eiser Säit op den Dësch geluecht, wou e ganz guden Deel ënner den Aspekt Déiereschutz fällt, wou awer och en Deel ënner den Aspekt Ekologie fällt. Wann ee weess, dass duerch déi vill Fiddungen an déi grousse Bestänn haut an de Bëscher deelweis Naturverjüngungen net méi méiglech sinn, mengen ech ass dat fir eis och e wichtege Aspekt.

Mir fannen awer och, dass den Droit de propriété, dee soss an deem Land hei esou héichgehale gëtt, och an deem heite Kontext muss vläicht frësch iwwerduecht ginn, an dofir och eis Ennerstetzung fir deen zweete Prozess, deen hei ugefuert ginn ass.

A wann, wéi den Interpellant hei gesot huet, ënnerschiddlech Resultater bei deene Prozesser erauskomm sinn, da mengen ech ganz einfach, well awer och deen zweete Prozess scho vun den Argumenter vun deem éischte Prozess profitéiert an dorop opgebaut huet, awer zousätzlech Argumenter erabruecht huet, déi scheinbar méi grëffeg ware wéi déi an deem éischte Prozess. Ech mengen, dat ass eppes Alldeegleches an der Juristerei.

Gutt, mir kënnen hei net an d'Glaskugel kucken, mä mir sinn awer relativ zouversichtlech, éischtens, dass dee Prozess och virun der Cour Bestand huet, well en eng Rei besser Argumenter op den Dësch geluecht huet wéi deen éischten, an no der Cour administrative si mer eis jo eens, gëtt et jo och nach de Geriichtshaff zu Stroosbuerg. A wann een awer kuckt wéi intensiv den Tribunal sech scho mat der ganzer Problematik vum Droit de propriété a Frankräich an a Lëtzebuerg beschäftegt huet, an awer feststellt, dass eigentlech Parallélismen - an do ass et da vläicht de Virdeel, oder den Nodeel fir gewësse Leit, dass mer vill nach vum Code Napoléon iwwerholl hunn -, dass do awer ganz vill Parallélismé sinn, an dass déi Jurisprudenz zu Stroosbuerg awer eiser Meenung no ganz gären Applikatioun zu Lëtzebuerg fënnt, da si mer eigentlech optimistes, dass ënner dem Stréch déi dote Prozesser wäerte gewonne ginn.

Mir sinn dofir awer och ganz frou op där anerer Säit, dass parallel zu där Démarche d'Majoritéit d'accord war, hei op eise Wonsch en Débat d'orientation ze féieren. Mir sinn eis eens, mir mussen dat Emotionell aus där Diskussioun do erauskreien, dat bréngt näischt wann een op deen anere schéisst, fir et emol esou an deem Jargon ze soen. Dofir fannen ech och déi Iddi gutt, fir e Froebou auszuschaffen an am Virfeld schon eng Rei Positionen ze klären, fir dass dann de Législateur sech dem Dossier unhält an doriwuer diskutéiert. Bon, wann ech elo an der Majoritéit wär géing ech soen, dem Här Zanussi seng Motioun 3 ass eigentlech superfétatoire, well dat, wat en do freet, dat gëtt méi oder weineger gemaach, et ass dat wat d'Kommission festgehale huet. Mir hunn awer kee Problem nach eng Kéier ze rappeléieren, dass dat an déi dote Richtung sollt goen.

A bei dem Iwwerhuele vun deene Gesetzer mengen ech muss mir eis dann eng ganz Rei konkret Fro stellen, och hei nach eng Kéier nëmmen an Telegrammform, well d'Zäit hei limitéiert ass. Eng éischt Fro ass déi: Däerf een am 21. Jorhonnert d'Déieren nach aus Sport ëmbréngen? Déi zweet Fro ass déi: Ass Sportfëscherei nach zäitgeméiss?

■ M. Gusty Graas (DP).- Jo.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat sot Dir, Här Graas, dat wonnert mech net. Ech wëll lech awer soen, och do sinn nei Erkenntnisser do. Et sinn eng ganz Rei Fuerscher, déi nogewisen hunn...

(**Interruption**)

Neen, iwwerhaupt net, Här Graas, beileiwen net, ech zitieren hei just...

(**Interruptions diverses**)

Neen, ech mengen net. Ech mengen, Här Clement, do kéinte mer...

(**Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence**)

Ech wëll richteg verstane ginn: Fir mech gëtt et e fundamentalen Ennerscheed tëschent Fëschchen a Sportfëschchen. Ech mengen wann ee fësch geet an et ésst een déi Fësch, déi ee gefësch huet, ass dat eppes ganz anescht wéi wann een e Concours organiséiert an et fësch een, an déi Fësch ginn erëm alleguerten an d'Waasser gehait, mam Risiko, dass se awer gelidden hunn, a mam Risiko, dass e gewëssene Pourcentage ëmmer erëm dobäi stierft.

Et deet mer Leed, Här Graas, bei allem Respekt fir Är Funktioun als President vum Sportfëscherverband mengen ech muss Der mir awer zumindest Recht ginn, dass do e fundamentalen Ennerscheed besteet, ob ech e Fësch benotze fir mech ze ernähren oder ob ech se als Sport benotzen. Ech mengen net, dass mir haut an och an deenen nächste Méint eis do eens ginn. Ech mengen awer, dass zumindest déi Fro berechtigt ass, ob Sportfëscherei an deem dote Kontext nach zäitgeméiss ass.

Drëtt Fro, déi ee sech muss stellen: Ass et nach zäitgeméiss, Déiere just wéinst dem Pelz ze zillen? Ech wëll drun erënneren, dass England déi Method verbueden huet. Mir mussen awer och eng Rei Fro stellen iwwer Praktiken an der Landwirtschaft, och zu Lëtzebuerg, Här President. Den Här Boden seet dann ëmmer ganz global: Mir sinn hei an engem bäuerlecher Landwirtschaft zu Lëtzebuerg, dat Thema betrëfft eis net.

(**Interruption**)

Gelift? Sidd Dir der Meenung, wéi mir bei der Schwéngspscht festgestallt hunn, wann an engem Duerf zéngtausende vu Schwäi sinn, wann déi Schwäin alleguerten mindestens an deem kuerze Liewen, wat se hautdësdays nach hunn, zwee- bis dräimol an hirem Liewen, och innerhalb vu Lëtzebuerg, gefuert muss ginn, sidd Dir der Meenung, wann e Mensch, wann en Ziichter muss praktesch en Astronautekostüm undinn, fir an de Stall ze goen, fir dass, wann en eng Kéier géing néitschen, net déi dausende vu Schwäi géingen dout ëmfalen, sidd Dir der Meenung, dass dat nach bäuerlech Landwirtschaft ass?

Ech mengen wierklech net, dass dat nach bäuerlech Landwirtschaft ass. Ech mengen schon, dass Der Recht hut wat d'Rannerzuucht ubelaangt. Ech mengen, do si mer eis relativ séier eens, dass do keng esou Zoustänn sinn. Mä ech mengen net, dass déi Schwéngszucht, déi hei zu Lëtzebuerg praktizéiert gëtt, wesentlech vun

enger gewëssener Zuucht anescht ass wéi se am Ausland praktizéiert gëtt, an nach eng Kéier: Wann een an deem kuerze Liewen e Schwäi muss zwee- bis dräimol transportéieren, dat ass industriell Landwirtschaft, do ass de Bauer nëmme méi deen, deen de Stall zur Verfügung stellt, déi Schwäin e puer Wochen do hält, maximal Gewicht ubréngt, an da geet et bei deen Nächsten. Ech mengen schon, dass mer eng Kéier doriwuer kënnen a missten diskutéieren. Ech weess et net, dat wär vläicht eng wichteg Informatioun: Gëtt et zu Lëtzebuerg nach Héngerziichtereien, déi nom normale Modell funktionéieren? Dat wär vläicht eng Informatioun, déi den Här Landwirtschaftsminister eis kéint ginn.

Fënnéit Fro, déi mir eis muss stellen: Ass et nach zäitgeméiss, d'Déiere kilometerwäit ze féieren? Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass de Mëtteg bis elo iwwert déi Wäittransporter geschwat ginn ass, mä mir hu bei der Schwéngspscht jo awer och gesinn, wat en alldeegleche Va-et-vient vun Déieren op kuerzen Distanzen ass. Den Här Clement huet, mengen ech, richtegerweis gesot, dass all Transport e Stress ass fir d'Déieren, an dass et nun eemol, wann ee se gären an de Camion hätt, net duer geet mat gemittlechem Zouruff, mä dass ee scho muss nohëllefen, wat ëmmer dat och heescht.

Dofir géif ech mengen sollte mer net nëmmen déi Wäittransporter évitéieren, mä och kucken ob et net machbar ass, an eiser Landwirtschaft déi ënnerlëtzebuergesch Transporter op e Minimum ze reduzéieren. Ech kann hei dorunner erënneren, dass déi Gréng net mat onschëlleg sinn, dass eng Rei Praktike vun hollännesche Camionneure sech vläicht verbessert hunn, doduerjer dass mir mat eisen hollännesche Frënn dofir gesuergt hunn, dass och an Holland de Ministère eppes ënnerholl huet fir deene Leit do d'Handwierk ze leeën. Ech mengen eis Positionen um europäesche Plang si bekannt vun enger maximaler Durée vun aacht Stonnen, a mir si scho laang dofir, fir déi Exportsubventionen, déi et nach ëmmer fir liewegt Véi gëtt, esou wäit wéi méiglech ofzeschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei där kuerzer Opzielung, déi ech hei gemaach hunn, mengen ech, kënt ganz kloer eppes dobäi eraus: Et geet hei net nëmmen em deen een oder aneren Detail an deem engen oder anere Gesetz, et geet hei wierklech em e Paradigmewissel a ville Beräicher vun der Gesellschaft. Ech mengen net perséinlech, dass dofir jo jiddere muss Vegetarier ginn, mä ech mengen, déi mënschenzentriert Vue, déi misste mir ofleeën, déi Vue, déi mir 2.000 Joer laang vis-à-vis vun den Déieren haten, do misste mer en anert Verhältnis opbauen, a wéi gesot, och op Grund vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser iwwer eis eege Positioun an deem groussen Universum e bësse méi bescheide ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer zum Schluss aus eisen Aen nach e ganz wesentleche Punkt an d'Diskussioun werfen, dee leider, muss ech soen, de Mëtteg nach guer net erwähnt ginn ass. Mir sinn der Meenung, dass dat gréisst Onrecht, wat mir Déieren eigentlech undinn, dat ass, dass mer ganz Aarte vun hinnen ausstierwe loossen duerch déi Liewensweis, déi mir an der Tëschenzäit als Mënschen entwéckelt hunn. Dat geschitt ganz oft onspektakulär, iergendwou an engem Urwald oder iergendwou an engem temperéierte Bësch, do gëtt ganz oft net vill driwwer geschwat.

Ech wär och frou, wa vläicht heiansdo d'Déiereschützer och déi Problematik géinge méi pointéiert opgräifen, an och drop hiweisen, dass selbstverständlech niewent deene Problemer, déi mir mat den

Hausdéieren hunn, an deene Problemer, déi mir mat den Déieren an der Landwirtschaft hunn, awer och mir amgaange sinn, ganz grave Massakere, wann ech esou dier soen, an der fräier Wildbahn ze maachen, déi sécherlech méi grave si wéi déi, déi vun der Juegd hierkommen. Ech mengen et sinn an Tëschenzäit zéngtausende vun Aarten, déi all Joer ausstierwen. Och hei ass et nach eng Kéier kloer, dass an der laanger Geschicht vun déser Äerd nach keng Aart duerch eng aner Aart ausgestierwen ass.

Och, Här Di Bartolomeo, d'Dinosaurier sinn net duerch iergendwelch aner Déieren ausgestierwen, mä duerch Aflëss vu baussen, déi eng soen d'Meteoriten, déi aner soen duerch Klimawandelen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Se si guer net ausgestierwen, de Moien hu mer nach ee gesinn.

(**Hilarité**)

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- De Moien hu mer jo een Exemple gesinn. Mer kucken, wéi laang dass deen et nach packt.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Bis den 13. Juni!

(**Interruption et hilarité**)

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Op jidde Fall, Här President, déi rout Lëscht gi leider ëmmer méi laang an déi sinn duerch d'Verhale vun der Spezies Mënsch entstanen. A fir eis ass eppes ganz kloer: Wa mer d'Déiere wëlle schützen, da muss mer virun allem hir Liewensraum schützen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Konklusioun: Wann d'Spezies Mënsch net léiert, dass si zwar Regele vun der Natur ausser Kraaft ka setzen, mä selwer awer och schlussendlech de Regele vun der Natur ënnerworf ass, wa se dat net léiert, da kann et sinn, dass d'Spezies Mënsch enges Dags selwer op der rouden Lëscht steet, an ech huele jo un, dass mer dat alleguerte wëlle verhënnern.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Et huet sech nach aschreiwe gelooss den Här Jos Scheuer. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just e puer Wuert soen. Ech wollt dat net maachen, mä et drängt sech jo elo op, no der Lektou, déi den Här Gira eis ginn huet.

Ech hunn den 28.4.1999, viru fënnéif Joer also, eng Proposition de loi gemaach. Ech liesen lech vir, wat an der Proposition de loi steet. Et ass eng Proposition de loi, déi nëmmen een Artikel huet, an do steet dran, dass den Artikel 5 vum Vullschutzgesetz vum 24. Februar 1928 ëmgeännert soll ginn, an zwar duerch folgende Baisaz: „Sont considérés comme ne requérant pas de protection les oiseaux ci-après“, an da kënt de Baisaz ënner i) „Le grand cormoran“, an de latäneschen Numm.

Am Commentaire zu deem Artikel gëtt dann och effektiv suggéiert, dass d'Juegd op de Kormoran domadder méiglech ka ginn. Mä dofir misst allerdéngs d'Regierung Reglementer huelen. Och dat steet am Exposé des motifs dozou. Et ass also net esou, wéi wann duerch eng Proposition de loi d'Juegd op de Kormoran, d'Ofschëissen, wéi de Kolleg Gira gesot huet, domadder „de jure“ méiglech wär. Dat ass e Fait.

(**Interruption**)

Déi Proposition de loi huet also ee Saz. Dee Saz war ze laang, fir dass de Kolleg Gira dee liese konnt, oder huet en e vläicht net verstanen?

1979 waren an Europa 30.000 Kormoranen. 1999, wéi ech déi Proposition de loi gemaach hunn, waren offiziell laut Zielunge vun der EU 450.000 Kormoranen an Europa. Dat huet dozou gefouert, dass d'EU eng Direktiv erlooss huet, fir d'Kormoranen erofzuehuele vun der Lëscht vun de geschützte Vigel. Mä doduerch dass d'EU-Direktiv dat gesot huet, ass net de Kormoran zu Wëld deklaréiert ginn. Absolut net! Fir dass dat kéint geschéien, missten eng ganz Serie vun anere Gesetzer an eng ganz Serie vu Reglementer geännert ginn. An dat ass och esou erauskomm an deene Kommissiounssätzungen, déi mir haten.

Dat ass e Fait, an dat ass och esou gesot ginn. Et ass also fir mech kee Problem, absolut kee Problem, fir aus der Proposition de loi all sou genannt Suggestiounen erauszuehuelen, déi kéinten esou interpretéiert ginn, dass elo de Kormoran zu Lëtzebuerg kéint ofgeschoss ginn.

Mä de Gesetzesvorschlag behält fir mech d'Form, déi en elo huet, an zwar aus folgenden Ursachen: Et gétt kee Grond fir un där Form awer och nëmmen e Jota ze änneren. Éischtens, eng Iwwerpopulation vun Kormorane féiert och zu Lëtzebuerg zu wirtschaftlech an och zu ökologeschem Schued um Fëschbestand. E Kormoran frësst tëschent 300 bis 500 Gramm am Dag. De wirtschaftleche Schued geschitt well op Grond vu Gesetzestexten, op Grond vu Reglementer, d'Fëscher gezwonge sinn, fir Fësch auszusetzen. Et ass absurd fir Fësch auszusetzen iwwer e gesetzlechen a reglementareschen Drock, a gläichzäiteg dann net ze erlaben, dass dee Fëschbestand geschützt gétt.

Ech ginn lech e Beispill, wou de wirtschaftleche Schued manifest ass an dat mech och dozou beweegt huet, fir déi Proposition de loi ze maachen. Et gétt e grouse Séi, dee Séi ass verpacht fir e puer honnertausend Frang am Joer, an dee Séi gétt bewirtschaft - regelrecht. E gétt surveilléiert vun engem Ökobüro, an hie gétt exploitéiert. Déi Exploitatioun ass en touristesche Créneau fir eng Stad. Do kommen am Joer honnerten an honnerte vu Fëscher, déi consoméieren, eventuell do schlofen. An dee Pächter setzt Tonnen an Tonne Fësch aus. Un dësem Fëschbestand gétt ganz vill Schued uegericht.

Zweetens, de Gesetzesvorschlag baséiert also wéi gesot op enger Direktiv vum 30. Juli 1997. Dat huet dozou gefouert, dass a ville Länner vun Europa, virun allem an de Länner ronderëm Lëtzebuerg, Gesetzer a Reglementer emgeännert ginn, an zwar...

Kuckt emol, den Här Gira lauschert net no! Dee Mann kann net nolauschteren.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Loosst dach de Riedner schwätzen an ënnerbricht en net an engem Stéck!

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Ech hunn him elo gesot, datt Gesetzer emgeännert gi sinn, an da seet hie mir, et wier net richtig! Ma natierlech ass et richtig: A Rheinland-Pfalz ass emgeännert ginn an an der Belsch ass emgeännert ginn. An Däitschland, do misst ech elo kucken, a wat fir enge Länner, déi hir Gesetzer emgeännert hunn, déi Gréng mat un der Regierung sinn. Ech ginn dovunner aus, dass Dir net a Bayern dobäi sidd...

(Interruptions diverses)

Dat ass mir egal.

Elo hu mir also ronderëm Lëtzebuerg e Créneau, ronderëm Lëtzebuerg en Netz vu Gesetzer, duerch déi de Kormoran erofgeholl gouf vun der roudler Lëscht, zu Lëtzebuerg net; mir hunn dat net gemaach.

Wann een e bësse glaubhaft wëllt sinn, hätt een op d'mannst misse verhandelen, dass an deem Krees, an deem mir dra sinn hei an der Groussregioun, eng einheitlech Gesetzgebung geholl gi wier. Dat ass awer net de Fall. Lëtzebuerg ass an dësem Fall och keng Insel. Wa mer wëllen harmoniséieren, da gétt et nëmmen zwou Méiglechkeeten, entweder hale mer eis alleguerten un déi fréier rout Lëscht, op där eben de Kormoran dropstoung, oder mir applizéieren déi Méiglechkeet, déi mir hunn, a mir huelen en erof vun der roudler Lëscht.

Mä et kann net esou sinn, dass op der däitscher Säit, am Burer Raum zum Beispill, Leit zirkuléieren, an an d'Luucht schéissen, an d'Kormorane fléie fort a gi sech op déi Lëtzebuurger Säit setzen, an do friessen se d'Fësch.

(Hilarité)

Dat ass jo absurd!

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Do misst dach ee wéi den Här Gira, deen hei Législatioun mécht, dee sech asetzt fir gerecht Gesetzer a fir Harmoniséierung, jo awer agesinn, dass dat eng absurd Situatoun ass.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Drëtte Punkt: Wat ass haut verbueden? Mä et ass souguer verbueden, fir d'Kormoranen zu Lëtzebuerg ze verdreiwen, an zwar op Grond vum Naturschutzgesetz vun 1982 - mengen ech -, wou drasteet, dass Vigel, déi op der roudler Lëscht stinn, net dierfe gestéiert ginn «pendant la période d'hibernation, de nidification et de nutrition». Dat heescht genau an deem Fall an deem mer hei zu Lëtzebuerg sinn. D'Kormoranentrapp kommen am Wanter, am Oktober, fléie fort am Mäerz an dierfen net gestéiert ginn. Dat heescht dee Pächter vun dem Iechternacher Séi, dee Pächter vum Weier X, - ech hu mech och ëmfrot bei Leit, déi Weieren hunn - déi kënnen sech net dogéint schützen.

Elo gétt et awer eng ganz Serie vu Mesuren, déi net onbedéngt esou aggressiv si wéi d'Schéissen, mä déi effikass kënnen sinn, mä et ass net méiglech fir se ze applizéieren, well duerch de Fait, dass d'Kormoranen op der roudler Lëscht stinn, geet et net; et ass duerch d'1982er Gesetz verbueden.

An et gétt do zu Lëtzebuerg e Précédent, bei deem just déi gréng Fraktioun sech erëm misst Gedanken maachen, fir de Reglement vun 1973...

(Interruption)

Här Gira, eis Fraktioun huet e Recht fir ze schwätzen.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dir hat Parole pour fait personnel ugefrot.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Ech hat net d'Wuert fir e Fait personnel gefrot, absolut net. Här Gira, Dir sidd dach esou fein, Dir hutt mech dach net attackéiert. Wat soll dat?

Et gétt e Reglement vun 1973, dat op der Musel gutt ukomm ass an dat vläicht de gréng Kolleeg vill Schwierregkeete mécht. Et ass dat Reglement fir kënnen géint d'Stare virzegoen «Mesures contre les étourneaux». Dat si Vullen, déi kommen an Trapp, falen an e Wéngert an a friessen d'Drauwen. Déi kënnen zu all Joreszäit verdréieren an esouguer geschoss ginn. Da mussen Är gréng Kolleegen op der Musel jo och fueren, datt dat Reglement muss ofgeschafft ginn.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Sou konsequent misst Der sinn.

(Interruption)

Dat wësst Dir net.

Dann zu den Auswierkung vum där Proposition de loi...

(Interruptions)

Ech hat jo bis elo näischt zur Problematik gesot a war deen, deen ëmmer ganz roueg war.

Et ass elo eng Petitioun erauskomm. Tëschent 200 an 300 Leit hu mir Ennerschrëfte geschéckt op engem virgedréckte Pabeier wou dropsteet, ech soll déi Proposition de loi zrëckzéien a mech asetzen, dass d'Waasserwirtschaftsamt nees an den Environnement zrëckgeet an dass zu Lëtzebuerg e bessere Waasserschutz soll bedriwwen ginn. Ech hunn dat dann och ëmmer un d'Regierung weiderginn, fir dass si dat soll applizéieren a sech bessere soll. Mä fir lech ze weise wéi dann am Joer 2003, 5 Joer nom Dépôt, op eemol gehandelt gétt, da gétt déi Petitioun just vu Membere vun der Liga aus dem Ostbezirk, wou ech Kandidat sinn, ënnerschriwwen. D'Kormorane sinn also just nëmmen e Problem am Ostbezirk, a soss néierens.

(Interruption)

Firwat gétt dat da just do publizéiert? An da kënt nach drastoen: Et ass keng politesch Aktioun. A wie gleeft dann dodrun?

(Hilarité)

Et steet wierklech dran: «Betrifft nicht die politischen Aktivitäten» a sou weider.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Do muss Der de Kandidat vun der CSV froen, dee jo un der Spëtzt vun där Organisatioun steet. Frot deen emol!

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat Ganzt gétt ausgeschafft an un d'Leit geschéckt vu Kandidaten, déi deemnächst fir d'Chamber kandidéieren.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Déi op der CSV-Lëscht stinn!

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat gétt dann awer och ënnerstézt vu Leit aus der Oppositioun, déi fir de Moment och kandidéieren fir an d'Chamber.

(Interruptions)

Dat geschitt am Ostbezirk. Sou kann een, wann ee wëllt, op eng Aart a Weis Politik maache mat engem Fait mineur. Also ech bauschen dat hei net op, ech weess genau wat dës Polemik alles wäert ass, an deem groussen ökologesche Beräich, deen och den Här Gira ugeschwat huet. En ass jo zrëckgaangen op d'Bibel, an huet vun antropro...

(Interruption)

Wéi war dat?

(Hilarité)

...vu mënschenorientéierten a mënschenzentrierte Vuë geschwat. Sou wäit kann ee goe fir eng Saach a Leit ze mëssbrauchen, a fir op eng klenglech Aart a Weis an och op eng falsch Aart a Weis ze versiche säi Schäfchen ze schueren an dann elei Stëmmung ze maachen.

Ech wär awer frou, wann ech awer och nach deen Deputéierte géif héieren - ech mengen an der Tëschenzäit ass en dafstomm ginn -, deen elei ganz vill dozou ze soen hätt an dat wär den Här Gusty Graas.

Ech soen lech merci.

(Hilarité et interruptions)

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuert huet elo den Här Minister Fernand Boden.

■ Une voix.- Den Här Graas kritt d'Wuert nach.

■ M. le Président.- Neen, hien huet d'Wuert net gefrot an hien huet scho geschwat. Et ass elo um Här Fernand Boden.

■ Une voix.- Den Här Graas freet d'Wuert fir e Fait personnel.

■ M. le Président.- Neen, ech hunn näischt gesinn an näischt héieren.

■ La même voix.- Dat ass bei de Fësch esou üblech.

(Hilarité)

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen den Déiereschutz ass eng Problematik, déi ganz kontrovers an emotional kann diskutéiert ginn. Mir hunn elo zum Schluss e kleng Virgeschmaach kritt. Pour le reste, géif ech soen, dass dës Diskussioun ganz interessant war an dass ee jo gesinn huet, dass dat, wat hei am Fong déi ethesch Astellung vun den Deputéierten vis-à-vis vun den Déieren ubelaangt, d'Relatioun Mënsch-Déier, zwar mat Nuancen, mä awer trotz allem e grouse Konsensus mat sech bruecht huet.

Den Här Gira ass an der Relatioun Mënsch-Déier wäit zrëckgaangen an d'Geschicht, ech géif em roden och eng Käier den Exposé des motifs ze kucke vum Gesetz vum 15. Mäerz 1983, do ginn déi dräi grouse Etappe vun där Geschicht duergeluecht, éischters mol an der Préhistoire, wéi am Fong de Jeer huet missen Déiere schéisse goen, fir iwwerhaupt kënnen ze iwwerliewen, wou en awer d'Déier géuecht, heiansdo souguer vénériert huet. Déi zweet Etapp war déi - sou 8000 viru Christus -, wéi d'Landwirtschaft ugefaangen huet, wéi d'Leit méi sesshaft gi sinn, wou d'Relatioun tëschent Déier a Mënsch éischer pragmatesch utilitaristes war. An dann duerno koum d'Etapp vun der industrieller Entwécklung, wou déi Relatioun tëschent Mënsch an Déier vill méi komplex, vill méi villschichteg a vill méi schwierig ginn ass.

Ech sinn awer net d'accord mat em, well en d'Agrar- an d'Landwirtschaft ëmmer esou schwaarz moolt. Ech sinn och net d'accord domat wann een esou ënnerschwëlleg behaupt, dass d'Kirch am Fong schold dru gewiescht wär, dass de Mënsch laang als dominant, als Geschöpf Gottes, dohinnergestallt gi wär: Dir kënt mat den Déiere maache wat Dir wëllt. Et sinn an der Geschicht awer niewent Philosophen och Theologe ginn, déi sech ëmmer dofir agesat hunn, dass d'Mënsche Liewewiese wäeren, déi Respekt géife verdéngen, an dass se sech ganz staark fir den Déiereschutz agesat hunn. Ech wëll nëmmen een ernimmen, de Franz vun Assisi.

(Interruptions diverses)

■ Une voix.- Dat waren nach Zäiten deemools!

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Voilà, fir lech dat nëmmen ze soen.

An dat éier Déiereschutzvereengungen do waren, wou jo déi éischt an England, am nonzëngte Jorhonnert, 1824, gegrënnt ginn ass, an déi ouni Zweifel vill Mériten dorunner hunn, dass lues a lues d'Erkenntnis, dass de Mënsch misst d'Déiere respektéieren, ëmmer méi zougeholl huet. Och hei zu Lëtzebuerg ass jo 1908 d'Déiereschutzliga gegrënnt ginn, déi ouni Zweifel, wann och heiansdo op eng Manéier, wouriwwer vläicht net jiddereen ëmmer frou war an och net novollzunn huet, awer mat dofir gesuergt huet, dass lues a lues och hei zu Lëtzebuerg eng Erkenntnis komm ass, dass ee sech misst anesch vis-à-vis vun den Déiere behuelen, dass ee misst d'Hand iwwert d'Déieren halen an

dass se net alleng do wäeren, fir dem Mënsch ze dëngen, mä dass se och Rechter hätten, an dass se och Liewewiese wäeren.

An ech géif soen an de leschte Jorzéngten ass déi Erkenntnis ëmmer méi staark ginn, dass en Déier keen Objet ass, mä e Liewewies, dat muss respektéiert ginn, dass de Mënsch eng moralesch Verflüchtung huet vis-à-vis vum Déier, ee Liewewies, wat mat dem Mënsch zesummeliéift. D'Mënsche brauchen op ville Pläng d'Déieren an et ass dofir och eng moralesch Responsabilitéit vun de Mënschen, fir dofir ze suergen, dass déi Déiere gesond sinn, dass et e gutt geet an dass se och fir hire Schutz antrieden.

Ech muss soen, dass d'Sensibilitéit vun de Leit an där Richtung vill méi grouss ginn ass duerch d'Massemedien, déi ouni Zweifel och dozou bäigedroen hunn, fir dës Sensibilitéit ze verstärken. Ech mengen, et ass haut allgemeng unerkannt, an dat ass och d'Philosophie vun dem Gesetz vum 15. Mäerz 1983, dass d'Déiere Liewewiese sinn, déi och Rechter hunn: Recht op Schutz, Recht drop, dass se net leiden, dass se kee Wéi hunn, dass de Mënsch sech ëm se bekëmmert. An och do sinn ech net d'accord mat dem Här Gira a mat aneren, déi hei gesot hunn, dass dat Gesetz vum 1983 am Fong e Gesetz wier wat komplett misst revidéiert ginn. Neen, dat ass ee gutt Gesetz, wou sech och mat den ethesche Prinzipien ausenaner gesat ginn ass. Et ass e Gesetz, wou an engem globale Konzept versicht ginn ass fir den Déiereschutz gesetzlech ze verankeren, an ech menge schonn, dass dat ganz wäertvoll ass, a wou een net muss alles drun änneren.

Iwwregens hunn ech net vill gehéiert wat soll un deem Gesetz vum 1983 geännert ginn. Den Här Gira ass esou schnell driwwer ewechgaangen. Ech sinn d'accord domat, dass dat eent oder dat anert muss licht ofgeännert ginn, mä d'Grondprinzipien an d'Grondstruktur vun deem Gesetz sinn ni a Fro gestallt ginn.

Den Här Zanussi huet drop higewisen, dass en 1997 e Gesetzesvorschlag gemaach hat, op dee keen agaange wär. Dach, de Conseil d'État huet en Avis zu deem Gesetzesvorschlag gemaach. En huet gesot, wat do proposéiert gétt, dat verstärkt am Fong net vill de Schutz vun den Déieren. Vill Punkten, déi opgeworf gi sinn am Gesetzesvorschlag, si schonn am Gesetz enthalten. Et gétt e puer Saache wou ee kënt amendéieren. Dat ass zum Beispill de Commerce mat Déieren. Ouni Zweifel kann een do nach eppes verbesseren, mä wou ech mengen, dass ee misst eppes verbesseren, dat ass um Strofmooß, dass och beim Strofmooß d'Déieren net als en Objet betruecht ginn, mä dass am Code pénal en extraat Kapitel - dat ass jo an der Motioun vun der Majoritéit och enthalten - misst gemaach ginn, fir Strofe festzeleeë wann d'Déiere mësshandelt ginn, wou den Déiere Leed geschitt. Do misst een d'Strofe vergrësseren.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass den Här Zanussi gemengt huet, an deem Gesetz iwwert d'Hënn, wat mer deponéiert hunn, wäeren d'Strofen ze vill drastesch. Ech menge schonn, dass d'Strofe mussen héich sinn, fir deene Leit, déi sech un den Déiere verginn, de Garaus ze maachen a se dozou ze bewegen, fir déi Saachen ze ënnerloossen.

Wéi gesot, d'Regierung ass der Meenung, dass mer an enger moderner Konzeptioun wat den Déiereschutz ubelaangt, an déi sech op ethesch Considéatiounen baséiert, d'Déier ze betruuchten ass als e Liewewies, wat eng Rei vu Rechter huet, a besonnesch d'Recht op Schutz, an dass de Mënsch eng moralesch Obligatioun huet, fir d'Liewe vun den Déieren ze schützen a fir fir säi Wohlergehen ze suergen.

Dës Konzeptioun ass d'Basis vum Gesetz vum 15. Mäerz 1983, an dat Gesetz couvréiert am Fong esouwuel d'Aspekter vun der Protektioun wéi och vun dem Bien-être vun den Déieren a senger Globalitéit. Et ginn eng ganz Rei vun Aspekter do behandelt, wéi zum Beispill eng adequat Détentioun, eng korrekt Manipulatioun, esouwuel um Niveau vum Commerce, wéi vum Transport, wa se geschluecht ginn, wa se doutgemaach ginn, wa se chirurgesch Interventioune kréien oder wa wëssenschaftlech Experienze gemaach ginn. Also, et ass schonn e Gesetz, wat eng global Vue huet, wéi een d'Déiere muss schützen.

Et ass och scho gesot ginn, dass am Laf vun de Joren déi Gesetzgebung permanent verbessert ginn ass. Mir hunn eng ganz Rei vun internationale Konventiounen ratifizéiert. Et sinn eng ganz Rei vu Reglementer geholl ginn, besonnesch an Applikatioun vun europäeschen Direktiven a Reglementer.

Wéi gesot, deen Arsenal, dee mer gesetzlech a reglementaresch hunn, do mengen ech schonn, dass deen de juristesche Statut vum Déier evoluéiere gedoen huet. Et ass eng Ethik, wat d'wëssenschaftlech Experimentatiounen ugeet, entwéckelt ginn, d'Hale vun den Hausdéieren ass wesentlich verbessert ginn, d'Konditiounen vun der Déierenzucht an der Landwirtschaft si virun allem ganz staark verbessert ginn, an och d'Presentatioun vun Déieren an Zooën oder an Zirkussen ass wesentlich verbessert ginn, well mer eng ganz streng Gesetzgebung hei hunn, an ouni Zweifel huet dës Gesetzgebung dozou gefouert, an et och erméiglecht, dass d'Relatiounen tëschent Mënsch an Déier wesentlich verbessert ginn sinn, dass de Mënschen Obligatiounen imposéiert an den Déiere Rechter zougestane gi sinn.

Ech wëll net soen, dass alles perfekt ass. Am Laf vun der Zäit ass déi Réglementatioun permanent verbessert ginn. Dat muss och ouni Zweifel esou virgoen. An haut hu mer jo hei, géif ech bal soen, eng Aart Konsensus festgestallt, dass et gutt wär, wann ee géif d'Recht op Schutz vum Déier an d'Verfassung aschreiwen. D'Regierung huet scho gesot, méi wéi eemol, dass si domadder averstannen ass.

(Interruptions diverses)

Et si verschidden Textvirschléi do.

(Interruption)

Ech sot lech, dass d'Regierung der Meenung ass, dass den Déiereschutz soll als Statszil an d'Verfassung ageschriwwen ginn, wat duerch d'Gesetz geregelt gétt. Et soll net eng Verfassungsnorm ginn, mer sollen also net d'Obligation de résultat fir den Déiereschutz an d'Verfassung aschreiwen, mä eng Obligation de moyens. Or, wat Dir als Textvirschlag geschriwwen hutt, eeschtens emol schreift Dir do eppes vun dem Konzept vun der „dignité de la créature“, wat néierens definéiert ass. Ass dat d'Gläichstellung vun dem Déier mat dem Mënsch oder heescht et dat net? An Dir schreift eng Obligation de résultat an Arem Text, deen absolut net akzeptabel ass.

Mir sinn, wéi gesot, der Meenung, dass ee misst eng Obligation de moyens an d'Verfassung aschreiwen. Iwwer Texter kann een diskutéieren. Den ADR huet en Text proposéiert, deen och net gutt an net akzeptabel wär. Dem Här Rippinger säin hunn ech elo nach net gellies.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Da sot eis dat schrëftlech, fir dass ee kann driwwer debattéieren.

M. Fernand Boden, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Mä eng Verfassungsreform gétt dach awer vun der Chamber gemaach. Déi

gëtt dach net vun der Regierung gemaach. D'Regierung seet hir Meenung dozou.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Mä da sot se endlech schrëftlech!

M. Fernand Boden, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Mä ech hunn dach gesot, dass mir der Meenung sinn, et soll an d'Verfassung ageschriwwen ginn als Statszil an net als Verfassungsnorm.

Iwwer d'Texter kann een diskutéieren. Ech perséinlech géif mech inspiréieren un dem leschten Avis vum Conseil d'État iwwer den Artikel 11, wou en en Alinéa 7 proposéiert, wou ee kënnt «et la protection des animaux» dobäischreien. Ech sinn awer kee Verfassungsjurist, ech weess net ob dat e gudden oder e schlechten Text wär. Ech kann nëmme soen, dass déi Texter, déi elo proposéiert gi sinn, alleguer eiser Meenung no keng Satisfaktioun ginn, an esou ass et wahrscheinlech och der Chamber hirer Meenung no, well se déi Texter ni approuvéiert oder examinéiert oder iergendwéi guttgeheescht huet.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, ech hunn dem Här Rippinger säin Text nach net gesinn, mä ech mengen och dat géif eng grouss Gefor mat sech bréngen, well wann alles wat den Déiereschutz ugeet muss iwwer Gesetz geregelt ginn, da kréie mer ganz vill Barrieren a Problemer. Ganz oft muss mer europäesch Direktiven oder Reglementer ëmsetzen. Dat kënne mer haut iwwer Reglement a souguer iwwer d'Réglementation d'urgence maachen. Wann dat net méi méiglech wär, da kënnte mer ganz vill europäesch Direktiven a Reglementer net rechtzäitig ëmsetzen. Dat géif also Barrieren opbauen, déi mir haut net hunn, wou mer haut méi schnell a méi effikass kënnen am Intérêt vun der Protektioun vun den Déiere schaffen.

Wéi gesot, ech hunn den Text net gesinn, dofir soll een dat examinéieren. Ech kann nëmme just soen, dass d'Regierung d'accord ass an der Meenung ass, dass den Déiereschutz soll als Statszil an d'Verfassung ageschriwwen ginn. Iwwer Texter, do si mer gäre bereet eis mat der Chamber zesammenzesetzen an ze kucken en Text erauszefannen, deen awer och all Problemer esou wäit wéi méiglech an och Interpretatiounsschwierigkeiten aus der Welt schafft.

Mir hu ganz schnell eppes an eis Verfassung ageschriwwen, wat duerno zu ganz schwierigen an onméiglechen Diskussiounen ka féieren. Dofir ass d'Verfassungsännerung eppes wat muss seriö diskutéiert a preparéiert ginn, an ech mengen net, dass een dat mat engem Fiederstréch kann einfach esou maachen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - D'Schwäizer hunn dat richtig gemaach. Also muss mir et nach eng kéier...

M. Fernand Boden, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Awer net als Verfassungsnorm. Als Zil, awer net als Norm.

An den Här Clement hat Recht wéi e gesot huet: Wa mer dat an d'Verfassung setzen als Verfassungszil, dann hu mer schonn e wichtegt Signal no bausse gesat, dass den Déiereschutz eis eescht gemengt ass. An ech kann lech soen, op allen europäeschen Agrarconseilen op jidde Fall ass Lëtzebuerg ëmmer bei deenen, déi sech am stäerksten asetze fir den Déiereschutz, och wat d'Déierentransporter ubelaangt - ech kommen nach eng kéier dorobber zrëck -, a mir sinn dat Land, dat ëmmer versicht fir ze weisen, dass den Déiereschutz eis eescht gemengt ass, an dass d'Déiere muss betruecht ginn als Liewewiesen, déi och

Schmærz a Wéi ëmfannen; dat muss esou wäit wéi méiglech aus der Welt geschaaft an évitéiert ginn. Ech géing jiddferen nach eng kéier bieden, déi éischt Artikel vum Gesetz vum 1983 ze liesen. Do steet ganz villes dran, an den Déiereschutz kann duerch déi Artikel ganz gutt a ganz effikass assuréiert ginn. Et muss ee just kucken, dass dat och esou agehale gétt.

Dann ass geschwat gi vun der intensiver Zucht. Ech wëll nach eng kéier soen, dass do och europäesch Reglementatiounen komm sinn, déi hei ëmgesat gi sinn, déi d'Zucht wesentlich verbessert hunn, an et si spezifesch Reglementatiounen komm fir déi eenzel Kategoriën vun Déieren. An der neier Reform vun der europäescher Landwirtschaft ass de Prinzip vun der Konditionalitéit ageschriwwen ginn. Dat heescht, dass gewësse Konditiounen mussen erfüllt ginn an och Konditiounen wat de „bien-être des animaux“ ubelaangt fir iwwerhaupt an Zukunft direkt Bähilëfen ze kréien. Mir hunn och an eisem Agrargesetz stoen, dass déijéineg, déi iwwer d'Normen eraus an den Déiereschutz investéieren, méi héich Subventiounen kréie wéi déi, déi dat net maachen.

Also mir hu schonn d'fir gesuergt an eiser Agrarpolitik, fir eng nohalteg Landwirtschaft ze bedriewen, eng Landwirtschaft, déi keng industriell Landwirtschaft ass, mä déi op Qualitätsproduktioun ausgerichtet ass an déi den Déiereschutz an och den Ëmweltschutz soll eescht huelen. Ech menge schonn, dass mer eis guer net brauchen ze genéieren an dass mer schonn hei Akzenter gesat hu fir och eis Baueren dozou ze invitéieren an ze encouragéieren, fir méiglech vill am Intérêt vun den Déieren ze maachen. D'Déier ass am Fong geholl de permanente Compagnon vum Bauer, an hie lieft villfach vun deem wat d'Déier produzéiert oder herno, wann et geschluecht gétt, vun der Qualitéit vun deem Fleisch wat do erauskënnt. Dofir, mengen ech, huet en all Intérêt drun d'fir ze suergen, dass seng Déiere gesond ginn, dass se uerdentlech geziicht ginn an dass d'fir gesuergt gétt, dass se kee Wéi a kee Leed brauchen ze erdulden.

A wann esou Saache virkommen, dann ass dat net well d'Gesetz schlecht wäeren, dann ass et well Leit déi Gesetzer net anhalen. Dofir muss ee kucken, dass déi Gesetzer sollen agehale ginn, a mir hunn eng Veterinärinspektioun, déi vill kontrolléiert. Mir hunn och e Système d'épidémiologie-surveillance hei zu Lëtzebuerg agefouert, wou uechter d'ganz Land d'Veterinären kucken ob d'Hygiène, ob de Gesondheitsstatus vun den Déiere gutt ass. An ech muss soen, eise Status vun den Déieren ass ganz gutt am Verglach zum Ausland, dat heescht mir hunn hei vill Efforte gemaach, och am Beräich Déiereschutz, dass do eis Landwirtschaft soll um gudden Wee sinn an och dee richtige Wee soll weisen. Mir hunn och an der leschter Zäit eng Unité de contrôle agesat, déi ebe just soll kontrolléieren goen, ob déi Bestëmmungen, déi virgeschriwwen si fir Bähilëfen ze kréien, och agehale ginn, an do gétt och enk zesummege schafft mat der Veterinärinspektioun.

Wat den Déierentransport ubelaangt, do ass jo och vill driwwer diskutéiert ginn. Den Här Zanussi huet gemaach wéi wann eréischt 2003 elo op eemol eppes ugaange wär op europäeschem Plang. Also an den 90er Jore si schonn Direktiven a Reglementer gemaach gi fir den Déierentransport, fir do streng Bestëmmungen virzeschreiwen. Déi si permanent verbessert ginn, praktesch all Joer. An och ënnert

der Lëtzeburger Présidence sinn d'Konditiounen vum Déierentransport verstärkt, verbessert an ausgebaut ginn. De Moment sinn och op Grond vun den Interventiounen, déi komm sinn, och Memoranden, déi gemaach gi sinn, nei Propositionen vun der Kommissioun um Dësch fir d'Déierentransporter nach méi strikt ze reglementéieren. Et ass jo d'fir geschwat ginn, dass se wëllen d'Transportdauer op néng Stonnen beschränken. Ech wëll lech nach eng kéier soen: Ech hu schonn x-mol hei an der Chamber doriwwer geschwat, dass eeschtens Lëtzebuerg ëmmer der Meenung war an dat vertritt, dass d'Schluechtdéiere sollen esou no wéi méiglech bei där Plaz geschluecht ginn, wou se och opgeziicht gi sinn. Dat ass ëmmer eis Attitüd gewiescht. Mir kënnen awer net aner Länner dozou zwénge fir dat ze maachen.

Zweetens hu mer ëmmer d'fir gesuergt, dass d'Déierentransporter net sollen eng gewëssen Dauer an eng gewëssen Distanz iwwerscheiden. Net méi wéi 500 Kilometer an net méi wéi aacht Stonnen, d'fir si mer ëmmer agefouert, an et sinn net vill Länner, déi eis doranner ëmmer ënnerstëtzt hunn. Och Länner wou déi Gréng zum Beispill derbäi sinn; do wär ech heiansdo frou, wa se eis méi staark an där Hisiicht do ënnerstëtze géingen, dass mer do eng gemeinsam Attitüd kréien, oder eng Majoritéit qualifizéiert kréien an der Gemeinschaft fir d'fir ze suergen, dass déi Déierentransporter nach méi enk a méi staark limitéiert ginn. Mer solle versichen, dass mer déi Problemer, déi leider Gottes ëmmer nees optrieden, well Gesetzer a Reglementer net agehale ginn, esou wäit wéi méiglech évitéiert kréien. An och do sinn d'Kontrollen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, op der Transitstreck wesentlich méi streng wéi an aner Länner. Et ass dach gelungen, dass op där klenger Transitstreck hei zu Lëtzebuerg esou vill Infractiounen festgestallt an och sanktionéiert ginn, an op aneren, ganz groussen Strecken, d'fir ganz grouss Länner, dat e villfach manner ass. Dat heescht, eis Kontrolle si seriö, ginn eescht geholl, wäerten och weidergefouert ginn, an do maachen déi zoustänneg Leit eng gutt Aarbecht, a wéi gesot, mir wäerten och weider d'fir antrieden, dass an där Hisiicht weider Efforte gemaach ginn.

Och wat d'Exportrestitutiounen ubelaangt, wëll ech och deene Leit soen, déi d'Ofschaffung hei fuerderen, dass zënter dem Februar vum leschte Joer déi Exportrestitutiounen ofgeschaaft gi si fir Schluechtdéieren, mat enger Ausnahm, ech mengen dat ass an Ägypten an am Libanon, well déi ebe gäre lieweg Déieren hätten aus reliéise Grénn, well se net d'accord si fir Fleisch ze importéieren, a wann dës Schluechtdéieren net aus der Gemeinschaft kommen, da komme se aus Australien. Ob se da méi gesond sinn, wa se vun Australien bis an Ägypten kommen oder wa se vun Irland an Ägypten gefouert ginn, doriwwer léisst sech awer streiden. Mä déi Exportrestitutiounen si gréisstendeels ofgeschaaft ginn. Dat wat also hei gefrot gétt, ass scho realiséiert ginn, a mir wäerten och an Zukunft d'fir antrieden, dass dat do esou wäit wéi méiglech soll ënnerbonne ginn an dass och d'Déierentransporter souzesoe méi mënschlech solle gemaach ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

A fir dann op Lëtzebuerg ze kommen: Den Här Gira huet jo och gemaach wéi wann hei déi Transporter och esou grausam wäeren. Also déi längsten Transporter zu Lëtzebuerg daueren zwou bis dräi Stonnen. Dir hutt vun de Schwéngstransporter hei am Land geschwat.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Ech hunn net gesot, dass se grausam wäeren.

M. Fernand Boden, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Ech mengen och d'Mënsche fuere vill mam Auto dorëmmer. Vlächent ënert bessere Konditiounen, do sinn ech d'accord domat. Och dat ass heiansdo stressseg. Et muss ee kucken de Stress ze évitéieren, wann d'Déieren transportéiert ginn. Mä dass d'Déieren transportéiert ginn, kann een net évitéieren an enger moderner Landwirtschaft.

(Interruption)

Dat ass leider esou. Mä et muss een all Stress esou wäit wéi méiglech do vermeiden. An och op deem Plang huet Lëtzebuerg sech guer nâischt virzwerfen. Au contraire, mir versichen do, wéi gesot, d'fir eng Rei vu Schluechthaiser, déi mer nach hunn, dass déi Transportweeër hei am Land esou kleng wéi méiglech sinn.

Dann ass och geschwat gi vun dem Schluechten a vun dem Douthaachen vun den Déieren, dat ass bei eis jo och, wëll ech soen, am Gesetz ganz strikt reglementéiert, an dofir gétt och net allze vill driwwer geschwat. Deen eenzege Problem, deen heiansdo opgeworf gétt, ass dee vun Schächten. Och d'Schächte wär theoretesch méiglech, wann de Minister dat géif erlaben. Ech hatt déi Méiglechkeet, mä ech hunn dat nach ni erlaabt, a meng Virgänger och net, esou dass hei am Land d'Schächten, de fait, verbueden ass.

Wat d'Expositions itinérantes ubelaangt, wësst Der och, dass mer hei eng streng Gesetzgebung hunn, dass mer ganz retizent doranner sinn an dass d'Veterinärinspektioun versicht Ofkommesse mat Mengenen ze maachen, dass op d'mannst an de Wanterméint keng Zirkussen dierfe mat Déieren hei an d'Land kommen. Och do, mengen ech, hu mer eng Politik gemaach, fir - loosst mer soen - der Sensibilitéit vun den Déiere Rechnung ze droen an ze évitéieren, dass se do sollen doranner leiden. Da ginn et am Gesetz eng ganz Rei vu Contrainten, déi och dat do schwierig maachen. Artikel 20: D'Déieren dierfe keng Performancé maachen, déi hir Forcen dépasséieren. Si dierfen net ausgestallt ginn ënner Formen, dass se Schmærz, Wéi oder Schued erleiden.

Da wat d'Experimentatioun u liewegen Déieren ubelaangt, och dat war keen Thema hei. Woufir? Mä well dat och ganz strikt a streng reglementéiert ass. Et muss een hei d'Autorisatioun vun zwee Ministere hunn, vum Santésminister a vum Landwirtschaftsminister, wann ee wëllt u liewegen Déieren experimentéieren. Mir hunn hei zwou Experienze déi lafen, dat ass, mengen ech, am Beräich vun der Blutt-kriibsfuerschung, mä dat gétt ënner ganz strenge Konditiounen gemaach, an de Veterinärinspektier geet och ëmmer kontrolléieren, ob déi streng Normen agehale ginn oder net. Och do hu mer also wierklech Efforte gemaach, dass déi Experienze op en absolute Minimum reduzéiert ginn, a wann der muss gemaach ginn, well nach keng aner Méiglechkeete bestinn, da geschitt dat ënner Konditiounen, dass d'Déieren esou vill an esou wäit geschount gi wéi dat méiglech ass.

Voilà, vlächent nach e Wuert iwwer d'Détentioun an d'Garde vun den Déieren. Do hunn ech drop higewisen, dass mer spezifesch Reglementer hunn, fir déi eenzel Kategorien, esouwuel wat d'Animaux dans les élevages ubelaangt, wéi d'Kälwer, d'Schwäin, d'Poules ponduses - d'Legehinger - an d'Damhirschen, déi als Fleischprodukt gehale ginn. Och d'Hausdéierenhaltung ass iwwer e Reglement vum 1980 ganz streng reglementéiert ginn, dat an Zesummenaarbecht d'ailleurs mat den Déiereschutzvereengungen.

Ech kann lech eent soen: De Prinzip an d'Philosophie vun deene Re-

men, déi op europäescher Basis nach net do ass.

Dann de leschten Tired.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De leschten Tired ass, datt d'Regierung soll op dem Weltplang bei der OMC verhandelen, fir Normen ze fixéieren, wat den Déiereschutz op internationalem Plang ubelaangt. Dat ass och e fromme Wunsch; ech muss lech dat ganz éierlech soen. Also éischstens mol verhandelt net d'Lëtzebuurger Regierung do, mä d'Gemeinschaft. An d'Gemeinschaft huet probéiert, fir iwuer Sozialnormen, Déiereschutznormen an Émweltnormen ze diskutéieren. Si huet net vill Echoe fonnt, bal jiddferee war dergéint an et ass gesot ginn: Wann der net gären hätt, datt d'OMC-Verhandlungen näischt ginn, dann haalt wann ech gelift domadder op. Mä mir ginn eis awer net - an ech wëll dat nach eng kéier soen -, mir insistéieren ëmmer, datt beim Welthandel net nëmme de Commerce zielt, mä datt och den Déiereschutz, den Émweltschutz an d'Sozialbestëmungen zielen.

Leider Gottes muss ech soen, datt ech d'Gefill hunn, datt dat, wat d'Lëtzebuurger Regierung an d'Gemeinschaft do insgesamt wëllt - si sinn e bësse méi staark wéi mir - net d'Zoustëmmung vun der Ma-

ajoritéit vun de Memberstaten an der WTO wäert fannen. Leider. Mä mir mussen awer ëmmer nees do-robber insistéieren. Also, wéi gesot, och wa gewëssen Iddien net schlecht sinn, féieren awer eng Rei vu Grënn wuel dozou, fir ze soen, datt d'Regierung dës Motioun net unhuele kann.

Déi fënneft Motioun ass déi vun der Majoritéit. Ech hunn e puermol drop higewisen...

(Interruption)

...mä ech mengen do si Saachen dran, déi jidderee proposéiert huet.

■ **Une voix.**- Jo, dofir stëmme mir se och.

■ **M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.***- Also ech mengen, dat gëtt e bëssen dat erëm, wat hei an der Debatt war. Et ass vläicht net alles dra wat deen een oder anere gär gehat hätt, mä et gëtt awer d'Grondstëmmung erëm, déi bei dëser Debatt geherrscht huet an ouni Zweifel kann et dozou bäidroen, datt den Déiereschutz nach verbessert gëtt.

Obschonn, dat wëll ech och zum Schluss soen - dat steet d'ailleurs och an der Motioun -, datt mer haut schonn e groussen Arsenal vu gesetzlechen a reglementaresche Méiglechkeeten hunn, fir den Déie-

reschutz sou gutt wéi méiglech ze assuréieren. Datt net alles perfekt ass, dat hunn ech scho gesot. Mir wëlle weider dru verbesseren an ech engagéiere mech och - soulaang ech dat nach ka maachen -, fir dat och ëmmer nees, an deenen Instanze wou ech do mat ka schwätzen, ze verteidegen an ze verrieden. Ech soen lech merci!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Gira freet «parole après ministre». Den Här Gira huet d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech hunn dat Gefill, datt zumindest bei der CSV den Här Boden am Wahlkampf ass, well hien huet mer méi wéi eemol hei awer wierklech d'Wierder am Mond verdréit an dofir gesinn ech mech awer gezwongen nach e puer Remarken hei ze maachen, fir Saache riicht ze stellen, déi ech net gesot hunn, Här President.

Deen éischte Punkt ass d'Déiereschutzgesetz. Ech hunn hei net gesot, dat wär fir op d'Mëscht ze geheien an do wär näischt dran, wat ze gebrauchte wär.

■ **M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.***- Sou hunn ech och net gesot.

(Hilarité et interruptions)

■ **M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).**- Ech hu Folgendes gesot, Här President.

(Interruption)

Ech hu mä ganze Beitrag praktesch drop opgebaut fir ze soen, dass et eigentlech ëm de fundamentalen Ennerscheid geet - an déi Fro, déi sech haut stellt - tëschent dem Begrëff Déiereschutz an Déiererichter. An ech hunn net méi an net manner gesot, wéi dass d'Gesetz vun 1983 nach ëmmer um Niveau vum Déiereschutz ass. Dat seet jo schonn den Numm. Soss géing et jo net heeschen «Protection des animaux», mä «Sur les droits des animaux». Ech mengen, Här President, esou vill Franséisch géing ech mer awer zoutrauen a wann een den Inhalt vun deem Gesetz kuckt, mierkt een eben, dass genau deen Ennerscheid nach net do ass, well et ass all kéiers wann awer den Intérêt économique spillt oder wat weess ech, mënschlech Intérète kommen, da kann een awer Ausnahme maachen. Dat ass eng Feststellung, Här President, méi wollt ech net soen.

Ech hunn awer net gesot, dat Gesetz do misst een tel quel ofschafen an et misst een total reforméieren. Ech hu just gesot: Et ass Handlungsbedarf um Niveau vun

deem Gesetz. Ech wär gär bereet dem Här Boden de Verbatim hei ze ginn; da géing ech e biede mer keng Saachen ze ënnerstellen, déi ech net gesot hunn.

Dat Zweet ass zur Thematik vun eiser grënger Proposition. Ech hunn och net gesot a mir erwaarden eis och net, dass d'Regierung eis Proposition de révision telle quelle a Wuert fir Wuert unhëlt. Ech hu just Folgendes gesot, dozou stinn ech och a liesen lech dann - och wann Der dat net wollt héieren - dee Bréif vir, wou vun lech Rieds geet: Mir hunn am Juli 2002 eng Proposition de révision gemaach. Déi ass freides vum Statsminister als grondsätzlech positiv begutacht ginn an en huet gesot, d'Regierung géing sech domat beschäftegen an eis dann eng Position zoukomme loossen. Dunn ass natierlech dat geschitt, wéi so oft wann de Statsminister freides Saachen ukënnegt, fir Saachen ze récupéieren, dass awer wa kee méi no-freet, méintelaang, jo jorelaang näischt geschitt.

An Dir hutt awer selwer, sécher aus schlechtem Gewëssen, op eemol sechs Méint drop, de 17. Januar 2003, reagéiert. Dunn huet den Här Daniel Andrich am Numm vum Ministre en relation avec le Parlement un eise President folgende Bréif geschriwwen, wou et ëm d'Proposition de révision vun der Madame



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

•
An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Wagener geet, an do steet dran - et deet mer Leed, dass ech dat hei muss zitieren: «J'ai l'honneur de vous informer que les services compétents du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural n'ont pas encore pu finaliser un projet de prise de position relatif à la proposition de révision de l'article 11 de la Constitution, alors que les discussions internes viennent seulement d'aboutir». Dat war de 17. Januar 2003. An da steet am Bréif: «Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural compte soumettre ce projet de prise de position au Conseil de Gouvernement lors de sa réunion du 27 février 2003».

Ech hu just hei festgestallt, Här President, dass vum Här Boden, ee Joer nodeem Dir e Bréif vum Ministre en relation avec le Parlement kritt hutt, nach ëmmer keng Position ukomm ass. Ech hu just gefrot: Wou ass dann elo d'Position vun der Regierung? Ech hunn net verlaangt, dass Dir eis Proposition sollt gutt fannen, mä gitt eis endlech Är Position schréfflech. Bekennt Faarf, Här Boden, am Numm vun der Regierung a sot wat Är Meinung zur Aschreiwung an d'Konstitution ass. Hätt Der dat de Februar 2003 gemaach, da wäre mer an der Debatt scho vill méi wäit. Dorëms geet et eis. Mir hunn d'Gefill, dass hei bewosst net d'Kaarten op den Dësch geluecht ginn, fir iwwer gewëssen Terminer erauszekomme, an de Rieden hei de schéine Männchen ze maachen, an ech soen, och mir sinn dofir eng Motioun ze hannerleeën, wou Riids geet vum Aschreiwung an d'Konstitution. Wann et awer géllt kloer an däitlech Faarf ze bekenne op konkret Propositionen, déi zënter zwee Joer um Dësch leien, da verfuusst Der lech hanner...

(Interruption)

Da schreift eis dat endlech!

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Ech hunn dat dach gesot!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Okay. Dann déi drët Remarque, Här President: Déiereschutz an Däitschland. Ech ka mech ieren. Ech mengen net, dass ech d'Madame Künast hei an de Mond geholl hätt. Ech hu just gesot, Däitschland...

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Viru Joren hunn ech gesot. X-mol hei an der Chamber.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ech hunn hei just gesot: An Däitschland steet ëmmerhin den Déiereschutz an der Konstitution. Dat ass och eng Tatsach. Do kann een driwwer diskutieren wem säi Mérite dass dat ass.

Zweetens wëll ech Folgendes zu de Legehennebatterii soen. Meng Ennerlage sinn eng international relativ unerkannte seriös Zäitschréft an do steet dran, et ass eng franséisch Zäitschréft a kee Propagandablat vun der däitscher Regierung: «Le décret sur l'élevage des poulets est entré en vigueur l'année dernière et interdit en effet les batteries dès 2007 et non pas à partir de 2012, comme le prévoit la directive européenne».

Här President, ech hätt gären dass den Här Boden, deen hei behaupt huet, dat wär net de Fall an Däitschland, mer da wann ech gelift seng Informationsquelle bréngt, wouraus kloer ervirgeet, dass dat an Däitschland nach net gestëmmt ass. Wann net, ginn ech bis auf Weiteres dovun aus, dass en hei net d'Wourecht gesot huet.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Ass dat do vun Däitschland oder ass et allgemeng?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat do geet em Däitschland. Ech wär frou wann Der mir Är Quelle kënnt soen, wou Der hei eropkomm sidd behaupten, dat wier net wouer; Dir wäert immens progressiv an Dir wäert déi Eenzeg déi dat do géingen 2007 ëmsetzen.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Ech hunn net gesot, dass mir déi Eenzeg wieren.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Vun den Transporter hei am Land, Här President, hunn ech och net gesot, dass déi Transporter grausam wieren. Ech hu just Folgendes gesot: Am Kontext Schwéngsbesch wiere mer alleguer e bëssen erstaunt gewiescht, wéi mer festgestallt hunn, dass en Deel op jiddé Fall vun der Schwéngszucht hei am Land awer net méi grad gutt bäuerleche Kritären entsprécht. Wann e Schwäin an där kuerzer Liebenszeit - ech widderhuelen dat nach eng Kéier - drai- bis véiermol am Land hin an hier transportéiert gëtt, vun engem deen d'Fierkelen op d'Welt setzt, da fir se ze mäschten, da fir se faerdeg ze maachen an dann an d'Schluechthaus ze bréngen, mengen ech net, dass dat nach eppes mat gutt bäuerlecher Landwirtschaft ze dinn huet. Dat do ass eng industriell Produktion, wou deen eenzelne Betrib deelweis jo anscheinend emol net méi Propriétaire vun de Schwäin ass, mä just säi Stall zur Verfügung stellt, fir do Déieren ze mäschten. Dovu kann een hale wat ee wëllt.

Ech hu just gesot, mir misste kucken, ob et net méiglech wier déi Lëtzebuerger intern Transporter ze reduzieren. Ech mengen net, dass ech gesot hunn, déi Transporter wiere grausam. An ech mengen och net, Här President, an domat halen ech op, dass ech hei behaupt hunn, et wier deene Gréngen hire Mérite, dass et där Transporter aus Holland endlech manner ginn. Ech menge mech kënnen ze erënneren, dass ech entweder gesot hunn, déi Gréng wieren net ganz onschëlleg dorun. Dat heescht jo schon, dass aner Leit och hire Mérite hunn, oder dass mer e bësse matgeholf hätten; net méi an net manner. Ech géing also den Här Boden an Zukunft bidden an och am Wahlkampf, wou e jo anscheinend dran ass, dat ze respektieren wat een hei seet, dozou Position ze huelen, mä net anere Leit d'Wierder am Mond ze verdréinen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun de Motiouen, déi abruecht gi sinn. D'Motioun si schréfflech verdeelt sinn. Et huet jidderee se virleien. De Minister huet Stellung dozou geholl an ech mengen, mir kënnen direkt driwwer ofstëmmen.

Motion 1

Zur Motioun 1 ass de Vote électronique verlaangt

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun ass mat 34 Nee-Stëmmen, 17 Jo-Stëmmen a 7 Abstentione verwerf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener,

Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Patrick Santer), Nico Loes (par Mme Nancy Arendt), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Simone Beissel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 2.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun ass mat 33 Nee-Stëmmen, 19 Jo-Stëmmen a 6 Abstentione verwerf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean Asselborn), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Marc Zanussi), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi; M. Aly Jaerling;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Nico Loes (par Mme Nancy Arendt), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Nicolas Strotz), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Alexandre Krieps), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

Mir stëmme dann of iwwert d'Motioun 3.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Motioun ass mat 38 Nee-Stëmmen, 16 Jo-Stëmmen an enger Abstentione verwerf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi; MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt,

M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Théo Stendebach), Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Nicolas Strotz), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer; MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Fernand Greisen.

Motion 4

Mir stëmme dann of iwwert d'Motioun 4.

(Interruptions diverses)

Passt op, dass Der wësst iwwer wat dass Der ofstëmmt, wann Der esou duercherneen hei schwätzt.

Den Här Rippinger huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech soen lech firwat mir net d'accord sinn dass déi Motioun do an d'Kommissioun geet, nämlech wéinst dem éischten Turet. Wann deen ewechfällt, da si mer d'accord. Dat ass dat wat mer souwisou elo organiséiert hunn. Ech defiiere quiconque en Expert indépendant ze fannen an där Matière. Loost mer emol fir d'éischt kucke wat erauskënnt bei deem Hearing.

(Interruptions diverses)

Dofir si mer net d'accord fir den éischten Turet ze stëmme. Ech widderhuelen et nach eng Kéier, ech defiiere quiconque heibanne fir an där Matière do, wou d'Positionen esou gestrafft sinn zu alle Säiten, een ze fannen.

Wa mer also deen Turet ewech loossen, da sinn ech d'accord, dass et an d'Kommissioun geet. Am anere Fall stëmme mir dergéint.

M. le Président.- Sidd Der d'accord mat där Proposition?

(Négation)

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President!

M. le Président.- Jo. Den Här Mehlen freet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, den drëtten Turet wou gesot gëtt, datt d'Déieren-transporter „ne soient admis que jusqu'à l'abattoir le plus proche“, dat ass iwwerhaapt net ëmsetzbar. Dir forcéiert jo déi Leit, déi ronderëm e bestëmmt Schluechthaus wunnen, datt déi Béischte müssen dohinner ofgeléiwert ginn. Dir schalt domadder d'Konkurrenz aus. Dat ass an der Praxis net ëmsetzbar. Dir kënnt d'Langt vun den Transporter, wat de Minister, mengen ech, och scho gesot huet, iergendwou probieren ze limitéieren, dat ass an der Rei, awer net d'Leit obligéieren: Dir musst dohinner fuere mat Ärem Transport. Dat geet net!

M. Marc Zanussi (LSAP).- Dir hutt selwer gesot, dass Der dat doten eigentlech géngt gutt fannen, mä dass et schwéier wier, et um europäesche Plang ze realiséieren. Also muss et machbar sinn.

M. Robert Mehlen (ADR).- Ech soen lech awer, dass mir et net gutt fannen, well Der domat sämtlech Konkurrenz ausschalt.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Mir stëmme also elo of iwwert d'Motioun 4.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motioun ass verwerf mat 40 Neen-, 11 Jo-Stëmmen a 5 Abstentione.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Ben Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Nico Loes (par M. Théo Stendebach), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Motion 5

An da stëmme mer of iwwert d'Motioun 5. Kënnen mer dat „par main levée“ maachen?

(Assentiment)

Vote

Déi derfir sinn, hiewen d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, eng grouss Majoritéit ass fir déi Motioun, an domadder ass d'Motioun 5 uegoll.

Gelift?

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir hutt d'Wuert net do ënnen. Sidd Dir emol roueg! Den Här Gira huet d'Wuert gefrot an hie kritt et.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wollt just kuerz eis Enthaltung motivéieren zu deser Motioun. Do sinn eng ganz Rei Fuerderungen dran, déi eis relativ sympathesch sinn. Ech muss awer soen, dass d'Analys vun der Situatioun dobaussen um Terrain net vun eis gedeelt gëtt. Ech mengen net, dass déi esou roseg ass wéi se an där doter Motioun duergestallt gëtt, an dofir hu mer eis enthalen.

M. le Président.- Dann hu mer nach eng Resoloutioun virleien. Den Här Rippinger freet d'Wuert.

Résolution 1

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, mir kënnen mat grousser Satisfaktioun déi Resoloutioun hei vun de Sozialiste stëmme, well am zweetleschten Alinéa referéiere se sech op den Artikel 25bis vun der Constitution fédérale suisse, an déi Proposition de loi, déi ech haut hei déposiert hunn, ass exactement deen Text.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Also mir stëmmen elo of iwwert d'Resolutioun 1.

Vote

Wien derfir ass, deen ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Resolutioun 1 ass eestëmmegeg ueholl.

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss. Ier mer zum leschte Punkt iwwerginn, wollt ech nach op den Ordre du jour vu muer ze schwätze kommen.

3. Ordre du jour

Aus Drénglechkeetsgrënn ass et onbedéngt noutwendeg, dass mer de Projet de loi 5276 iwwert d'Beedelegung vun de Bierger aus den EU-Staten un den Europawahlen an de Projet de loi 5214 iwwert d'Wahlgesez an der Sitzung vu muer évacuieren. Ass d'Chamber d'accord fir dee Punkt muer dann och nach op den Ordre du jour ze setzen?

(Assentiment)

Une voix.- Wéini wësse mer, dass deen derbäikënn?

M. le Président.- Majo, mir setzen elo dee Punkt op den Ordre du jour. Dann hu mir Lëtzebuurger eist Besch gemacht.

Une voix.- Ech mengen d'Majoritéit verschléift déi grouss international Evénement.

M. le Président.- Ma neen, si verschléift näischt. Hei ass dat jo elo décidéiert ginn a muer gëtt d'Gesetz gestëmmt. Dann ass d'Saach an der Rei.

4. Demandes en naturalisation

An elo komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn d'Naturalisatiounen. An dofir muss ech de Huis clos ausschwätzen.

De Huis clos ass ausgesprach.

* * *

De Huis clos ass opgehewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 50 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete constitutionnellé Vote uegeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juli 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfals mat enger Ännerung vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 28 janvier 2004

1. BOJCOVSKI Lupco, né le 1^{er} mars 1951 à Razlovci (Macédoine), demeurant à Luxembourg

2. GOSEVSKA Dragica, née le 26 octobre 1950 à Mitrasinci/Berovo (Macédoine), demeurant à Luxembourg

3. CARDOSO MONTEIRO José, né le 10 juillet 1967 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

4. SEMEDO BORGES Maria Iolanda, née le 12 septembre 1974 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

5. CHOI Mou Ching, né le 18 juillet 1966 à Hong Kong (Chine), demeurant à Bereldange

6. LOK Foon Kwan, née le 19 juillet 1961 à Hong Kong (Chine), demeurant à Bereldange

7. FORTES FONSECA Leandro, né le 18 janvier 1963 São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

8. PINTO DOS SANTOS Maria dos Reis, née le 6 janvier 1963 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

9. GASHI Xhavit, né le 22 août 1962 à Raushiq/Pejë (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg

10. HORMOZIRAD Donald, né le 8 juillet 1956 à Téhéran (Iran), demeurant à Helmsange

11. CHAKERREZA Maryam, née le 17 avril 1955 à Chiraz (Iran), demeurant à Helmsange

12. KIPULU MUBOTY Vincent de Paul, né le 20 septembre 1964 à Bonga Yassa (République démocratique du Congo), demeurant à Steinfert

13. KIMVUKA MUKUNDU KIPULU Astrid, née le 21 novembre 1966 à Kikwit (République démocratique du Congo), demeurant à Steinfert

14. KOUTCHESFAHANI Mahmoud, né le 17 juin 1948 à Rasht (Iran), demeurant à Gonderange

15. MOJTAHEDI Abbaséh, née le 6 octobre 1961 à Téhéran (Iran), demeurant à Gonderange

16. LAZRI Pjerin, né le 22 février 1969 à Shkoder (Albanie), demeurant à Luxembourg

17. KOSTURI Enkela, née le 5 avril 1973 à Elbasan (Albanie), demeurant à Luxembourg

18. LE Do Ly Lan, née le 8 janvier 1962 à Saigon (Vietnam), demeurant à Luxembourg

19. LOPES DOS SANTOS Gabriel, né le 20 janvier 1964 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

20. DA CRUZ SANTOS Adelia Lorena, née le 26 novembre 1965 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

21. MIR MOTAHARI Ali, né le 1^{er} novembre 1947 à Téhéran (Iran), demeurant à Crauthem

22. ZAYTOONNEJAD Paridokht, née le 5 août 1947 à Abadan (Iran), demeurant à Crauthem

23. MOUWANNES Rizk, né le 25 octobre 1965 à Beyrouth (Liban), demeurant à Dudelange

24. KALLAS Paula, née le 4 juillet 1968 à El Bouchrieh (Liban), demeurant à Dudelange

25. MUSLIU Arben, né le 21 décembre 1980 à Mitrovica (Yougoslavie), demeurant à Differdange

26. NAGY György Zoltan, né le 16 septembre 1980 à Haskovo (Bulgarie), demeurant à Belvaux

27. NERIS DOS SANTOS Eliete, née le 31 octobre 1969 à Cotia/São Paulo (Brésil), demeurant à Bettembourg

28. NICOLESCU Viorel, né le 7 février 1959 à Buzau (Roumanie), demeurant à Luxembourg

29. NIKOLOV Metodi, né le 20 juin 1966 à Ixelles (Belgique), demeurant à Luxembourg

30. NYOTA Marie Jeanne, née le 29 décembre 1946 à Kisangani (République démocratique du Congo), demeurant à Remich

31. OLIVEIRA VIEIRA Carla Sofia, née le 28 octobre 1977 à Canteleães/Vieira do Minho (Portugal), demeurant à Wasserbillig

32. PADERHUBER Marianne, née le 8 octobre 1956 à Larochette, demeurant à Lintgen

33. PANIC Jean, né le 24 septembre 1965 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg

34. PARMENTIER Gerhard Franz Joseph, né le 6 juin 1963 à Thommen (Belgique), demeurant à Wilwerdange

35. SCHLABERTZ Natalie Irmgard, née le 22 mai 1966 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wilwerdange

36. PEREIRA DOS SANTOS Fernando Henrique, né le 12 octobre 1965 à Lajes (Portugal), demeurant à Hassel

37. PIETRANGELO Luciana, née le 1^{er} septembre 1960 à San Martino sulla Marrucina (Italie), demeurant à Mamer

38. PINTO BASTOS Paulo Manuel, né le 13 septembre 1961 à Matosinhos (Portugal), demeurant à Rumelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de BASTOS Paulo Manuel.

39. PIRARD Nathalie Marie-Josée, née le 14 avril 1968 à Eupen (Belgique), demeurant à Godbrange

40. PUCURICA Jasmina, née le 28 août 1978 à Banja Luka (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

41. QUISPE PUMALLOCLA Rosa, née le 20 avril 1963 à Chirumbia-Quillabamba (Pérou), demeurant à Bollendorf-Pont

42. RAMACHANDRAN Madhu, né le 20 février 1968 à Secunderabad/Andhra Pradesh (Inde), demeurant à Luxembourg

43. KAMESWARAN Kavitha, née le 4 avril 1973 Trichur/Kerala (Inde), demeurant à Luxembourg

44. R'BIAA Noureddine, né en 1961 à Zenata (Maroc), demeurant à Dudelange

45. RADIKOVA Veneta, née le 23 février 1959 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Frisange

46. RAIC Zlata, née le 22 janvier 1951 à Pula (Croatie), demeurant à Bettembourg

47. RAMOS DE MATOS Paula Cristina, née le 2 février 1965 à São Julião da Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Ehnen

48. REINERTZ Norbert Ludwig, né le 23 janvier 1962 à St. Vith (Belgique), demeurant à Wilwerdange

49. MERTENS Veronika Christina, née le 10 mai 1966 à Waimes (Belgique), demeurant à Wilwerdange

50. REKAD Nadia, née le 23 septembre 1964 à Differdange, demeurant à Differdange

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

Sommaire des séances publiques

5094 - Projet de loi portant réactivation du fonds d'équipement militaire pages 306-310

5222 - Projet de loi portant création de l'établissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation" pages 310-313

5253 - Projet de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de réglementer certaines matières pages 313-315

Discours de fin d'année pages 315-316

Hommage à la mémoire de M. Nic Mosar, député honoraire page 316

Communications pages 316-317

5261 - Proposition de loi de M. Claude Wiseler instituant un service bancaire de base page 317

Ordre du jour et intervention de M. Gast Gibéryen pages 317-318

Dépôt de deux propositions de loi et d'une proposition de révision de la Constitution page 318

Heure de questions au Gouvernement:

- Question N° 354 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar concernant les conclusions du Conseil européen informel de la justice et des affaires intérieures du 22 et 23 janvier 2004 à Dublin, et dans le dossier du droit d'asile en particulier, adressée à Monsieur le Ministre de la Justice page 318

- Question N° 355 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet de la double nationalité, adressée au Ministre de la Justice pages 318-319

- Question N° 356 du 27 janvier 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la politique gouvernementale en ce qui concerne l'implantation de zones d'activités économiques à caractère communal et régional, adressée au Ministre de l'Intérieur page 319

- Question N° 357 du 27 janvier 2004 de Madame la Députée Dagmar Reuter-Angelsberg au sujet de l'implantation d'un magasin IKEA à proximité de la frontière luxembourgeoise et de son impact sur la région Grass, Clemency, adressée au Ministre de l'Intérieur page 319

Question urgente N° 2591 de M. Jean Huss relative aux travaux de désamiantage à la gare de Pétange pages 319-320

Question parlementaire N° 2534 de M. Aly Jaerling relative à l'organisation de navettes en cas de retards des trains page 320

3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution pages 320-323

5051 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite à Budapest, le 22 juin 2001 pages 323-324

5099 - Projet de loi instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables pages 324-327

5154 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité page 327 pages 328-332

Communications page 328

5107 - Projet de loi portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques pages 333-334

4752B - Projet de loi portant approbation du Traité sur un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000 page 334

Intervention de M. Jean-Paul Rippinger page 334

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 335

Interpellation de M. Marc Zanussi sur la protection des animaux pages 335-348

Ordre du jour page 348

Demandes en naturalisation page 348

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2459	Marc Zanussi	Fermeture d'une entreprise de transports à Leithum
2463	Laurent Mosar	Immigration irrégulière chinoise
2475	Aly Jaerling	Fonctionnement du cadastre vertical
2477	Georges Wohlfart	Transport de fret sur la ligne ferroviaire du Nord
	Mars Di Bartolomeo	
2479	Mars Di Bartolomeo	Bibliothèques scolaires
2485	Jean Colombero	Piste de cyclisme
2486	Jean-Pierre Koepp	Corps européen de gendarmerie
2488	Mars Di Bartolomeo	Perspectives de dépenses des caisses de maladie
2490	Mars Di Bartolomeo	Recours des administrations de l'État à du personnel temporaire et à des entreprises privées
2491	Mars Di Bartolomeo	Contrats à durée déterminée au-delà de la durée maximale de deux années de certains employés privés travaillant auprès des administrations de l'État
2492	Mars Di Bartolomeo	Bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement primaire et préscolaire
2493	Mars Di Bartolomeo	Organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU
2494	Mars Di Bartolomeo	Cours de langue luxembourgeoise
2498	Jacques-Yves Henckes	Dysfonctionnements au Lycée technique des Arts et Métiers
2502	Jean Huss	Législation en vigueur et âgée de plus de cent ans
2507	Jean Huss	Contamination au PER
2509	Mars Di Bartolomeo	Ligne de galvanisation à Dudelange Greisendall
2513	Robert Mehlen	Rapport officiel de l'accident aérien Luxair
2517	Jean Colombero	Tournée de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL)
2519	Jean-Pierre Koepp	Élimination des véhicules hors d'usage
2526	Mars Di Bartolomeo	Label d'accessibilité
2529	Ferny Nicklaus-Faber	Prescription de la Ritaline aux enfants hyperactifs
2531	Alex Bodry	Protocole de Kyoto
2533	Laurent Mosar	Répercussions de la baisse du dollar sur le prix de l'essence
2544	Xavier Bettel	Evasion de deux détenus du Centre Hospitalier

Question 2459 (6.11.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la fermeture d'une entreprise de transports à Leithum:

A la requête du Parquet de Diekirch, la Chambre du Conseil du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch a, par décision du 6 mai 2003, ordonné la fermeture de l'entreprise de transports exploitée par la société DH Logistics Luxembourg S.A. avec siège social à Leithum. Cette décision a été confirmée en appel.

Ensuite, à la requête du Parquet de Diekirch, la Chambre du Conseil du même tribunal devait statuer en date du 27 octobre 2003 sur la fermeture de l'entreprise DH Logistics - division Luxembourg, successorale de la société de droit belge DH Logistics établie à Marnach, ce alors qu'elle ne semble pas disposer des autorisations administratives requises. Cette deuxième société a été constituée le 23 mai 2003 partant immédiatement après la décision de fermeture du 6 mai 2003. Pour le surplus une enquête devra établir d'éventuelles infractions à la loi pénale. A l'heure actuelle le Parquet n'est saisi d'aucune plainte précise.

Or, il paraît que lors de sa visite au siège de Marnach en date du 23 octobre 2003, l'huissier de justice se soit retrouvé devant un bâtiment vide, de sorte que le Parquet a ordonné une fermeture provisoire de l'entreprise.

En ce qui concerne les chauffeurs de l'entreprise, ceux-ci semblent continuer néanmoins à effectuer des transports à bord des camions de l'entreprise, comme c'était d'ailleurs le cas entre la date de la

fermeture de la société établie à Leithum et celle de la constitution de la société établie à Marnach.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que les chauffeurs de l'entreprise de transports citée ci-dessus continuent leur activité professionnelle alors qu'une fermeture provisoire de l'entreprise a été ordonnée?

Monsieur le Ministre est-il également au courant que les mêmes chauffeurs n'avaient pas cessé leur activité entre la date de la fermeture de la société établie à Leithum et la date de la constitution de la société établie à Marnach? Est-il exact que lors de cette période lesdits chauffeurs étaient enregistrés auprès de la société Diamonds Belcreo sarl de Strassen qui ne possédait pas de licences de transport?

Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un chauffeur de l'entreprise en question s'est vu retirer des points de son permis de conduire alors qu'il conduisait un camion de l'entreprise qui ne possédait pas un certificat de contrôle technique valable?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la décision du Parquet d'ordonner une fermeture provisoire de l'entreprise n'est pas adéquate, étant donné que de cette façon les intérêts des chauffeurs concernés ne peuvent pas être défendus en due forme par leurs syndicats?

D'autre part, le groupe de travail ayant pour mission de s'occuper du problème des nombreuses entreprises de transport étrangères établies au Luxembourg (ayant pour siège souvent uniquement une boîte aux lettres), mis en place par décision du Conseil de Gouvernement en date du 6 octobre 2000, s'est-il occupé du cas «DH Logistics»? Si oui, quelles en sont ses conclusions?

Réponse commune (16.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports* et de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Il y a lieu de relever d'emblée que d'après l'ordonnance de la Chambre du Conseil du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch ayant prononcé le 7 mai 2003 la fermeture de l'établissement exploité par la société DH Logistics S.A. à Leithum, cette dernière a commencé ses activités commerciales à partir du 1^{er} janvier 2002 sans être en possession de l'autorisation d'établissement pourtant requise.

La demande d'autorisation légalement requise a été introduite auprès des services du département des Classes moyennes le 14 octobre 2002 seulement.

Au mépris de nombreux courriers et prises de position du Ministère des Classes moyennes, la société de droit luxembourgeois DH Logistics S.A. n'a jamais entrepris les démarches nécessaires ni transmis

les pièces réclamées en vue de parvenir à une régularisation de sa situation légale.

Malgré la décision de fermeture de la société luxembourgeoise ordonnée par les juges, la société a continué ses activités par le biais d'une succursale luxembourgeoise de la société belge, créée à Marnach, sans pour autant se mettre en conformité avec les exigences du droit luxembourgeois en matière d'établissement ou en matière de transport routier international.

Dans ces conditions la société a fonctionné au mépris de toutes les règles de droit.

Comme le législateur a expressément prévu la fermeture de l'entreprise pour sanctionner l'absence d'autorisation d'établissement, les autorités judiciaires ont donc à bon escient pris leur décision, tout en respectant qu'un délai ne peut être accordé à la société afin de régulariser sa situation juridique, parce que cette faveur n'est pas prévue par la loi et qu'il n'aurait pas été opportun et contraire à l'ordre public de faire perdurer une situation illégale, situation existant depuis le début de 2002.

Quant à la question de l'honorable Député si un chauffeur de l'entreprise s'est vu retirer des points de son permis de conduire, il n'est pas possible de vérifier cet état des choses sans disposer du nom de ce chauffeur.

Par ailleurs, la loi sur la protection des données personnelles ne permettrait de toute façon pas de divulguer les informations en question.

L'honorable Député se réfère à un groupe de travail ayant pour mission de s'occuper du problème des nombreuses entreprises de transports étrangères établies au Luxembourg. Il veut sans doute parler de l'attribution d'une compétence administrative généralisée dans le secteur des transports routiers à l'Administration des Douanes et Accises.

Quant au contrôle des «entreprises de transports étrangères établies au Luxembourg» l'Administration des Douanes et Accises, qui s'est vu attribuer une compétence générale en la matière, s'est occupée du cas «DH Logistics» sur ordre du Parquet de Diekirch et procès-verbal a été dressé. Les conclusions qui en ont été tirées par le Parquet ont résulté dans l'ordonnance de fermeture provisoire.

Question 2463 (10.11.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'immigration irrégulière chinoise:

Il résulte d'un article paru dans le quotidien «Le Monde» du 4 novembre 2003 et intitulé «Une nouvelle criminalité prospère sur l'immigration irrégulière chinoise» que les services de police français s'inquiètent du développement de l'immigration clandestine en provenance de la République populaire de Chine.

En matière de lutte contre l'immigration irrégulière, les Chinois seraient devenus la plus grande préoccupation des policiers selon les propos du chef de l'Office central de répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi des étrangers sans titre, propos rapportés par le journal susmentionné. En 2002, 4.500 clandestins chinois n'ont pas été admis à la frontière soit 73% de plus qu'en 2001. Au premier semestre 2003, le chiffre serait en augmentation de 30%. En Allemagne, la situation ne serait pas très différente, bien au contraire. Le nombre d'immigrés chinois interpellés aurait augmenté de 176% au premier semestre 2003 par rapport à la même période en 2002

prouvant, s'il le fallait encore, que l'Europe est devenue à l'instar des États-Unis une terre d'immigration clandestine.

Si l'immigration clandestine chinoise inquiète tant c'est parce qu'on a vu se développer un peu partout en Europe une nouvelle criminalité aux contours imprécis et aux codes particuliers centrée sur l'acheminement des clandestins chinois. Les migrants en sont souvent les premières victimes. Alors qu'ils ont payé à un réseau entre 10.000 et 20.000 euros, ils sont parfois capturés, séquestrés puis violemment rackettés dès leur arrivée en Europe. À cela s'ajoute toute sorte de délinquance qui se greffe plus ou moins directement sur l'immigration irrégulière et qui va du trafic de passeport, à la traite des femmes en passant par le blanchiment d'argent.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Combien de demandes d'autorisation de séjour et d'asile ont été adressées par des ressortissants chinois au Ministre de la Justice? Quel est le pourcentage des demandes refusées?
2. Quel est le nombre estimé d'immigrés chinois en situation irrégulière au Luxembourg?
3. La Justice luxembourgeoise a-t-elle, à l'instar des justices européennes, été saisie par des affaires criminelles liées à des réseaux criminels chinois?

Réponse (19.1.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

1. Dans les années 2001, 2002 et 2003, respectivement 147, 140 et 262 ressortissants chinois ont déposé une demande en obtention d'une autorisation de séjour auprès du Ministère de la Justice. Pendant cette période, respectivement 95, 100 et 159 autorisations de séjour ont été accordées et respectivement 14, 22 et 41 refus ont été prononcés.

Le nombre d'autorisations ou de refus d'une année ne répond pas nécessairement aux demandes déposées en cette année, mais peut se rapporter à des demandes d'années précédentes.

2. Au Luxembourg, à l'instar de tous les pays de l'Union européenne, il y a des ressortissants chinois en séjour irrégulier. Il est naturellement impossible de connaître le nombre de ces illégaux.

3. Selon les informations du Parquet de Luxembourg, quelques affaires pénales en cours mettent en cause des ressortissants chinois.

Question 2475 (26.11.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le fonctionnement du cadastre vertical:

Fir d'x-te Kéier goufe mir elo Kloen iwwert de Fonctionnement vum „Cadastre vertical“ a méi speziell dem „Service de la désignation cadastrale en matière de copropriété“ zougedroen. Dëse Service hätt sech zu enger Brems fir de Wunnengsmaart entwéckelt, well e kaum nach mat der Aarbecht no kéim. Dëst wier op e krasse Personalmangel bei de Kontrolleren zréckzeféieren. Am Joer 2000 sollen an deem Service nach véier Kontrollere geschafft hunn, elo wieren et der nëmmen nach d'Haltschecht.

Unni entspreichend Kadasternummer ass en definitive Verkauf vun enger Wunnunitéit awer net méiglech, well déi entspreichend Kafakten dann net enregistriert ginn.

Betraff sinn an eischer Linn eeler Residenzen, déi virum Akraafttriede vum Gesetz iwwert „publicité foncière en matière de copropriété

té", dat heescht virum éischten am Fréileng 1989, gebaut goufen.

Dofir dës Froen:

1. Firwat gouf d'Zuel vun de Kontrolleren am genannte Service halbéiert?
2. Weess de Minister ëm d'Retarden a Blocagen op der Offersäit vum Wunnengsmaat, déi dëse Personalmangel provozéiert?
3. Gedenkt de Minister do Ofhëlle ze schafen a wa jo, wéi a wéini?
4. Den Délai (01.04.1999), fir all Loten an de Residenzen, déi virum 1. am Fréileng 1989 gebaut goufen, ze identifizéieren, ass duerch e Spezialgesetz op den 1. am Fréileng 2004 verlängert ginn - wat war de Grond fir d'Verlängerung vun deem Délai a rechent de Minister nach domadder, datt dës gewaltig Aarbecht bis dann tatsächlech ofgeschloss ass?

Réponse (16.1.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Contrairement à ce qui est affirmé par l'honorable Député, l'effectif de cinq personnes du service spécial du «Cadastre des copropriétés», expressément prévu par la loi spécifique du 19 mars 1988 «sur la publicité foncière en matière de copropriété», est resté constant pendant la période qui a suivi l'entrée en vigueur de la loi et se compose de trois rédacteurs et de deux expéditionnaires. Il est, par contre, correct qu'une rédactrice du service bénéficiait d'un congé de maternité et d'un congé sans solde entre le 9 février 2001 et le 25 novembre 2003. A noter toutefois, que celle-ci fut remplacée pendant cette période par un employé public.

Les délais dans le traitement des dossiers du «cadastre vertical» se chiffrent au niveau de l'administration à deux mois pour le régime nouveau et pour le régime ancien. Toutefois faut-il souligner, que nombre de dossiers présentés ne sont pas complets et sont partant renvoyés aux promoteurs et aux syndicats. Ces retards sont indépendants de la volonté de l'administration compétente qui s'est acquittée de toutes ses obligations légales et réglementaires en relation avec l'initialisation de la procédure de régularisation des immeubles en lots, placés sous le régime de la copropriété avant la mise en vigueur de la loi de 1988.

En vue d'assurer le bon fonctionnement du marché immobilier, le Gouvernement a décidé de proposer au Parlement la prorogation du délai de régularisation prescrit par la loi modifiée du 19 mars 1988.

Question 2477 (27.11.2003) de MM. Mars Di Bartolomeo et Georges Wohlfart (LSAP) concernant le transport de fret sur la ligne ferroviaire du Nord:

Ces derniers jours, les discussions au sujet de la ligne de chemin de fer du Nord de notre pays, reliant Luxembourg à Troisvierges, sont devenues de plus en plus animées, comme en témoignent certaines nouvelles relatées par la presse. En effet, selon des informations provenant du syndicat FNCTTFEL, il paraît que des mesures envisagées par la direction des CFL risqueraient de remettre en cause l'existence du transport de fret sur la ligne de chemin de fer précitée.

Un communiqué de presse de la FNCTTFEL fait état d'une information des services des CFL au sujet de la fermeture prochaine de «l'unité de production TR» à Ettelbruck.

Les syndicalistes craignent que la SNCFL ne perde ses clients les plus importants en ce qui concerne le transport de marchandises

par rail, comme notamment l'entreprise Goodyear. Par conséquent, toute la région du Nord du pays risquerait de souffrir des pertes d'emplois qui sont en jeu. En même temps, la diversification économique et industrielle de toute la région serait fortement remise en cause par l'affaiblissement de la SNCFL dans le domaine du fret.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

Monsieur le Ministre est-il au courant des discussions prévues au sein du comité mixte des CFL concernant le transport de fret sur la ligne ferroviaire du Nord?

Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est effectivement prévu de fermer prochainement «l'unité de production TR» à Ettelbruck?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les incertitudes prémentionnées sont dues en partie à l'absence de stratégie globale des CFL, alors que cette dernière est promise depuis longtemps?

Réponse (20.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Les honorables Députés souhaitent être informés sur l'avenir du transport de fret sur la Ligne du Nord et plus particulièrement de l'unité de production TR à Ettelbruck.

En vue de répondre à cette demande il me semble utile de rappeler d'abord qu'en 1997 les textes organiques des CFL ont été adaptés à la situation nouvelle créée par l'évolution du cadre juridique communautaire.

Les CFL assument dorénavant les missions suivantes:

- gestion du réseau ferré national pour compte de l'État en exécution des lois du 10 mai 1995 et du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

- exploitation des transports publics (notamment par rail) qui leur est confiée par l'État;

- exécution de toutes autres opérations de transport (directement ou par l'intermédiaire de participations tant au Luxembourg qu'à l'étranger).

Ils assurent en pleine autonomie commerciale les activités qui font partie de leur objet social et qui n'ont pas trait à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'exécution des transports publics. Il s'agit à ce dernier égard notamment des transports voyageurs internationaux et de l'activité fret.

Conscient des défis qu'alliaient poser l'évolution du droit communautaire et les vagues successives de la libéralisation des transports ferroviaires énoncées par les directives entrées en vigueur depuis lors ou ayant à l'heure actuelle fait du moins l'objet d'un accord politique au niveau du Conseil Transports, j'avais dès octobre 1999 invité les CFL à définir un concept stratégique sur l'évolution de leur situation au rythme de la libéralisation communautaire.

Peu avant les élections syndicales la rumeur de la fermeture du site d'Ettelbruck a été portée sur la place publique, notamment à cause d'un changement d'affectation d'un responsable local ainsi que de la redéfinition de la logistique de ravitaillement en matières premières de Goodyear à Colmar-Berg.

En effet, les CFL prévoient de fermer les sites qui ne peuvent pas être rentabilisés et d'organiser la desserte des clients à partir d'un site plus important.

Actuellement, un groupe de travail comprenant des responsables de la production, de la commercialisation et de la stratégie est chargé d'organiser des schémas de desserte les moins coûteux, en concertation avec les autres entre-

prises ferroviaires concernées, et de négocier le résultat retenu avec les clients.

Je puis admettre que les CFL lanceront les voies adéquates pour informer tous les intéressés de la solution trouvée, à l'instar de leur initiative de réunir le Comité mixte d'entreprise le 18 décembre dernier en vue de le mettre au courant de ce qui précède.

Question 2479 (27.11.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les bibliothèques scolaires:

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a placé l'année scolaire 2003/2004 sous le signe de la promotion de la lecture. Dans ce contexte a été lancée la campagne «Lies dech duerch d'Liewen», dont l'objectif déclaré est de promouvoir le plaisir de lire auprès des jeunes et de sensibiliser les adultes à l'importance d'accompagner les enfants dans la découverte de la lecture.

Quant au contenu de cette campagne on notera plus particulièrement l'invitation à l'adresse des autorités communales de «favoriser l'accès des enfants aux livres en constituant des coins de lecture et en assurant la promotion des bibliothèques scolaires». Il est d'autant plus étonnant de constater que le projet de loi N°5224 concernant l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne reprend pas l'article 99 de la loi du 10 août 1912 stipulant que «dans chaque commune il est créé une bibliothèque scolaire».

Compte tenu de ce qui précède, Madame la Ministre pourrait-elle m'expliquer:

- Pour quelles raisons ledit article 99 de la loi du 10 août 1912 n'a pas été repris dans le cadre du projet de loi N°5224?

- S'il est prévu, le cas échéant, de maintenir l'obligation de mettre en place des bibliothèques scolaires respectivement des coins de lecture par le biais d'un autre texte réglementaire?

- Et si Madame la Ministre entend encourager les synergies entre écoles et bibliothèques communales et régionales?

Madame la Ministre pourrait-elle par ailleurs:

- me renseigner sur le nombre de bibliothèques scolaires fonctionnant actuellement dans l'enseignement primaire et préscolaire;

- et m'informer si son Ministère prévoit des aides et incitations pour la promotion de la lecture?

Réponse (8.1.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Pour rappeler que la maîtrise de la lecture est la base même de la réussite de l'élève tout au long de sa scolarité et pour valoriser le rôle primordial de la lecture tant dans la vie privée que scolaire, le Ministère de l'Éducation nationale a placé l'année scolaire 2003/2004 sous le signe de la promotion de la lecture. La campagne de promotion «Lies dech duerch d'Liewen» couvre plusieurs volets comme l'éveil à la lecture des tout jeunes, la sensibilisation des parents, luxembourgeois et étrangers, et l'invitation des autorités communales à favoriser l'accès des enfants aux livres. Deux mois après son lancement, cette initiative connaît déjà des répercussions considérables.

L'importance de la lecture doit également être soulignée par les textes législatifs. C'est la raison pour la-

quelle la lecture est expressément évoquée au projet de loi N°5223 dit projet de loi de base sur l'École (art. 10).

Concernant l'enseignement postprimaire le projet de loi N°5092 portant organisation des lycées et lycées techniques mentionne à l'article 28 la création d'un centre de documentation et d'information dans chaque établissement d'enseignement postprimaire.

Concernant l'enseignement primaire, il est vrai que le projet de loi N°5224 ne fait plus expressément mention des bibliothèques scolaires. Cependant son article 48 stipule entre autres: «(...) Les critères de construction des écoles (...) sont déterminés par règlement grand-ducal.» Ce règlement, qui s'inspirera certainement de l'arrêté ministériel du 12 avril 1994 fixant les directives en matières de constructions scolaires, fournira des précisions concernant la mise en place de bibliothèques scolaires, comme il renseignera sur toutes les autres installations spécifiques à prévoir dans une école.

Pour ce qui est de la collaboration entre les écoles et les bibliothèques communales ou régionales, le prochain courrier de l'Éducation nationale invitera tous les membres du personnel enseignant à encourager les élèves à fréquenter les bibliothèques publiques, qui constituent des lieux privilégiés pour favoriser le plaisir de la lecture en offrant une grande variété de ressources adaptées au goût et aux intérêts de chacun.

Le concept didactique des coins-lecture permet une intégration permanente du livre et de la lecture dans l'enseignement. Selon les inspecteurs de l'enseignement primaire, qui saluent la présence de coins-lecture dans nos écoles, ces coins-lecture sont quasiment omniprésents dans les salles de classe de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. Leur rapport fait état de 108 bibliothèques scolaires.

Mon département procède à des aides et des incitations pour la promotion de la lecture

- en assurant des formations continues et des échanges de bonnes pratiques portant sur l'animation autour de la lecture;

- incitant les écoles à prévoir des actions portant sur la lecture; afin d'améliorer l'échange d'informations entre enseignants un site Internet a été spécialement créé: www.liesen.education.lu. Il fournit des renseignements sur les actions en cours et propose des activités de lecture;

- publiant et distribuant des livres de lecture;

- encourageant la création littéraire;

- publiant des recommandations de lecture (également utiles lors de l'équipement d'une bibliothèque scolaire);

- sensibilisant les élèves et tous les partenaires de l'école moyennant une campagne médiatique.

Question 2485 (2.12.2003) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la piste de cyclisme:

Le cyclisme luxembourgeois peut se vanter, à juste titre, d'une longue tradition pleine de succès. Cette année aussi, les cyclistes luxembourgeois se sont fait remarquer par de bons résultats tant au niveau national qu'au niveau international. Afin d'améliorer les conditions d'entraînement des différents acteurs, il serait à mon avis fort souhaitable de construire une piste de cyclisme, d'autant plus que dans le plan quinquennal d'équipement sportif des crédits pour une «installation de cyclisme» sont prévus.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que Madame la Ministre a déjà été saisie d'une demande de la part de la Fédération du Sport cycliste luxembourgeois (FSCL) pour la construction d'une piste de cyclisme?

2. À quel endroit une telle piste pourrait-elle être installée et sous quelle forme?

Réponse (8.1.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Il y a une douzaine d'années, la Fédération du sport cycliste a formulé les premières demandes en vue de la construction d'une infrastructure d'entraînement pour le sport cycliste.

Un premier projet, celui d'une piste démontable de 300 m fut intégré dans le programme de construction du Centre sportif et culturel national, mais abandonné par la suite.

C'est pour redonner vie à un projet de cette nature que le 8^e programme quinquennal d'équipement sportif mentionne le principe de la réalisation d'une infrastructure pour le sport cycliste.

Il faut néanmoins faire état de l'équivoque qui existe actuellement quant à la nature de l'installation à réaliser: tandis que les uns préconisent la construction d'une installation très spécifique, essentiellement destinée aux authentiques spécialistes, d'autres, souhaitant une utilisation maximale des infrastructures, plaident pour la construction d'une piste universelle, accessible aussi bien aux coureurs fédérés qu'aux cyclistes de loisir et au sport scolaire.

Le projet de piste à construire à Cessange aux abords de la piste de cyclocross Josy Mersch que la ville de Luxembourg présenta en 2001 s'inspirait de pistes à caractère universel installées chez nos voisins.

À la suite des critiques émises il a été retiré de la liste des priorités ce qui fait qu'à l'heure actuelle aucun projet concret n'est disponible.

Une nouvelle réunion avec les responsables de la Fédération du sport cycliste est prévue pour janvier 2004.

Question 2486 (2.12.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant le corps européen de gendarmerie:

Lors la réunion informelle des ministres de la défense de l'Union européenne, les 3 et 4 octobre à Rome, l'idée française de créer un corps européen de gendarmerie a reçu un accueil favorable de la part des ministres européens de la Défense. Les ministres ont convenu que ce corps pourrait être créé selon le modèle de la gendarmerie française ou celui des carabinieri italiens.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelle sera la mission exacte de ce corps européen de gendarmerie?

2. Comment ce corps européen de gendarmerie sera-t-il financé?

3. Pour quelle raison les modèles français, respectivement italien, ont été retenus?

4. Quelle différence y a-t-il entre ces deux modèles de corps?

5. Vers quel modèle de corps notre Gouvernement s'incline-t-il?

Réponse (16.1.2004) de M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*:

Les ministres de la Défense de l'Union européenne ont effectivement adressé la question de la création d'un corps européen de

gendarmerie lors de leur réunion à Rome, les 3 et 4 octobre 2003. L'idée quant au principe a été bien accueillie et des propositions plus détaillées, qui devront être soumises à un Conseil formel, sont en cours d'élaboration. Aucune décision concrète n'a été prise à ce jour.

L'idée française consiste à utiliser un tel corps pour la gestion des crises dans le cadre de la PESD. En effet, les crises survenues dans les Balkans ou en Afrique nous ont montré qu'à une période très violente - dite «de haute intensité», durant laquelle seuls les militaires sont aptes à intervenir - succède souvent, avant le retour à la normale, une période intermédiaire d'insécurité et d'instabilité élevée. L'expérience a démontré que le travail de stabilisation dans une phase suivant immédiatement un conflit ne peut être réalisée exclusivement par des forces militaires, mais qu'il faut recourir à des unités de police intégrées susceptibles d'être placées sous commandement militaire et le cas échéant rapidement déployables tel que la gendarmerie française, les carabinieri italiens ou la guardia civil espagnole.

La participation au corps européen de gendarmerie ne concernera donc très probablement que les Etats européens disposant d'unités de police susceptibles d'être placées sous commandement militaire comme notamment la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les Pays-Bas.

Question 2488 (2.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les perspectives et dépenses des caisses de maladie:

En date du 6 novembre 1997, Monsieur le Député Carlo Wagner, actuellement Ministre de la Santé, avait demandé à Madame la Ministre de la Sécurité sociale si elle ne partageait pas l'avis «que la majeure partie des déficits des caisses de maladie provient du secteur hospitalier dont les relations avec les caisses de maladie sont réglées par les articles 74 et suivants du Code des assurances sociales. Quelles sont les conséquences des investissements hospitaliers futurs projetés sur le plan national par le Ministère de la Santé sur le budget des caisses de maladie sans droit d'intervention au niveau des coûts y relatifs?»

Comme certains des établissements hospitaliers visés par l'ancien Député et actuel Ministre sont déjà en service et que d'autres sont projetés, j'aimerais que Monsieur le Ministre Carlo Wagner réponde à la question de l'honorable Député portant le même nom.

J'aimerais savoir finalement de Monsieur le Ministre quelles sont les perspectives pour les années 2004 et 2005 en matière de dépenses en nature des caisses de maladie?

Réponse (22.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Député me rappelle la question parlementaire que j'avais posée le 6 novembre 1997 au Ministre de la Sécurité sociale de l'époque, concernant l'incidence des investissements hospitaliers sur le budget de l'assurance maladie. La question n'a pas perdu en importance. Il est certain que les modernisations en cours dans le secteur hospitalier ont un impact financier sur l'assurance maladie, même si, pour l'instant, il est difficile de chiffrer le coût supplémentaire engendré en définitive par la loi de financement du 21 juin 1999, alors que seulement deux des établissements visés sont complètement opérationnels à l'heure actuelle. Deux autres établissements sont en train d'être construits.

La Commission permanente pour les hôpitaux analyse actuellement un certain nombre d'autres projets qui lui ont été soumis pour avis. Selon la demande de l'UCM et du département de la sécurité sociale, les maîtres d'œuvre sont tenus de fournir désormais, outre le tableau détaillé des frais d'investissement projetés, une estimation des frais de fonctionnement découlant des nouveaux aménagements. Cela permettra de mieux cerner les obligations financières futures de l'assurance maladie et aidera également à établir les priorités en matière d'investissement dans ce secteur.

Quant au deuxième volet de la question, il y a lieu de retenir que la gestion des prestations en nature affichera en 2004, d'après les dernières estimations datant de janvier 2004, un déficit dans les opérations courantes qui s'élèverait à 82 millions d'euros, mais qui pourra être compensé par les opérations sur réserves. En effet, cette gestion doit faire face à une croissance généralisée des prestations, alors que simultanément, à cause du ralentissement économique, les rentrées en cotisations ne suivent pas ce rythme. Le taux moyen de croissance des prestations en nature (sans les prestations de maternité) au Luxembourg est estimé à 12,3% pour 2004. Le coût des prestations hospitalières devrait augmenter de 11,6% au cours de cette même année. Les cotisations quant à elles ne devraient progresser que de 4,8%.

Question 2490 (3.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les recours des administrations de l'État à du personnel temporaire et à des entreprises privées:

Le Gouvernement vient de décider un moratoire en matière de recrutement auprès de l'État. Parallèlement on constate un recours accru des administrations de l'État soit à du personnel temporaire soit à des entreprises privées pour l'entretien, le nettoyage et la surveillance de bâtiments publics.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre combien d'agents temporaires sont actuellement occupés auprès de l'État?
- Quels sont les emplois et travaux qui sont actuellement confiés à des entreprises privées et quel est le nombre de personnes qui travaillent actuellement dans des bâtiments publics sous la responsabilité d'entreprises privées?
- Pour quelles raisons les travaux de nettoyage ne sont-ils pas confiés à des ouvriers(ières) de l'État?
- Quels sont finalement les projets du Gouvernement en matière de privatisation d'emplois non spécialisés?
- Selon quel cahier des charges les entreprises sont-elles recrutées?

Réponse (8.1.2004) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse je me permets de signaler que le nombre des agents sous contrat temporaire et rémunérés par l'intermédiaire de l'Administration du Personnel de l'État s'est élevé en décembre 2003 à 1.413 unités. Ce chiffre comprend les employés, principalement des chargés de cours, et ouvriers sous contrat à durée déterminée, ainsi que les volontaires de police et assistants pédagogiques. Dans l'établissement de cette statistique, il n'est toutefois pas tenu compte des agents engagés directement par les différents départements ministériels ou les administrations et rémunérés par ces derniers,

comme par exemple les personnes sous contrat d'auxiliaire temporaire. Il en est ainsi également entre autres pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications qui est elle-même compétente pour assurer la gestion de son personnel, de sorte que mon département ne dispose pas de toutes les données pour pouvoir reproduire une image complète pour le secteur «État» au sens large du terme. Je tiens à préciser dans ce contexte que le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ne dispose pas d'une compétence générale en matière d'engagement ni de gestion du personnel, mais qu'il partage cette compétence avec les autres membres du Gouvernement.

Cette précision formulée pour les agents de l'État vaut a fortiori pour le personnel supplémentaire engagé le cas échéant sous le régime du droit privé, comme par exemple des experts externes associés à la réalisation de projets et dépendant directement des différents ministères. Ce personnel est recruté, si besoin en est constaté, par les départements dans la limite des crédits budgétaires mis à leur disposition.

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux de nettoyage à confier à des ouvriers et ouvrières à engager sous le régime du contrat collectif des ouvriers de l'État, je me dois de vous signaler toutes mes initiatives entreprises auprès de mes homologues des autres départements pour rappeler les dispositions inscrites à l'article 41 du contrat collectif des ouvriers de l'État. En effet, celles-ci limitent le recours à des entreprises privées notamment aux cas exceptionnels de la création de nouveaux emplois, pour lesquels les futurs titulaires doivent se prévaloir de connaissances techniques particulières dans le domaine de l'entretien ou du nettoyage de bâtiments.

J'ajoute à la fin que, en ce qui concerne l'établissement du cahier de charges à respecter par les entreprises, les dispositions de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics sont applicables.

Question 2491 (3.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les contrats à durée déterminée au-delà de la durée maximale de deux années de certains employés privés travaillant auprès des administrations de l'État:

Lors de la discussion sur le statut des fonctionnaires, le Gouvernement avait été interpellé par rapport au fait que les administrations de l'État occupent un certain nombre d'employés privés sous le statut du contrat à durée déterminée au-delà de la durée maximale de deux années.

Certains de ces contrats qui sont contraires à la législation sur le contrat de travail ont été conclus pour une durée allant jusqu'à 15 ans.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre quel est actuellement le nombre de ces contrats?
- Ces contrats ont-ils été mis en conformité avec la législation sur le contrat de travail? Sinon, selon quelle procédure la régularisation des contrats sera-t-elle réalisée?

Réponse (8.1.2004) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse, je tiens à informer l'honorable Monsieur Di Bartolomeo

que le Gouvernement vient de déposer en date du 4 décembre 2003 à la Chambre des Députés un projet de loi portant création d'une réserve de suppléants assurant des remplacements temporaires dans les administrations et services de l'État.

L'objectif principal de ce projet de loi est de trouver une solution définitive au problème des remplacements d'agents de l'État bénéficiant par exemple d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps. Ainsi, il prévoit la mise en place d'un pool de remplaçants dont les agents seront détachés aux administrations concernées en vue d'y effectuer au moins une partie des remplacements générés par les différents congés. Le but immédiat de l'institution de cette réserve de suppléants est de régulariser la situation des employés et ouvriers de l'État qui se trouvent à l'heure actuelle en situation illégale par rapport à la législation sur le contrat de travail. En effet, et une fois ce nouveau projet de loi voté, tous ces agents seront automatiquement repris dans ce nouveau pool de remplaçants.

Dans le cadre de la préparation de ce projet de loi, mon département a été amené à examiner en détail tous les dossiers des employés et ouvriers de l'État engagés à durée déterminée (sauf les chargés de cours de l'enseignement) pour dénombrer 178 employés et cinq ouvriers de l'État qui se trouvent actuellement en situation irrégulière.

Pour connaître tous les détails et les raisons, notamment juridiques, ayant amené le Gouvernement à créer une telle réserve de suppléants, je prie l'honorable Monsieur Di Bartolomeo de bien vouloir se reporter à l'exposé des motifs du projet de loi en question.

Question 2492 (3.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement primaire et préscolaire:

Les premiers bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement primaire et préscolaire viennent d'être inaugurés par Madame la Ministre.

Ces bureaux permettent une meilleure collaboration entre l'inspection, les services de guidance, les services médico-psychopédagogiques, les parents et les enseignants.

- Comme d'autres projets similaires sont prévus dans d'autres régions, j'aimerais savoir de Madame la Ministre quel est l'état d'avancement de ces projets et plus précisément du centre prévu à Dudelange?
- Dans quels délais ces centres pourront-ils être opérationnels?

Réponse (8.1.2004) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

L'objectif de la création des bureaux régionaux créés par la loi du 30 août 2002 est double: offrir une adresse unique aux élèves et aux parents en demande d'aide et de conseil; réunir les membres des différents services qui accompagnent la scolarité des enfants: les inspecteurs des ressorts de la région ainsi que des collaborateurs des services de l'Éducation différenciée (SREA: Service ré-éducatif ambulatoire, SGE: Service de Guidance de l'Enfance).

Des bureaux seront installés dans six régions du pays. A l'heure actuelle ces bureaux sont opérationnels à Differdange (région Sud-Ouest), à Bertrange (région Centre), à Echternach (région Est) et à Wiltz (région Nord). Pour la région Centre-Ouest un local a été trouvé à Mersch; il est en voie d'aménagement.

À ce jour, le bureau régional prévu à Dudelange pour la région Sud-Est n'a pas encore été créé. Deux sites potentiels ont retenu l'attention des responsables. L'un d'eux appartient à l'État, mais ce site ne pourrait fonctionner qu'après des travaux de transformation importants.

Les deux options sont actuellement à l'étude au Ministère des Travaux publics. Par ailleurs, toute solution favorisant une mise en place rapide d'un bureau régional trouvera mon approbation.

Question 2493 (3.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU:

Le pays est divisé en trois régions sanitaires, destinées entre autre à garantir les interventions et les soins de proximité ainsi que la prise en charge des urgences.

En considération des projets de la Grande Voirie relatifs à la route du Nord et de l'autoroute de la Sarre, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU connaîtra des changements dans l'intérêt de la rapidité du service? Dans l'affirmative, quels seront ces changements?

Réponse (6.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Étant donné que la planification hospitalière tient compte, outre de besoins nationaux, de besoins régionaux, le plan hospitalier commence par délimiter les régions hospitalières. En gros la délimitation des régions se fait par cantons. Toutefois les plans hospitaliers successifs, et celui de 2001 n'y fait pas exception, rangent l'une ou l'autre commune d'un canton déterminé et relevant de ce fait d'une région hospitalière déterminée dans une autre région. L'objectif poursuivi est de suivre la réalité d'aussi près que possible et de former des régions hospitalières correspondant aux habitudes d'hospitalisation de la population, de façon à ce que dans chaque région l'infrastructure mise en place soit de nature à répondre aux sollicitations du public.

L'accessibilité des hôpitaux, elle-même fonction de la Voirie, est certainement un élément susceptible de diriger le choix du patient. Mais ce n'est pas le seul. De toute façon la carte sanitaire renseigne pour chaque hôpital sur la provenance géographique de ses patients. Des changements sensibles notés à cet égard d'une carte sanitaire à l'autre pourraient ainsi se répercuter au plan hospitalier subséquent, dans le sens d'une nouvelle délimitation des régions hospitalières.

En ce qui concerne plus particulièrement les urgences, ce n'est pas sur base d'une disposition légale ou réglementaire qu'elles sont acheminées vers l'hôpital de la région hospitalière du lieu de prise en charge, mais en vertu d'instructions données au préposé du service d'urgence de la Protection civile. Si les projets de la Grande Voirie avaient pour conséquence de rapprocher en termes de temps de trajet un lieu déterminé d'un hôpital de garde situé en dehors de la région, de façon à le rendre plus rapidement accessible que l'hôpital de garde de la région, une simple instruction complémentaire au préposé du service d'urgence suffirait, le moment venu, pour opérer le changement requis.

Question 2494 (3.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les cours de langue luxembourgeoise:

Lors du vote de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002 et qui exige une connaissance de base de la langue luxembourgeoise pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à assurer l'organisation de cours de langues luxembourgeoise en quantité suffisante et à mettre à cet effet les moyens nécessaires à la disposition du Ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte Madame la Ministre de l'Éducation nationale peut-elle me communiquer:

- Quelle a été l'évolution en termes d'inscriptions / de participation aux cours de langue luxembourgeoise depuis la rentrée 2001/2002?

- A combien s'élèvent actuellement les crédits destinés à l'enseignement de la langue luxembourgeoise respectivement de combien ces crédits ont été augmentés depuis le vote de la loi dont question ci-avant?

- A combien s'élève le nombre de personnes enseignant la langue luxembourgeoise respectivement combien de nouveaux enseignants ont été recrutés depuis le vote de la loi modifiant la loi du 22 février sur la nationalité luxembourgeoise?

- Quelle est l'évolution prévue en termes de crédits et de personnel enseignant pour les années à venir?

A l'occasion du débat de cette nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise avaient également été proposées l'introduction d'un congé linguistique financé par l'État ainsi que la promotion de cours à l'intérieur des entreprises afin de donner aux personnes immigrées la possibilité d'acquérir les connaissances linguistiques nécessaires à une bonne intégration au Luxembourg.

- Monsieur le Ministre du Travail pourrait-il me faire savoir si des réflexions en direction de ces propositions sont menées depuis au niveau gouvernemental respectivement me faire savoir sa position en la matière?

Réponse (8.1.2004) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

1. Dans le cadre de la stratégie européenne en faveur de l'emploi visant notamment à promouvoir une culture de formation tout au long de la vie, à encourager la capacité d'adaptation des entreprises et de leurs salariés et à lutter contre toute forme de discrimination sur le marché de l'emploi, le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'accompagner financièrement des efforts en matière d'intégration des étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Dans ce contexte un crédit budgétaire de 100.000 pour l'exercice 2003 avait été confié à mon département ministériel en vue de promouvoir l'apprentissage du luxembourgeois dans respectivement en relation étroite avec le monde du travail.

Au cours de l'année 2003, plusieurs contacts ont eu lieu avec l'Union des entreprises luxembourgeoises respectivement diverses organisations patronales sans qu'un projet concret n'ait toutefois pu voir le jour.

Au mois de novembre 2003, j'ai lancé dans la presse écrite luxembourgeoise un appel public à candidatures qui entendait soutenir une ou plusieurs entreprises individuelles contribuant à une meilleure intégration de la main-d'œuvre étrangère en offrant des cours d'apprentissage de la langue luxembourgeoise à leurs salariés.

A côté d'un soutien financier, l'objectif était de mettre en évidence et de diffuser les meilleures pratiques en la matière et d'élaborer, le cas échéant, un plan d'action d'ensemble.

Or, aucune candidature ne m'est parvenue comme suite à l'appel public en question.

2. Le Ministère du Travail et de l'Emploi soutient depuis 1998 le projet MOIEN!, qui est un projet de formation visant à diversifier l'offre de cours de luxembourgeois et surtout à l'adapter à la demande des apprenants en vue de favoriser l'intégration socioprofessionnelle des étrangers au Luxembourg.

Le projet a démarré ses activités en janvier 1998, pour une durée initialement prévue de trois ans, dans le cadre de l'initiative communautaire INTEGRA, alimentée par le Fonds social européen. Il a été prolongé deux fois dans le cadre du Document unique de programmation (DOCUP) pour l'Objectif 3 et court actuellement jusqu'au 31 décembre 2004.

Depuis octobre 2000, le financement est assuré par le Ministère du Travail et de l'Emploi à raison de 55% et par le Fonds social européen à raison de 45%.

Les cours du projet MOIEN! visent surtout

- à développer les compétences de communication orale;

- à concevoir et à appliquer des modules de formation spécifiques en fonction des secteurs d'activité des apprenants;

- à professionnaliser la formation des formateurs de luxembourgeois.

3. En ce qui concerne un éventuel congé linguistique, la question pourra être abordée dans le cadre de l'élaboration du projet de loi tendant à transposer l'accord des partenaires sociaux relatif à l'accès individuel à la formation continue.

Question 2498 (4.12.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*) concernant les dysfonctionnements au Lycée technique des Arts et Métiers:

Le fonctionnement du Lycée technique des Arts et Métiers continue à provoquer des plaintes - non seulement des élèves mais aussi du corps enseignant -, puisque des enseignants qualifiés dans une matière sont chargés d'enseigner des matières pour lesquelles ils n'ont aucune formation.

Des cas concrets assez choquants ont été portés à ma connaissance, par exemple celui d'un enseignant de formation électrotechnicien obligé de donner des cours d'informatique.

Ceci est d'autant plus grave qu'on n'offre au personnel concerné ni formation complémentaire, ni même le temps nécessaire pour se préparer de leur propre initiative à des matières qui leur sont parfois plus étrangères qu'elles ne le sont à leur élèves. Ainsi il arrive que l'information d'une nouvelle ou d'une autre affectation ne parvienne aux enseignants concernés que deux jours avant le début des cours.

D'autres plaintes concernent le non-respect systématique de la méthodologie d'enseignement prévue. Ainsi, des cours devant être donnés à raison de blocs à deux leçons et avec un maximum de douze élèves sont tenus en deux heures séparées et avec un total d'élèves pouvant aller jusqu'à vingt-quatre.

Cet état des choses ne contribue certainement pas à une formation optimale des élèves.

En conséquence je me permets de vous poser les questions suivantes:

1. Existe-t-il des explications pour justifier cette inadéquation entre enseignants et matières enseignées?

2. Comment le non-respect indiqué de la méthodologie d'enseignement s'explique-t-elle?

3. Une réforme dans l'intérêt des élèves ne s'impose-t-elle pas?

4. Au cas où il s'avérerait impossible de changer ce système, ne pourrait-on pas au moins informer beaucoup plus tôt les enseignants concernés des cours leurs étrangers qu'ils auront à enseigner afin que dès le départ ils puissent s'y préparer au mieux?

5. Quelles autres solutions envisagez-vous pour remédier à l'état des choses décrit?

Réponse (9.1.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Ad 1)

Il existe depuis des années une pénurie en enseignants dans différentes spécialités, notamment en informatique, qu'il a été impossible de combler faute de candidats aux concours de recrutement. Grâce à certaines mesures prises ces dernières années, notamment l'introduction d'une deuxième session aux concours de recrutement, ce déficit tend à s'estomper.

Ceci dit, il n'y a rien de choquant à ce que des professeurs-ingénieurs en électrotechnique qui ont naturellement suivi des cours en informatique au cours de leurs études universitaires enseignent cette branche. L'informatique et l'électrotechnique sont des domaines assez proches; un enseignant en électrotechnique se doit d'avoir de solides connaissances en informatique et vice-versa.

Je signale par ailleurs que la panoplie de cours de formation continue offerts aux enseignants par mon Ministère, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, ne cesse de croître. Pour l'informatique, il y a tous les ans toute une gamme de formations à tous les niveaux.

Ad 2)

Les horaires et programmes arrêtés par le Ministre de l'Éducation nationale recommandent - à titre indicatif - le regroupement de leçons et le nombre d'élèves concernant certains cours. Il s'agit de recommandations d'ordre organisationnel et non de recommandations concernant la méthodologie d'enseignement.

Il ne peut donc pas être question, dans le cas évoqué par la présente question, de non-respect de dispositions méthodologiques.

Ad 3)

Étant donné qu'il s'agit d'un problème organisationnel la question de l'opportunité d'une réforme ne se pose pas.

Ad 4)

Il est d'usage que les enseignants sont informés en temps utile des cours qu'ils sont censés assurer pendant l'année scolaire.

Mais il est vrai que les enseignants se voient parfois attribuer des cours à court terme. Ce sont notamment des situations imprévisibles, comme un congé de maladie qui occasionnent un changement de dernière minute.

Les directions veillent en pareil cas à limiter les inconvénients causés aux enseignants.

Ad 5)

Je pense qu'à moyen terme tous les enseignants devraient être formés à enseigner au moins deux branches.

Question 2502 (8.12.2003) de M. Jean Huss (*DÉI GRENG*) concernant la législation en vigueur et âgée de plus de cent ans:

Quel est le nombre des législations toujours en vigueur et antérieures au 1^{er} janvier 1900?

Réponse (9.1.2004) de M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*:

Selon les informations reprises au Relevé Général de la Législation 2003, il y a 249 actes législatifs et réglementaires datant d'avant le 1^{er} janvier 1900 qui sont encore en vigueur à l'heure actuelle.

Question 2507 (9.12.2003) de M. Jean Huss (*DÉI GRENG*) concernant la contamination au PER:

Le problème de la contamination au PER de sites industriels et administratifs vient de nouveau d'être soulevé par la presse hebdomadaire.

Dans le cas de l'affaire de l'ancienne usine «Pulvermühle» plusieurs questions s'imposent:

- Le site de l'ancienne blanchisserie industrielle, transformé en complexe administratif, avait-il été soumis à la procédure commodo/incommodo et une demande d'autorisation avait-elle été introduite par le nouveau propriétaire?

La loi sur les établissements classés prévoit dans son article 14(7) que toute cessation d'activité doit être déclarée à l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui fixera les conditions pour assurer la décontamination, la démolition des immeubles, l'assainissement du sous-sol et la remise en état du site.

- La cessation d'activité de l'ancienne blanchisserie a-t-elle été déclarée aux autorités?

- Quant les autorités ont-elles eu connaissance de la cessation?

- L'ancienne blanchisserie disposait-elle d'une autorisation d'exploitation?

- A qui incombe le devoir d'assainissement?

- Monsieur le Ministre de l'Environnement a-t-il rappelé aux anciens et nouveaux propriétaires du site leur responsabilité dans ce dossier?

- Quelles démarches seront prises par les autorités pour garantir un assainissement du site?

Les soixantaines d'employés des deux sociétés de services qui occupent les bâtiments de l'ancienne blanchisserie connaissent des problèmes de santé en raison des taux élevés de PER.

- Le Ministre de la Santé a-t-il connaissance de ces problèmes?

- Ses Services sont-ils intervenus?

- Y a-t-il eu des contrôles réguliers de la médecine du travail et quels sont les résultats éventuels?

Réponse (8.1.2004) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Le site de l'ancienne blanchisserie industrielle est effectivement transformé en complexe administratif. Ce complexe administratif, se composant d'un seul bâtiment administratif abritant plusieurs sociétés distinctes, vu dans son ensemble, dépasse la surface utile de 1.200 m² et est de ce fait soumis à autorisation préalable en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Une telle autorisation n'a pas été sollicitée.

La cessation d'activité de l'ancien établissement, telle que prévue par la loi précitée du 10 juin 1999, n'a pas été déclarée. Toutefois, après injonction de l'Administration de l'Environnement adressée en août 2003 et en novembre 2003 à l'ancien exploitant et liquidateur de

l'entreprise de nettoyage, ce dernier a informé l'Administration de la cessation des activités qui aurait eu lieu suite à la déclaration de faillite de l'entreprise en question.

L'Administration de l'Environnement a été informée fin juin 2003 par une des sociétés locataires de l'actuel bâtiment administratif qu'une analyse de l'air dans leurs locaux aurait fait apparaître une présence anormale de trichloréthylène, de tétrachloréthylène et de toluène. En date du 14 août 2003, le propriétaire s'est adressé à l'Administration de l'Environnement afin que celle-ci lui communique les données relatives à une éventuelle décontamination du site. Sur invitation de l'Administration de l'Environnement, l'Inspection du Travail et des Mines, la Direction de la Santé, Division de la Santé au Travail, et le Ministère de l'Intérieur, Services de la Gestion de l'Eau se sont réunis le 22 septembre 2003 afin de se concerter sur les moyens légaux applicables en vue de protéger le personnel et l'environnement.

Ainsi, diverses démarches ont été entamées notamment par l'Administration de l'Environnement, aussi bien auprès de l'ancien exploitant de l'entreprise de nettoyage et du curateur de la faillite qu'auprès des exploitants de l'actuel site dont le propriétaire actuel du terrain, en vue d'aboutir à une étude sur l'envergure de la pollution et à un assainissement subséquent.

Les dossiers de l'Administration de l'Environnement ne renseignent pas sur une autorisation d'exploitation délivrée par le Ministre de l'Environnement à l'égard de l'ancienne entreprise de nettoyage.

L'Administration de l'Environnement a informé le Parquet du Tribunal d'arrondissement du dossier en question.

La Direction de la Santé, Division de la Santé au Travail, a été avertie des problèmes mentionnés par l'honorable Député en juillet 2003 par le Service de Santé au Travail multisectoriel (STM) qui est compétent pour les différentes entreprises établies dans les locaux situés au 1A, rue du Fort Dumoulin (Pulvermühle).

Les employés des sociétés en question sont effectivement exposés sur le lieu du travail à du tétrachloréthylène (perchloréthylène) retrouvé en l'air ambiant par le Laboratoire national de Santé. Les employés des différentes sociétés ont eu un dosage sanguin du taux de perchloréthylène. Un dépistage oculaire réalisé par le médecin du travail compétent a montré une dyschromatopsie (troubles de la perception des couleurs) et une perturbation des contrastes chez quelques travailleurs exposés.

La Direction de la Santé, Division de la Santé au Travail, a averti l'Inspection du Travail et des Mines de la situation constatée dans les locaux au 1A, rue du Fort Dumoulin. En collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines et le médecin du travail compétent des entreprises concernées, la Division de la Santé au Travail a réalisé en août 2003 une visite d'entreprise suivie d'une réunion de concertation avec les différentes parties concernées. Une deuxième réunion de concertation a eu lieu avec l'Administration de l'Environnement, l'Inspection du Travail et des Mines et les Services de la Gestion de l'Eau.

Durant les réunions susmentionnées et en concertation avec le Service de Santé au Travail multisectoriel, la Direction de la Santé, Division de la Santé au Travail, a ordonné que les travailleurs en question aient droit à un suivi régulier par le médecin du travail et que des nouvelles analyses de l'air et de sang aient lieu en fin d'année. Les examens à charge du Ministère de la Santé et de l'Association d'assurance contre les accidents ont montré des valeurs de tétrachloréthylène sanguines situées en

moyenne aux alentours de dix microgrammes par litre. Ces valeurs sont très inférieures à celles qu'on retrouve chez des personnes professionnellement exposées. Elles sont par contre actuellement supérieures aux valeurs normales pour des personnes non professionnellement exposées (taux inférieur à un microgramme par litre), mais devraient se normaliser avec l'arrêt d'exposition des travailleurs.

Du fait que le bâtiment administratif actuellement exploité sur le site en question n'est pas couvert par une autorisation d'exploitation telle que requise en vertu de la loi précitée du 10 juin 1999, le Ministre de l'Environnement, tout en appliquant les règles de procédure administrative non contentieuse, a formellement informé en date du 12 novembre 2003 aussi bien le propriétaire de l'immeuble que les deux sociétés locataires de son intention d'arrêter l'exploitation des bureaux, par mesure provisoire, jusqu'à la délivrance de l'autorisation requise. Par la suite, les deux sociétés locataires ont signalé au Ministre de l'Environnement de quitter les lieux avant la fin de l'année 2003 alors que le propriétaire du terrain a déclaré au Ministre de l'Environnement être disposé à faire tout ce qui est nécessaire afin d'assainir le site dans les meilleurs délais, sous le contrôle des autorités et sous réserve de tous droits contre tous tiers.

Question 2509 (11.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la ligne de galvanisation à Dudelange Greisendall:

Comme prévu dans le cadre de la création d'Arcelor, la ligne de galvanisation à Dudelange Greisendall, à l'arrêt depuis octobre 2001, a été entre-temps cédée à un groupe belge. La ligne a été remise en service à partir de septembre 2003 sans disposer d'une autorisation dans le cadre du com- modo/incommodo.

Les responsables de l'entreprise renvoient à une procédure en cours pour le laminoir de Dudelange qui inclurait leur entreprise.

- Comme la nouvelle entreprise dispose d'une connexion aux chemins de fer, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il trouve normal que l'approvisionnement et le transport des produits finis vers les clients se fait exclusivement par camions en bonne partie à travers le centre de la ville de Dudelange?

- Monsieur le Ministre entend-il soutenir les responsables de la Ville en vue d'une solution raisonnable permettant le transfert de ces transports lourds vers le rail?

Réponse (6.1.2001) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

L'approvisionnement de la ligne de galvanisation du Greisendall et l'acheminement des produits finis au départ du Greisendall vers les clients dépendent de nombreux facteurs - techniques, économiques et de service - au-delà de la connexion aux chemins de fer du site du Greisendall.

Ne connaissant pas tous les facteurs en question, il ne m'appartient pas de porter une appréciation sur les choix du mode de transport effectué par l'entreprise. Toujours est-il que, toutes choses égales par ailleurs, ces choix devraient se porter sur le mode «rail», aussi pour éviter le transport lourd à travers les agglomérations.

Il va de soi que la Ville de Dudelange bénéficiera de l'appui bienveillant du Ministre de l'Economie dans la recherche d'une solution raisonnable dans l'intérêt de la ville de Dudelange et de l'entreprise.

Question 2513 (11.12.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le rapport officiel de l'accident aérien Luxair:

Mat Datum vun haut hutt Dir dem Chamberpresident een Exempleire vum definitive Rapport iwwert d'Fliegeraccident vum 6. November 2002 zoukomme gelooss, deen direkt per «Courrier électronique» un d'Deputéiert verdeelt ginn ass. Am Virwuert vun dësem Rapport an englescher Sprooch gëtt awer am Fettdrock drop higewisen, datt et sech dobäi ëm eng englesch Iwwersetzung vum offizielle Rapport handelt, deen a franséischer Sprooch verfaasst ass. «This report is a translation from the official report published in French». (Säit 2)

Ech fannen dat erstaunlech, well ech mengen, d'Chamber hätt e Recht op den offizielle Rapport, deen an enger vun eisen offizielle Sproochen redigéiert ass, an net op eng Iwwersetzung an enger Sprooch, déi net zu eisen offizielle Sproochen gehéiert. Well Dir als Regierung jo ganz sécher deen offizielle franséischen Text zur Verfügung hutt, an eis Hauptverwaltungssprooch Franséisch ass, wollt ech lech froen, wat d'Ursach vun dësem onverständleche Virgoen ass an ob Dir bereet sidd, der Chamber sou séier wéi méiglech de franséischen Originaltext zoukommen ze loossen.

Réponse (2.1.2004) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Ech erënneren drun, dass d'Englesch déi Sprooch ass, déi generell am Aviatiounsberäich gebraucht gëtt. Och am Fall vun der Enquête war dat esou, well d'Majoritéit vun deenen implizéierte Parteie Schwiereregkeete mat engem franséischen Text gehat hätten. Dofir gouf an englescher Sprooch geschafft.

Et ass awer grad esou evident, dass déi definitiv Versioun an enger vun eisen officielle Sproochen sollt zur Verfügung stoen an dass et dofir och de franséischen Text ass, deen als officielle Rapport gëllt.

Säit dem 23. Dezember 2003 steet déi franséisch Versioun nieft der englescher um Internetsite vum Transportministerium.

Ech hu mir des Weideren erlaabt, der Chamber och een Exempleire vun der franséischer Versioun zoukommen ze loossen.

Question 2517 (16.12.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la tournée de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL):

Récemment l'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL) a entrepris une tournée de concerts en Asie.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame le Ministre les questions suivantes:

1. Quel est le montant exact de toutes les dépenses de cette tournée en Asie ainsi que du voyage de la délégation du Ministère de la Culture en Chine pour assister à un de ces concerts?

2. Quelles retombées positives pour l'OPL sont attendues de cette tournée de concerts en Asie?

Réponse (9.1.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL) est une fondation de droit privé. Dotée d'une subvention de l'État, tirant recettes de ses activités et bénéficiant du mécénat, cette fondation gère ses activités en toute autonomie, sous

réserve des contrôles financiers prévus par ses statuts. Bien évidemment, la fondation a fourni à mes services toutes les informations nécessaires pour les besoins de cette présente réponse.

1) Le montant total de toutes les dépenses engendrées par la tournée en Asie s'élève à 674.636 euros. Ces dépenses sont ventilées comme suit:

- frais de voyage et de séjour (avions, bus, per diems)	386.859.-
- transport du matériel (à l'intérieur de l'Asie)	117.327.-
- cachets pour chef d'orchestre et solistes	120.450.-
- frais d'assurance	5.000.-
- commissions pour l'agence artistique	45.000.-
	<hr/> 674.636.-

La tournée en Asie de l'OPL a duré 15 jours. L'orchestre était invité pour six concerts en Chine (Macau, Guangzhou, Beijing, Shanghai) et en Corée (Seoul).

Il y a lieu de signaler que les cachets pour le chef d'orchestre et les solistes auraient également été engagés pour des concerts au Luxembourg.

En tant qu'orchestre invité, tous les frais d'hôtel ont été payés par les organisateurs des concerts. De plus, ces concerts ont rapporté à l'OPL la somme de 65.000 euros.

Dans le cadre d'une action de sponsoring indirecte, la société Cargolux a assuré, sans frais pour l'OPL, l'aller et retour en Asie du matériel complet de l'orchestre (sept tonnes).

Le sponsoring direct généré pour cette seule tournée se chiffre à 216.800 euros. Il a été rendu possible par les sociétés suivantes: Arcelor, SES-ASTRA, Paul Wurth SA, HSBC Republic Bank, Bank of China, Industrial & Commercial Bank of China et TrefilArbed Kiswire.

Déduction faite des recettes ainsi que du sponsoring, l'OPL a déboursé le montant total de 392.836 euros.

Quant au déplacement de la délégation officielle du Gouvernement luxembourgeois (deux personnes), il s'agissait de répondre à une invitation officielle du Ministre chinois de la Culture, Monsieur Sun Jiazheng, ceci dans le cadre de l'accord de coopération culturelle sino-luxembourgeois signé en 1979 et suite à la visite au Luxembourg en octobre 2002 du Vice-Ministre chinois de la Culture, Monsieur Zhao Wejsui. Aussi les relations bilatérales entre la Chine et le Luxembourg ont-elles pu être intensifiées. Concrètement, j'ai pu remettre au Ministre chinois de la Culture une liste d'objets d'art de la Cité interdite qui devraient être exposés au Luxembourg en 2005. De plus, la possibilité d'une exposition du peintre luxembourgeois Tung-Wen Margue et de concerts du pianiste Francisco Schlimé en Chine ont été discutés. Avec le Ministre chinois de l'Éducation, Monsieur Zhou Ji, j'ai pu nouer un premier contact en vue d'une collaboration future entre les universités de Beijing et du Luxembourg. Enfin, j'ai pu prendre des contacts avec plusieurs directeurs de musées et d'instituts nationaux ainsi qu'avec les responsables du futur Opéra national de Chine. Comme la tournée de l'OPL en Chine a pu être réalisée notamment en vertu de l'accord de coopération culturelle précité, cette visite officielle de quatre jours fut organisée pendant la tournée de l'OPL en Chine. Néanmoins, aucune délégation luxembourgeoise n'avait fait le chemin de la Chine pour le seul concert de l'OPL à Beijing.

2) Comme la tournée de l'OPL a été un succès artistique sans commune mesure, les retombées positives pour l'OPL sont très nombreuses, à savoir:

- L'image de marque de l'orchestre à l'échelon international a été renforcée. Au Festival international de Musique de Macau par exemple, l'OPL a pu être comparé aux plus grands orchestres mondiaux. Malgré cette «concurrence» nouvelle pour l'OPL, son succès fut exceptionnel.

- S'agissant d'un programme sur cinq semaines (deux semaines de préparation, deux semaines de tournée, une semaine avec trois concerts au Luxembourg), le travail intense avec le chef titulaire Bramwell Tovey a encore pu améliorer sensiblement la qualité musicale de l'orchestre. De plus, les liens entre l'orchestre et son directeur musical ont pu être renforcés davantage.

- Comme ce déplacement fut la première grande tournée de l'orchestre depuis sa reprise par la Fondation Henri Pensis et au vu de l'arrivée massive de jeunes musiciens depuis cette reprise, les efforts et succès communs ont eu un impact très important sur la cohésion de l'orchestre. A tous les niveaux - artistiques, administratifs et relationnels - l'OPL est sorti grand de cette expérience.

- L'orchestre a pu réaliser cette grande tournée en Asie sans failles artistique et organisationnelle. Cette circonstance valorise l'orchestre aux yeux des organisateurs de concerts et agences artistiques. Un gain en attractivité de l'orchestre au plan international en est la suite logique. Aussi, les cachets de l'OPL pour des concerts à l'étranger ne seront-ils certainement pas à revoir à la baisse, mais tout le contraire sera vrai.

- L'accueil de la part des sponsors devrait encore s'intensifier avec comme corollaire un accroissement des recettes du sponsoring.

- La couverture médiatique en Asie a été excellente et a fait connaître les qualités artistiques et culturelles de l'OPL et du Grand-Duché de Luxembourg.

- S'agissant d'une tournée dans le cadre d'un échange culturel entre la Chine et le Luxembourg, les relations notamment culturelles entre la Chine et le Luxembourg se sont vues renforcées, ce qui peut encore profiter à l'OPL. Ainsi, il est prévu de faire participer l'orchestre aux manifestations d'ouverture de l'Opéra national de Chine à Beijing.

- La couverture médiatique au Luxembourg a été très intense. La population au Luxembourg a pu suivre les performances et les succès de l'orchestre à l'étranger. Ainsi, la réputation de l'orchestre au Luxembourg en a également profité.

Question 2519 (16.12.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant l'élimination des véhicules hors d'usage:

Zu Lëtzebuerg ginn all Joer tëschent 9.000 an 10.000 Autoer verschrott oder mussen entsuergt ginn. Well Lëtzebuerg keng Autosproduktioun huet, läit laut enger EU-Direktiv d'Flicht fir dës Autoer gratis ze entsuerge bäi deenen eenzelne Vertagshändler.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass hei am Land d'Autosentsuergung organiséiert?

2. Wou an op wéi vill Plaze gëtt de Leit ugebueden, fir hir Autoer virschreftsméisseg ze entsuergen? An Däitschland zum Beispill ginn et där Plaze ronn 15.000, an am Prinzip brauch do kee méi wéi zéng km bis zur nächster Entsuerungsplaz ze fueren.

3. Wéi ass d'Entsuergungsprozedur hei zu Lëtzebuerg bei de Camionen an den Autobussen?

Réponse (8.1.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Par le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage le Grand-Duché de Luxembourg a transposé en droit national la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage.

Suivant cette réglementation les importateurs professionnels de véhicules au Luxembourg sont obligés de mettre en place des points de collecte des véhicules hors d'usage ainsi que, dans la mesure où cela est techniquement possible, des pièces usagées qui constituent des déchets et qui sont retirées des voitures lorsqu'elles sont réparées ou entretenues. Les importateurs doivent en plus s'assurer de la disponibilité d'installations de traitement des véhicules hors d'usage. Le coût de la mise en œuvre de ces dispositions est à supporter par les importateurs.

Depuis le 1^{er} juin 2003 les importateurs ont une obligation de reprise pour les véhicules hors d'usage dont la première immatriculation a eu lieu à partir du 1^{er} juillet 2002. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 2007 que les importateurs doivent obligatoirement veiller à la reprise de tous les véhicules hors d'usage. Suivant une étude effectuée en 2002 pour le compte de l'Administration de l'Environnement, la durée de vie des voitures est en moyenne entre douze à 14 ans. On peut donc admettre qu'actuellement peu de voitures sont déjà touchées par les dispositions précitées du règlement grand-ducal du 17 mars 2003.

En vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, les points de reprise des véhicules hors d'usage sont à autoriser par le Ministre de l'Environnement. En outre, le stockage intermédiaire de déchets tombe sous les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Jusqu'à présent aucun dossier de demande pour la mise en œuvre d'un point de reprise de véhicules hors d'usage n'a été introduit à l'Administration de l'Environnement par un importateur de voitures. Étant donné que chaque État membre doit régulièrement faire rapport à la Commission européenne sur la mise en œuvre de la directive 2000/53/CE, les importateurs doivent annuellement informer l'Administration de l'Environnement de leurs démarches en matière de réutilisation et de valorisation des véhicules hors d'usage.

Actuellement les véhicules hors d'usage en provenance du Luxembourg sont principalement exportés en France pour y être traités. Les véhicules hors d'usage qui n'ont pas été mis à sec sont considérés comme des déchets dangereux. Le transfert des véhicules doit être préalablement notifié à l'Administration de l'Environnement.

Le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 concerne les véhicules des catégories M1 (véhicules affectés au transport de personnes comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum) et N1 (véhicules affectés au transport de marchandises ayant un poids maximal qui n'exède pas 3,5 tonnes) ainsi que les véhicules à deux ou trois roues.

Question 2526 (17.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le label d'accessibilité:

Dans le cadre de ses orientations budgétaires en faveur des per-

sonnes handicapées pour l'année 2004, Madame la Ministre avait annoncé la mise en place d'un label d'accessibilité s'adressant aux promoteurs de sites privés et publics.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre, si ce projet a pu être finalisé entre-temps?

Selon quels critères et procédures le label sera-t-il attribué?

Réponse (19.1.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

Le projet qui fut annoncé dans le cadre des orientations budgétaires pour l'année 2004 est en voie de finalisation. Il fait partie intégrante d'une conception globale de la mise en place progressive d'une culture d'accessibilité au pays. Cette conception globale qui vient d'être élaborée par les services compétents en matière d'accessibilité en étroite collaboration avec mon département compétent vise à répondre à un besoin urgent de structurer l'offre de services en matière d'accessibilité. En effet, suite à l'introduction de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public, les demandes en vue d'une information, d'une formation, d'une évaluation ou bien d'un conseil technique en matière de construction accessible sont en augmentation.

Le projet de conception globale de la mise en place de l'accessibilité intègre deux campagnes de sensibilisation dont la première, d'ordre national, est celle qui vous intéresse plus particulièrement. Elle vise la reconnaissance d'un service «public» accessible par le biais d'un label, appelé «label plus» à des fins de distinction du label visé par la loi précitée. La seconde est une campagne transfrontalière, connue sous le nom de «EureWelcome» et vise à promouvoir l'accessibilité dans la Grande Région. Les deux campagnes se distinguent au niveau du champ d'application et des conditions d'attribution. La seconde se limite aux secteurs touristique, culturel et sportif tandis que la première vise l'ensemble des services ouverts au public. Par ailleurs, l'octroi du «label plus» est soumis au respect de tous les conditions d'attributions, ce qui n'est pas le cas pour la reconnaissance de l'«EureWelcome».

Étant donné que les deux campagnes de sensibilisation font partie intégrante d'une seule et même conception d'accessibilité, il est prévu de les lancer ensemble au cours de cette première moitié de l'année 2004. Quant aux critères et procédures nécessaires à l'octroi du «label plus», vous en seriez informé par la presse le moment venu. Sachez cependant que cette prestation sera rendue à titre onéreux, étant donné qu'elle jouera directement sur la qualité d'un service public.

Question 2529 (17.12.2003) de Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV) concernant la prescription de la Ritaline aux enfants hyperactifs:

La Ritaline est un médicament qui est prescrit de plus en plus à des enfants dits hyperactifs ou, plus médicalement, à des enfants souffrant d'hyperactivité avec déficit de l'attention. La Ritaline entraîne une amélioration du contrôle de la motricité fine. Elle améliore nettement la fonction d'attention et renforce ainsi la mémoire à court terme et les activités de concentration. Cependant la prescription de ce médicament dans les milieux médicaux, scolaires, parentaux et éducatifs n'est pas contestée parce que la Ritaline est souvent apparentée à une drogue et peut entraîner des effets secondaires comme la perte d'appétit, des troubles du sommeil ou des risques d'insom-

nie. D'après mes informations, aucune étude concernant les effets à long terme n'est connue à ce jour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Qui est autorisé à prescrire la Ritaline au Luxembourg?
- Existe-t-il des études concernant la Ritaline et quels en sont les résultats éventuels?
- Existe-t-il des services ou mesures de soutien et d'encadrement pour des enfants souffrant d'hyperactivité ainsi que pour les parents concernés?

Réponse (23.1.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le médicament Ritaline peut être prescrit par tout médecin autorisé à exercer au Luxembourg.

Toutefois, pour ce qui est du remboursement par l'assurance-maladie, l'article 107 des statuts de l'UCM s'applique. Ledit article soumet à la double condition d'un protocole thérapeutique et d'un accord préalable du contrôle médical le remboursement pour tout médicament du type stimulant du système nerveux central dans le cadre du traitement du trouble/déficit de l'attention ou de l'hyperactivité, dont la Ritaline.

Pour la Ritaline, comme pour tout autre médicament, l'autorisation de mise sur le marché présuppose des études démontrant son efficacité dans les indications proposées.

Les études disponibles ne confirment pas un risque plus élevé de la dépendance aux drogues pour les enfants traités au méthylphénidate, principe actif de la Ritaline. Il est vrai que cette substance peut provoquer une diminution de l'appétit.

Quant aux troubles du sommeil la notice déconseille, pour les enfants qui en souffrent, la prise du médicament après 16 heures.

Trois services offrent une prise en charge des enfants souffrant d'hyperactivité et de leurs parents. Il s'agit d'une part de deux services dépendant du Ministère de l'Éducation nationale qui assurent une prise en charge plus générale, à savoir le Service de guidance de l'enfance et le Service ré-éducatif ambulatoire. Une prise en charge spécifique est offerte par le Service de consultation et d'aide psychomotrice du «Lëtzeburger Aktiounskrees Psychomotorik asbl», qui bénéficie d'une convention avec le crédit Ministère.

Question 2531 (18.12.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le Protocole de Kyoto:

En date du 15 décembre 2003, les ministres de l'Énergie des quinze pays membres de l'Union européenne et la commissaire européenne chargée de l'Énergie, ont débattu de la marche à suivre au cas où le protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre ne serait pas ratifié. La ratification internationale du protocole dépend de la décision de la Russie, qui semble de moins en moins désireuse de se joindre au processus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle a été la position du Gouvernement luxembourgeois durant cette réunion concernant la ratification du protocole de Kyoto dans le cas où la Russie ne joindrait pas le processus?
- Dans l'hypothèse d'un échec du protocole de Kyoto, le Gouvernement compte-t-il se tenir aux engagements prévoyant de réduire

les émissions de gaz à effet de serre pour 2008-2012 de 28% par rapport à l'année de référence 1990?

- Qu'en est-il des lacunes ou manques des données d'inventaire pour le Luxembourg cités à plusieurs reprises dans le rapport de la Commission européenne publié le 28 novembre 2003 au titre de la décision 93/389/CEE du Conseil, modifiée par la décision 99/296/CE relative à un mécanisme de surveillance des émissions de CO₂ et des autres gaz à effet de serre dans la Communauté?

Réponse (21.1.2004) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

La position du Gouvernement luxembourgeois était celle des autres États membres de l'Union européenne, à savoir que le protocole de Kyoto reste l'unique instrument réglementaire international imposant aux pays industrialisés des objectifs de réduction et de limitation des émissions de gaz à effet de serre, et par là constitue le premier pas pour combattre les changements climatiques.

L'Union européenne va continuer à œuvrer dans le sens d'une ratification du protocole de Kyoto par la Russie et des autres parties ne l'ayant pas encore fait.

Même si le protocole de Kyoto ne va pas entrer en vigueur, le Luxembourg va mettre en œuvre des politiques et mesures pour réduire ses émissions de CO₂.

Aussi longtemps que la Communauté européenne et ses États membres ne vont pas revoir leurs engagements, l'objectif de réduction du Luxembourg restera celui indiqué par l'honorable Député.

Le Gouvernement s'efforce de fournir des données détaillées à la Commission, dans la mesure des possibilités techniques de nos services. Il est vrai que pour les gaz dits fluorés (SF₆, PFC, HFC), de même que pour les puits de carbone, notre base de données doit être complétée. Or, ceci semble être un problème pour beaucoup de pays concernés. Ainsi, en ce qui concerne la présentation des inventaires en temps voulu, ceci reste également un problème pour l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne.

Question 2533 (18.12.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les répercussions de la baisse du dollar sur le prix de l'essence:

L'euro, qui établit jour après jour de nouveaux records historiques, s'envole face au dollar en raison des déséquilibres illustrés au cours de cette semaine par le très important déficit de la balance des comptes courants aux États-Unis. Cette évolution à également son importance pour le prix du pétrole, qui s'est soldé par une baisse suite à la faiblesse du dollar et à la puissance de l'euro. Cette baisse des prix devrait normalement se répercuter sur les prix d'essence. Or, jusqu'à ce jour, ces derniers sont restés inchangés.

Dans ce contexte, j'aimerais connaître les raisons pour lesquelles la baisse du dollar n'a pas répercuté sur les prix d'essence au profit du consommateur?

Réponse (21.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*:

Depuis le début du mois d'avril et jusqu'à la mi-juin l'évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US, ainsi que la baisse des cotations pour le pétrole brut ayant

suivi le début des hostilités en Irak, ont eu une influence favorable sur les prix des produits pétroliers.

Ainsi certaines hausses ont pu être évitées, alors que les baisses ont gagné en ampleur.

A partir du mois de juillet jusqu'à la fin du mois d'août les cotations pour le pétrole brut sont passées de 28 à 30 dollars US par baril au 14 octobre) alors que le rapport au dollar baissait légèrement de 1,15 à 1,10 ce qui a eu comme résultat une série de hausses des prix des produits pétroliers.

Au cours du mois de septembre les cotations pour le pétrole brut ont chuté jusqu'à 24,43 dollars US par baril (19 septembre) alors que le cours de l'euro remontait à 1,16.

Cette évolution s'est traduite par une baisse de 13% des prix hors taxes des produits pétroliers.

La première moitié du mois d'octobre a été marquée par une remontée des cotations pour le pétrole brut (31,27 dollars US par baril) alors que le rapport euro/dollar restait pratiquement inchangé, ce qui a eu comme conséquence une hausse des prix.

Au cours de la deuxième moitié du mois d'octobre un repli des cotations a permis une fixation en baisse des prix au public, qui sont restés stables jusqu'au 1^{er} janvier 2004, date du relèvement de la contribution sociale ainsi que de la redevance de contrôle.

A partir du mois de novembre les cotations pour le pétrole brut, parallèlement au cours de l'euro, ont évolué à la hausse, de façon que les prix des produits finis, ainsi que les prix au public sont restés pratiquement inchangés.

En annexe vous trouverez les tableaux synoptiques retraçant l'évolution des prix du pétrole brut, des produits raffinés et des prix à la consommation luxembourgeois pour l'année 2003 (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Il y a lieu de retenir dans ce contexte que la répercussion des variations de prix du pétrole brut sur les prix des produits finis est modulée en fonction de la demande saisonnière, et que les changements des prix au public suivent avec un léger retard l'évolution des prix des produits finis.

Question 2544 (19.12.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'évasion de deux détenus du Centre Hospitalier:

J'ai pu lire dans la presse il y a quelques jours que deux détenus se sont évadés de leur chambre d'hôpital du CHL. Un des détenus semblait avoir contracté la tuberculose, l'autre y était traité pour une opération.

Bien sûr, il est logique qu'on ne demande pas à un policier de veiller dans la chambre d'un détenu ayant contracté une maladie contagieuse et de risquer de contracter la maladie mais de rester devant la chambre. Cependant, il me revient qu'il existe au sous-sol du CHL deux chambres spécialement aménagées pour pouvoir accueillir des détenus. Mais apparemment elles n'ont pas été utilisées dans les deux cas précités. Au contraire, il semble qu'on ait hébergé les détenus dans des chambres normales du CHL. Ainsi, dans un de ces cas d'évasion, le détenu aurait juste dû ouvrir la fenêtre et descendre les échafaudages qui s'y trouvaient pour les rénovations au CHL.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner les raisons pour lesquelles les deux chambres spécialement aménagées pour les détenus n'ont pas été utilisées?

- Quelles sont les mesures à prendre pour éviter qu'un policier contracte une maladie contagieuse auprès d'un malade se trouvant au CHL?

Réponse commune (22.1.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Un détenu condamné à une peine de prison de 12 mois pour infraction au code de la route s'est évadé au CHL en date du 12 décembre 2003 où il séjournait du 8 au 13 décembre 2003 pour se soumettre à une intervention chirurgicale.

Un détenu préventif qui se trouvait au CHL depuis le 6 décembre 2003 s'est évadé en date du 10 décembre 2003.

Il est exact que les deux détenus ne séjournaient pas dans les chambres sécurisées du CHL.

Dans le cas du détenu préventif évadé, l'hébergement dans la cellule sécurisée a été refusé pour raison médicale. Dans le cas du détenu condamné, l'hébergement dans la cellule sécurisée n'a pas été envisagé au vu du caractère non dangereux de ce détenu. D'ailleurs, il a pu être arrêté par la police à son domicile peu de temps après.

Quant au dernier volet de la question parlementaire, il y a lieu de consulter de cas en cas le personnel médical de l'hôpital concerné.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng
Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nospelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz